

RAPPORT ANNUEL

2022

KINEPOLIS GROUP



RAPPORT ANNUEL

2022

KINEPOLIS GROUP







Table des matières

01	Message du Président et du CEO	4	10	Entreprendre en ayant un impact et de manière responsable	54
02	Notre raison d'être	10		Politique ESG	56
03	Résultats 2022	12		Expérience client de qualité	60
	Modèle de création de valeur	14		Soutien aux communautés locales	72
	2022 en un clin d'œil	16		Bien-être et développement des collaborateurs	74
	Chiffres clés et ratios	18		Respect de l'environnement	84
	Informations sur l'action	21		Intégrité dans les affaires	94
	Explication des résultats financiers	22		Taxonomie de l'UE	96
	Priorités et résultats ESG	24	11	Gouvernance d'Entreprise	100
04	Kinepolis dans le monde	26		Déclaration de Gouvernance d'Entreprise	102
	Canada États-Unis	28		Rapport de rémunération	109
	Europe	29		Gestion des risques	115
	Expansion en 2022	30		Respect du code de Gouvernance d'Entreprise	120
05	Nos marques	32		Autres informations	121
06	Nos visiteurs	34	12	Rapport financier	122
07	Activités principales	36		États financiers consolidés	124
08	Environnement professionnel	40		Notes explicatives des états financiers consolidés	130
09	Notre stratégie	44		Rapport du commissaire	202
	Vision : L'expérience cinématographique ultime	44		États financiers abrégés de Kinepolis Group SA	206
	Meilleur exploitant de cinémas	46		Réconciliations	208
	Meilleur marketeur	48		Glossaire et APM	212
	Meilleur gestionnaire immobilier	50		Calendrier financier 2023-2024	213
	Stratégie d'expansion	52		Déclaration relative aux informations figurant dans le rapport annuel	214

01 Message du Président et du CEO

Joost Bert – Président du Conseil d'Administration
Eddy Duquenne – CEO de Kinopolis Group



Eddy Duquenne, Joost Bert



Mesdames, Messieurs,
Cher actionnaire, client et collaborateur,

2022 a signé la première année de reprise après une pandémie qui a tenu les cinémas pieds et poings liés pendant plus de deux ans. Au cours du premier trimestre de 2022, nous devions encore faire face à des mesures restrictives, voire, dans certains pays (à savoir les Pays-Bas et le Canada), à des fermetures.

En termes de contenu cinématographique, nous avons eu droit à quelques blockbusters spectaculaires en 2022, tels que « Top Gun : Maverick » et « Avatar : La Voie de l'eau », ainsi qu'à des films à succès locaux dans différents pays, qui ont permis aux cinéphiles de revenir en masse pour découvrir la magie du grand écran.

Cependant, le nombre de sorties de films en provenance d'Hollywood est resté limité par rapport à l'offre d'avant la pandémie. La pandémie en Chine, entre autres, a incité Hollywood à reporter ses films au maximum à 2023 et 2024. La stabilisation de cette situation, une reprise mondiale de la production cinématographique en 2022 et le regain d'intérêt des studios pour le modèle cinématographique promettent une nouvelle croissance de l'offre de films internationaux au cours des années à venir.

Dans ce contexte, la fréquentation en 2022 s'est rétablie à 72,7 % de son niveau d'avant la Covid (2019), pour un chiffre d'affaires atteignant 90,6 % de celui de 2019. La forte reprise du chiffre d'affaires est le résultat de notre stratégie qui consiste à miser au maximum sur l'expérience. Les ventes par visiteur n'ont jamais été aussi élevées.

Grâce à la poursuite de la premiumisation de notre gamme de produits et à la mise en œuvre réussie de notre plan Entrepreneurship – qui a rendu notre entreprise plus résistante à une perte de visiteurs à long terme – Kinepolis a sensiblement gagné en solidité

01

financière l'année dernière. Le résultat opérationnel ajusté pour les loyers (EBITDAL) s'est élevé à 114,0 millions € en 2022 (contre 38,5 millions € en 2021) et l'EBITDAL par visiteur a atteint son niveau le plus élevé, passant de 2,24 € à 3,89 €.

”

Le résultat que nous obtenons par visiteur illustre l'efficacité des mesures prises, mais révèle également le potentiel pour l'avenir où le taux de fréquentation poursuit sa reprise au fur et à mesure que l'offre de blockbusters s'étoffe à nouveau.

D'un point de vue financier, Kinopolis est aujourd'hui l'un des acteurs les plus solides du secteur. Cela crée des opportunités, à la fois en termes d'investissements dans l'expérience client et d'engagement dans l'expansion du Groupe.

Comme signe de confiance dans l'avenir, nous proposons donc une reprise prudente des paiements de dividendes, bien que sur la base d'un ratio de distribution plus faible que par le passé, dans l'attente de la poursuite du rétablissement de la solvabilité du Groupe et d'une nouvelle réduction de la dette.

En 2022, nous avons repris avec prudence notre stratégie d'expansion et avons pu ajouter quelques nouveaux cinémas à notre portefeuille. Au quatrième trimestre, nous avons ouvert Kinopolis Metz Amphithéâtre, le dernier d'une série de cinq projets de nouvelle construction que nous avons ouverts depuis le début de la pandémie. Nous avons également réalisé quelques acquisitions intéressantes dans des régions et sur des marchés stratégiquement situés. Nous avons ainsi repris l'exploitation de deux cinémas en Espagne, l'un situé à Mataró, près de Barcelone, et l'autre dans le célèbre centre commercial La Cañada à Marbella. Enfin, nous avons également repris, à la mi-décembre, un cinéma à Amnéville, dans le nord-est de la France.



Kinopolis Metz Amphithéâtre

© MB Photo Sensor



Kinepolis La Cañada (Marbella, ES)



Ciné K



Landmark Cinemas St. Catharines (CA)

L'année 2022 a également marqué le véritable début de l'intégration et de l'introduction des concepts Kinepolis aux États-Unis. Nous y avons installé des « sièges VIP », traduction américaine de nos « Cosy Seats », dans 66 salles. Les résultats ont été très positifs, avec une occupation moyenne plus de deux fois supérieure à celle des fauteuils inclinables (« recliner ») standards. Nous constatons le même succès au Canada avec le déploiement des « Premiere Seats » et le concept « Laser ULTRA » de Kinepolis est également en train de prendre de l'ampleur en Amérique du Nord.

Outre le déploiement de concepts de cinéma haut de gamme dans plusieurs pays, des investissements ont également été opérés dans de nouvelles formules client telles que le Kinepolis Movie Club, un abonnement mensuel désormais actif au Canada, en Belgique et aux Pays-Bas, de nombreux nouveaux concepts d'événements, le déploiement du label de qualité Ciné K et la poursuite du développement d'une offre de contenu alternatif.



Kinepolis Leidschendam (P-B)

©Disney/Westfield Mall of the Netherlands



Kinepolis ne cessera de se réinventer. Dans le cadre de nos plans STAR (qui incluent les nouvelles formules susmentionnées), nous sommes en permanence à la recherche de nouvelles sources de revenus et d'un marché plus vaste. Nous ne participons pas à la crise. Nous prenons notre destin en main, en observant et en écoutant attentivement nos clients, et en continuant à innover.

Pendant la pandémie, nous avons également travaillé sur un certain nombre d'aspects qui s'inscrivent dans le cadre du rôle social plus large de notre entreprise. Nous rendons compte de notre empreinte carbone pour la deuxième fois cette année et nous continuerons à travailler sur des plans d'action pour la réduire davantage. Grâce à des systèmes intelligents de gestion des bâtiments et au passage à des projecteurs laser, nous parvenons à réduire constamment notre consommation d'énergie. Dans les années à venir, nous continuerons à prendre des mesures importantes pour gérer au mieux l'impact écologique de nos activités.

Nous continuons également d'œuvrer à un environnement de travail où chacun se sent bien, est écouté et valorisé. Nous voulons continuer à développer les nombreux talents que nous avons en interne, attirer de nouveaux talents et maximiser l'épanouissement de notre organisation grâce à une collaboration créative, tout en respectant l'individualité de chacun. Kinepolis est un terrain de jeu pour les jeunes talents tout comme pour les talents expérimentés. Pour tous ceux qui veulent devenir entrepreneurs et se développer avec l'entreprise. Pour tous ceux qui portent le cinéma et nos clients dans leur cœur.

Kinepolis ne serait pas en mesure de concrétiser ses objectifs ambitieux sans l'engagement et la confiance de ses collaborateurs, cinéphiles, partenaires, investisseurs et autres parties prenantes. Nous tenons à remercier chacun d'eux et mettons tout en œuvre pour mériter chaque jour cette confiance.

Nous nous réjouissons d'une année 2023 prometteuse !

Eddy Duquenne
CEO de Kinepolis Group

Joost Bert
Président du Conseil d'Administration



02 Notre raison d'être

Pourquoi ?

En tant que Kinepolis, nous voulons

**enrichir la vie des gens par
la puissance de films**

Quoi ?

Les films ont le pouvoir de divertir, d'inspirer
et de rapprocher les gens

Kinepolis donne vie à cette puissance en

**créant l'expérience
cinématographique ultime**

Une expérience qui vous immerge
dans l'histoire et vous fait partager des émotions

Une expérience totalement adaptée
à vos besoins.



Comment ?

C'est pourquoi Kinepolis veut exceller dans la manière dont les cinémas sont exploités :

le meilleur exploitant de cinémas

la manière dont nous sommes à l'écoute des clients :

le meilleur marketeur

et la manière dont l'immobilier cinématographique est géré :

le meilleur gestionnaire immobilier

Impact

Trois piliers sous le signe de la création de

valeur durable

pour les collaborateurs, clients, actionnaires, partenaires,

ainsi que pour l'environnement et les communautés dont Kinepolis fait partie.



03 Résultats 2022

2022 a signé la première année de reprise après une pandémie qui a tenu les cinémas pieds et poings liés pendant plus de deux ans. La stratégie de Kinopolis visant à se concentrer davantage sur l'expérience client a permis au Groupe de gagner considérablement en rentabilité et en solidité financière.



Kinopolis Leidschendam, lancement d'Avatar (P-B)



©Disney/Westfield Mall of the Netherlands

03

Modèle de création de valeur

Un modèle d'entreprise visant à créer
l'expérience cinématographique ultime.

RESSOURCES



CAPITAL HUMAIN

- Une équipe très diversifiée de plus de 4 000 collaborateurs
- Culture d'entreprise axée sur l'auto-apprentissage : 11,2 % des collaborateurs ayant une responsabilité de budget
- Talent Factory



RÉSEAU

- 3 marques (Kinopolis, Landmark, MJR)
- 110 cinémas, 1 124 écrans, +200 000 sièges
- 9 pays (Europe et Amérique du Nord)
- 51 cinémas en propriété
- +90 000 m² loués à des tiers



CAPITAL FINANCIER

- Investisseurs à long terme
- Structure financière solide
- Trésorerie de 179,8 millions € à la fin de 2022
- Chiffre d'affaires de 499,9 millions €



CONTENU

- 1 267 sorties de film en 2022
- Relations avec les distributeurs
- Kinopolis Film Distribution



UNE EXPERTISE RECONNUE

- Une marque forte : Plus de 50 ans d'expérience dans l'exploitation de cinémas, un héritage pionnier
- Des concepts cinématographiques éprouvés
- Technologie de pointe
- Gestion d'entreprise primée

STRATÉGIE

VISION

La création de l'expérience cinématographique ultime pour vous.

PILIERES STRATÉGIQUES

- Être le meilleur exploitant de cinémas
- Être le meilleur marketeur
- Être le meilleur gestionnaire immobilier



PRIORITÉS ESG

- Excellence en matière d'expérience client
- Développement et responsabilisation des collaborateurs
- Bien-être des collaborateurs, diversité et inclusion
- Une infrastructure cinématographique verte et à l'épreuve du temps
- Intégrité dans les affaires, bonne gouvernance

IMPACT 2022

SOCIAL



- 29,3 millions de personnes ont profité d'une expérience cinématographique relaxante en 2022
- Nous avons écouté 424 837 clients
- 57 nouveaux emplois créés ou emplois maintenus à la suite d'ouvertures ou d'acquisitions
- Des parcours professionnels attrayants
- Développement des talents (96 collaborateurs permanents promus en 2022, 1 poste vacant sur 2 pourvu en interne)
- 710 étudiants encadrés lors de leur première expérience professionnelle
- Contribution fiscale : 10,2 millions € charges d'impôt sur les sociétés
- Soutien à la culture cinématographique locale et aux communautés locales (y compris 320 000 € de soutien à des projets caritatifs)

FINANCIER / ÉCONOMIQUE



- Politique de dividende : proposition de dividende brut de 0,26 € par action
- Création de valeur économique :
 - 114,0 millions € d'EBITDAL
 - 27,5 millions € de bénéfice net
 - 35,6 millions € d'investissements (expansion interne et externe)
 - 1 nouvelle ouverture (FR) : Metz Amphithéâtre
 - 3 acquisitions (ES, FR) : La Cañada, Mataró, Amnéville

ÉCOLOGIQUE



- Empreinte carbone (émissions scope 1 et 2) : 27 485,14 tCO₂e
- Consommation d'énergie : 283 511 kWh/million € de chiffre d'affaires
- 220 mises à niveau laser en 2022 (42 % des salles équipées d'un projecteur laser à la fin de 2022)
- Gestion responsable des déchets
- Construction et rénovation durables (Metz Amphithéâtre, Landmark St. Catharines)

2022 en un clin d'œil

Confinement



JUSQU'AU 26 JANVIER

Fermeture des cinémas aux Pays-Bas pour cause de Covid-19

5-30 JANVIER

Fermeture des cinémas en Ontario (CA) pour cause de Covid-19

JAN-FÉV

Le pass Covid est obligatoire en France et au Luxembourg jusqu'au début mars



JAN-FÉV

Nos magasins en France fermés jusqu'à la mi-février

25 MAI

Sortie de « Top Gun : Maverick » avec l'installation d'un F-16 à Kinopolis Anvers (BE)



2022

DÉC

JANV

FÉV

MARS

AVR

MAI

JUIN

FÉVRIER

Rénovation de St. Catharines (CA)



Landmark St. Catharines (CA)

H1

Installation de Première Seats dans 10 cinémas Landmark (CA)



Q1

Mesures restrictives liées à la Covid-19 (notamment des restrictions de capacité) supprimées progressivement au cours du trimestre

Q1

Succès des événements « Manga K » (FR)



JUIN

Vente privée d'actions Kinohold



EN COURS

Poursuite du déploiement des projecteurs laser (220 en 2022)



3 NOVEMBRE

Reprise de l'exploitation du cinéma à Mataró, Barcelone (ES)

7 NOVEMBRE

Reprise de l'exploitation du cinéma à La Cañada, Marbella (ES)



Kinepolis La Cañada (ES)

8 NOVEMBRE

Nomination d'Eric Meyniel au poste de Chief Box Office Officer de Kinepolis Group

9 NOVEMBRE

Ouverture de Kinepolis Metz-Amphithéâtre (FR)



Kinepolis Metz Amphithéâtre (FR)

14 DÉCEMBRE

Reprise du cinéma Gaumont Amnéville (FR)



Kinepolis Amnéville (FR)

14 DÉCEMBRE

Sortie d'« Avatar : la voie de l'eau »



22 DÉCEMBRE

Ouverture DE Café (Kinepolis Anvers, BE)



Kinepolis Mataró (ES)

SEPTEMBRE

Première salle Laser ULTRA et sièges VIP aux États-Unis (66 salles)



SEPTEMBRE

Déploiement de Ciné K (BE)



Ciné K, Kinepolis Gand (BE)

23 OCTOBRE

Lancement des événements gaming X-SERIES (ES)



JUILL

AOÛT

SEP

OCT

NOV

DÉC

JAN

SEPT-OCT

Déploiement du système TMS Eikona aux Pays-Bas et en Belgique



Sala 21, Kinepolis de Valence (ES)



OCTOBRE

Lancement du Kinepolis Movie Club (BE, P-B)

OCTOBRE

Ouverture de « Sala 21 », salle de théâtre au Kinepolis de Valence (ES)

2 OCTOBRE

Lancement du concept « Manga K » en BE et au LUX



Concept MANGA K (BE, LUX)

2023

22 DÉCEMBRE

Kinepolis fait don de 100 000 € provenant des recettes de « Notre Nature, Le Film » à la préservation de la nature belge



15 NOVEMBRE

Entrée en fonction du nouveau CFO Jeroen Mouton

17 NOVEMBRE

Award Best Investor Relations



De gauche à droite CEO Eddy Duquenne, Tine Duyck, CFO Jeroen Mouton

Chiffres clés et ratios ⁽¹⁾

CHIFFRES CLÉS

Réconciliations, glossaire et APM aux p. 208-212

NOMBRE DE COMPLEXES ⁽²⁾⁽³⁾	BELGIQUE	FRANCE	CANADA	ESPAGNE	PAYS-BAS	ÉTATS-UNIS	LUXEMBOURG	AUTRES (POLOGNE, SUISSE)	TOTAL
2022	11	16	38	10	20	10	3	2	110

VISITEURS (MILLIONS) ⁽⁴⁾	BELGIQUE	FRANCE	CANADA	ESPAGNE	PAYS-BAS	ÉTATS-UNIS	LUXEMBOURG	SUISSE	TOTAL
2021	3,21	3,22	3,60	2,52	1,96	2,20	0,42	0,06	17,18
2022	5,80	5,12	7,55	3,62	3,21	3,30	0,64	0,09	29,32
2022 par rapport à 2021	80,7 %	58,7 %	110,0 %	43,6 %	63,8 %	50,0 %	53,4 %	57,0 %	70,7 %

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ (EN '000 €)	2018	2019	2020	2021	2022
Produits	475 880	551 482	176 282	266 393	499 908
EBITDA	117 187	172 339	17 188	72 667	150 250
EBITDAL		142 357	-13 981	38 510	113 975
EBITDA ajusté	118 999	174 148	17 492	72 262	150 962
EBITDAL ajusté		144 166	-13 677	38 105	114 688
Marge brute	130 229	157 596	-43 357	6 370	114 436
Résultat opérationnel	79 130	101 037	-65 663	-6 545	67 980
Résultat financier	-12 371	-23 726	-26 052	-28 362	-30 286
Résultat avant impôt	66 759	77 311	-91 715	-34 907	37 694
Résultat	47 409	54 372	-69 111	-25 506	27 535
Résultat ajusté	47 522	56 003	-68 678	-24 926	28 649

TAUX DE CROISSANCE ANNUELS	2018	2019	2020	2021	2022
Produits	33,9 %	15,9 %	-68,0 %	51,1 %	87,7 %
EBITDA	13,6 %	47,1 %	-90,0 %	322,8 %	106,8 %
EBITDAL			-109,8 %	375,4 %	196,0 %
EBITDA ajusté	14,1 %	46,3 %	-90,0 %	313,1 %	108,9 %
EBITDAL ajusté			-109,5 %	378,6 %	201,0 %
Marge brute	14,8 %	21,0 %	-127,5 %	114,7 %	1 696,4 %
Résultat opérationnel	8,5 %	27,7 %	-165,0 %	90,0 %	1 138,6 %
Résultat	-3,4 %	14,7 %	-227,1 %	63,1 %	208,0 %
Résultat ajusté	6,2 %	17,8 %	-222,6 %	63,7 %	214,9 %

(1) À partir du 1 janvier 2019 IFRS 16: Contrats de location est appliquée.

(2) Y compris Cinema City Poznań (Pologne), exploité par Cineworld.

(3) Nombre de complexes à la date de publication.

(4) Cinema City Poznań (Pologne) non compris.



Réconciliations, glossaire et APM aux p. 208-212

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE (EN '000 €)	2018	2019	2020	2021	2022
Actifs non courants	558 150	1 149 043	1 097 121	1 079 631	1 046 197
Actifs courants	122 704	134 779	71 059	115 447	123 299
TOTAL DES ACTIFS	680 854	1 283 822	1 168 180	1 195 078	1 169 496
Capitaux propres	177 617	211 253	126 496	120 649	157 628
Provisions non courantes et passifs d'impôt différé	35 640	23 728	16 126	15 590	14 017
Obligations financières non courantes	272 677	479 513	469 882	478 494	463 193
Dettes de location non courantes		383 052	358 317	354 271	335 375
Obligations financières courantes	69 790	10 099	76 599	71 557	28 378
Dettes de location courantes		33 091	35 295	36 296	34 996
Dettes commerciales et autres dettes	117 516	139 848	84 778	116 967	132 776
Autres	7 614	3 238	687	1 254	3 133
TOTAL DES PASSIFS	680 854	1 283 822	1 168 180	1 195 078	1 169 496

DONNÉES PAR ACTION ⁽⁵⁾	2018	2019	2020	2021	2022
Produits	17,67	20,52	6,56	9,90	18,54
EBITDA	4,35	6,41	0,64	2,70	5,57
EBITDAL		5,30	-0,52	1,43	4,23
EBITDA ajusté	4,42	6,48	0,65	2,69	5,60
EBITDAL ajusté		5,36	-0,51	1,42	4,25
Résultat	1,76	2,02	-2,56	-0,94	1,02
Résultat ajusté	1,76	2,08	-2,55	-0,92	1,06
Capitaux propres, part du Groupe	6,59	7,85	4,71	4,49	5,85
Dividende brut ⁽⁶⁾	0,92				0,26
Ratio de distribution	52 %				25 %

(5) Calculé sur la base du nombre moyen pondéré d'actions pour la période concernée.

(6) Calculé sur la base du nombre d'actions ouvrant droit à dividende.

RATIOS

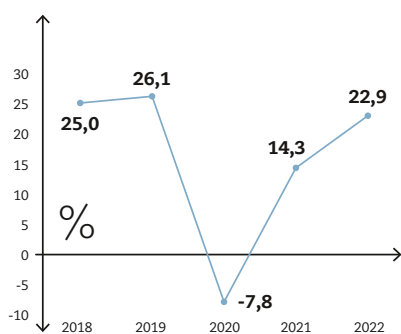
Réconciliations, glossaire et APM aux p.208-212

RATIOS DE RENTABILITÉ	2018	2019	2020	2021	2022
EBITDA / Produits	24,6 %	31,3 %	9,8 %	27,3 %	30,1 %
EBITDAL / Produits		25,8 %	-7,9 %	14,5 %	22,8 %
EBITDA ajusté / Produits	25,0 %	31,6 %	9,9 %	27,1 %	30,2 %
EBITDAL ajusté / Produits		26,1 %	-7,8 %	14,3 %	22,9 %
Marge brute / Produits	27,4 %	28,6 %	-24,6 %	2,4 %	22,9 %
Résultat opérationnel / Produits	16,6 %	18,3 %	-37,2 %	-2,5 %	13,6 %
Résultat / Produits	10,0 %	9,9 %	-39,2 %	-9,6 %	5,5 %

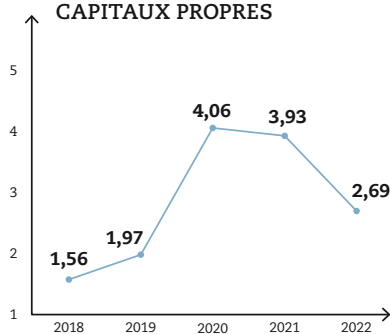
RATIOS STRUCTURE FINANCIÈRE EXCL. DETTES DE LOCATION	2018	2019	2020	2021	2022
Endettement financier net		416 950	513 281	474 465	423 516
Endettement financier net / EBITDAL		2,93	-36,71	12,32	3,72
Endettement financier net / EBITDAL ajusté		2,89	-37,53	12,45	3,69
Endettement financier net / Capitaux propres		1,97	4,06	3,93	2,69
Capitaux propres / Total des passifs		24,3 %	16,3 %	15,0 %	19,7 %
Ratio courant		0,92	0,46	0,63	0,77
ROCE excl. IFRS 16		16,2 %	-10,1 %	-1,9 %	9,2 %

RATIOS STRUCTURE FINANCIÈRE	2018	2019	2020	2021	2022
Endettement financier net	276 818	833 093	906 892	865 032	793 887
Endettement financier net / EBITDA	2,36	4,83	52,76	11,90	5,28
Endettement financier net / EBITDA ajusté	2,33	4,78	51,85	11,97	5,26
Endettement financier net / Capitaux propres	1,56	3,94	7,17	7,17	5,04
Capitaux propres / Total des passifs	26,1 %	16,5 %	10,8 %	10,1 %	13,5 %
Ratio courant	0,67	0,75	0,37	0,52	0,63
ROCE	16,3 %	12,9 %	-6,1 %	-0,6 %	6,9 %

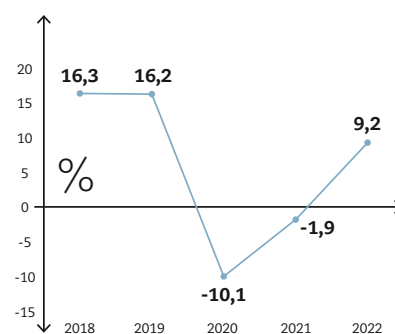
EBITDA(L) AJUSTÉ ⁽¹⁾ / PRODUITS



ENDETTEMENT FINANCIER NET EXCL. DETTES DE LOCATION ⁽²⁾ / CAPITAUX PROPRES



ROCE EXCL. IFRS 16 ⁽³⁾



(1) À partir du 1 janvier 2019 IFRS 16: Contrats de location est appliquée. À partir de 2019 l'EBITDAL ajusté est inclus au lieu de l'EBITDA ajusté.

(2) À partir du 1 janvier 2019 IFRS 16: Contrats de location est appliquée. À partir de 2019 l'endettement financier net excl. dettes de location est inclus au lieu de l'endettement financier net.

(3) À partir du 1 janvier 2019 IFRS 16: Contrats de location est appliquée. À partir de 2019 le ROCE excl. IFRS 16 est inclus au lieu du ROCE.

Informations sur l'action



L'action Kinopolis Group (ISIN: BE0974274061 / mnemo: KIN) est cotée sur Euronext Brussels depuis le 9 avril 1998, sous le compartiment A (Large Caps).

ÉVOLUTION DU COURS ET DU VOLUME SUR LES 5 DERNIÈRES ANNÉES



Award Best Investor Relations, novembre 2022.
De gauche à droite Eddy Duquenne, CEO, Tine Duyck et Jeroen Mouton, CFO

NOMBRE D'ACTIONS

	2018	2019	2020	2021	2022
Nombre d'actions au 31 décembre	27 365 197	27 365 197	27 365 197	27 365 197	27 365 197
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires ⁽¹⁾	26 936 217	26 872 851	26 884 346	26 900 080	26 965 643
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires diluées ⁽²⁾	27 010 648	27 084 005	27 158 344	27 186 753	27 268 287

L'ACTION EN BOURSE

	2018	2019	2020	2021	2022
Cours de clôture au 31 décembre (en €)	48,80	59,20	34,75	54,80	38,78
Valeur boursière au cours de clôture (en '000 €)	1 335 422	1 620 020	950 941	1 499 613	1 061 222
Cours le plus bas de l'année (en €)	42,6	45,8	18,8	32,1	35,0
Cours le plus haut de l'année (en €)	61,4	62,3	62,0	58,3	61,3
Volume des échanges annuels	4 590 753	3 224 004	19 055 736	13 831 920	6 580 808
Volume moyen des échanges journaliers	18 059	12 643	74 147	53 612	25 606

Source : Euronext

⁽¹⁾ Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires : nombre moyen d'actions en circulation - nombre moyen d'actions propres.

⁽²⁾ Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires diluées : nombre moyen d'actions en circulation - nombre moyen d'actions propres + nombre possible de nouvelles actions à émettre dans le cadre des plans d'options sur actions existants x effet de dilution des plans d'options sur actions.

Explication des résultats financiers

Le nombre de sorties de films hollywoodiens est resté encore relativement limité en 2022. Néanmoins, Kinopolis a enregistré une solide reprise de son chiffre d'affaires et de sa rentabilité.

PRODUITS

Avec 29,3 millions de visiteurs en 2022 (72,7 % des visiteurs en 2019), le total des produits a atteint 499,9 millions €, une hausse de 87,7 % par rapport à 2021 ou 90,6 % du chiffre d'affaires de 2019. Les ventes par visiteur (vente de tickets, de boissons et de snacks) n'ont jamais été aussi élevées. Kinopolis a également enregistré une hausse du chiffre d'affaires dans toutes les autres branches d'activité.

Les produits de la vente de tickets (Box Office, BO) ont progressé de 82,6 %, pour s'établir à 260,9 millions €. Les produits BO par visiteur ont augmenté de 7,0 %. Les produits de la vente de boissons et de snacks (In-theatre sales, ITS) ont enregistré une hausse de 89,4 %, à 155,2 millions €. Les produits ITS par visiteur ont progressé de 13,0 % (produits de la livraison à domicile non compris).

Les produits B2B ont augmenté de 150,8 %, et ce tant au niveau des revenus issus des événements que de ceux de la publicité à l'écran. Les revenus immobiliers ont augmenté de 26,3 % et le chiffre d'affaires de Brightfish, la régie publicitaire belge, a augmenté de 16,3 %. Kinopolis Film Distribution (KFD) a vu ses revenus plus que doubler grâce à des sorties réussies en 2022 et une hausse des produits de la vidéo à la demande (VOD).

COÛTS OPÉRATIONNELS

Les coûts opérationnels ont fortement augmenté en 2022 par rapport à 2021 (46,5 millions € contre 12,9 millions €) en raison de la reprise de toutes les activités en 2022 et des coûts de vente et de marketing plus élevés qui en découlent, des coûts administratifs, d'une baisse des subventions Covid-19 et des réductions de loyer accordées, légèrement compensés par la diminution des amortissements. Les coûts opérationnels sont toutefois inférieurs à ceux de 2019 (56,6 millions €), grâce notamment à l'efficacité du plan Entrepreneurship mis en œuvre.

EBITDA

En 2022, l'EBITDA s'est élevé à 150,2 millions €. Après ajustement pour les loyers, l'EBITDAL s'est élevé à 114,0 millions € (par rapport à 38,5 millions € fin 2021). L'EBITDAL par visiteur a atteint son niveau le plus élevé jamais enregistré, passant de 2,24 € à 3,89 €.





BÉNÉFICE DE LA PÉRIODE

Le **bénéfice net** s'est élevé à 27,5 millions €. Le **résultat financier net** a diminué de -28,4 à -30,3 millions €, principalement en raison des frais bancaires plus importants liés à la hausse du nombre de visiteurs.

Le taux d'impôt effectif a atteint 27,0 %, contre 26,9 % pour la même période l'an dernier.

Le **bénéfice par action** s'est élevé à 1,02 €, contre une perte de -0,94 € en 2021.



FLUX DE TRÉSORERIE LIBRE ET ENDETTEMENT FINANCIER NET

Un **flux de trésorerie libre** positif de 70,1 millions € a été réalisé en 2022, contre 48,9 millions € en 2021, principalement en raison du bon résultat opérationnel et d'un fonds de roulement positif de 7,7 millions €, compensé par 16,3 millions € d'intérêts payés, 13,9 millions € d'impôts payés et 13,2 millions € d'investissements d'entretien.

En 2022, 35,6 millions € ont été investis, dont 13,2 millions € dans l'entretien des complexes cinématographiques existants. 8,3 millions € ont été investis dans l'expansion interne, en particulier dans le déploiement plus avant d'expériences cinématographiques premium telles que les « VIP Seats » aux États-Unis et les « Premiere Seats » au Canada, les investissements en matière d'économie d'énergie, les nouveaux projecteurs laser, la rénovation du cinéma « Pen Centre » à St. Catharines (CA) et les développements ICT. Par ailleurs, 14,1 millions € ont été investis dans l'expansion externe, notamment dans l'acquisition de l'exploitation et de l'immobilier du cinéma d'Amnéville (FR), l'aménagement et les finitions du nouveau cinéma Amphithéâtre Metz (FR) et dans les cinémas La Cañada et Mataró (ES) nouvellement loués.

L'**endettement financier net**, hors dettes de location, a chuté de 474,5 millions € à la fin 2021 à 423,5 millions € à la fin 2022, grâce à un flux de trésorerie libre positif résultant de la reprise des activités.

BILAN

Au 31 décembre 2022, les actifs non courants (1 046,2 millions €) représentaient 89,5 % du total du bilan (1 169,5 millions €). Ce montant comprend les terrains et les bâtiments (y compris les immeubles de placement) d'une valeur comptable de 389,9 millions €.

Au 31 décembre 2022, les **capitaux propres** s'élevaient à 157,6 millions € contre 120,6 millions € à la fin de 2021. La solvabilité atteignait 13,5 %, contre 10,1 % à la fin 2021.

DIVIDENDE

Le Conseil d'Administration proposera à l'assemblée générale du 10 mai 2023 le versement d'un dividende brut de 0,26 € par action pour l'exercice 2022. La mise en paiement du dividende est prévue à partir du 16 mai 2023 (ex-date : 12 mai 2023, record date : 15 mai 2023).

Priorités et résultats ESG

Les objectifs et les KPI seront affinés et, si possible, quantifiés en 2023 et 2024 (conformément aux lignes directrices de la *Corporate Sustainability Reporting Directive*).

DES BÂTIMENTS ET DES INFRASTRUCTURES ÉCOLOGIQUES ET À L'ÉPREUVE DU TEMPS

ENGAGEMENT

Kinepolis souhaite améliorer l'efficacité énergétique de ses infrastructures cinématographiques et de ses bâtiments dans le but de rendre ses opérations neutres en carbone à plus long terme.

Kinepolis donne également la priorité à la conception et à la mise en œuvre durables de ses projets de nouvelle construction et de rénovation de cinémas.

RÉSULTATS

- Empreinte carbone (émissions de gaz à effet de serre scope 1 et 2) : 27 485,14 tCO₂e
Préparatifs en vue de la cartographie des émissions scope 3
- Consommation d'énergie : 141 729 662 kWh ou 283 511 kWh/million € de chiffre d'affaires
- Transition vers la projection laser écoénergétique : 220 installations laser en 2022 (42 % du parc de projecteurs du Groupe était laser à la fin 2022, contre 25 % à la fin 2021) – 195 mises à niveau laser confirmées pour 2023
- Renouvellement de la politique des véhicules en fonction de l'électrification du parc automobile (HQ)
- Projet de construction Kinepolis Metz Amphithéâtre

PILIERS STRATÉGIQUES



Être le **meilleur exploitant de cinémas**



Être le **meilleur marketeur**



Être le **meilleur gestionnaire immobilier**

UNE EXPÉRIENCE CLIENT DE QUALITÉ



ENGAGEMENT

La recherche permanente des normes de qualité les plus élevées pour nos clients, en leur offrant une expérience cinématographique relaxante et de qualité, adaptée à leurs besoins.

RÉSULTATS

Une expérience cinématographique et un service à la clientèle de premier ordre

- Dialogue avec les parties prenantes par le biais de l'indice de satisfaction des clients (CSI) : 424 837 enquêtes clients réalisées en 2022 (+35 % par rapport à 2021)
- Début de la mise en œuvre du CSI au Canada (3 cinémas au 4e trimestre 2022, déploiement complet en 2023)
- Introduction d'un chatbot de service à la clientèle en Espagne (4e trimestre) : +15 000 interactions au 4e trimestre 2022
- Introduction de la formule de fidélisation Movie Club – +15 000 membres Movie Club (CA, BE, P-B)
- Déploiement des projecteurs laser (meilleure expérience visuelle pour les clients) : 220 installations en 2022
- Investissement de 21,5 millions € dans la maintenance et l'expansion interne (déploiement de concepts premium tels que Laser ULTRA, sièges VIP/Premiere/Cosy, etc.)

Une offre de films variée

- 43 % de films locaux (sur le total des films, Kinepolis Europe)
- Poursuite de l'expansion du contenu alternatif : +14,8 % Box Office brut provenant du contenu alternatif par rapport à 2019 (pré-Covid)
- Introduction de Ciné K en Belgique et aux Pays-Bas



DÉVELOPPEMENT ET RESPONSABILISATION DES COLLABORATEURS



ENGAGEMENT

Kinepolis veut être une organisation d'auto-apprentissage, où la responsabilité et l'innovation depuis la base (bottom-up) sont les moteurs de l'entreprise et conduisent à des opportunités de développement et d'épanouissement des talents.

Chaque année, nous visons à enseigner des compétences professionnelles essentielles à des centaines de nouveaux venus sur le marché du travail.

RÉSULTATS

- 11,2 % de responsables de budget par rapport au nombre total de collaborateurs fixes
- Cycle d'évaluation annuel pour 100 % des collaborateurs
- Mobilité interne : 1 poste vacant sur 2 (postes à temps plein fixes) a été pourvu en interne en 2022
- 710 étudiants accompagnés lors de leur première expérience professionnelle (2022)

BIEN-ÊTRE DES COLLABORATEURS, DIVERSITÉ ET INCLUSION



ENGAGEMENT

Nous avons pour objectif d'être une entreprise où les gens se sentent en sécurité, écoutés, motivés et valorisés.

RÉSULTATS

- Dialogue avec les parties prenantes :
81 % des collaborateurs ont participé à l'enquête PSI en 2022 (+5 % par rapport à 2021)
- Rétention : 90 % du personnel permanent est resté en poste en 2022
- Indicateurs de diversité :
 - 75,6 % des collaborateurs ont moins de 30 ans
 - 50 % d'hommes et 50 % de femmes
 - Selon les pays, 35 à 52 % des postes de manager sont occupés par des femmes
 - 33 % de femmes au Conseil d'Administration

GESTION RESPONSABLE DES DÉCHETS



ENGAGEMENT

Réduire, réutiliser et recycler les déchets dans la mesure du possible.

RÉSULTATS

- Tri des déchets (conteneurs séparés) applicable dans la plupart des cinémas
- Rapport sur la production des déchets en préparation (pas de données consolidées disponibles pour l'instant)

INTÉGRITÉ DANS LES AFFAIRES



ENGAGEMENT

Kinepolis s'engage à agir de manière éthique à tout moment, dans tous les aspects de ses activités.

RÉSULTATS

- 100 % des collaborateurs ont signé le code de conduite de Kinepolis
- Déploiement d'un programme de formation renouvelé sur le RGPD
- Mise en place d'un code de conduite pour fournisseurs en 2022
- Campagnes internes de sensibilisation au hameçonnage
- Investissements supplémentaires dans la cybersécurité

04 Kinopolis dans le monde

Au total, Kinopolis Group compte, à la date de la présente publication, 110 complexes cinématographiques⁽¹⁾ dans son portefeuille (dont 51 en propriété), ce qui représente 1 124 salles et quelque 200 000 sièges.




CANADA

 38


 312


 41 159


Depuis la fin de 2017, Kinopolis exploite **38 cinémas** au Canada sous la marque « Landmark Cinemas ».



ÉTATS-UNIS

 10

 164

 16 630

Depuis l'acquisition de « MJR Digital Cinemas » en octobre 2019, Kinopolis compte également **10 complexes cinématographiques** dans le Michigan (États-Unis).



9

PAYS



29,3 millions

VISITEURS EN 2022⁽²⁾



110

COMPLEXES



1 124

ÉCRANS



200 043

SIÈGES

Aperçu par pays aux pages suivantes.


(1) Appartenant, à la date de la présente publication, au portefeuille immobilier et affecté ou non à l'activité cinématographique. Y compris un complexe exploité par Cineworld (Poznań, Pologne), dont le nombre de salles et de places n'est pas comptabilisé dans le total.
(2) Fréquentation encore et toujours impactée par la pandémie de Covid-19. Kinopolis a accueilli 40,3 millions de visiteurs en 2019.



EUROPE

 62

 648

 142 254

Kinepolis compte actuellement **62 cinémas** en Europe, situés en Belgique, aux Pays-Bas, en France, en Espagne, au Luxembourg, en Suisse et en Pologne.



4 166

EMPLOYÉS

Effectif décembre 2022

04



2

SASKATCHEWAN
Regina
Saskatoon

10

ONTARIO
Bolton
Hamilton (Jackson Sq.)
Kanata
Kingston
Kitchener
London
Orleans
St. Catharines
Waterloo
Whitby

11

COLOMBIE-BRITANNIQUE
Campbell River
Courtenay
Cranbrook
Fort St. John
Kelowna
Nanaimo
New Westminster
Penticton
Port Alberni
Surrey (Guildford)
West Kelowna (Xtreme)

3

MANITOBA
Brandon
Winkler
Winnipeg (Grant Park)

10

MICHIGAN
Adrian
Brighton
Chesterfield
Clinton Township
Sterling Heights
Troy (GDC)
Troy (Southgate)
Warren
Waterford
Westland

12

ALBERTA
Brooks
Calgary (Country Hills)
Calgary (Shawnessy)
Calgary Market Mall
Drayton Valley
Edmonton (City Centre)
Edmonton (Spruce Grove)
Edmonton (Tamarack)
Edson
Fort McMurray
St. Albert
Sylvan Lake

LÉGENDE
● Cinéma Landmark
● Cinéma MJR



20

PAYS-BAS

Almere
Breda
Cineast (Enschede)
Den Helder
Dordrecht
Emmen
Enschede
Groningen
Haarlem
Hoofddorp
Huizen
Leidschendam
Oss
Rotterdam
Schagen
's-Hertogenbosch
Spijkenisse
Utrecht City
Utrecht Jaarbeurs
Zoetermeer

1

POLOGNE

Poznań

11

BELGIQUE

Anvers
Braine-l'Alleud
Bruges
Bruxelles
Gand
Hasselt
Courtrai
Louvain
Le Palace (Liège)
Ostende
Rocourt (Liège)

3

LUXEMBOURG

Belval (Esch-sur-Alzette)
Kirchberg (Luxembourg-ville)
Ciné Utopia (Luxembourg-ville)

1

SUISSE

Schaffhausen

16

FRANCE

Annéville
Bourgoin
Brétigny-sur-Orge
Fenouillet
Lomme
Longwy
Metz Amphithéâtre
Metz (KLUB)
Metz Waves
Mulhouse
Nancy
Nîmes
Rouen Saint-Sever
Servon
St-Julien-lès-Metz
Thionville

ESPAGNE

Alicante
Alzira
Barcelone
Ciudad de la Imagen (Madrid)
Diversia (Madrid)
Marbella
Mataró
Nevada (Grenade)
Pulianas (Grenade)
Valence

10

LÉGENDE

• Cinéma Kinepolis

Expansion en 2022

En 2022, Kinopolis a terminé le dernier cinéma des cinq projets de nouvelle construction ouverts depuis le début de la pandémie de Covid-19. En outre, le Groupe a repris prudemment sa stratégie d'expansion l'été dernier, avec quelques acquisitions intéressantes dans des régions stratégiquement situées.



NOUVELLE CONSTRUCTION

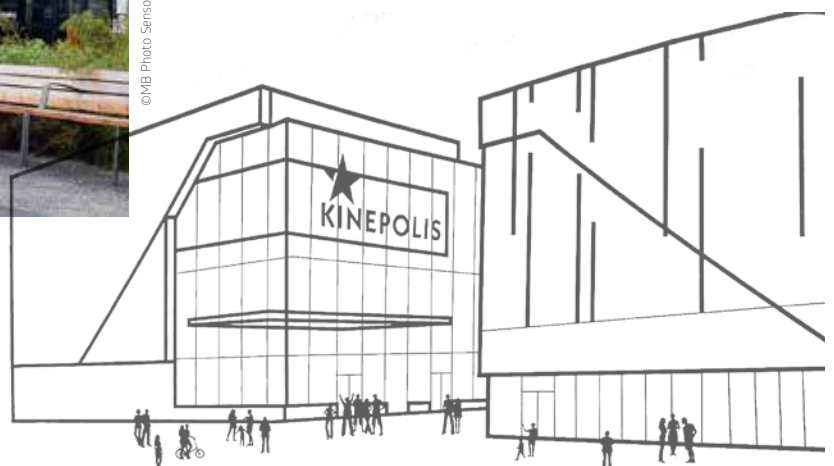
KINEPOLIS METZ AMPHITHÉÂTRE

Le 9 novembre 2022, Kinopolis a ouvert un nouveau complexe à Metz, en France, plus précisément dans le Quartier de l'Amphithéâtre. Après le Kinopolis Saint-Julien-lès-Metz (premier site Kinopolis français, ouvert en 1995), le cinéma d'art et d'essai KLUB en centre-ville (ouvert en 2018) et le Kinopolis Metz Waves (ouvert en 2021), il s'agit du quatrième cinéma du groupe dans la région. Kinopolis Metz Amphithéâtre compte 8 salles et 1 105 places, et Kinopolis espère y accueillir quelque 300 000 visiteurs par an.



Nous sommes ravis de renforcer notre présence dans le nord-est de la France grâce à une acquisition qui s'inscrit parfaitement dans la stratégie d'expansion de notre Groupe.

Eddy Duquenne, CEO Kinopolis Group





ACQUISITIONS

KINEPOLIS MATARÓ (BARCELONE, ES) ET KINEPOLIS LA CAÑADA (MARBELLA, ES)

Au troisième trimestre de 2022, Kinepolis a trouvé un accord pour la signature d'un bail avec la société immobilière General de Galerías Comerciales portant sur la reprise de l'exploitation de deux cinémas espagnols, l'un situé à Mataró (Barcelone) et l'autre à Marbella, dans le centre commercial très fréquenté La Cañada. Ces deux cinémas se trouvent dans des marchés avec un pouvoir d'achat important et une forte demande de produits premium.

Composé de 12 salles et de 2 916 places, le complexe de Mataró, à 37 km au nord de Barcelone, se situe dans le centre commercial Mataró Parc. En 2019, ce cinéma a accueilli 600 000 visiteurs. Kinepolis l'exploite depuis le 3 novembre 2022.

Composé de 8 salles et de 1 610 sièges, le complexe de Marbella se situe dans le centre commercial La Cañada. En 2019, ce cinéma a accueilli 350 000 visiteurs. Kinepolis l'exploite depuis le 7 novembre 2022.



Kinepolis Amnéville (FR)

KINEPOLIS AMNÉVILLE (FR)

Le 14 décembre 2022, Kinepolis a fait l'acquisition du cinéma Gaumont d'Amnéville : un cinéma du réseau Pathé situé dans l'est de la France. Kinepolis a repris tant l'exploitation que l'immobilier du cinéma. Le complexe cinématographique compte 12 salles et 2 462 sièges. Il est situé près du Luxembourg et à 20 minutes des cinémas Kinepolis de Thionville et de Saint-Julien-lès-Metz. Le complexe dispose d'une salle 4DX et est situé sur un site dédié aux loisirs disposant de nombreux restaurants. En 2019 (avant la Covid), le cinéma a accueilli plus de 410 000 visiteurs.



Kinepolis Mataró (Barcelone, ES)



Kinepolis La Cañada (Marbella, ES)

05 Nos marques

KINEPOLIS, NOTRE MARQUE EN EUROPE



Kinepolis Group a été fondé à la fin des années 60, lorsque feu Albert Bert a repris le cinéma de quartier de Harelbeke à son père et l'a agrandi pour en faire un cinéma à deux salles. Dans les années qui ont suivi, Albert Bert a ouvert des cinémas comptant de plus en plus de salles et a ainsi jeté les bases du concept de multiplexe. En 1988, il a ouvert le Kinepolis de Bruxelles avec sa belle-sœur Marie-Rose Claeys-Vereecke. Avec pas moins de 25 salles, il s'agissait du premier mégaplexe au monde. En 1997, les familles Bert et Claeys ont fusionné en un seul groupe, Kinepolis Group. Depuis 2006, la famille Bert est l'unique actionnaire familial.

Animé par la même volonté d'innovation et d'orientation client que ses fondateurs ont démontrée dès le départ, Kinepolis est devenu au fil des ans un exploitant de cinémas européen de premier plan. Kinepolis a fait son entrée en bourse en 1998 et est dirigé depuis 2008 par son CEO Eddy Duquenne, qui a introduit une nouvelle stratégie commerciale fructueuse et a considérablement développé le Groupe depuis 2014, notamment par l'acquisition de Landmark Cinemas Canada et de la société américaine MJR Digital Cinemas.

Albert Bert



Premier cinéma à Harelbeke



KLUB, LE CONCEPT DE CINÉMA ART ET ESSAI DE KINEPOLIS

En 2018, Kinepolis a développé un concept et une marque de cinéma alternatifs pour un cinéma plus petit dans le centre de Metz (FR). La programmation du KLUB est composée à 90 % de films d'auteur.



LANDMARK CINEMAS, NOTRE MARQUE AU CANADA



Landmark Cinemas est le deuxième groupe cinématographique au Canada. Le groupe a été fondé en 1965 et était principalement un

groupe de petits cinémas régionaux jusqu'à ce qu'il reprenne en 2013, avec TriWest Capital, les 22 complexes cinématographiques Empire situés en Ontario et dans l'ouest du Canada. À la fin 2017, Landmark Cinemas a été racheté par Kinepolis Group qui faisait ainsi sa première entrée sur le marché nord-américain. Les cinémas canadiens continuent d'opérer sous la marque établie Landmark Cinemas.



Landmark Cinemas St. Catharines (CA)



MJR Digital Cinemas Troy (États-Unis)

©Charles V. Times - The Detroit News

MJR DIGITAL CINEMAS, NOTRE MARQUE AUX ÉTATS-UNIS



MJR Digital Cinemas a été fondé en 1980 par Mike Mihalich et est devenu un groupe de dix multi- et mégaplexes dans le Michigan (région de Detroit). Le groupe cinématographique américain a été racheté en octobre 2019 par Kinepolis Group, qui a ainsi fait ses premiers pas aux États-Unis. Les complexes cinématographiques américains continuent d'opérer sous la marque établie MJR Digital Cinemas.

05

06 Nos visiteurs

En 2022, Kinopolis a accueilli 29,3 millions de visiteurs dans ses cinémas.

LE CINÉMA EST LÀ POUR TOUT LE MONDE

Jeunes et moins jeunes, cinéphiles invétérés ou amateurs occasionnels de films à succès, couples, familles, amis, fans d'horreur ou même amateurs d'opéra : le cinéma est là pour tout le monde.

Ces dernières années, Kinopolis est passé d'une programmation passive à une programmation active. En d'autres termes, Kinopolis veille toujours à avoir une programmation variée pour répondre aux goûts de chacun. Compte tenu de notre société multiculturelle, nous projetons des films de cultures différentes.

VISITEURS D'ÉVÉNEMENTS D'ENTREPRISE

De nombreux visiteurs se rendent au cinéma grâce aux événements d'entreprise. En 2022, 12,0 % de notre chiffre d'affaires a été généré par les activités Business-to-Business. Il peut s'agir d'avant-premières, de congrès, de projections de films privées, de présentations d'entreprises, etc. Cette activité a connu une forte reprise en 2022, grâce à une augmentation significative des événements physiques à la suite de la suppression de toutes les mesures liées au coronavirus sur les marchés où Kinopolis est présent.





07 Activités principales

Notre organisation se compose de sept activités principales, autant d'ingrédients pour l'expérience cinématographique ultime.





07

BOX OFFICE

L'activité Box Office porte sur la vente de tickets de cinéma. Son évolution est largement tributaire de plusieurs facteurs externes, dont la météo et la programmation.

Kinepolis essaie continuellement d'optimiser la capacité et l'occupation des salles en proposant une offre variée de films et d'événements culturels pour toucher un public aussi large que possible. Grâce à une politique de programmation active, nous nous efforçons d'avoir une offre pour différents groupes cibles à tout moment. L'offre de films est également complétée en permanence par des contenus alternatifs (art, opéra, ballet, concerts, contenu pour enfants...) et des formules événementielles (marathons, Nuits d'horreur, VIP Experiences...).

IN-THEATRE SALES

In-Theatre Sales (ITS) comprend toutes les activités liées à la vente de boissons et de snacks dans les complexes cinématographiques.

Cette activité n'a cessé de gagner en importance au cours des dernières années par des innovations sur le plan de l'infrastructure et de l'offre.

Aujourd'hui, la plupart des cinémas européens disposent de la boutique Kinepolis en libre-service bien connue. Au Canada, elle a été créée sous le nom de MarketPlace. Dans chaque pays ou région, l'offre de cette boutique est complétée de produits locaux. Kinepolis développe également d'autres concepts ITS dans le cadre de cette activité, tels que les coins café et le Douwe Egberts Café à Anvers, ouvert en décembre 2022. En ce qui concerne l'ITS, nous visons également une offre répondant aux besoins de divers groupes cibles.

BUSINESS-TO-BUSINESS

Grâce à leur infrastructure avancée et flexible, les cinémas Kinepolis se profilent comme des lieux B2B idéaux, pour des congrès, événements d'entreprises et avant-premières. Outre l'organisation d'événements d'entreprise, l'activité B2B comprend également la vente de vouchers aux entreprises et les campagnes publicitaires dans les cinémas.

REAL ESTATE

Kinepolis dispose d'un département qui coordonne la gestion, la valorisation et le développement du portefeuille immobilier du Groupe. Kinepolis se distingue de nombreux autres exploitants de cinémas par sa position unique en matière d'immobilier. En effet, le Groupe possède une grande partie de son immobilier (51 cinémas, qui génèrent ensemble 55 % des visiteurs). Plus de 90 000 m² dans les cinémas appartenant à Kinepolis sont loués à des tiers. La clientèle de ces commerces (principalement des boutiques et des établissements horeca) est souvent générée par la présence du cinéma.



©MB Photo Sensor



Sortie de « Top Gun : Maverick » avec l'installation d'un F-16 à Kinepolis Anvers (BE)

DIGITAL CINEMA SERVICES

Digital Cinema Services (DCS) concentre toute l'expertise technique de Kinepolis en matière de son et de projection numérique. Cette expertise est avant tout exploitée en interne, mais Kinepolis DCS propose également parfois des services technologiques à des tiers.

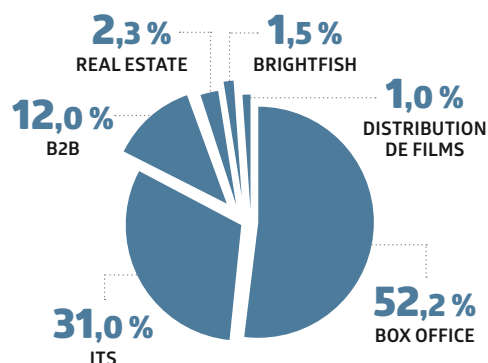
LA PUBLICITÉ À L'ÉCRAN EN BELGIQUE

La régie publicitaire belge Brightfish propose un vaste éventail de canaux médias tournant autour du cinéma, pour tous ceux qui recherchent une communication ciblée avec le spectateur.

DISTRIBUTION DE FILMS EN BELGIQUE ET AU LUXEMBOURG

Kinepolis Film Distribution (KFD) prend en charge la distribution de films internationaux et nationaux en Belgique et au Luxembourg. Spécialiste de films flamands, KFD occupe une place de choix dans le paysage cinématographique belge. Via KFD, Kinepolis soutient également la production et la promotion du cinéma flamand. KFD travaille en étroite collaboration avec d'autres partenaires, dont Dutch FilmWorks, le principal distributeur indépendant des Pays-Bas. KFD diffuse ainsi en Belgique et au Luxembourg des films du catalogue DFW.

CHIFFRE D'AFFAIRES PAR ACTIVITÉ EN 2022



08 Environnement professionnel

Après deux années de pandémie, au cours desquelles les activités des cinémas ont été considérablement entravées ou empêchées pendant de longues périodes, 2022 a marqué la première année de reprise pour le secteur.

À partir du deuxième trimestre, plus aucune mesure Covid-19 était d'application sur les marchés où Kinopolis exploite des cinémas. L'impact de la pandémie a toutefois continué à se faire sentir tout au long de l'année, à travers un calendrier cinématographique encore perturbé (avec beaucoup moins de sorties hollywoodiennes) et des habitudes modifiées chez une partie du public cinéophile. En outre, le secteur est confronté à un contexte macroéconomique difficile, caractérisé par une inflation élevée et une crise de l'énergie et du pouvoir d'achat sur les marchés européens en particulier.

La reprise de la fréquentation des salles de cinéma en 2022 – en partie grâce à des succès exceptionnels au Box Office – prouve la résilience de l'industrie et la soif du public pour une « expérience sur grand écran » partagée. La poursuite de la reprise est attendue pour 2023 en fonction du calendrier des sorties.

IMPACT DE LA PANDÉMIE SUR L'OFFRE DE FILMS

Bien que la sortie en salles de nombreux grands films ait été retardée pendant la pandémie, cela n'a pas entraîné de surabondance de contenu hollywoodien en 2022, contrairement à ce que l'on aurait pu attendre. Le nombre de sorties internationales est resté nettement inférieur à son niveau des années pré-pandémie. Cette situation s'explique par le fait que le marché mondial était toujours perturbé par la Covid-19, avec des confinements durs en Chine (deuxième marché cinématographique mondial), des retards dans la production de films pendant la pandémie, des partenaires de post-production très sollicités et des changements constants dans le calendrier des films pour éviter la concurrence directe avec d'autres blockbusters.

CONSOMMATEUR EN QUÊTE D'EXPÉRIENCE

Face à l'offre étendue de contenus pour la consommation à domicile, les cinéophiles semblent devenir plus sélectifs dans le choix des films qu'ils veulent voir au cinéma. L'expérience est le principal facteur de différenciation des cinémas. Les cinémas peuvent jouer tous leurs atouts pour les films qui offrent une expérience cinématographique distincte, c'est-à-dire qui doivent être vus sur grand écran, et les films très attendus par les fans. Ces dernières années, Kinopolis a investi massivement dans tous les aspects susceptibles d'élever l'expérience client à un niveau supérieur et de générer ainsi plus de chiffre d'affaires par visiteur. Le succès des expériences cinématographiques premium – allant de la meilleure projection laser et du son immersif à divers concepts de sièges et événements thématiques (expériences VIP, marathons, Manga K...) – a permis au marché de continuer à croître ces dernières années en termes de chiffre d'affaires, y compris les années où les chiffres de fréquentation n'ont pas suivi. Miser sur l'expérience et la qualité est payant, aujourd'hui plus que jamais. L'essor du « cinéma événementiel » illustre d'ailleurs cette évolution. Concerts pop exclusifs, opéras, spectacles de stand-up, théâtre... le cinéma est devenu, ces dernières années, bien plus que le simple fait de « regarder des films ». Les multiplexes de Kinopolis sont devenus de véritables centres de divertissement.

SÉLECTION DU CONTENU ET PROMOTION CIBLÉE

Le raccourcissement de la fenêtre cinématographique et l'augmentation du nombre de fournisseurs de contenu signifient que les cinémas ont commencé à programmer de plus en plus de films au cours des dernières années, alors que les clients semblent devenir plus sélectifs. À l'avenir, il sera de plus en plus important de sélectionner les bons films pour le bon public cible et de mener une promotion ciblée autour de ces films. L'exploitant de salles de cinéma doit guider les clients dans l'offre et renforcer sa



crédibilité en matière de programmation et de recommandations de films. Kinepolis aspire à être le « sommelier du film » pour ses clients. Le développement d'un département de contenu élargi au sein de Kinepolis et les labels de qualité tels que « Ciné K » s'inscrivent dans cette vision.

FENÊTRES D'EXCLUSIVITÉ

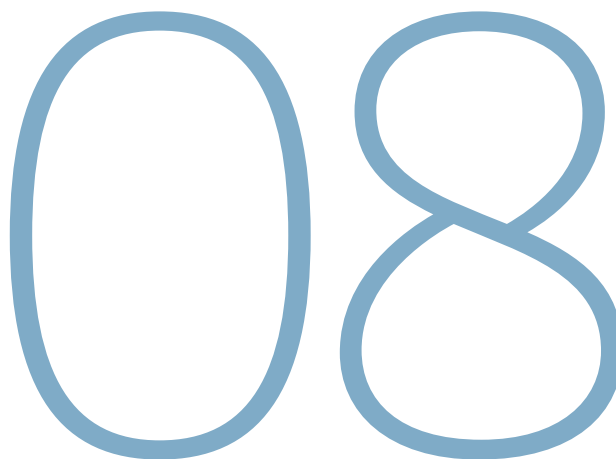
La fenêtre d'exclusivité des salles de cinéma (la période pendant laquelle un film est exclusivement disponible dans les salles de cinéma) n'a cessé de se raccourcir au cours des 25 dernières années, avec l'apparition des chaînes de divertissement à domicile payantes. La pandémie de Covid-19 a accéléré cette évolution. Les studios ont expérimenté des stratégies de diffusion et lancé leurs propres services de streaming. La VOD premium (PVOD) est ainsi apparue, avec des films proposés plus rapidement pour la consommation à domicile à un prix premium.

Cependant, la plupart des films, en particulier les blockbusters, ont été reportés pendant la pandémie pour une sortie exclusive dans les cinémas. Les résultats obtenus en 2022 et l'érosion des prix sur le marché du divertissement à domicile ont incité plusieurs grands studios à s'engager à nouveau et ouvertement en ce qui concerne la fenêtre d'exclusivité en salle. En effet, les cinémas s'avèrent souvent indispensables pour maximiser les recettes d'un film à gros budget. « There's no substitute for Box Office revenue », comme on le dit souvent dans le secteur. Une grande partie des recettes générées dans les cinémas revient au producteur, ce qui est beaucoup moins le cas avec les autres supports et plateformes. En outre, une sortie en salle sert de locomotive pour la promotion et le marketing d'un film, en ayant un impact sur tous les maillons ultérieurs tout au long de la vie du film. L'année dernière, la plupart des grands acteurs sont revenus à l'approche de la sortie en salle qui prévalait avant la pandémie.

FACTEURS DÉMOGRAPHIQUES

Les cinémas doivent s'adapter au vieillissement de la population et s'adresser à un public aussi large que possible, alors que l'offre de blockbusters d'Hollywood s'adresse souvent à un public plus jeune.

En outre, la proportion croissante de personnes issues de l'immigration entraîne une diversité culturelle croissante de la société. Kinepolis applique donc le principe de la programmation active, dans laquelle l'offre internationale de blockbusters est complétée par des films locaux, des films d'auteur et des contenus alternatifs, en fonction de la composition et de la demande du public. En effet, les titres locaux obtiennent souvent de meilleurs résultats auprès d'une population légèrement plus âgée, et les films multiculturels (tels que les blockbusters japonais, polonais, turcs, indiens et chinois) attirent des communautés spécifiques dans les villes. En tant que divertissement accessible, le cinéma est au centre de la société et son offre doit donc évoluer en fonction des développements démographiques et autres développements sociaux. La diversité accrue au sein de la société se reflète dans une offre de contenu plus diversifiée et plus inclusive.



INFORMATIONS SUR LE MARCHÉ EUROPÉEN

Les cinémas européens ont connu une nouvelle forte reprise en 2022 et, bien que les chiffres définitifs pour plusieurs territoires restent à confirmer, l'UNIC estime que les entrées ont progressé d'au moins 36,5 % et que le Box Office total pour l'année dépassera 5,6 milliards €, soit une augmentation de 55,6 % en Europe par rapport à 2021. Dans l'ensemble de la région EMEA, le Box Office a progressé de 4,4 milliards € à 6,6 milliards €, selon Gower Street Analytics.

Les résultats du Box Office en Autriche (+96 % par rapport à 2021), en République tchèque (+94 %), en Lituanie (+133 %) et en Slovénie (+149 %) démontrent la force de la reprise du secteur au cours des derniers mois. La France, le Royaume-Uni et l'Allemagne ont enregistré des hausses de Box Office comprises entre 62 % et 92,5 % par rapport à l'année précédente, ce qui a permis de réduire encore davantage l'écart par rapport aux niveaux antérieurs à la COVID. L'Espagne et l'Italie ont progressé respectivement de 50 % et 81 %, même si leur redressement par rapport aux résultats 2017-2019 semble plus lent que celui des autres marchés européens.

Par rapport à l'année 2019, année record pour les cinémas, les entrées estimées en 2022 dans l'ensemble de l'Europe ont chuté de 40,3 % et le Box Office a baissé de 34,4 % selon les estimations. Dans l'UE et au Royaume-Uni, les estimations d'entrées et de Box Office ont été respectivement inférieures de 35,1 % et de 30,8 % à celles de 2019.

Les chiffres ont été influencés par des facteurs tels qu'un nombre inférieur de sorties de titres américains en 2022 par rapport à 2019, les restrictions liées à la COVID qui ont duré jusqu'en juin 2022 dans certains territoires, un début d'année très lent, un programme d'été faible en raison d'un manque de nouvelles sorties, et l'impact de la guerre entre la Russie et l'Ukraine.

Le Box Office a été principalement alimenté par les grands titres internationaux, dont « Avatar : La Voie de l'eau », « Top Gun : Maverick », « Jurassic World :

Le Monde d'après », « Les Minions : il était une fois Gru » et « Black Panther : Wakanda Forever ». « Top Gun : Maverick », le film de 2022 qui a rapporté le plus d'argent, a rapporté 1,488 milliard de dollars au Box Office mondial. Il est arrivé en tête au Royaume-Uni (78,2 millions £) et en Suède (10,567 millions €) et en deuxième position en France (55,736 millions €) et en Allemagne (35,536 millions €). « Avatar : La Voie de l'eau » a rapporté plus de 2,214 milliards de dollars au Box Office mondial à ce jour, ce qui en fait le quatrième film le plus important de tous les temps, preuve de la capacité des cinémas à attirer le public et à créer des événements mondiaux.



Les cinémas européens enregistrent une croissance de 55,6 % du Box Office en 2022

Les titres locaux ont également joué un rôle clé dans le succès de 2022, notamment en France (40,9 % de part de marché), en République tchèque (33,5 %), au Danemark (26 %) et en Finlande (25,2 %). La part du marché national des entrées en Slovénie a été de 18 %, la plus élevée depuis l'indépendance du pays voici 32 ans.

Trois productions locales ont figuré dans le top 10 du Box Office norvégien de 2022 – « Krigsseileren », suivi de « Olsenbanden – Siste skrik ! » et « Teddybjørnens jul ». En Roumanie, deux films nationaux sont entrés dans le top 10 – « Teambuilding », une satire sur le monde des affaires, a été le film roumain le plus populaire en 2022, tandis que la comédie « Mîrciulică » est arrivée en quatrième position. En Espagne, « Padre no hay más que uno 3 » a rapporté 745 000 €, avec plus de 108 000 entrées le jour de sa sortie, ce qui en fait le meilleur démarrage pour un film espagnol sur le marché intérieur depuis 2015.

Source: Traduction libre du communiqué de presse de l'Union internationale des cinémas (UNIC) du 15 février 2023 : Cinema-going in Europe in 2022.



TABLEAU DES INDICATEURS PROVISOIRES DE PERFORMANCE DU MARCHÉ POUR 2022 (LORSQU'ILS SONT DISPONIBLES) POUR LES PAYS OÙ KINEPOLIS EST PRÉSENT

PAYS (DEVISE)	BOX-OFFICE (MILLIONS, EN DEVISE LOCALE)			ENTRÉES (MILLIONS)			PART DES FILMS NATIONAUX (PAR BOX OFFICE)
	2021	2022	2021-2022 ÉVOLUTION	2021	2022	2021-2022 ÉVOLUTION	
Belgique (EUR) ⁽¹⁾	70,6	123,1	74,3 %	7,6	13,5	76,7 %	s.o.
Espagne (EUR)	252,3	379,0	50,2 %	41,4	61,2	47,8 %	22 %
France (EUR) ⁽²⁾	672,4	s.o.	s.o.	95,5	152,0	59,2 %	40,9 %
Luxembourg (EUR)	4,9	8,0	62,3 %	0,5	0,8	51,2 %	2,4 %
Pays-Bas (EUR)	142,0	258,5	82,1 %	14,2	25,0	76,0 %	14,5 %
Pologne (PLN)	530,9	817,7	54,0 %	29,0	42,8	47,3 %	19,8 %
Suisse (CHF)	87,9	143,3	63,1 %	5,6	9,1	62,5 %	4,5 %
EU27 ET ROYAUME-UNI (EUR)				392,5	643,0	63,8 %	
EUROPE (EUR)				583,2	796,0	36,5 %	

Outre les nouvelles sorties, les Journées nationales du cinéma ont également contribué à doper les entrées dans un certain nombre de territoires UNIC. En France, plus de 3,2 millions de personnes ont profité de l'expérience du grand écran lors de la Fête du cinéma, une performance supérieure de 4 % aux entrées moyennes des trois éditions précédentes avant la pandémie. En Allemagne, la première édition du KINOFEST a attiré près de 1,1 million de visiteurs, ce qui constitue la meilleure performance de week-end en 2022. En Italie, plus de 1,13 million d'entrées ont été enregistrées pour le premier Cinema in Festa, soit une augmentation de 123 % par rapport au même week-end en 2021 et de 317 % par rapport au week-end précédent. Le premier Cinema Day national au Royaume-Uni et en Irlande a attiré respectivement 1,46 million et 153 000 visiteurs. La Grèce, la Norvège, la Suède, la Pologne et les Pays-Bas ont figuré parmi les autres pays européens ayant organisé leur propre journée nationale du cinéma.

« Les chiffres montrent clairement que les cinémas européens sont sur la voie d'un rétablissement complet. Une offre constante de titres nouveaux et diversifiés sera cruciale pour la poursuite de la progression du Box Office et des entrées en 2023 », a déclaré Laura Houlgatte, CEO de l'UNIC.

Les premiers résultats de cette année confirment déjà cette tendance positive. En janvier 2023, la région EMEA a enregistré les recettes les plus élevées depuis le même mois en 2020, avec des recettes de Box Office d'environ 821 millions €.

Gower Street Analytics prévoit des recettes de Box Office de respectivement 7,062 milliards \$ cette année (+7 % par rapport à 2022) et de 29 milliards \$ (+12 %) pour la région EMEA et au niveau mondial.

INFORMATIONS SUR LE MARCHÉ AUX ÉTATS-UNIS ET AU CANADA

Des chiffres consolidés pour le marché nord-américain en 2022 n'étaient pas encore disponibles au moment de la publication et n'ont donc pas été inclus dans ce rapport.

(1) Belgique : Estimations, les chiffres définitifs n'étaient pas encore disponibles au moment de cette publication.

(2) France : Estimations, les données concernant le Box Office ne sont pas entièrement disponibles, part du marché national en fonction des entrées.

09 Notre stratégie

Par sa stratégie d'entreprise, Kinopolis vise à créer une valeur durable pour ses clients, ses collaborateurs, ses actionnaires, ses partenaires et l'environnement.

The Ultimate Movie Experience

Les trois piliers de son modèle stratégique vont de pair avec l'entrepreneuriat durable.

Les trois piliers



KINEPOLIS VEUT ÊTRE
Le meilleur exploitant de cinémas



KINEPOLIS VEUT ÊTRE
Le meilleur marketeur



KINEPOLIS VEUT ÊTRE
Le meilleur gestionnaire immobilier



Tous ces piliers ont pour objectif la création de
The Ultimate Movie Experience,
une expérience unique pour les amateurs de cinéma
et de culture par le biais d'un concept cinématographique
centré sur l'expérience intégrale du visiteur.



09



Meilleur exploitant de cinémas

Nous voulons être le meilleur exploitant de cinémas et nous nous efforçons donc d'offrir une expérience client et cinématographique de qualité supérieure, afin que les visiteurs puissent profiter d'une petite sortie au cinéma ou d'un événement professionnel dans les meilleures conditions possibles.

Le moteur interne à cette fin est une organisation auto-apprenante dans laquelle les idées d'amélioration continue des activités et de l'expérience client sont stimulées de la base vers le sommet. Cela couvre également les aspects ESG tels que l'empreinte écologique de l'entreprise et le bien-être des collaborateurs.

Chaque année, toutes les équipes de cinéma proposent des mesures à la fois génératrices de chiffre d'affaires et axées sur l'efficacité pour abaisser systématiquement le seuil de rentabilité (à raison d'une hypothétique réduction de 5 % du nombre de visiteurs par an)⁽¹⁾. Cet exercice annuel, associé à une structure d'entreprise uniforme, à des rapports de gestion détaillés et à l'organisation de moments de contact où les responsables d'activité et de budget peuvent s'inspirer mutuellement

(appelés operating reviews), assure depuis près de 15 ans la réalisation d'un potentiel d'amélioration continue dans les complexes cinématographiques, qu'ils soient matures ou nouveaux.

LES COLLABORATEURS DEVIENNENT DES ENTREPRENEURS

Dans chaque cinéma, un certain nombre de managers locaux sont responsables d'une certaine partie de l'activité. Ces responsables d'activité ou de budget ont la possibilité de devenir des 'mini-entrepreneurs' et d'échanger régulièrement des expériences et des idées avec leurs collègues d'autres cinémas. De cette façon, ils peuvent s'appuyer sur un trésor de connaissances et d'expérience dans le domaine du cinéma et cela permet aux collaborateurs de s'inspirer mutuellement, y compris au-delà des frontières nationales.

Plus d'un employé de Kinopolis sur dix a la responsabilité finale des objectifs et du budget du département. En s'efforçant de placer les responsabilités au plus bas niveau possible dans l'organisation, on offre de nombreuses possibilités de croissance et de développement à tous les collaborateurs et on cultive l'entrepreneuriat au sein des cinémas.

Pendant la pandémie, cette stratégie et cette culture d'entreprise ascendantes ont grandement aidé Kinopolis à prendre rapidement les mesures appropriées. Les responsables d'activités et de budgets connaissent leurs recettes et leurs dépenses et peuvent eux-mêmes prendre des mesures immédiates. Grâce à la responsabilité de chacun et à une action rapide, Kinopolis a réussi à réduire encore ses coûts fixes. Ces dernières années, les responsables de budgets et leurs équipes ont été plus que jamais mis au défi de réfléchir à des solutions et d'être créatifs dans la gestion de « leur » activité.

(1) Une diminution de 5 % du nombre de visiteurs n'est évidemment pas un objectif, mais simplement une approche visant à simuler un abaissement du seuil de rentabilité.

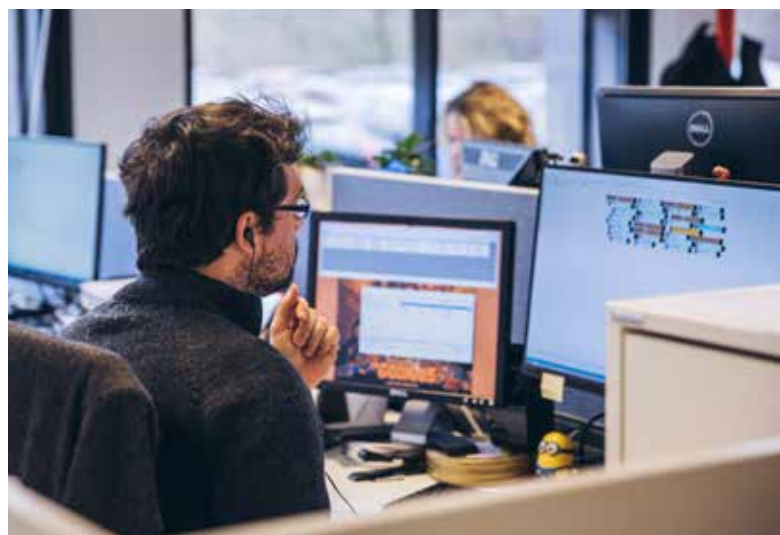


Ouverture de Kinopolis Metz-Amphithéâtre (FR)

'MESURER, C'EST SAVOIR'

Chez Kinepolis, outre les paramètres financiers, la satisfaction des clients (Customer Satisfaction Index, CSI) et la satisfaction des collaborateurs (People Satisfaction Index, PSI) sont des KPI essentiels qui sont suivis de près à tous les niveaux de l'organisation.

En outre, les indicateurs clés de performance liés aux aspects ESG non couverts par le CSI ou le PSI (tels que la consommation d'énergie et l'empreinte carbone de l'entreprise) seront affinés et intégrés aux tableaux de bord de la direction et aux plans de bonus dans les années à venir.



INDICE DE SATISFACTION DE LA CLIENTÈLE (CSI)

Grâce à l'indice de satisfaction de la clientèle, nous évaluons, par le biais d'une enquête en ligne après chaque visite, les différents aspects de l'expérience client : ce que les gens pensent du film, la qualité de l'image et du son, le service, la propreté, la convivialité, les temps d'attente, etc. Le CSI nous permet de recueillir en permanence les commentaires des clients, de façon très détaillée. Ces résultats sont analysés et publiés quotidiennement au niveau des équipes, des cinémas et à l'échelle nationale. Kinepolis adapte continuellement ses activités ainsi que la programmation des films sur la base du retour de ses clients.

INDICE DE SATISFACTION DU PERSONNEL

Kinepolis utilise l'indice de satisfaction du personnel (PSI) pour mesurer chaque année la satisfaction de ses collaborateurs. Les collaborateurs sont invités à exprimer, de manière tout à fait anonyme, ce qu'ils pensent de Kinepolis en tant qu'employeur, en mettant en exergue ce qui les satisfait et ce qu'il conviendrait d'améliorer. Les résultats sont ensuite discutés en équipe avant d'être traduits en actes.

INVESTIR DANS LE TALENT

Avec une stratégie fortement axée sur la créativité des collaborateurs, notre capital humain est notre meilleur atout. Il est essentiel pour Kinepolis de recruter, d'encadrer et de retenir des collaborateurs qui s'intègrent dans la culture d'entreprise de Kinepolis et qui sont capables de mettre en œuvre l'amélioration continue des activités et de l'expérience client de la base au sommet.

L'entrepreneuriat est profondément ancré dans l'ADN de l'organisation, c'est pourquoi nous nous efforçons consciemment d'attirer des collaborateurs qui s'autogèrent tout en étant d'excellents équipiers ayant le souci du détail.



Meilleur marketeur

Grâce à une interaction intensive avec nos visiteurs, nous voulons répondre aux souhaits et aux besoins du public, avec une offre sur mesure. Ces dernières années, Kinopolis a développé une stratégie de marketing relationnel de premier ordre (basée sur une connaissance approfondie du client et de ses préférences) et une politique de programmation active.

MARKETING RELATIONNEL

La stratégie de marketing de Kinopolis vise à mieux connaître le client et ses préférences. Compte tenu du grand nombre de films programmés et de la pression exercée sur le modèle hollywoodien traditionnel dans lequel le distributeur fait unilatéralement la promotion d'un film, mais a de plus en plus de mal à atteindre les consommateurs, Kinopolis veut utiliser le marketing direct pour informer les clients sur les films dont le genre, les acteurs ou le réalisateur correspondent à leurs préférences.

C'est ainsi que la mission de Kinopolis a évolué au cours de la dernière décennie, passant de « the ultimate cinema experience » (meilleure image, confort des sièges, etc.) à « the ultimate movie experience ». En effet, le bon film est aussi important pour une sortie au cinéma réussie. Des millions de clients reçoivent par e-mail, l'appli, le site Web et les médias sociaux des recommandations pour des films et des événements en fonction de leurs préférences personnelles.

Pour l'avenir, Kinopolis veut investir davantage encore dans la relation avec ses clients, notamment par la fourniture de services en ligne et mobiles.

Kinopolis attache à ce sujet la plus grande importance à la protection des données à caractère personnel. Le respect des clients est intrinsèquement lié au respect de leurs données. Deux aspects que Kinopolis prend extrêmement au sérieux (voir chapitre 10 : Entreprendre en ayant un impact et de manière responsable).



Lancement d'Avatar à Kinopolis Kirchberg (LU)

« MARKETING AS A SERVICE »

En Europe, nous pouvons aujourd'hui atteindre 5,85 millions de clients grâce au marketing par e-mail (contre une clientèle que nous estimons à plus de 7 millions de visiteurs uniques au niveau européen). Près de 1 million d'entre eux se sont abonnés à la lettre d'information My Kinopolis. Les e-mailings comprenant des recommandations de films et d'événements s'adressent toujours à un groupe cible limité, en fonction des connaissances que nous avons accumulées à propos de nos clients.

Aux États-Unis, nous pouvons atteindre 565 000 clients MJR grâce au marketing par e-mail. Au Canada, nous utilisons les données et les connaissances acquises dans le cadre du nouveau programme de fidélité Landmark EXTRAS pour envoyer des informations plus pertinentes et ciblées à tous les membres.



Laser ULTRA



Transmission en direct du concert de BTS (2022)



L'opéra au cinéma, Ariadne (2022)



Les Minions 2 : Il était une fois Gru (2022)

PROGRAMMATION ACTIVE

L'offre Kinepolis ne se limite pas aux grands succès internationaux du moment. Ces dernières années, Kinepolis est passé d'une programmation passive à une programmation active. Dans cette perspective, Kinepolis choisit les films en fonction des préférences de ses clients, qui peuvent différer d'un complexe à l'autre. Kinepolis s'efforce de proposer, à tout moment de l'année, une offre adéquate pour chacun de ses groupes cibles.

Ces dernières années, Kinepolis a complété avec succès son offre de contenus par des contenus « alternatifs » tels que la culture au cinéma (concerts, opéra, ballet, art, théâtre), les films multiculturels (films polonais, russes, turcs, indiens, japonais...), les concerts, les transmissions en direct d'événements, etc.

EXPÉRIENCE

L'expérience que nous offrons dans nos cinémas est une autre clé importante du succès. Avec l'offre croissante de contenus via le divertissement à domicile, les visiteurs sont plus que jamais à la recherche d'une expérience. C'est pourquoi Kinepolis investit massivement dans des produits et les concepts d'expérience tels que Cosy Seats, sièges inclinables, IMAX, Laser ULTRA, 4DX, ScreenX, etc. La majeure partie de ces produits s'inscrit dans la poursuite de l'élargissement de l'offre, grâce à laquelle Kinepolis entend répondre aux souhaits de différents groupes cibles (voir p. 63-65).

En outre, Kinepolis s'engage pleinement dans des formules événementielles visant à rassembler des fans, comme des marathons, des concerts uniques, les Nuits d'horreur, les Week-ends familiaux, etc.

Meilleur gestionnaire immobilier

Kinepolis possède une grande partie de son immobilier cinématographique, plus précisément 51 complexes, qui ont généré 55 % des visiteurs en 2022.

IMMOBILIER CINÉMATOGRAPHIQUE

Posséder notre immobilier cinématographique a un impact significatif sur le profil de risque de la société. En effet, Kinepolis est moins sensible à l'inflation et cela nous donne la possibilité de réutiliser la surcapacité en cas de changement dans le succès à long terme du cinéma. Parmi les exemples, citons l'installation d'une aire de jeux intérieure à Madrid (« The Magic Forest ») et, plus récemment, la transformation d'une salle de Kinepolis Valence en salle de théâtre (« Sala 21 »).



*Réaffectation
de capacité excédentaire*

La solide position immobilière du Groupe a également été un avantage majeur dans la gestion optimale de l'impact de la crise du coronavirus durant la période 2020-2022. En effet, pendant les périodes d'inactivité – ou d'activité très limitée – Kinepolis n'a pas dû continuer à payer un loyer pour les complexes qu'il possède.

Kinepolis loue plus de 90 000 m² au sein de ses cinémas à des tiers (principalement des établissements horeca). La clientèle de ces commerces est souvent générée par la présence du cinéma.



Le département Real Estate a également été étroitement impliqué dans la réalisation de la stratégie d'expansion du Groupe, notamment en ce qui concerne le développement, la réalisation et la coordination de projets de nouvelle construction. Enfin, l'équipe a une responsabilité importante dans l'amélioration de l'efficacité énergétique de nos bâtiments – et donc dans la réduction de l'empreinte carbone de l'entreprise – notamment (mais certainement pas exclusivement) en modernisant les installations CVC, en installant des systèmes de gestion intelligente des bâtiments et en gérant la consommation d'énergie en fonction de l'occupation des salles (voir p. 85-89).

Kinepolis veut continuer à gérer, valoriser et développer de manière optimale son portefeuille immobilier unique.



Kinepolis Metz Amphithéâtre (FR)

©VMB Photo Sensor



Kinepolis Metz Waves (FR)



Douwe Egberts Café, Kinepolis Anvers (BE)

Stratégie d'expansion

Kinepolis souhaite introduire son concept unique sur de nouveaux marchés et auprès de nouveaux groupes cibles et contribuer ainsi à plus de création de valeur pour toutes les parties prenantes.



Ces dernières années, de grands pas ont été franchis dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie d'expansion du Groupe. Depuis 2014, le nombre de cinémas du portefeuille de Kinepolis est passé de 23 à 110.

Depuis le début de la pandémie de coronavirus, Kinepolis a ouvert cinq nouveaux cinémas, dont le dernier, Kinepolis Metz Amphithéâtre, a été inauguré en novembre 2022. Au milieu de l'année 2022, après une pause due à la crise du coronavirus, Kinepolis a repris timidement son expansion, en acquérant deux cinémas en Espagne (Mataró et La Cañada) et un en France (Amnéville).

Le Groupe vise d'autres acquisitions à l'avenir, mais mène en permanence une politique financière prudente.

STRATÉGIE D'EXPANSION BASÉE SUR LE POTENTIEL D'AMÉLIORATION

La stratégie d'entreprise décrite aux pages précédentes est également la base d'une expansion réussie, car Kinepolis se concentre sur les cinémas et les groupes de cinéma où il peut introduire sa culture d'entreprise auto-apprenante et son modèle organisationnel afin de réaliser le potentiel d'amélioration. La réalisation de ce potentiel d'amélioration dépend de la créativité et de la capacité des équipes. C'est pourquoi Kinepolis tiendra toujours compte du capital financier et humain pour son expansion.



Grâce à l'acquisition de deux cinémas en Espagne, nous reprenons prudemment notre stratégie d'expansion. Les conditions de cette acquisition et le potentiel des deux sites devraient nous permettre de créer une valeur ajoutée tant pour le cinéphile que pour Kinepolis.

Eddy Duquenne, CEO Kinepolis Group



Kinepolis La Cañada, Marbella (ES)



Ouverture de Kinepolis Nevada (Grenade, ES) en 2017

Kinepolis Group est organisé en fonction de ses marchés géographiques. Chaque pays dispose d'un Cinema Support Centre national qui gère et soutient les cinémas du pays concerné. En cas d'expansion sur un marché existant, l'équipe nationale est responsable de l'intégration des cinémas concernés, assistée par le Cinema Support Centre international, situé à Gand, en Belgique.

Lors des acquisitions, Kinepolis conserve autant que possible les équipes locales et la direction existantes. Par exemple, les équipes de direction de Landmark Cinemas Canada et de MJR Digital Cinemas aux États-Unis sont restées en grande partie identiques. Outre les considérations sociales, l'affinité avec le marché et la culture locaux est un aspect important des activités de Kinepolis. À ce jour, aucune acquisition ne s'est accompagnée de séries de licenciements ou de réorganisations ayant un impact social significatif.

10 Entreprendre en ayant un impact et de manière responsable

Déclaration relative aux informations non financières conformément à la Loi du 3 septembre 2017





10

Politique ESG

En tant qu'exploitant de cinémas, Kinopolis fait partie de la vie quotidienne des gens et attache la plus grande importance aux aspects sociaux et économiques de ses activités.

Le point de départ de Kinopolis est une vision à long terme dans laquelle la création d'un impact positif sur les parties prenantes et la société, ainsi que la réduction maximale de l'impact négatif, mènent automatiquement à une histoire économique durable. Nous nous engageons pleinement à créer une « valeur partagée », fondée sur notre objectif, à savoir enrichir la vie des gens par la puissance de films.

Les aspects ESG (Environnementaux, Sociaux et de Gouvernance) abordés dans ce rapport font partie intégrante d'une politique visant à pérenniser les activités de Kinopolis et leur impact. Au cours de la dernière décennie, Kinopolis a pris plusieurs mesures dans le domaine de la durabilité et, depuis 2020, le groupe a entamé une trajectoire afin de professionnaliser davantage son approche de la durabilité et de la traduire dans une stratégie d'entreprise intégrée. La politique et le cadre développés à cette fin veillent aux intérêts de toutes les parties prenantes (collaborateurs, clients, environnement, communautés locales) et donc à la création d'un impact social positif.

Au cours des deux prochaines années, Kinopolis affinera et, si nécessaire, étendra ses engagements et ses indicateurs de performance à cet égard, conformément aux exigences de la *Corporate Sustainability Reporting Directive (CSRD)* applicable à partir de 2024. Dans ce contexte, en 2023, Kinopolis se concentrera davantage sur la mise en œuvre des bons processus de suivi des aspects ESG matériels ainsi que sur la collecte de données ESG pertinentes. Une attention particulière est également accordée à la poursuite du développement d'un cadre de gouvernance sur l'ESG.

CONSULTATION DES PARTIES PRENANTES ET ANALYSE DE LA MATÉRIALITÉ

Kinopolis a mené une vaste enquête auprès des parties prenantes en septembre 2021 afin de mieux connaître leurs opinions et attentes en matière de durabilité et d'impact qu'a Kinopolis, en tant qu'entreprise de divertissement, sur la société.

MATRICE DE MATÉRIALITÉ KINEPOLIS



Concrètement, il a été demandé quels aspects les parties prenantes considèrent comme les plus pertinents pour Kinepolis, en termes d'impact de Kinepolis sur les parties prenantes et la société d'une part, et en termes d'impact des aspects ESG sur Kinepolis lui-même d'autre part (la « double matérialité »).

L'étude sur les parties prenantes a été menée au moyen d'une enquête en ligne, complétée par plusieurs entretiens qualitatifs. L'étude a impliqué différents groupes de parties prenantes, à savoir :

- tous les collaborateurs permanents de Kinepolis Group en Belgique, aux Pays-Bas, au Canada, en Espagne, au Luxembourg, en France et aux États-Unis (taux de réponse de 46 %) ;
- le top 15 des investisseurs (taux de réponse de 65 %) ;
- le top 50 des fournisseurs (taux de réponse de 44 %) ;
- +30 000 clients B2C répartis entre la Belgique, les Pays-Bas, le Canada, l'Espagne, le Luxembourg, la France et les États-Unis (taux de réponse de 2 %) ;
- Conseil d'Administration et Direction générale (taux de réponse de 84 %).

Sur la base de la consultation des parties prenantes et de la direction, une matrice de matérialité a été élaborée, indiquant les aspects que les parties prenantes et la direction considèrent comme les plus pertinents pour Kinepolis. En outre, l'enquête menée auprès des parties prenantes – par le biais de questions supplémentaires sur les sujets désignés comme les plus pertinents – a également fourni à la direction des informations qualitatives précieuses pour la mise en œuvre de la stratégie.

La liste des sujets passés en revue dans le cadre de la consultation des parties prenantes a été établie sur la base d'une analyse par les pairs et de recherches documentaires, ainsi que de plusieurs ateliers avec la direction générale, afin de refléter de manière adéquate et complète tous les aspects stratégiques qui conduisent à la création d'un impact de quelque manière que ce soit.

La politique que mène Kinepolis à l'égard de ces sujets sera détaillée plus avant dans ce chapitre.

Les risques éventuels associés à ces aspects ESG (y compris les risques climatiques) figurent dans la description des principaux risques commerciaux (voir Gouvernance d'Entreprise, p. 115-119).



UNE EXPÉRIENCE CLIENT DE QUALITÉ

Lors de chaque contact ou visite, Kinepolis s'efforce de proposer une expérience positive à ses clients, en leur faisant vivre une expérience cinématographique de qualité supérieure, en leur fournissant des informations claires, en faisant preuve d'interaction et en répondant au maximum à leurs souhaits. Tous les groupes cibles sont pris en considération, ce dont témoignent les expériences cinématographiques proposées, la programmation des films et l'infrastructure des cinémas.

LE BIEN-ÊTRE ET LE DÉVELOPPEMENT DES COLLABORATEURS

Kinepolis a pour objectif d'être une entreprise où les gens se sentent en sécurité, écoutés, motivés et valorisés. Kinepolis souhaite développer les talents et laisser les collaborateurs s'épanouir grâce à son organisation auto-apprenante où l'innovation ascendante et la responsabilité sont centrales. En tant qu'employeur d'un grand nombre d'étudiants et de nouveaux arrivants sur le marché du travail, Kinepolis joue également un rôle important dans l'enseignement de compétences professionnelles essentielles aux jeunes, un rôle qu'il souhaite remplir de la meilleure façon possible.

La politique de gestion des ressources humaines de Kinepolis prévoit notamment un programme d'accueil intensif, divers programmes de formation ainsi qu'un accompagnement de carrière. Grâce à une analyse annuelle de la satisfaction du personnel, Kinepolis s'efforce de suivre étroitement les effets de sa politique pour l'améliorer.



Kinopolis Metz Amphithéâtre (FR)

©MB Photo Sensor

LE SOUCI DE L'ENVIRONNEMENT



UNE INFRASTRUCTURE CINÉMATOGRAPHIQUE VERTE ET À L'ÉPREUVE DU TEMPS

Avec le programme « Green Star », Kinopolis entend prendre ses responsabilités en matière d'environnement. Kinopolis souhaite ainsi améliorer chaque année l'efficacité énergétique de ses infrastructures cinématographiques et de ses bâtiments, dans le but de rendre ses activités neutres en carbone à plus long terme. En outre, Kinopolis s'oriente résolument vers une conception et une mise en œuvre durables de projets de nouvelle construction, ainsi que vers une rénovation durable de cinémas existants. Lors de chaque aménagement, nouvelle construction ou rénovation, Kinopolis s'attache bien sûr à garantir le confort de ses visiteurs et collaborateurs, et s'efforce aussi de minimiser son empreinte écologique en utilisant des matériaux et techniques de construction innovants et écologiques.

GESTION RESPONSABLE DES DÉCHETS

Kinopolis se préoccupe également de réduire sa production de déchets, d'en assurer le tri (et le cas échéant leur réutilisation) et de les traiter de façon professionnelle.

INTÉGRITÉ DANS LES AFFAIRES

L'intégrité aura toujours la préséance dans la gestion d'entreprise de Kinopolis. Le Groupe mène une politique rigoureuse en matière de lutte contre la corruption et les pots-de-vin et déploie des efforts considérables pour sensibiliser ses collaborateurs et le management à ces sujets. En outre, Kinopolis s'engage à respecter les Droits de l'Homme tels qu'adoptés par les Nations Unies et à faire les efforts nécessaires pour contrôler ces droits, ainsi que d'autres considérations éthiques, tout au long de la chaîne de valeur. Les irrégularités de toute nature peuvent être signalées par le biais d'une procédure interne de lanceur d'alerte.

CADRE DE REPORTING

En 2017, Kinopolis a décidé de structurer son approche de la durabilité existante pour la faire correspondre à la norme internationalement reconnue ISO 26000 (Lignes directrices relatives à la responsabilité sociale des entreprises). En attendant l'entrée en vigueur de la *Corporate Sustainability Reporting Directive* (CSRD), la directive sur les rapports de durabilité adoptée par l'Union européenne en novembre 2022, Kinopolis conserve toujours le cadre ISO26000 pour l'exercice écoulé. En effet, la CSRD prévoit un cadre de rapport uniforme et obligatoire (les *European Sustainability Reporting Standards* ou ESRS) qui marque une étape importante dans la standardisation du paysage actuel du reporting ESG. Kinopolis poursuivra l'analyse et l'alignement du reporting de ses informations non financières en 2023 et 2024 avec cette nouvelle directive et fera les préparatifs nécessaires pour un reporting complet, conformément à sa stratégie intégrée et en conformité avec la CSRD, à partir de 2024.



Kinopolis Leidschendam (P-B)

©Disney / Westfield Mall of the Netherlands



MESURE DES PRESTATIONS RELATIVES À LA POLITIQUE DE DURABILITÉ

En vue de mesurer l'efficacité et l'efficience de ces mesures, un ou plusieurs indicateurs de performance clés (Key Performance Indicator, KPI) ont été définis pour les sujets les plus significatifs. Par ailleurs, des indicateurs de performance descriptifs et des exemples seront utilisés à travers ce rapport afin d'illustrer la politique.

Au cours des prochaines années, Kinopolis renforcera encore davantage sa stratégie intégrée et ses efforts en matière de durabilité.

Une estimation des risques liés à ces sujets sera effectuée régulièrement et il sera vérifié si les mesures appropriées ont été prises pour les limiter.

Dans le tableau ci-dessous, les aspects étudiés lors de la consultation des parties prenantes sont liés aux lignes directrices pertinentes de la norme ISO 26000, indiquant les indicateurs de performance clés pour les thèmes les plus importants qui ont été inclus dans ce rapport.

INDICATEURS DE PERFORMANCE CLÉS (KEY PERFORMANCE INDICATORS, KPI)

	SUJETS INCLUS DANS L'ANALYSE DE LA MATÉRIALITÉ	DIRECTIVES ISO 26000 CONCERNÉES	KPI POUR LES THÈMES LES PLUS IMPORTANTS
Expérience client de qualité	<ul style="list-style-type: none"> • Divertissement accessible de haute qualité • Expérience client • Sécurité des clients et des collaborateurs • Lieu de rencontre sociale • Diversité du contenu et offres personnalisées • Vie privée et protection des données des clients • Inclusion sociale • Soutien de projets caritatifs / des communautés locales 	<ul style="list-style-type: none"> • Service à la clientèle, soutien et règlement des plaintes et des litiges • Protection de la santé et de la sécurité des consommateurs • Marketing équitable, informations factuelles et impartiales, et pratiques contractuelles équitables • Protection des données des consommateurs et de la vie privée • Éducation et sensibilisation 	Réponse au Customer Satisfaction Index (CSI)
			Progrès réalisé dans la mise en œuvre du CSI dans le monde
			M EUR investis dans la maintenance et l'expansion interne (déploiement d'expériences cinématographiques premium)
			Part des films locaux (Kinopolis Europe)
Le bien-être et le développement des collaborateurs	<ul style="list-style-type: none"> • Développement et responsabilisation des collaborateurs • Bien-être des collaborateurs, diversité et inclusion 	<ul style="list-style-type: none"> • Emploi et relations de travail • Conditions de travail et protection sociale • Dialogue social • Santé et sécurité au travail • Développement humain et formation sur le lieu de travail 	Réponse au PSI
			Nombre de responsables de budget (« budget owners ») par rapport au nombre total de collaborateurs
			Cycle d'évaluation
			Taux de mobilité interne
Une infrastructure cinématographique verte et à l'épreuve du temps	<ul style="list-style-type: none"> • Des bâtiments et des infrastructures écologiques et à l'épreuve du temps • Gestion des déchets • Mobilité verte/accessibilité 	<ul style="list-style-type: none"> • Prévention de la pollution • Utilisation durable des ressources • Atténuation du changement climatique et adaptation au changement climatique 	Empreinte carbone (émissions scope 1 et 2)
			Consommation d'énergie
			Poursuite de la transition vers la projection laser : % de salles équipées de laser
Intégrité dans les affaires	<ul style="list-style-type: none"> • Politique d'achats éthique et durable • Éthique des affaires (anti-corruption, droits de l'homme, intégrité dans le marketing) 	<ul style="list-style-type: none"> • Droits de l'homme • Pratiques d'exploitation équitables 	% de collaborateurs qui ont souscrit au Code de conduite

Pour un bref aperçu des résultats de 2022 sur les aspects ESG ci-dessus, voir p. 24-25

Une expérience client de qualité

L'expérience client constitue l'épicentre des activités de Kinopolis. C'est pourquoi Kinopolis attache la plus grande importance à la satisfaction de sa clientèle et veille à son bien-être tout au long du parcours client.

POLITIQUE

Kinopolis s'efforce d'offrir une expérience positive à ses clients lors de chaque visite ou contact et d'accroître ainsi la probabilité d'une nouvelle visite ou d'un bouche-à-oreille positif. Kinopolis se concentre dès lors sur différents aspects qui contribuent tous à faire vivre au client une expérience totale :

- Des cinémas et salles modernes, confortables et d'accès aisé ;
- Une offre de films étoffée pour répondre à tous les goûts ;
- Un service de qualité à la clientèle, où le bien-être et la sécurité des clients et des collaborateurs sont primordiaux.

Pendant la pandémie de Covid-19, Kinopolis a élaboré et mis en œuvre des protocoles de sécurité détaillés pour protéger la santé de ses clients et de ses collaborateurs. Toutes les mesures liées à la Covid-19 ayant été progressivement abandonnées et finalement abolies au cours du premier trimestre 2022, elles ne seront plus détaillées dans ce rapport. Pour une explication concernant les protocoles de sécurité utilisés pendant la pandémie, veuillez vous référer aux précédents rapports annuels 2020 et 2021.





ÉVALUATION DE NOTRE POLITIQUE : INDICE DE SATISFACTION DE LA CLIENTÈLE (CSI)

La mesure des efforts déployés par Kinopolis en ce qui concerne l'expérience client proposée est une démarche permanente par le biais du Customer Satisfaction Index (CSI). Chaque visiteur qui a acheté des tickets en ligne en y indiquant son adresse e-mail est systématiquement invité, dans les 24 heures après sa visite au cinéma, à s'exprimer sur la façon dont il a vécu son expérience. Les visiteurs qui n'ont pas acheté de tickets en ligne peuvent partager leur avis par le biais d'un formulaire sur le site web. Ce sondage s'efforce d'obtenir des renseignements sur divers aspects de l'expérience client : que pense le visiteur du film, de la qualité de l'image et du son, du service, de la propreté, de l'amabilité du personnel, des délais d'attente, etc. Les clients peuvent également faire part de leurs suggestions par ce biais.

En 2022, Kinopolis Group a reçu 424 837 enquêtes complétées (+35 % par rapport à 2021), dont 390 572 en Europe et 34 265⁽¹⁾ en Amérique du Nord.

Le CSI a été mis en œuvre dans les complexes américains acquis en 2021 et dans une partie des cinémas canadiens en 2022. La poursuite du déploiement du CSI au Canada est prévue pour 2023. Pour les cinémas canadiens où le CSI n'était pas encore mis en œuvre, Landmark a continué à utiliser sa propre enquête « Tell Us About Us » en 2022. Cette enquête « Tell Us About Us » (parlez-nous de nous), n'est pas encore proposée par courrier électronique, mais par le biais du site web. Les clients sont conviés à la compléter par le personnel du cinéma et par une communication lors de l'avant-programme.



Le CSI permet à Kinopolis de recueillir en permanence les commentaires des clients, de façon très détaillée. Les résultats sont analysés et publiés quotidiennement au niveau des équipes, des cinémas et à l'échelle nationale. Kinopolis adapte continuellement ses activités ainsi que la programmation des films sur la base du retour des clients. C'est ainsi que les remarques relatives par exemple à la qualité des sièges sont immédiatement transmises au département concerné. Le siège incriminé sera ensuite rapidement contrôlé et, le cas échéant, réparé.

En outre, la satisfaction client, parallèlement à la satisfaction des collaborateurs et aux paramètres financiers, constitue un KPI essentiel au sein du Groupe pour évaluer la performance des complexes cinématographiques, des managers et des collaborateurs. Les paramètres susmentionnés sont également inclus dans le régime de primes pour les managers et les responsables de budget. Le taux de réponse est suffisamment élevé dans chaque pays – à l'exception du Canada – pour avoir une image représentative de la satisfaction de la clientèle.

KPI INDICE DE SATISFACTION DE LA CLIENTÈLE (CSI)



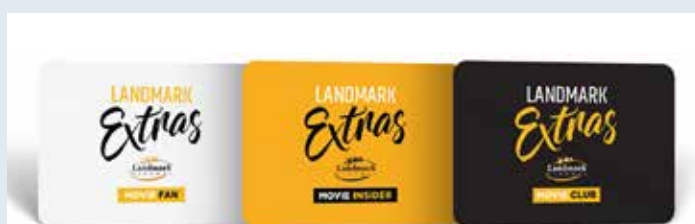
NOMBRE D'ENQUÊTES COMPLÉTÉES ⁽²⁾	EUROPE	CANADA ⁽³⁾	ÉTATS-UNIS	TOTAL
2019	540 193	17 000	-	557 193
2020	219 635	4 190	-	223 825
2021	295 307	1 101	17 688	314 096
2022	390 572	4 748	29 517	424 837

(1) Dont 1 825 enquêtes « Tell Us About Us » pour les cinémas canadiens où le CSI n'est pas encore en vigueur ou ne l'a pas été durant l'ensemble de l'année.

(2) Le nombre d'enquêtes pour les années 2020, 2021 et (dans une moindre mesure) 2022 reflète l'impact de la pandémie de Covid-19 (avec un nombre de visiteurs fortement réduit en raison de fermetures prolongées ou de mesures restrictives).

(3) Le CSI a été testé dans 3 cinémas canadiens (Kanata, Calgary Market Mall et Saskatoon) depuis novembre 2022. Le CSI n'était pas encore disponible pour les sites restants ; il est prévu pour 2023.

Programmes de fidélité



LANDMARK EXTRAS (CA)

Landmark EXTRAS a été lancé en septembre 2021 et propose aux cinéphiles trois formules : Movie Fan, un programme gratuit permettant de collecter des points à chaque achat ; Movie Insider, une formule basée sur une cotisation annuelle qui permet de collecter plus de points ; et Movie Club, une formule d'abonnement avec une cotisation mensuelle fixe qui offre aux membres une visite mensuelle au cinéma et toutes les suivantes à prix réduit, ainsi qu'une multitude d'autres avantages.



Au début de l'année 2023, Landmark EXTRAS comptait déjà 488 542 membres actifs, dont plus de 14 000 abonnés au Movie Club.



MOVIE CLUB (BE, P-B)

À la suite de l'expérience positive au Canada, Kinepolis a lancé la formule 'Movie Club' en Belgique et aux Pays-Bas en octobre 2022. Tous les adhérents de ce club paient un montant forfaitaire chaque mois et bénéficient alors de films sur grand écran et de nombreux autres avantages cinématographiques. Le forfait comprend un film gratuit par mois, puis un tarif préférentiel pour les éventuelles autres séances de cinéma le même mois, pour l'adhérent comme pour la personne qui l'accompagne. De plus, les membres du Movie Club bénéficient d'une réduction à la boutique Kinepolis ainsi que d'infos ciné et de promotions exclusives. Ils reçoivent aussi une réduction à l'achat de tickets pour un événement Kinepolis.

Au début de l'année 2023, le programme Movie Club en Belgique comptait 1 200 membres.



« THE ULTIMATE MOVIE EXPERIENCE »

La qualité de l'expérience cinématographique que nous offrons détermine dans une large mesure la satisfaction client. Kinepolis s'efforce de respecter les normes de qualité les plus élevées et continue d'investir dans la technologie cinématographique et les concepts d'expérience. La majeure partie de ces innovations s'inscrit dans la poursuite de la « premiumisation » et de l'élargissement de l'offre, grâce à laquelle Kinepolis entend répondre aux souhaits de différents groupes cibles.

Kinepolis a l'habitude de tester de nouveaux concepts dans quelques cinémas, puis de les déployer dans d'autres pays et cinémas. La satisfaction client est le paramètre le plus important pour la valorisation de nouveaux produits et concepts. Par ailleurs, nous constatons que la satisfaction client est en moyenne plus élevée dans les salles Premium (par ex. Laser ULTRA, IMAX...), ce qui indique que le client est prêt à payer plus pour avoir plus d'expérience.

CONCEPTS DE SIÈGE

■ Cosy Seats (Europe), Premiere Seats (CA) et VIP Seats (USA)

Les Cosy Seats sont des sièges encore plus confortables dotés d'accoudoirs extra larges, d'une tablette pratique pour les boissons et les snacks et d'un petit porte-manteau. Ils offrent plus d'espace et d'intimité, ce qui vous permet de profiter du film dans votre propre bulle. Au Canada, le concept a été introduit en 2020 sous le nom de « Premiere Seats », une version Cosy Seat des sièges inclinables qui y sont courants.



En 2022, ils ont également fait leur apparition aux États-Unis sous le nom de « VIP Seats ».

Le « Cosy Seat Plus » a été introduit pour la première fois en 2021 à Leidschendam (P-B), une variante du « Cosy Seat » avec un pouf pour les jambes, vous permettant de vous installer confortablement.

■ Sièges inclinables

Le concept de sièges inclinables est très populaire en Amérique du Nord. Il s'agit de sièges entièrement inclinables et automatisés avec repose-pieds, qui garantissent une sortie au cinéma 100 % détendue. Landmark Cinemas, qui a été le premier à introduire ce concept au Canada, a maintenant équipé la plupart de ses multiplexes de sièges inclinables. Aux États-Unis également, la plupart des salles sont équipées de fauteuils inclinables.



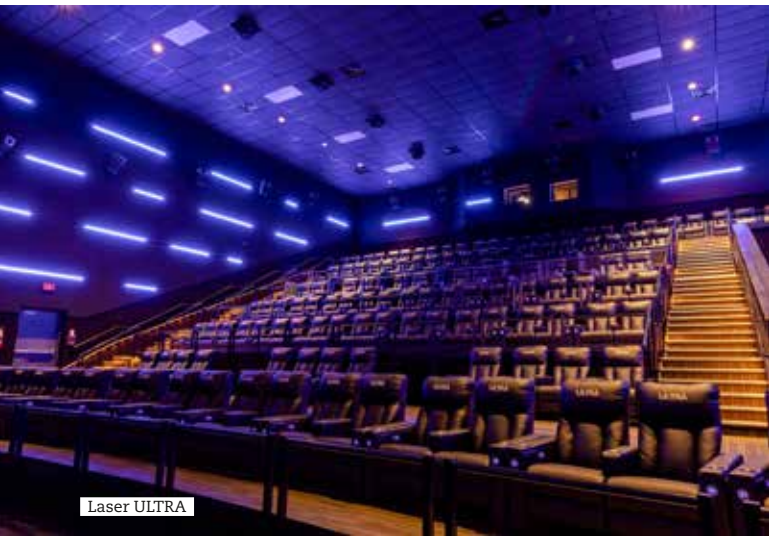
Cosy Seat Plus (EU)



Premiere Seats (CA)



VIP Seats (États-Unis)



TECHNOLOGIE CINÉMATOGRAPHIQUE

■ Projection laser

Les projecteurs laser garantissent une qualité d'image sublime tout en permettant d'économiser 40 % d'énergie par rapport aux projecteurs à lampes au xénon. Cette technologie assure un éclairage plus stable, mais aussi plus de lumière dans les coins, ainsi qu'un meilleur contraste. Kinopolis a fait ses premiers pas dans la projection laser dès 2014 et a entamé une transition générale vers la projection laser en 2018. Tous les cinémas récemment ouverts depuis 2016 ont été intégralement équipés de la projection laser (full-laser).

En 2022, Kinopolis a installé quelque 220 projecteurs laser et 195 mises à niveau laser sont prévues en 2023. À la fin de l'année 2022, 467 des 1 124 salles (soit 42 % de l'ensemble des salles Kinopolis, Landmark et MJR) étaient équipées de la projection laser. 43 d'entre elles sont des salles Laser ULTRA. D'ici la fin de 2023, 59 % du parc mondial de projecteurs de Kinopolis sera constitué de lasers. Rien qu'en Europe, 62 % des salles Kinopolis sont actuellement équipées de la projection laser.

■ Laser ULTRA

Avec Laser ULTRA, Kinopolis associe la qualité d'image unique du projecteur laser 4K de Barco au système audio immersif Dolby Atmos. Grâce à la combinaison de ces deux technologies, les visiteurs vivent le film plus intensément encore et s'aventurent au cœur de l'action.



26
CINÉMAS
FULL-LASER



43
SALLES
LASER ULTRA



62
SALLES AVEC
DOLBY ATMOS

Chiffres au 31/12/2022

■ 4D

La technologie cinématographique 4D innovante fait passer l'image des films à succès débordant d'actions à un niveau supérieur, bien au-delà de l'expérience au cinéma traditionnelle, grâce à des effets spéciaux tels que des sièges mobiles, des simulations météorologiques et des effets d'odeurs, parfaitement synchronisés avec l'action à l'écran. Cette technologie cinématographique révolutionnaire stimule tous les sens et rend le visionnage de films encore plus intense.

■ ScreenX

ScreenX est la première technologie multiprojection au monde capable de procurer au spectateur une expérience visuelle à 270° en étendant la scène aux parois latérales de la salle. Kinepolis a ouvert plusieurs salles ScreenX en Europe depuis la fin de l'année 2019.

■ IMAX

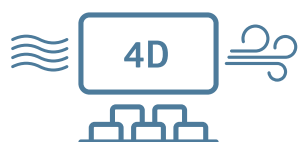
Landmark Cinemas dispose de six salles IMAX. Au Kinepolis de Bruxelles et d'Anvers, les cinéphiles peuvent également vivre une expérience IMAX immersive pour les plus grands films à succès. Il s'agit de salles « IMAX avec Laser » dotées d'un projecteur laser 4K combiné à une expérience audio immersive.



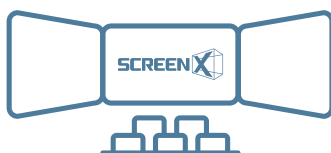
4D



ScreenX



14
SALLES
4D



5
SALLES
SCREENX



8
SALLES
IMAX



*Cinéma :
une expérience partagée*

UNE EXPÉRIENCE PARTAGÉE

Se rendre au cinéma est un événement social. C'est du temps de qualité avec la famille (au sens large) ou les amis. Ou l'endroit idéal pour un premier rendez-vous ou une soirée romantique. Rencontrer des personnes et partager des émotions (même avec des inconnus dans la salle) contribue à l'impact positif d'une visite au cinéma. Afin d'encore renforcer cette expérience, Kinopolis s'engage pleinement dans des formules événementielles visant à rassembler des gens et des fans, comme des marathons, des concerts uniques, les Nuits d'horreur, les Week-ends pour enfants, etc.

UNE OFFRE CINÉMATOGRAPHIQUE DIVERSIFIÉE ET UNE COMMUNICATION PERSONNALISÉE

Outre le confort des sièges, la technologie de l'image et du son, le film joue également un rôle important dans l'expérience client.

Kinepolis met un point d'honneur à proposer à tout moment une offre de films adaptée à tous les groupes cibles, y compris aux minorités sociales (ethniques ou culturelles). Outre les superproductions internationales, Kinepolis programme et promeut des films d'auteur, de nombreux films locaux et multiculturels, du cinéma événementiel (notamment des concerts, des compétitions sportives, du stand-up) et a développé son propre programme culturel couronné de succès, avec des représentations d'opéra, de ballet, d'art et de théâtre. L'offre cinématographique est toujours adaptée au public de chaque cinéma, compte tenu notamment des facteurs démographiques, de l'identité régionale et de l'offre culturelle.

Dans les villes multiculturelles, constituées par exemple d'une importante communauté indienne et/ou turque, Kinepolis assure ainsi la programmation de films issus de l'univers Bollywood ainsi que de films à succès turcs. Des films polonais, chinois et japonais figurent également dans la programmation de certains cinémas. Parallèlement, les films abordant des thèmes régionaux, et réalisés par des réalisateurs (souvent débutants) possédant un fort ancrage régional, bénéficient d'une plateforme dans les cinémas Kinepolis régionaux concernés.



PART DU CONTENU ALTERNATIF

(concerts, théâtre, opéra, contenus pour enfants et préscolaires, sports...) En 2022, le contenu alternatif a représenté un peu plus de 2 % du Box Office total de Kinepolis Group, en hausse de 14,8 % par rapport à 2019.



CINÉ K

En septembre 2022, Kinepolis a lancé son programme « Ciné K » en Belgique. Concept de « cinéma dans le cinéma », Ciné K donne à Kinepolis l'occasion de mettre en avant des films de qualité qui ont besoin d'un peu plus de temps pour trouver leur public. Introduit en France en 2014, Ciné K y connaît maintenant un beau succès. Grâce au concept Ciné K, Kinepolis est en mesure de présenter des films d'un autre genre, comme « Tori et Lokita » des frères Dardenne, « Close » de Lukas Dhont ou « Les huit Montagnes » de Felix Van Groeningen et Charlotte Vandermeersch. Le cadre plus intimiste et la programmation mensuelle permettent par ailleurs de souligner l'intérêt artistique de ces films auprès du grand public. Une ou deux salles sont dédiées en permanence au concept Ciné K dans pratiquement tous les Kinepolis de Flandre ainsi qu'aux Kinepolis de Bruxelles et de Braine-l'Alleud.



Grâce à sa stratégie de marketing relationnel (voir p. 48), Kinopolis s'efforce de fournir aux clients les meilleures informations possibles sur l'offre de films et de faire des recommandations sur la base de préférences personnelles. De cette manière, Kinopolis s'efforce de personnaliser autant que possible toute communication en ligne. La publication du score NPS par film (voir l'encadré « les clients conseillent les clients ») aide également les clients à faire le bon choix de film.

PROMOTION ET PRODUCTION DE FILMS LOCAUX

Landmark Cinemas utilise un label « Canadian Film Spotlight » pour une sélection de films canadiens soigneusement compilée, qui met en valeur les titres de la société canadienne Independent Film Series et d'autres distributeurs locaux.

En Belgique, Kinopolis investit, via Kinopolis Film Distribution, également dans la production et la promotion de films flamands locaux. Kinopolis a la conviction que le soutien et la production d'un contenu local s'avèrent essentiels pour assurer un avenir durable au cinéma et à la culture cinématographique locale.

SOUTIEN DES FESTIVALS DE FILMS LOCAUX

Afin de promouvoir la culture cinématographique locale, Kinopolis en Europe et Landmark Cinemas au Canada soutiennent également chaque année de nombreux festivals de cinéma locaux (par exemple, le Film Fest Gent et le Filmfestival Oostende en Belgique).



PART DES FILMS LOCAUX (KINEPOLIS EUROPE)

En 2022, les films locaux ont représenté 43 % du nombre total de titres de films programmés dans les salles Kinopolis.

POLITIQUE DE PROGRAMMATION INCLUSIVE

Kinopolis a pris la pleine mesure de sa responsabilité socioculturelle et s'efforce d'offrir en ce sens une programmation qui reflète la diversité de notre société actuelle. La programmation multiculturelle de Kinopolis ainsi que l'offre spécifiquement destinée aux seniors sont autant d'exemples de sa politique de programmation inclusive, qui n'exclut aucun groupe social.

Dans le cadre de ses activités B2B, Kinopolis a également développé un programme destiné aux écoles, qui fait la part belle aux thèmes actuels traités par le programme scolaire et propose des films accompagnés d'un dossier pédagogique. Les écoles bénéficient par ailleurs de tarifs avantageux. Par exemple, le cinéma peut permettre de débattre d'un sujet ou faire découvrir aux élèves une autre langue ou une autre culture de manière amusante.



SCORE VISITEURS PAR FILM (NPS) : LES CLIENTS CONSEillent LES CLIENTS

Le Customer Satisfaction Index (CSI) mesure également le score visiteurs de chaque film individuel de la programmation de Kinopolis. Ce score visiteurs indique dans quelle mesure les visiteurs conseilleraient à d'autres le film qu'ils viennent de voir. Il est pris en compte pour la programmation hebdomadaire et représente en ce sens un important indicateur de la durée de vie d'un film au cinéma.

Kinopolis publie systématiquement les scores visiteurs sur son site web aux côtés des films auxquels ils se rapportent, même si les scores sont négatifs. Un rôle de facilitateur qui permet aux clients de se conseiller mutuellement sur le choix d'un film. Le score visiteurs influence par ailleurs les recommandations que Kinopolis fournit aux clients. Il constitue l'une des variables de son moteur de recommandation, qui tente, sur la base de l'intelligence artificielle, de déterminer au mieux les films de l'offre actuelle susceptibles de plaire le plus aux clients.



SERVICE CLIENT PREMIUM

SUPPORT CLIENT

Kinepolis souhaite offrir une disponibilité sans faille à ses clients et s'engage à répondre le plus rapidement possible aux questions et remarques. Afin d'informer les clients au mieux et de stimuler l'autonomie, Kinepolis a publié sur son site web, tant en Europe qu'au Canada (respectivement www.kinepolis.com et www.landmarkcinemas.com), une liste des questions les plus fréquemment posées, avec leur réponse. Cette liste est régulièrement mise à jour sur la base des retours des clients. Kinepolis ne manque d'ailleurs pas de rediriger les clients de façon proactive vers cette « foire aux questions » (FAQ) pendant leur parcours en ligne. Si les clients ne trouvent pas réponse à leur question, ils peuvent alors prendre contact au moyen du formulaire de contact disponible sur le site web. Ce formulaire a été conçu de telle sorte que la question posée arrive automatiquement à la personne compétente et/ou au cinéma concerné.

Bien sûr, lorsqu'ils sont sur place au cinéma, les clients peuvent aussi s'adresser au personnel pour tout problème ou toute question. De nombreuses questions des clients sont en outre traitées quotidiennement sur les réseaux sociaux (Twitter, Facebook).



TRAINING CUSTOMER SERVICE (P-B)

En 2022, Kinepolis Pays-Bas a organisé un programme de formation sur l'orientation client dans tous ses cinémas. Au total, 85 managers dans les cinémas ont été formés, ce qui représente un total de 15 moments de formation répartis sur trois régions. La formation comprenait quatre parties : mission et vision (agir sur la valeur fondamentale « Client Focus »), l'importance de l'orientation client (en utilisant le CSI comme fil conducteur), comment faire évoluer les collaborateurs individuels vers une meilleure orientation client et communication (techniques d'entretien). Le programme comprenait également des jeux de rôle avec un acteur et a permis une grande interaction et un partage des meilleures pratiques. Il s'achèvera au deuxième trimestre de 2023.



CUSTOMER SERVICE CHATBOT (ES)

En septembre 2022, Kinepolis Espagne a lancé un chatbot pour améliorer son service client grâce à l'intelligence artificielle. Cette fonction de chat a été ajoutée sur le site espagnol de Kinepolis et elle agit comme un interlocuteur automatique pour répondre aux questions des clients. Si le chatbot ne peut pas vous aider, il vous renvoie automatiquement vers un collaborateur du service clientèle. En 2022, **18 000 interactions** avaient déjà été enregistrées depuis le lancement, dont **23 %**

à peine ont dû être transmises au personnel de notre service client.

PROTECTION DES DONNÉES DES CLIENTS

Dans le cadre de sa stratégie de marketing relationnel et de sa devise « Marketing as a service », Kinepolis récolte des données au sujet de ses clients. L'entreprise peut ainsi faire correspondre de façon optimale ses activités aux désirs des visiteurs et fournit à ses visiteurs européens des recommandations liées aux films et aux événements sur la base des données recueillies via leur profil personnel.

En Europe, depuis le 25 mai 2018, le traitement des données des clients est régi par le règlement général sur la protection des données (RGPD) de l'Union européenne, qui vise à protéger les données à caractère personnel. Précisons que les valeurs fondamentales contenues dans le RGPD ont toujours été les valeurs que Kinepolis a appliquées pour traiter les données des clients, à savoir :

- Kinepolis mène une politique transparente envers ses clients en ce qui concerne le traitement de leurs données ;
- Le principal objectif de la collecte et du traitement des données des clients est l'amélioration du service à la clientèle ;
- Kinepolis attache une grande importance aux droits de ses clients relatifs aux données et leur permet de les exercer en toute simplicité ;
- Kinepolis mène une politique de sécurité stricte du point de vue organisationnel et technique en ce qui concerne les données de ses clients.

L'équivalent canadien du RGPD est la LPRPDE (Loi sur la protection des renseignements personnels et les documents électroniques). Landmark Cinemas respecte toutes les exigences de la LPRPDE dans son traitement des données des clients et s'efforce d'appliquer les mêmes valeurs.

Le respect des clients est intrinsèquement lié au respect de leurs données. Deux aspects que Kinopolis prend extrêmement au sérieux.

CYBERSÉCURITÉ

Kinopolis prend toute une série de mesures pour protéger ses systèmes informatiques, et donc ses collaborateurs, ses clients et ses activités commerciales, contre les cyberattaques. Les risques liés aux TIC (et les mesures de contrôle pour les couvrir) sont examinés tous les quinze jours au sein du Comité de la cybersécurité et font également l'objet d'un point fixe de l'ordre du jour lors du Comité directeur mensuel des TIC. Au moins une fois par an, ces questions sont également discutées formellement au sein du Comité d'audit.

Kinopolis dispose d'un Security & Compliance Officer qui s'entoure de divers consultants externes qui testent en permanence la sécurité des systèmes TIC de Kinopolis. Par exemple, Kinopolis travaille depuis plusieurs années avec Intigriti, une plateforme de « bug bounty » qui réunit des pirates éthiques pour identifier les vulnérabilités à la demande de l'entreprise, afin que Kinopolis puisse y remédier le plus rapidement possible. Kinopolis applique également un code strict pour ses partenaires extérieurs en matière de cybersécurité.

Ces dernières années, des investissements continus ont été réalisés dans des mécanismes de protection supplémentaires. Une politique active de gestion des correctifs garantit que tous les systèmes sont étroitement surveillés. En interne également, de nombreux efforts ont été déployés pour protéger l'entreprise et les collaborateurs contre le phishing et d'autres formes de cybercriminalité. Ces efforts sont également détaillés dans la section relative au développement et au bien-être de nos collaborateurs.

NORMES SONORES

Kinopolis attache la plus grande importance à la protection de l'ouïe de ses visiteurs et applique à cet égard les normes sonores nationales applicables avec la plus grande rigueur. En Europe, cela signifie entre autres que Kinopolis :

- procède annuellement au calibrage de ses salles de cinéma ;
- soumet mensuellement les installations audio à un contrôle approfondi ;
- vérifie le niveau sonore maximal des différents types de programmes (par ex. avant-programme, films pour enfants, etc.) ;
- adapte systématiquement les réglages audio au type de programme et à la taille de la salle.

Aux États-Unis et au Canada, un entretien général semestriel des salles a lieu, y compris la vérification des réglages du son. Les volumes sont aussi systématiquement ajustés en fonction du type de programme.

ACCESSIBILITÉ AUX FAUTEUILS ROULANTS

Kinopolis met tout en œuvre pour garantir que les usagers en fauteuil roulant puissent accéder à un maximum de salles. Plus de 90 % des salles de Kinopolis et 100 % des salles Landmark et MRJ sont ainsi accessibles aux personnes à mobilité réduite, et la plupart de ces salles contiennent également des places réservées pour les personnes en fauteuil roulant.

Tous les cinémas récemment ouverts par Kinopolis sont 100 % accessibles en fauteuil roulant. Dans les quelques cinémas où toutes les salles ne sont pas accessibles en fauteuil roulant en raison d'une infrastructure vieillissante, les visiteurs à mobilité réduite ont néanmoins la possibilité de voir tous les films, puisque Kinopolis veille à une rotation suffisante de la programmation dans les salles.



©IMB Photo Sensor



En tram jusqu'à Kinepolis Madrid (ES)

Kinepolis entretient à tout moment une communication très claire, en ligne ou sur place dans ses complexes, à propos de l'accessibilité en fauteuil roulant de ses salles. Lors de la réservation en ligne, les places pour les utilisateurs de fauteuils roulants sont clairement indiquées sur le plan de salle, afin que les clients puissent réserver ces places lors de l'achat de leur ticket.

ACCESSIBILITÉ POUR LES PERSONNES AVEC UN HANDICAP AUDIOVISUEL

Conformément à la législation française, Kinepolis a équipé tous ses cinémas français du système Twavox. Celui-ci permet aux personnes présentant un handicap auditif ou visuel d'adapter le son de façon optimale selon leurs désirs (par ex. augmenter le son ou l'égaliser) grâce à une application sur leur smartphone et à des écouteurs. Les personnes atteintes d'un handicap visuel peuvent également recourir à l'audiodescription.

Depuis 2018, l'appli cinéma Whatscine est disponible dans tous les cinémas Kinepolis d'Espagne. Whatscine permet aux utilisateurs de choisir entre l'audio-description, les sous-titres ou la langue des signes grâce à leur smartphone, en parfaite synchronisation avec l'action à l'écran. Bref, les visiteurs qui entendent

ou voient mal (ou pas du tout) peuvent, eux aussi, profiter pleinement des derniers films.

Landmark Cinemas Canada soutient les cinéphiles atteints d'un handicap audiovisuel par les systèmes Fidelio et CaptiView dans 28 de ses cinémas. Fidelio est un système audio sans fil dont le scénario est adapté aux malvoyants et aux malentendants et CaptiView est un système de sous-titrage fermé pour les malentendants ou les personnes sourdes.

Kinepolis évalue sans cesse l'utilisation des systèmes précités en vue d'une éventuelle poursuite de leur déploiement dans plus de cinémas.

MOBILITÉ

Pour éviter les problèmes potentiels de mobilité autour de ses complexes et dans le cadre de la promotion de la mobilité « verte », Kinepolis encourage l'utilisation de moyens de transport alternatifs. Toutes les informations concernant l'accès aux complexes sont mises à la disposition des clients de la meilleure façon possible, sans compter que la plupart des sites Kinepolis sont munis d'un parking à vélos fermé. Lorsque c'est possible, le site est également rendu accessible aux transports publics.



Twavox (FR)



Whatscine (ES)



CaptiView (CA)

Soutien aux communautés locales

Kinepolis entend assumer sa responsabilité sociétale et renforcer son engagement en faveur des communautés locales en soutenant des œuvres caritatives via le parrainage, l'organisation ou le soutien d'actions caritatives ou la promotion de l'emploi social.

En 2022, Kinepolis a soutenu Kick Cancer, les victimes des inondations à Liège et des projets de conservation de la nature en Belgique, Les Restos du Cœur en France, Stichting Bio aux Pays-Bas, divers projets en Espagne (entre autres la Croix-Rouge, la fondation Soñar Despierto et le concert caritatif Cadena 100), « Jeunesse, J'écoute » au Canada et une banque alimentaire locale dans le Michigan (États-Unis). Kinepolis a ainsi versé plus de 320 000 € à des organisations caritatives en 2022.

Il ne s'agit que de quelques collaborations (plus importantes) de l'année dernière. Kinepolis est présent dans 9 pays avec 110 cinémas, chacun d'entre eux faisant à son tour partie de la communauté locale et y contribuant. Les demandes locales de soutien sont évaluées par l'équipe du cinéma et/ou l'équipe nationale concernée et, lorsqu'elles sont jugées faisables et appropriées, le soutien en nature est généralement fourni principalement par le déploiement sélectif d'infrastructures de cinéma, de canaux promotionnels, de tickets et/ou l'organisation de projections de films.

KINEPOLIS SOUTIENT LES VICTIMES DES INONDATIONS À LIÈGE (BE)

Kinepolis a organisé une action de solidarité entre le 25 décembre 2021 et la fin janvier 2022 pour les habitants des communes liégeoises les plus touchées par les inondations de l'été 2021. En effet, des mois plus tard, de nombreuses familles étaient encore confrontées chaque jour aux conséquences désastreuses.

Les habitants touchés des communes de Chaudfontaine, Esneux, Liège, Limbourg, Pepinster, Theux, Trooz et Verviers ont reçu chacun un ticket de cinéma et du pop-corn gratuit pour une séance de cinéma gratuite à Kinepolis. Au total, 5 000 tickets de cinéma ont été distribués. La campagne a été co-soutenue par la Province de Liège et les communes se sont chargées de la distribution des tickets.



Par cette action, nous avons voulu donner à ceux qui en ont le plus besoin la possibilité de se détendre – seuls, en famille ou entre amis – et d'oublier un moment tous leurs soucis.

Mohamed Chfalmi, Theater Manager de Kinepolis Rocourt (Liège)

KINEPOLIS PAYS-BAS SOUTIENT LA FONDATION BIO

La Fondation Bio a été créée en 1927 par l'industrie cinématographique néerlandaise et lui doit son nom (bioscoop = cinéma en néerlandais). La Fondation s'est engagée à offrir aux enfants handicapés des vacances relaxantes, comme au Bio Vakantieoord d'Arnhem.

Depuis 2019, Kinepolis Pays-Bas permet à chacun de faire facilement un don à la Fondation Bio. Pour l'instant, cela se fait par la collecte de bouteilles en plastique, la totalité de la consigne étant reversée à la Fondation Bio Vakantieoord. En 2022, cela a donné lieu à un don de 43 448 €.

Parallèlement, Kinepolis Pays-Bas a également collecté des bouteilles en PET au profit de la Glazen Huis d'Emmen. Les 60 000 bouteilles en PET qui ont été données ont généré 9 311 €.



Remise du chèque le 22/12/2022 (avec à l'extrême gauche Eddy Duquenne, CEO de Kinepolis). Vu que le film était encore à l'affiche à l'époque, le montant s'est élevé par la suite à 100 000 € au lieu de 83 246 €.

KINEPOLIS FAIT DON DE 100 000 € PROVENANT DES RECETTES DE « NOTRE NATURE, LE FILM » À UN PROJET CEUVRANT POUR LA PRÉSERVATION DE LA NATURE (BE)

Au mois de septembre 2022, le documentaire sur la nature « Notre Nature, Le Film » (une collaboration entre la VRT, la maison de production Hotel Hungaria et Kinepolis Film Distribution) est sorti dans les salles de cinéma. Kinepolis a décidé d'œuvrer pour la nature en reversant 1 euro par ticket de cinéma vendu pour ce film aux associations de protection de la nature « Agentschap voor Natuur en Bos » et « Natuurpunt », afin de contribuer au développement et au renforcement de l'habitat et de la population de lucanes cerfs-volants (l'un des protagonistes du film), notamment par l'achat de parcelles naturelles supplémentaires. Le succès du film a permis de dégager une contribution totale de 100 000 €. Une somme d'argent qui a été intégralement investie dans la préservation de la nature et de la biodiversité belges.



LANDMARK, PARTENAIRE DE « JEUNESSE, J'ÉCOUTE » (CA)

Landmark Cinemas est un partenaire fidèle de « Jeunesse, J'écoute », la seule ligne d'assistance téléphonique nationale au Canada qui offre aux jeunes un soutien professionnel et des informations 24 heures sur 24, 7 jours sur 7.

En 2022, Landmark Cinemas a récolté 109 528 dollars canadiens pour soutenir « Jeunesse, J'écoute » et donc la santé mentale des jeunes canadiens, grâce à sa participation à la marche annuelle « Marche pour que les enfants puissent parler », à des collectes de fonds et à un soutien en nature par le biais des canaux promotionnels en ligne et en salle de Landmark.

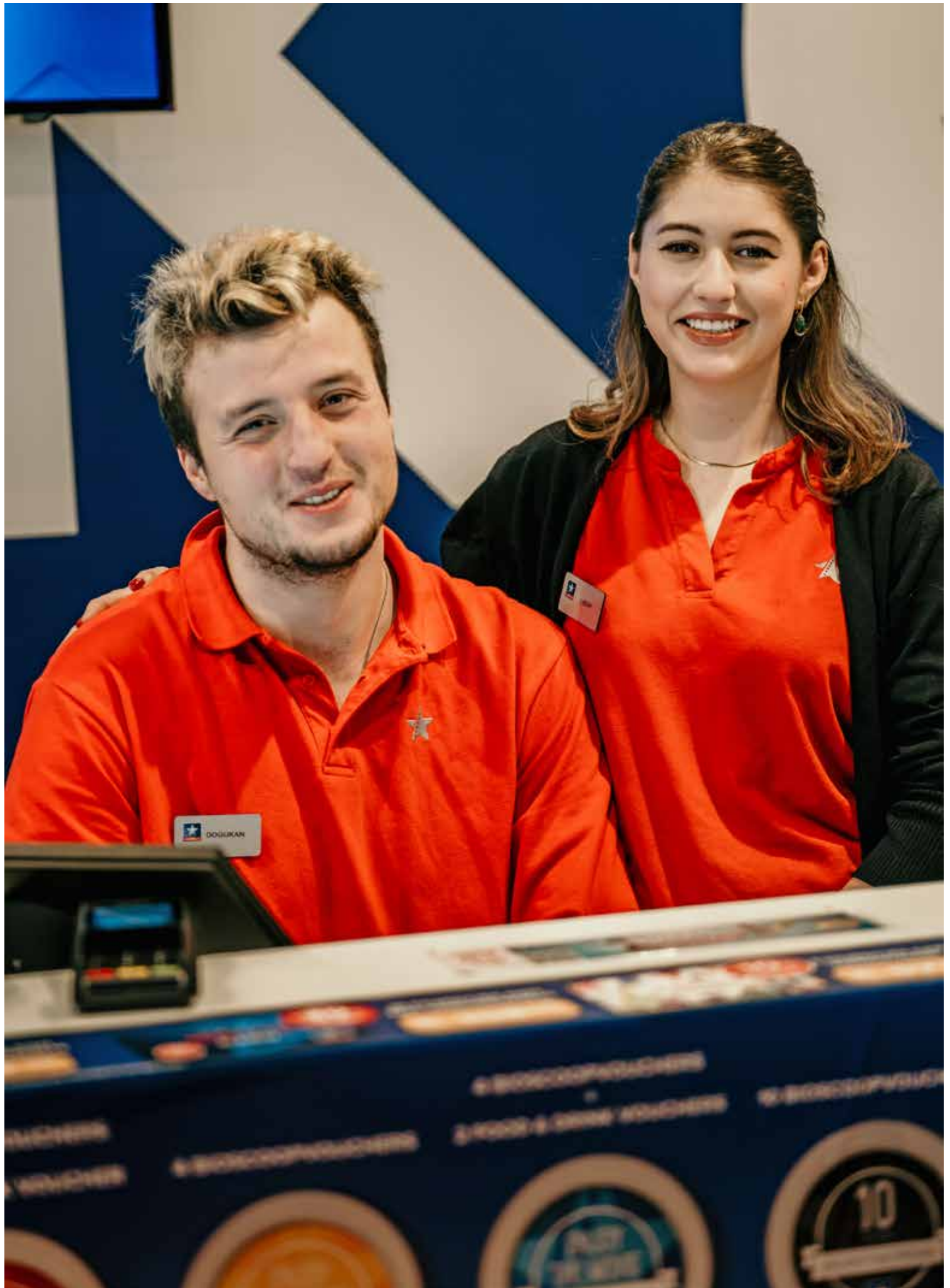
MJR DIGITAL CINEMAS RELANCE LE « CANNED FILM FESTIVAL » (USA)

Après plusieurs années d'interruption, MJR Digital Cinemas a relancé son « Canned Film Festival » en 2022. Il s'agit d'un partenariat avec une banque alimentaire et une radio locales, dans le cadre duquel les clients de MJR peuvent profiter d'un film gratuit en échange de cinq produits alimentaires en conserve. MJR a collecté près de 2 tonnes (4 000 livres) de boîtes de conserve, soit 3 200 repas pour les personnes dans le besoin. MJR continuera à développer ce programme en 2023 et prévoit une augmentation significative des produits récoltés.



LES RESTOS DU CŒUR (FR)

En France, Kinepolis a un partenariat avec Les Restaurants du Cœur pour proposer aux groupes vulnérables des projections de films à un tarif très réduit. Ces représentations ont eu lieu en 2022 à Thionville, au Klub (Metz), à Rouen, à Mulhouse et à Fenouillet. Deux autres sites viendront s'ajouter à ceux-ci en 2023, à savoir les cinémas de Nîmes et de Bourgoin-Jallieu.



Bien-être et développement des collaborateurs

Plus est en nous



Des milliers de collaborateurs mettent chaque jour tout en œuvre afin que des millions de visiteurs vivent une expérience cinématographique inoubliable. Kinopolis a pleinement conscience que le talent et l'investissement de ses collaborateurs constituent le moteur de sa réussite.

NOTRE POLITIQUE RH : « PLUS EST EN NOUS »

La « Ultimate Movie Experience » débute et se termine avec les personnes qui lui donnent vie au quotidien, devant ou derrière les écrans. Kinopolis vise dès lors une croissance durable en recrutant, fidélisant et développant les talents.

La philosophie du capital humain de Kinopolis favorise :

- le recrutement de collaborateurs compétents qui ont une attitude appropriée, conforme aux valeurs fondamentales de Kinopolis (voir plus loin) ;
- la fidélisation et le développement de talents engagés et motivés, en créant un environnement de travail optimal dans lequel :
 1. chacun se sent en sécurité, écouté et apprécié ;
 2. les valeurs de Kinopolis sont transposées au quotidien ;
 3. chaque collaborateur a la possibilité de développer et d'exploiter ses talents de façon optimale ;
 4. chaque collaborateur a l'occasion de poursuivre son développement sur le plan personnel et/ou professionnel ;
 5. chaque collaborateur a la possibilité de participer au développement de l'entreprise et de ses produits.



La participation des collaborateurs et l'entrepreneuriat sont stimulés et facilités au maximum de deux manières :

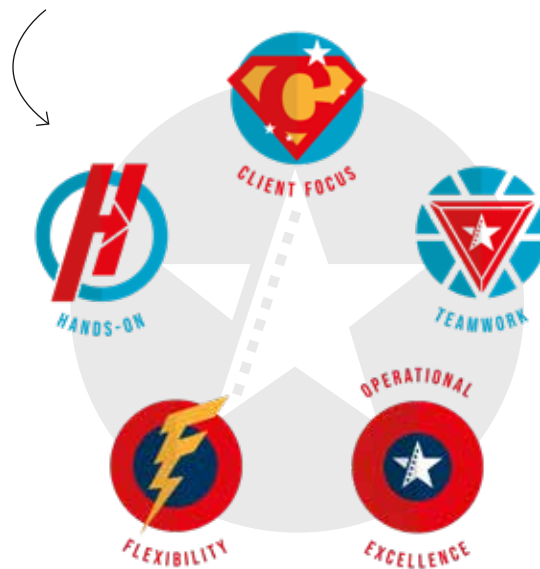
- En confiant la responsabilité des objectifs et budgets de départements au plus grand nombre de collaborateurs possible, tout en leur offrant tout l'espace pour prendre des initiatives et apprendre les uns des autres, Kinopolis s'efforce d'être une entreprise auto-apprenante ;
- Quel que soit le niveau de hiérarchie où ils se situent dans l'entreprise, les collaborateurs sont encouragés à se poser des questions, à se montrer à l'écoute des clients, à penser en dehors des sentiers battus et à faire preuve d'un esprit d'entreprise dans le cadre de leur fonction et au-delà. Kinopolis se veut donc une entreprise non seulement auto-apprenante, mais aussi « auto-innovante ».

Par l'inculcation de cette culture d'entreprise auto-apprenante et auto-innovante aux collaborateurs et par la création de conditions de travail propices à l'éclosion de talents, l'ambition de Kinopolis en tant qu'employeur consiste à obtenir le meilleur de chacun selon la devise « Plus est en nous ».

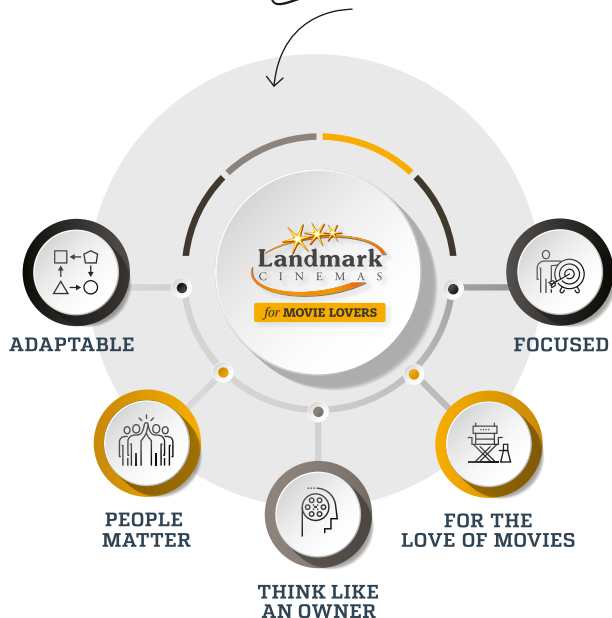


Séances d'équipe autour des valeurs K

Valeurs de Kinopolis



Valeurs fondamentales de Landmark



VALEURS KINEPOLIS

« Client Focus », « Teamwork », « Operational Excellence », « Flexibility » et « Hands-on » sont les valeurs fondamentales qui sous-tendent l'action de chaque collaborateur Kinopolis. Mettre le client au centre, collaborer de manière constructive à un objectif commun, effectuer son travail de manière correcte et efficace, faire preuve de flexibilité par rapport aux changements et faire preuve d'initiative et d'entrepreneuriat : chacun est censé donner vie à ces aspects à titre individuel et en équipe. Lors de nouveaux recrutements, Kinopolis applique une politique « Hire for attitude » : la bonne attitude revêt plus d'importance que le bon diplôme. Kinopolis est disposé à investir dans la formation de nouveaux collaborateurs pour autant que le comportement et l'attitude des candidats correspondent aux valeurs défendues par l'entreprise.

Les valeurs fondamentales de Landmark s'accordent parfaitement avec ces valeurs de Kinopolis, mais elles revêtent aujourd'hui une forme et une formulation différentes.



BIEN-ÊTRE DES COLLABORATEURS

ÉVALUATION DE NOTRE POLITIQUE :

INDICE DE SATISFACTION DU PERSONNEL

Chaque année, Kinopolis procède à une analyse de la satisfaction du personnel par le biais d'un sondage baptisé « People Satisfaction Index » ou PSI. En 2021, le PSI a également été introduit pour la première fois au Canada et aux États-Unis⁽¹⁾. Les collaborateurs sont invités à exprimer, de manière tout à fait anonyme, ce qu'ils pensent de Kinopolis (ou de Landmark/MJR) en tant qu'employeur, en mettant en exergue ce qui les satisfait et ce qu'il conviendrait d'améliorer. Les résultats sont ensuite discutés en équipe avant d'être traduits en actes.

L'enquête PSI a eu lieu en novembre 2022 et a obtenu un taux de réponse de 81 % au niveau du Groupe, soit une augmentation de 5 % par rapport à 2021. Les points forts et les points d'action diffèrent d'un pays à l'autre et sont analysés au niveau national, du cinéma et de l'équipe. Chaque manager organise une réunion PSI annuelle pour discuter des résultats et des actions en équipe.

L'indice de satisfaction du personnel (PSI) est le principal critère de mesure et de suivi du bien-être des collaborateurs. La rétention des collaborateurs est également un indicateur possible du bien-être des équipes et des personnes. Malgré l'impact continu de la pandémie, 90 % du personnel permanent⁽²⁾ est resté en poste en 2022.

Un environnement de travail sûr, un équilibre sain entre vie professionnelle et vie privée, une bonne ambiance de travail et une communication interne solide contribuent de manière significative au bien-

être des collaborateurs. Les paragraphes suivants expliquent plus en détail les politiques de Kinopolis dans ces domaines.

LA SANTÉ ET LA SÉCURITÉ DES COLLABORATEURS

Kinopolis s'est toujours attaché à fournir un environnement de travail sûr et prend les mesures appropriées, notamment pour effectuer la maintenance des installations techniques et des écrans en toute sécurité.

Ces dernières années, la politique de santé et de bien-être de Kinopolis a été en grande partie axée sur la pandémie de Covid-19. Des protocoles de sécurité étendus ont été élaborés pour empêcher la propagation du virus et offrir une protection maximale aux collaborateurs dans l'exercice de leur travail. Au premier trimestre 2022, les mesures liées à la Covid-19 (telles que le port d'un masque buccal) étaient toujours en vigueur dans tous les pays. Dans certaines régions, comme en Espagne, certaines précautions (masque buccal du personnel) ont également été brièvement rétablies plus tard lorsque Kinopolis l'a jugé nécessaire. Ces mesures mises en place par Kinopolis pendant la pandémie de coronavirus se sont également avérées efficaces puisqu'aucun cluster n'a été détecté parmi les collaborateurs depuis le début de la pandémie.

TÉLÉTRAVAIL ET CYBERSÉCURITÉ

En novembre 2021, Kinopolis a mis en place une politique de télétravail structurel selon laquelle les collaborateurs des Cinema Support Centers⁽³⁾ ont la possibilité de travailler à domicile deux jours par semaine. Kinopolis reconnaît les nombreux avantages du travail à domicile, mais souligne également l'importance du travail au bureau pour le lien avec les collègues et l'engagement envers l'entreprise.

KPI

RÉPONSE PSI



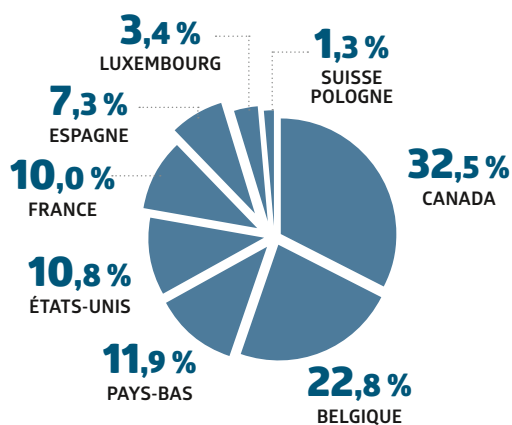
KINEPOLIS EN EUROPE		PAS DE PSI EN RAISON DE L'IMPACT DE LA COVID-19		KINEPOLIS GROUP	
2018	2019	2020	2021	2022	
82 %	85 %	N/A	76 %	81 %	

(1) Précédemment, Landmark Cinemas Canada utilisait sa propre enquête Employee Engagement Survey.

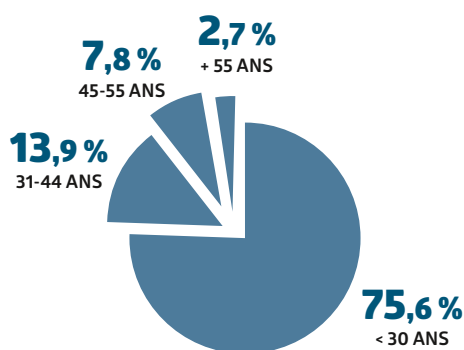
(2) Sur la base des données disponibles et comparables (départs volontaires et involontaires) pour Kinopolis Europe et les États-Unis.

(3) Quand la nature de la fonction permet le télétravail.

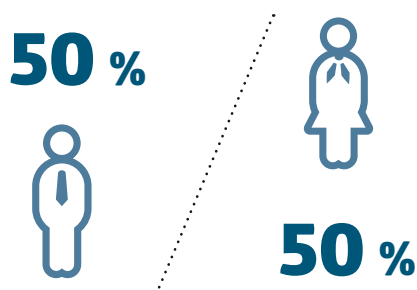
RÉPARTITION DES COLLABORATEURS PAR PAYS ⁽¹⁾



RÉPARTITION PAR ÂGE ⁽²⁾



H / F PROPORTION ⁽²⁾



Le télétravail chez Kinopolis implique la conclusion d'accords sur une base quotidienne entre le collaborateur et le manager à propos des heures de travail et des tâches. Pour permettre un télétravail maximal, Kinopolis a réalisé, depuis le début de la pandémie, des investissements supplémentaires destinés à optimiser son infrastructure informatique, et divers efforts ont été accomplis pour surveiller la sécurité des réseaux et des systèmes. Kinopolis a notamment investi dans une sécurité supplémentaire pour les messages électroniques entrants, dans une nouvelle connexion VPN et une authentification à deux facteurs pour l'ensemble de l'environnement Office 365. Outre la surveillance active du comportement des comptes utilisateurs, Kinopolis lance également des campagnes régulières de phishing pour garder les collaborateurs sur le qui-vive.

COMMUNICATION INTERNE

Au début 2021, une nouvelle plateforme sharepoint (appelée Kineportal) a été lancée en tant que pôle central pour les procédures, documents et applications internes. Cette plateforme a été élargie en 2022 et mise en service comme site de communication par différents départements.

Parallèlement, les collaborateurs sont tenus informés des initiatives en cours et des nouvelles de l'entreprise par des mises à jour régulières et des articles par e-mail et/ou par Kinetalks, un média social interne utilisé en Belgique, aux Pays-Bas, au Luxembourg et en Espagne. Kinetalks est une plateforme interactive qui permet de communiquer avec des collaborateurs au niveau international, national, du cinéma et de l'équipe.

Deux nouvelles rubriques de communication interne ont été lancées en 2022 : « This is Us » et « Spotlight ». Chaque mois, « This is Us » jette un coup d'œil dans les coulisses d'un cinéma et présente l'équipe aux collègues du monde entier. Chaque mois, « Spotlight » donne la parole à un département de soutien. Cette série interne contribue à la connexion entre les équipes et à leur valorisation dans une organisation en pleine croissance.

(1) Effectif au 31/12, y compris intérimaires

(2) Tous les collaborateurs, à l'exception des intérimaires



Les communications internes du CEO se font régulièrement par e-mail, deux fois par an par un message vidéo à tous les collaborateurs du Groupe et sporadiquement par des sessions de Q&R ou des roadshows internes. Chaque fois, un point est fait sur l'état actuel de l'entreprise et du secteur, les petits et grands succès obtenus et la stratégie à suivre en vue d'un avenir durable. L'approche de cette communication vise toujours à maintenir les collaborateurs impliqués, motivés et valorisés.

Ainsi, un roadshow international a été organisé en mai et juin 2022, au cours duquel le CEO s'est rendu dans chaque pays pour expliquer aux collaborateurs la stratégie de l'entreprise et l'impact de la crise économique et du coronavirus sur les résultats de l'entreprise. Les collaborateurs ont donc notamment eu l'occasion de poser des questions et de s'entretenir directement avec le CEO.

CANADA – COMITÉ DE BIEN-ÊTRE

Pour promouvoir la santé mentale de ses collaborateurs, Landmark Cinemas a créé un « Comité de bien-être » en 2020. En collaboration avec l'équipe des RH, ce groupe de travail a publié en 2022 un bulletin d'information trimestriel sur le bien-être, organisé des séances d'information pour les collaborateurs et développé un cadre permettant aux managers de célébrer leurs collaborateurs lors de la « Journée d'appréciation des employés ».

DIALOGUE CONSTRUCTIF

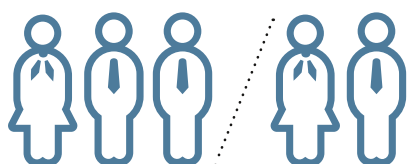
AVEC LES PARTENAIRES SOCIAUX

Sur la base de son cadre de gouvernance, Kinepolis met tout en œuvre dans chaque pays pour nouer un dialogue social et des relations durables avec ses collaborateurs et/ou les organisations de travailleurs externes concernées. Dans le respect des obligations légales, Kinepolis cherche à trouver avec les partenaires sociaux les meilleures solutions qui puissent convenir tant aux collaborateurs qu'à l'entreprise, qu'il s'agisse du dialogue social, des relations sociales ou de la sécurité.

DIVERSITÉ

Kinepolis respecte l'individualité de chacun de ses collaborateurs et s'engage à assurer l'égalité des chances pour tous, indépendamment de l'âge, du sexe, de l'origine, de la religion, des handicaps ou des antécédents médicaux, de l'orientation sexuelle, de la situation familiale (comme la grossesse) ou de l'appartenance à un syndicat. L'entreprise fait en sorte que ses effectifs reflètent fidèlement la société, dans toute sa diversité. La discrimination n'est en aucun cas tolérée au sein de l'entreprise.

Ces deux dernières années, Landmark Cinemas a revu et redéfini ses procédures internes, ainsi que son approche du recrutement et sa formation, avec une attention accrue portée à la diversité et à l'inclusion sur le lieu de travail.



DANS DES FONCTIONS DIRIGEANTES

Selon le pays,

35 % A 52 %

des fonctions dirigeantes sont occupées par des femmes

PROPORTION DE FEMMES



AU SEIN DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

33 %

VOIR CHAPITRE 11 : GOUVERNANCE D'ENTREPRISE



DÉVELOPPEMENT ET RESPONSABILISATION DES COLLABORATEURS

BUDGET OWNERSHIP

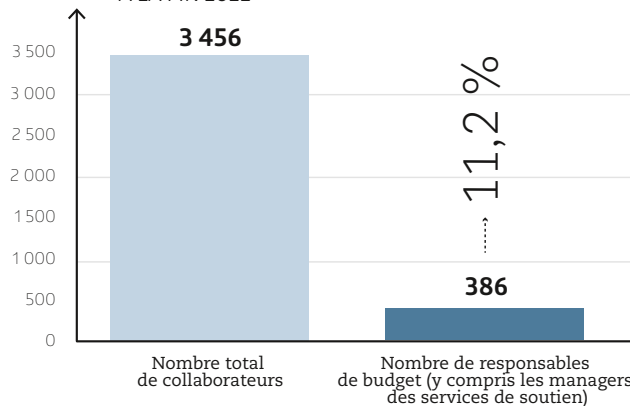
Kinepolis veut confier la responsabilité des objectifs et budgets de départements au plus grand nombre de collaborateurs possible, afin de leur permettre de contribuer activement à l'amélioration continue des activités de l'entreprise. Cette approche ascendante fait partie de l'ADN de Kinepolis et est illustrée par le nombre de responsables budget par rapport au nombre total de collaborateurs.

En cas d'acquisition, Kinepolis introduit dès que possible le principe du « budget ownership » dans les organisations ou les cinémas acquis. 2022 a été la première année complète d'intégration pour MJR Digital Cinemas (en raison de la pandémie de Covid-19 qui a éclaté immédiatement après l'acquisition), en poursuivant le déploiement de la structure des responsables de budget et en impliquant pour la première fois tous les responsables de budget américains dans le processus budgétaire 2023. Comme toutes les autres équipes, ils ont participé à l'exercice dit des 5 % (le plan d'amélioration annuel visant à abaisser le seuil de rentabilité de l'entreprise), dans lequel les responsables de budget recherchent eux-mêmes le potentiel d'amélioration à l'aide des processus, des rapports et des KPI fournis par Kinepolis.



Équipe Landmark (CA)

KPI NOMBRE DE « RESPONSABLES DE BUDGET » PAR RAPPORT AU NOMBRE TOTAL DE COLLABORATEURS À LA FIN 2022 ⁽¹⁾



(1) Nombre de collaborateurs au 31/12/2022, à l'exclusion des collaborateurs intérimaires.

ENTREPRISE AUTO-APPRENANTE

Dans le cadre de sa gestion quotidienne, Kinepolis s'efforce de créer et de stimuler des réseaux apprenants, au moyen notamment des « operating reviews ». Des collaborateurs ayant des fonctions similaires, mais dans des cinémas différents, ont ainsi des échanges pour acquérir de nouvelles connaissances et apprendre les uns des autres. Kinepolis investit ce faisant dans un environnement de travail centré sur le feed-back et l'entrepreneuriat.

La structure des responsables de budget et les « operating reviews » servent de base à l'introduction et au développement de la culture d'entreprise d'auto-apprentissage de Kinepolis.

Pendant la pandémie (2020 et 2021), une approche plus descendante a été temporairement adoptée pour les plans d'amélioration et les exercices budgétaires, sous la houlette de la direction du pays. En 2022, Kinepolis a pu rétablir sa culture d'auto-apprentissage et sa façon de travailler à son plein potentiel (y compris l'organisation d'operating reviews), engageant ainsi à nouveau le maximum de collaborateurs dans le développement de l'entreprise et de ses produits.

ENTREPRISE AUTO-INNOVANTE

Grâce à l'introduction en 2016 du Kinepolis Innovation Lab qui incite tous les collaborateurs à fournir des idées innovantes que des équipes de projets se chargeront par la suite de mettre en œuvre, Kinepolis ne s'attache pas seulement à être une entreprise auto-apprenante, mais aussi une entreprise auto-innovante. Tout le monde chez Kinepolis – de l'étudiant au manager – est encouragé à penser hors des sentiers battus et à oser « entreprendre ».



Les meilleures idées sont sélectionnées par un jury Innovation Lab, et des équipes sont constituées en vue de les étudier en détail et de les mettre en œuvre. De cette manière, l’Innovation Lab a pour effet que les collaborateurs coopèrent davantage, au-delà de leur département. Chaque année, des « Innovation Awards » sont décernés aux meilleures idées. Même si un projet s’avère infructueux, l’initiateur est récompensé par une prime d’entrepreneur. L’Innovation Lab n’a pas encore été introduit en Amérique du Nord.



En 2019, on a introduit en Europe une nouvelle plateforme numérique « Kinepolis Academy » avec divers nouveaux modules d’apprentissage et programmes de formation en ligne à différents niveaux (Star(t)s, Professional, Lead et Develop).

Les formations Star(t)s concernent des modules généraux pour les nouveaux collaborateurs (par exemple, la sécurité, les valeurs K, le RGPD), le module « Professional » contient des formations spécifiques à l’emploi, « Lead » propose des formations aux managers débutants et expérimentés et « Develop » se concentre sur les besoins de développement personnel, tels que des formations linguistiques ou un programme de coaching individuel.

Le fonctionnement de l’Innovation Lab a été mis en pause depuis le début de 2020 à cause de la pandémie de Covid. Toutefois, ces dernières années, Kinepolis a continué à travailler intensivement sur l’innovation, y compris pendant les périodes de fermeture, en vue de développer de nouvelles sources de revenus à la lumière du contexte actuel du marché. Des équipes interdépartementales ont travaillé sur de nouveaux projets stratégiques, tels qu’une nouvelle formule de fidélisation (Landmark EXTRAS au Canada, Movie Club en Europe), un nouvel aménagement des boutiques (déjà mis en œuvre dans plusieurs cinémas), une nouvelle façon d’interagir avec les clients pendant l’avant-programme (projet Movie NOW) et de nouvelles expériences cinématographiques haut de gamme. Kinepolis a choisi de réactiver d’abord l’exercice ascendant avec les responsables de budget en 2022 et d’accompagner les collaborateurs au maximum dans ce processus (après une interruption de deux ans due à la pandémie), avant de relancer l’Innovation Lab en 2023.

KINEPOLIS ACADEMY

La formation, pour chaque collaborateur, est également un aspect important de la philosophie du « capital humain ». La « Kinepolis Academy » aide les collaborateurs à renforcer leurs compétences personnelles, notamment par le biais de l’e-learning. Bon nombre de formations ont lieu sur le terrain, les collaborateurs plus anciens se transformant en coaches afin de guider les nouveaux collaborateurs pendant leur programme d’accueil.



Depuis le début 2020, les activités normales de formation ont été gravement perturbées par l’impact de la pandémie de Covid-19 sur les activités de Kinepolis. En 2021 et 2022, les investissements ont principalement porté sur la formation interne autour notamment de la cybersécurité, du RGPD (voir p. 95) et de la Business Intelligence en Europe, et autour de la gestion des talents, du recrutement et de la diversité et inclusion au Canada. Aux Pays-Bas, un programme de formation spécifique a été organisé en 2022 dans tous les cinémas autour de l’orientation client (voir p. 69, Training Customer Service).

TALENT FACTORY

Chaque collaborateur de Kinepolis a, au moins une fois par an, un entretien d’évaluation formel avec son manager. Il s’agit d’évaluer les performances de la personne concernée et de discuter de ses objectifs personnels pour l’année à venir. Les collaborateurs et les managers sont coachés et stimulés pour avoir cet entretien en toute franchise et pour discuter des ambitions et des besoins de développement à court et à long terme.

KPI CYCLE D’ÉVALUATION



entretien d’évaluation formel pour chaque collaborateur

KPI TAUX DE MOBILITÉ INTERNE ⁽¹⁾



1 poste vacant sur 2

a été pourvu en interne en 2022

(1) Postes fixes, à temps plein

Sous le titre « Talent Factory », Kinopolis propose un cadre ainsi qu'une série d'outils pour déceler les talents et les coacher en vue de renforcer son capital humain. Les talents internes sont ainsi recensés afin de leur fournir des opportunités de développement et des perspectives d'évolution, et les opportunités d'emploi sont toujours communiquées en interne. La mobilité interne favorise une meilleure implication et une meilleure employabilité des collaborateurs. Des « talent reviews » sont organisés tout au long de l'année avec les managers afin de permettre à ces derniers de suivre le talent et l'évolution de leurs collaborateurs et d'en assurer la visibilité. Au Canada, par exemple, des « Talent Mapping Sessions » ont été organisées pour tous les cinémas en 2022. Les collaborateurs sont encouragés à orienter eux-mêmes leur carrière dans un dialogue ouvert avec leur manager.

En 2022, de nombreux nouveaux collaborateurs ont rejoint l'entreprise et plusieurs se sont épanouis en interne. Sur les 193 postes fixes vacants en 2022, 96 ont été pourvus en interne, soit un taux de 49,7 % ou encore un poste vacant sur deux.

KINEPOLIS COMME PREMIÈRE EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE POUR LES ÉTUDIANTS

Kinopolis est un employeur important pour les étudiants et les nouveaux arrivants sur le marché du travail. L'entreprise les guide dans l'acquisition de compétences professionnelles essentielles en leur donnant des responsabilités dès leur plus jeune âge, les faisant travailler en équipe et leur confiant souvent la gestion d'autres collaborateurs. En 2022, Kinopolis a employé 710 étudiants en Belgique et au Luxembourg, et a ainsi encadré de nombreux jeunes dans leur première expérience professionnelle.

Les étudiants sont engagés pour travailler au moins un jour de semaine et un jour de week-end par semaine dans les cinémas. Les tâches sont variées : travail de caisse, travail en boutique, nettoyage, coordination d'événements. De nombreux étudiants travaillent pour Kinopolis pendant des années, et les exemples d'étudiants qui deviennent par la suite employés de Kinopolis pour y réaliser une carrière riche sont légion.

Marlène Boudal

Theater Manager,
Kinopolis Bourgoin-Jallieu (FR)



« J'ai débuté ma carrière chez Kinopolis en tant qu'étudiante au Kinopolis Lomme. Ensuite, je suis devenue collaboratrice polyvalente et finalement responsable 'Hall' à Lomme.

Lorsque Kinopolis a repris le cinéma de Bourgoin-Jallieu, j'ai eu la chance d'y devenir Local Manager. J'avais l'ambition de devenir un jour Theatre Manager. Peu de temps après, j'ai eu l'opportunité de devenir Theatre Manager de Kinopolis Servon, le nouveau complexe français que Kinopolis a ouvert en 2019.

Par la suite, je suis revenue à Bourgoin-Jallieu pour occuper le poste de Theatre Manager. Je compare ma carrière chez Kinopolis au film 'La vie secrète de Walter Mitty' : c'est une véritable aventure, une quête où je ne cesse de me rendre dans de nouveaux endroits et de travailler avec de nouvelles personnes et de nouveaux publics. J'ai déjà réalisé un parcours fantastique et j'espère que cela ne s'arrêtera jamais. »

Taylor Johnson

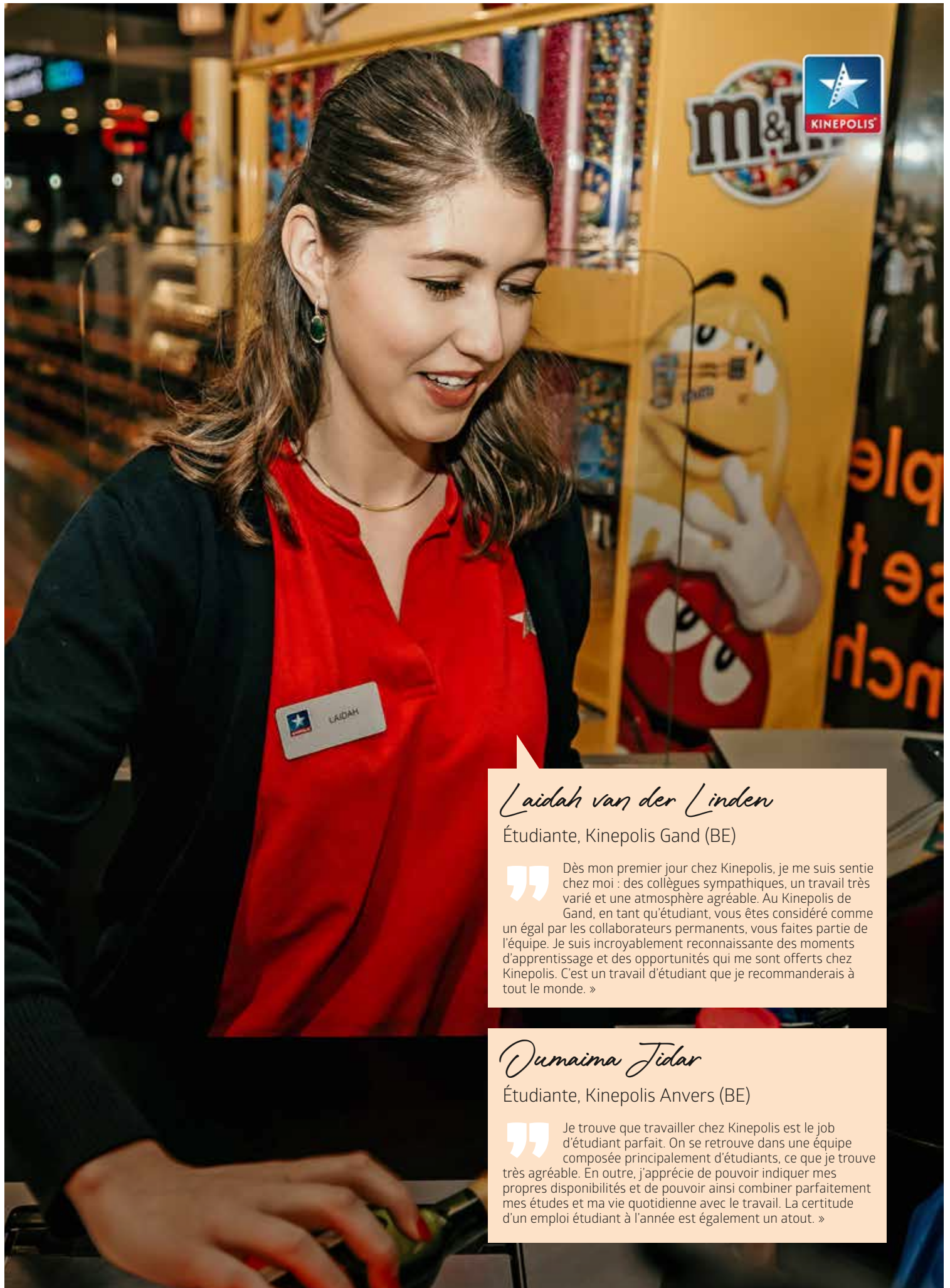
ITS Product Manager,
Landmark Cinemas (CA)



« Taylor a commencé sa carrière chez Landmark Cinemas en 2014 en tant que collaborateur de cinéma ou

« cast member » à Kanata (Ontario), avant d'être promu Assistant Manager en 2017 et (après l'acquisition par Kinopolis) Experience Manager en 2020. Depuis septembre 2022, il est ITS Product Manager pour Landmark Cinemas.

Taylor : « L'industrie du cinéma fait partie de mon quotidien depuis mon tout premier emploi en tant que 'cast member' du cinéma de Kanata. Après avoir occupé plusieurs postes de manager dans le cinéma, j'avais pour ambition d'être en mesure de conduire davantage de changements et d'apporter un soutien à une plus grande échelle. Je me concentre sur l'amélioration continue, l'optimisation des processus et la génération de chiffre d'affaires et je suis heureux d'utiliser mes talents dans ce nouveau rôle, en contribuant à la poursuite de la croissance de nouvelles sources de chiffre d'affaires. »



Laidah van der Linden

Étudiante, Kinepolis Gand (BE)



Dès mon premier jour chez Kinepolis, je me suis sentie chez moi : des collègues sympathiques, un travail très varié et une atmosphère agréable. Au Kinepolis de Gand, en tant qu'étudiant, vous êtes considéré comme un égal par les collaborateurs permanents, vous faites partie de l'équipe. Je suis incroyablement reconnaissante des moments d'apprentissage et des opportunités qui me sont offerts chez Kinepolis. C'est un travail d'étudiant que je recommanderais à tout le monde. »

Dumaima Jidar

Étudiante, Kinepolis Anvers (BE)



Je trouve que travailler chez Kinepolis est le job d'étudiant parfait. On se retrouve dans une équipe composée principalement d'étudiants, ce que je trouve très agréable. En outre, j'apprécie de pouvoir indiquer mes propres disponibilités et de pouvoir ainsi combiner parfaitement mes études et ma vie quotidienne avec le travail. La certitude d'un emploi étudiant à l'année est également un atout. »



Kinepolis Metz Waves (FR)

Respect de l'environnement



Kinopolis s'efforce de réduire au maximum son empreinte écologique grâce à la mise en œuvre de la politique « **Green Star** », lancée en 2011. Cette politique a également servi de base à la politique de durabilité actuelle du groupe, qui a été considérablement élargie.

POLITIQUE GREEN STAR

La politique « Green Star » de Kinopolis repose sur les principes suivants :

- La conception et la réalisation durables de projets de construction ;
- La rénovation durable des cinémas existants ;
- La mise en œuvre de techniques d'économie d'eau et d'énergie ;
- Une technologie cinématographique durable ;
- La stimulation de la billetterie mobile et la recherche d'un parcours client sans ticket ;
- La limitation des déchets et la sensibilisation en matière de tri des déchets.



CONSOMMATION D'ÉNERGIE

Le principal objectif des mesures susmentionnées est d'améliorer systématiquement l'efficacité énergétique et la durabilité des infrastructures cinématographiques de Kinopolis, en vue de rendre les activités de Kinopolis neutres en carbone à plus long terme. Voici quelques années, Kinopolis a commencé à mesurer et à rendre compte de l'évolution de la consommation d'énergie dans ses complexes européens en tant qu'indicateur clé de performance.

Depuis 2021, la consommation d'énergie pour l'ensemble du Groupe (y compris les activités en Amérique du Nord) est présentée à la fois en valeur absolue et par million € de chiffre d'affaires, car cet indicateur est considéré comme plus pertinent et plus fiable que le kWh/m². La consommation d'énergie déclarée pour 2021 a été ajustée rétroactivement en fonction de ce paramètre afin de rendre les données comparables. En raison de l'activité limitée et des fermetures à long terme des cinémas en 2020 et 2021, ainsi que de l'impact des mesures liées à la Covid-19 sur la consommation d'énergie (par exemple, la ventilation), ce KPI est considéré comme moins pertinent pour les années susmentionnées.



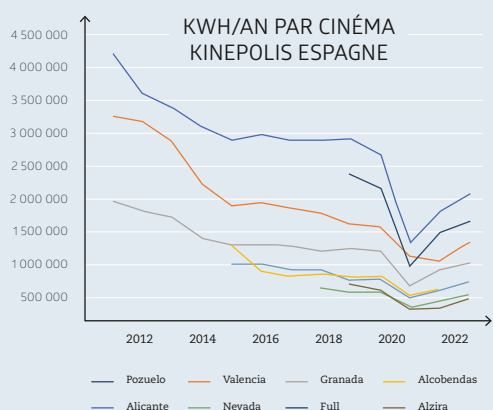
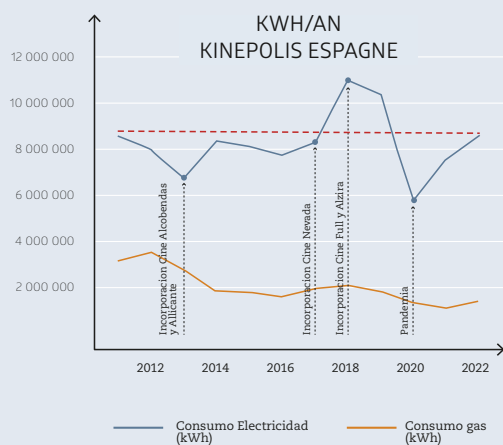
EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE KINOPOLIS GROUP

	2021	2022
Consommation totale d'énergie (kWh)	118 047 352	141 729 662
kWh/MEUR de chiffre d'affaires	443 132	283 511

Meilleures pratiques

ÉVOLUTION DE LA CONSOMMATION D'ÉNERGIE KINEPOLIS ESPAGNE

Ces dernières années, Kinopolis Espagne a mis l'accent sur l'efficacité énergétique, notamment grâce à la mise en service de systèmes de gestion des bâtiments personnalisés qui contrôlent en permanence la consommation. En termes d'électricité, la consommation des huit complexes espagnols en 2022 est similaire à celle de Kinopolis Espagne en 2011, qui ne comptait alors que trois cinémas (Madrid, Grenade et Valence). Tous les cinémas espagnols ont réussi à réduire considérablement leur consommation d'énergie par rapport au niveau antérieur à la pandémie.



Julian Barrasa

Directeur technique,
Kinopolis Espagne



« Grâce à un tableau de bord énergétique, nous parvenons à gérer la consommation quotidienne d'énergie par salle et à la comparer à celle d'autres salles. Nous disposons d'un système de gestion des bâtiments intégré à nos systèmes de projection et à notre système de billetterie Vista. Ainsi, par exemple, lorsque le projecteur s'allume, il active automatiquement la climatisation de la salle, qui garantit que la température souhaitée est atteinte au début de la projection. Le projecteur assure également l'arrêt automatique de la climatisation.

Le renouvellement de l'air est également ajusté automatiquement en fonction du nombre de clients par projection, grâce à l'intégration avec Vista. Outre l'automatisation à l'aide de ces systèmes intelligents, nous nous engageons également à sensibiliser les collaborateurs à la consommation d'énergie. Ainsi, la température de chaque salle est fréquemment contrôlée. Nous allons même jusqu'à prendre en compte (dans la mesure du possible) la performance énergétique des salles concernées lors de l'élaboration de la programmation.

Il va sans dire que le passage à la projection laser permet également d'améliorer considérablement l'efficacité énergétique. Des mesures importantes ont été prises à cet égard en 2022 et, aujourd'hui, les trois quarts des salles de Kinopolis en Espagne sont entièrement équipés de projection laser. »

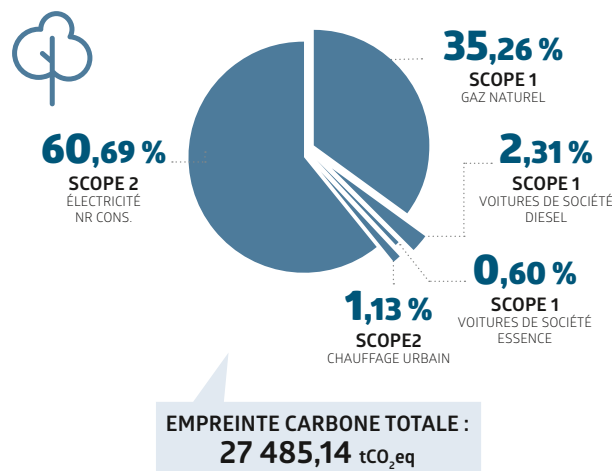


EMPREINTE CARBONE

La consommation d'énergie représente une part importante de l'empreinte carbone totale d'une entreprise. Bien que Kinopolis, en tant que pure société de services, n'ait pas d'activités très polluantes, elle a jugé opportun de cartographier ses émissions de CO₂ comme base en vue d'actions supplémentaires visant à réduire son empreinte. Depuis 2021, Kinopolis communique son empreinte carbone en termes d'émissions de scope 1 et 2. Les émissions de scope 1 sont des émissions directes de gaz à effet de serre provenant de sources contrôlées par l'entreprise elle-même. Les émissions de scope 2 sont des émissions indirectes provenant de la production d'énergie achetée. Pour Kinopolis, cela concerne concrètement la consommation d'électricité, l'utilisation de gaz naturel, le chauffage urbain et la consommation de carburant. Il est important de noter en l'occurrence que 2021 a été une année fortement atypique compte tenu de l'impact de la Covid-19, avec des fermetures prolongées et des restrictions de capacité. Le premier trimestre 2022 a également encore été affecté par la pandémie (avec des fermetures aux Pays-Bas et au Canada).

En 2023, des mesures seront prises pour cartographier également les émissions de scope 3 de Kinopolis et donc l'empreinte carbone globale de l'entreprise. Les émissions de scope 3 se réfèrent aux émissions indirectes de gaz à effet de serre qui se produisent dans la chaîne de valeur de Kinopolis. Elles résultent des opérations de Kinopolis mais proviennent d'activités d'entreprise non contrôlées par l'entreprise.

KPI EMPREINTE CARBONE DE KINEPOLIS GROUP⁽¹⁾ SCOPE 1 ET 2



(1) Les émissions provenant des fuites de liquide de refroidissement (scope 1) ne sont pas incluses dans l'empreinte 2021 et 2022 en raison de l'indisponibilité des données.

UNE INFRASTRUCTURE CINÉMATOGRAPHIQUE VERTE ET À L'ÉPREUVE DU TEMPS

Pour la construction de nouveaux cinémas comme pour la rénovation de complexes existants, les paramètres écologiques sont cruciaux, au même titre que le confort des visiteurs et des collaborateurs. Kinopolis s'efforce au maximum de réduire son empreinte écologique dans le choix de ses sources d'énergie et de ses matériaux de construction.

Les principes Green Star suivants sont appliqués pour les projets de construction :

- Utilisation de matériaux et de techniques certifiés avec un impact écologique limité ;
- Adaptation des installations à des sources énergétiques durables, notamment les installations de conservation de la chaleur et de la fraîcheur à Utrecht, Dordrecht et Bois-le-Duc ;
- Lorsque c'est possible, alimentation des complexes cinématographiques en électricité renouvelable (par la conclusion de contrats en matière d'électricité verte) ;
- Choix standard d'un éclairage LED ;
- Simplification de l'entretien, en tant que facteur important du coût total de possession (somme des frais de construction et d'exploitation) ;
- Investissement dans des espaces multifonctionnels capables de s'adapter à diverses configurations d'utilisation sans avoir à procéder à des transformations en profondeur ;
- Isolation performante des murs et des toits ;
- Dans la mesure du possible, obtenir une certification de durabilité pour les projets de nouvelle construction ;
- Installation d'une technologie d'économie d'eau dans les espaces sanitaires.

La réalisation de rénovations est souvent une occasion idéale de mise en œuvre de mesures supplémentaires, notamment :

- Le renforcement de l'isolation lors de travaux de rénovation de la toiture ;
- L'isolation des parkings sous les salles ;
- L'utilisation d'un asphalte perméable lors de la rénovation des parkings afin d'exploiter les capacités d'absorption du sol ;
- L'installation de citernes pour la collecte des eaux de surface ;
- L'installation de systèmes de commande novateurs afin d'assurer une gestion centralisée de tous les systèmes de chauffage et de refroidissement ;
- Le remplacement des sols existants dans les boutiques par du Gerflor, un revêtement PVC entièrement recyclable qui ne contient pas de formaldéhydes ;
- L'installation d'une technologie d'économie d'eau dans les espaces sanitaires.

PANNEAUX SOLAIRES

Kinopolis Bois-le-Duc (P-B) dispose d'une installation photovoltaïque depuis le début de 2019. En 2020, des panneaux photovoltaïques ont également été installés sur le toit de Kinopolis Braine-L'Alleud (BE). Pour Braine-L'Alleud, cela s'est traduit par 250,24 MWh de production en 2022. L'installation de panneaux photovoltaïques pour d'autres cinémas est en cours d'évaluation, mais il est important de noter que Kinopolis pourrait en tirer un rendement moins optimal, car ils ne couvrent qu'une partie relativement limitée de sa propre consommation, les cinémas fonctionnant principalement en soirée.





SYSTÈMES DE GESTION INTELLIGENTE DES BÂTIMENTS

Le suivi et le contrôle innovants des installations techniques permettent à Kinopolis de poursuivre la diminution de sa consommation d'énergie au fil des ans. Kinopolis mesure et évalue systématiquement la consommation énergétique de ses cinémas et prend, le cas échéant, des mesures pour baisser encore davantage la consommation. Au Kinopolis de Bois-le-Duc, de Haarlem et de Leidschendam (P-B), par exemple, la station d'épuration de l'air a été équipée d'un système de pression variable commandé par fréquence. Il s'agit d'une technologie de contrôle révolutionnaire qui crée un climat intérieur beaucoup plus naturel et agréable et qui consomme jusqu'à 40 % d'énergie en moins que les systèmes traditionnels de traitement de l'air. Lorsque la conception du bâtiment le permet, Kinopolis choisit d'office cette technologie pour les nouveaux cinémas.

En outre, Kinopolis en Europe a recours à des systèmes d'économie d'énergie grâce auxquels les installations de contrôle des bâtiments existants sont réglées pour une efficacité maximale, ce qui permet de neutraliser les pics de consommation. En réglant efficacement les installations, en veillant surtout aux interactions qui les relient, il est en effet possible de réduire sensiblement la consommation d'énergie et de diminuer les pics d'environ 20 %.

Au Canada, l'équipe de Landmark a commencé à mettre en œuvre diverses mesures d'économie d'énergie en 2019. Il s'agit notamment de passer à un éclairage à LED, à des détecteurs de présence, à des commandes de CVC à vitesse variable et à de meilleurs systèmes d'automatisation et de contrôle des bâtiments. Les mesures précitées ont déjà été mises en œuvre dans la plupart des complexes cinématographiques européens ; ces pratiques sont désormais bien établies en Europe.

Kinopolis explore sans cesse de nouvelles pistes pour réduire sa consommation énergétique. À titre d'exemple, la chaleur générée notamment dans les cabines de projection est également utilisée, lorsque c'est possible, pour chauffer les foyers.



CERTIFICATION GPR

Kinopolis Bois-le-Duc (photo) et Dordrecht ont reçu la certification néerlandaise GPR, un label pour l'immobilier durable basé sur cinq critères (énergie, environnement, santé, qualité d'utilisation et valeur d'avenir).

Un autre exemple réside dans le remplacement des réchauffeurs à popcorn et des réfrigérateurs ouverts par des modèles fermés dans les boutiques. Les réchauffeurs à popcorn fermés consomment 30 à 60 % d'énergie en moins que la version ouverte. Depuis 2017, Kinopolis a commencé à remplacer les réchauffeurs ouverts par la version fermée et des réchauffeurs à popcorn fermés sont désormais utilisés dans presque tous les complexes. Les réfrigérateurs, eux aussi, sont désormais des modèles fermés presque partout.

ÉCONOMIES D'EAU

Kinopolis fait également preuve de parcimonie en matière de consommation d'eau et prend diverses mesures pour la réduire et éviter les gaspillages. Pour y parvenir, la technologie « Ipee » a été installée dans les toilettes de plusieurs complexes cinématographiques. Celle-ci consiste en des capteurs intelligents placés dans les urinoirs, qui adaptent le volume de la chasse d'eau à chaque passage, pour une hygiène optimale sans gaspillage d'eau. À Kinopolis Leidschendam (ouvert en juin 2021), cette technologie a été appliquée non seulement aux urinoirs, mais aussi pour la première fois aux toilettes ordinaires. Ces dernières années, Kinopolis a aussi remplacé les robinets traditionnels dans la plupart des complexes par des robinets automatiques fonctionnant sur la base de la détection optique.

UNE TECHNOLOGIE CINÉMATOGRAPHIQUE DURABLE

TRANSITION VERS LES PROJECTEURS LASER

La numérisation des systèmes de projection a marqué une étape historique importante dans la politique de durabilité de Kinopolis. Cette évolution technologique marque la fin de la production chimique de pellicules de film et le transport de rouleaux de film volumineux. Entre-temps, la livraison des DCP (fichiers de film) se fait presque exclusivement par l'intermédiaire de lignes de données.

En ce qui concerne la technologie de projection, Kinopolis a opté depuis plusieurs années pour la projection laser.

Les projecteurs laser garantissent non seulement une qualité d'image sublime (et partant une meilleure expérience visuelle pour le client), mais permettent aussi d'économiser 40 % d'énergie par rapport aux projecteurs à lampes au xénon. Du fait que le projecteur est dépourvu d'ampoules, il nécessite par ailleurs un refroidissement moins important et les lampes ne doivent pas être remplacées.

Kinopolis a fait ses premiers pas dans la projection laser en 2014, a ouvert le premier cinéma entièrement laser en Europe (Kinopolis Breda, P-B) en 2016 et a entamé une transition générale vers la projection laser en 2018. Tous les cinémas récemment ouverts depuis 2016 ont été intégralement équipés de la projection laser (full-laser).

En 2022, Kinopolis a installé 220 projecteurs laser et 195 mises à niveau laser sont prévues en 2023. À la fin de l'année 2022, 467 des 1 124 salles (soit 42 % de l'ensemble des salles Kinopolis, Landmark et MJR) étaient équipées de la projection laser. 43 d'entre elles sont des salles Laser ULTRA (le Premium Large Format de Kinopolis combinant la projection laser 4K de Cinionic avec le son Dolby Atmos). D'ici la fin de 2023, 59 % du parc mondial de projecteurs de Kinopolis



sera constitué de lasers. Rien qu'en Europe, 62 % des salles Kinopolis sont actuellement équipées de la projection laser.

Les 467 projecteurs laser en service à la fin de 2022 garantissent des économies d'énergie de 3,7 GWh par an⁽¹⁾ par rapport aux projecteurs au xénon. Les mises à niveau laser en 2023 engendreront une économie d'énergie annuelle supplémentaire de 1,7 GWh (dont 0,95 GWh en Europe et 0,73 GWh en Amérique du Nord).

BILLETTERIE EN LIGNE ET MOBILE

De même, l'importance grandissante de la vente de tickets en ligne et mobile réduit l'impact écologique des activités opérationnelles de Kinopolis. Kinopolis fut un des premiers exploitants de cinéma à lancer, il y a quelques années, un système de réservation et de numérotation des sièges, ce qui a permis de stimuler les ventes en ligne de tickets.

En 2022, 59 % des tickets (au niveau du Groupe) ont été achetés en ligne ou via l'application. Grâce au système de billetterie mobile, les clients peuvent acheter des tickets via leur smartphone ou leur tablette, sans avoir à les imprimer. Les clients qui achètent des tickets aux distributeurs automatiques dans les cinémas européens peuvent également entrer sans ticket imprimé.



TRANSITION VERS LA PROJECTION LASER : % DE SALLES ÉQUIPÉES DU LASER (KINOPOLIS GROUP)

	2021	2022	OBJECTIF 2023
% salles	25 %	42 %	59 %
Économies d'énergie par an	2 GWh	3,7 GWh	5,4 GWh

⁽¹⁾ Les économies d'énergie sont calculées par rapport à l'équivalent xénon d'un projecteur laser, sur la base de 4 projections par jour et en faisant abstraction de l'impact lié à la Covid-19.

GESTION RESPONSABLE DES DÉCHETS

Kinopolis s'est toujours préoccupé de réduire sa production de déchets, d'en assurer le tri (et le cas échéant leur réutilisation) et de les traiter de façon professionnelle.

TRI DES DÉCHETS

Les visiteurs sont sensibilisés en permanence au respect du tri des déchets. Des poubelles avec des compartiments séparés sont placées à l'entrée et à la sortie des salles et dans le foyer. Les déchets sont ensuite récupérés et traités par des entreprises spécialisées.

Les renseignements concernant le tri des déchets sont souvent rappelés lors de l'avant-programme (les communications qui défilent à l'écran avant la diffusion du film). Les règles et les possibilités de recyclage varient d'un pays à l'autre. Au Canada, par exemple, on n'opère encore qu'une seule distinction entre le papier/carton et les autres déchets. En Belgique et aux Pays-Bas, Kinopolis collabore avec Fost Plus (BE) et Milieu Service (P-B) pour des projets (tests) relatifs au tri des déchets.



REMETTEZ VOTRE BOUTEILLE EN PLASTIQUE ET FAITES-EN DON À BIO VAKANTIEOORD (KINEPOLIS PAYS-BAS)

Le 1er juillet 2021, une consigne de 15 cents sur les petites bouteilles en plastique a été instaurée aux Pays-Bas. Une modification importante de la loi, en vue de réduire les déchets plastiques. Depuis 2021, Kinopolis offre également la possibilité de remettre les petites bouteilles en plastique. Chaque cinéma néerlandais est doté d'une poubelle spéciale où les bouteilles peuvent être remises. La consigne des bouteilles en plastique est intégralement reversée à la Fondation Bio Vakantieoord (voir p. 72).



©IMB-Photo Sensor
Systèmes de séchage électrique dans les sanitaires

MOINS DE DÉCHETS ET UNE DURÉE DE VIE PLUS LONGUE DES MATÉRIEAUX

Le département Refresh & Remodelling de Kinopolis coordonne tous les travaux d'entretien et de rénovation sur les sites de Kinopolis. Ces dernières années, diverses actions ont été menées pour éviter autant que possible les déchets résiduels et le gaspillage de matériaux.

- Dans les sanitaires, Kinopolis a remplacé les rouleaux de serviettes automatiques par des systèmes de séchage électrique dans la mesure du possible.
- Le tissu et la mousse des sièges de cinéma sont équipés de velcro, de sorte qu'il n'est plus nécessaire de coller le tissu à la mousse. Cela permet d'éviter l'utilisation de colle et de réduire les dommages causés à la mousse lors de rénovations, pour qu'elle puisse être réutilisée.
- De plus, la mousse des sièges n'est plus découpée, mais injectée dans un moule. La qualité de la mousse est ainsi garantie pendant au moins 20 ans, ce qui signifie qu'elle doit être remplacée moins rapidement.
- Les revêtements de sol dans les salles et les revêtements muraux sont achetés dans des dimensions appropriées et plus petites qui garantissent une perte de coupe minimale lors de l'installation. En travaillant avec des bandes verticales dans le revêtement mural, les dommages peuvent être réparés de manière ciblée sans devoir remplacer l'ensemble du revêtement mural.
- Lors de la conversion des sièges standard en « Cosy Seats », la structure métallique des sièges est conservée. Les sièges qui sont retirés pour cette raison et qui ne sont pas endommagés seront utilisés, dans la mesure du possible, dans l'aménagement d'autres complexes à rénover.



L'emballage du pop-corn est en carton (recyclé)

©NVB Photo Sensor

IN-THEATRE SALES OPTÉ POUR DES SOLUTIONS DURABLES

Kinepolis est passé aux pailles et aux sachets de bonbons en papier dans la plupart des pays européens. Les barquettes de nachos et les emballages de pop-corn sont en carton (recyclé) et les couvercles de boissons gazeuses ont été modifiés dans la plupart des pays pour éviter le plastique à usage unique.

Le transport est également pris au sérieux : le pop-corn est produit localement dans la mesure du possible et des efforts sont faits pour réduire la fréquence des livraisons des fournisseurs grâce à une gestion optimale des stocks. En 2021, Kinepolis a opté pour un nouveau fournisseur de pop-corn (Jimmy's), qui dispose d'un certificat de durabilité notamment en ce qui concerne l'utilisation d'huile de palme.

UNE SECONDE VIE POUR LE MATÉRIEL INFORMATIQUE ET AUDIOVISUEL

Kinepolis fait don d'ordinateurs, d'ordinateurs portables et de serveurs usagés à « Close the Gap », une organisation qui donne une seconde vie à ce type de matériel dans les pays en voie de développement. De cette façon, nous apportons notre contribution afin de donner au plus grand nombre de personnes possible l'accès à la technologie et à l'éducation. Avec Close the Gap, nous veillons à ce que le matériel revienne en Europe par la suite et soit démantelé de manière écologique.

Les vieux équipements audiovisuels (tels que les projecteurs) qui sont retirés de la circulation sont conservés par Kinepolis pour pièces de rechange, afin de prolonger la durée de vie de l'équipement.

PARTENARIATS

En général, Kinepolis s'efforce de conclure des partenariats au niveau national et local afin d'unir les forces et de parvenir ensemble à des solutions durables. Parmi les interlocuteurs réguliers figurent Coca-Cola, les entreprises de gestion des déchets, mais aussi les villes et les communes ou les groupes de développement durable. Kinepolis, par exemple, est un membre actif du Green Business Club Utrecht Centraal, où l'on cherche à regrouper les flux logistiques des entreprises dans la zone de la gare afin de réduire les émissions des camions.



Le vieux matériel informatique de Kinepolis retrouve une nouvelle vie dans les pays en voie de développement, offrant ainsi des opportunités supplémentaires aux jeunes, notamment au Malawi



Kinepolis Leidschendam, facilement accessible par les transports publics (P-B)

MOBILITÉ

Kinepolis s'engage à rendre ses complexes cinématographiques facilement accessibles, que ce soit en transports publics, à vélo ou en voiture, et tente d'en informer le plus possible ses clients sur son site web. Tous les cinémas européens disposent – dans la mesure du possible – de parkings à vélos fermés.

En mettant en œuvre sa politique structurelle de télétravail (les employés de bureau peuvent travailler jusqu'à deux jours par semaine à domicile) et en limitant fortement les déplacements professionnels grâce à l'utilisation maximale de la vidéoconférence, Kinepolis contribue à une réduction globale des émissions de CO₂.

En 2022, Kinepolis a également introduit une nouvelle politique automobile pour son siège social en fonction de l'électrification (progressive) de son parc automobile à partir de 2023.

CHANGEMENT CLIMATIQUE

Dans ses analyses de risques (voir p. 115-119), Kinepolis tient compte des éventuelles catastrophes naturelles qui pourraient affecter ses activités en raison du réchauffement climatique, et prend des mesures appropriées lorsque c'est possible pour les anticiper et minimiser les risques. Grâce à la cartographie de son empreinte carbone et à ses efforts continus pour réduire sa consommation d'énergie, Kinepolis vise à atteindre la neutralité carbone de ses activités à plus long terme.

Intégrité dans les affaires



Kinepolis Metz Amphithéâtre (FR)

©MB Photo Sensor

POLITIQUE DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET LES POTS-DE-VIN

Kinepolis applique une politique rigoureuse en matière de lutte contre la corruption et les pots-de-vin :

- Kinepolis interdit l'offre et/ou le versement de pots-de-vin à des membres de l'administration (et n'en accepte pas) ;
- Kinepolis interdit la proposition, l'attribution, le versement, l'exigence ou l'acceptation de pots-de-vin et d'autres avantages illégitimes, de manière directe ou indirecte, afin d'obtenir ou de conserver des contrats ou des avantages indus. Kinepolis prend soin d'éviter toute implication, de quelque manière que ce soit, dans des activités de blanchiment de capitaux ;
- Kinepolis traite exclusivement avec des partenaires qui font preuve d'intégrité dans les affaires et qui ne sont associés, en aucune manière, à la fraude.

Kinepolis applique par conséquent une politique stricte en matière de lutte contre la corruption et les pots-de-vin, partant de la conviction que, outre leur aspect non déontologique, ces activités sont susceptibles in fine d'entacher irrémédiablement la réputation de l'entreprise ainsi que de ses parties prenantes et de leur causer des dommages économiques irréversibles.

MESURES POLITIQUES

Ladite politique est explicitement énoncée dans le Code de conduite de Kinepolis, que chaque collaborateur fixe reçoit lors de sa prise de fonction et doit signer. En outre, tout manager doit, chaque année, formellement déclarer avoir respecté les dispositions dudit Code de conduite (dont la politique susmentionnée).

KPI % DE COLLABORATEURS QUI ONT SOUSCRIT AU CODE DE CONDUITE EN 2022 ⁽¹⁾



100 %

ont souscrit au Code de Conduite

(1) Joint au contrat de travail et signé par chaque nouveau collaborateur.



Kinopolis ne lésine pas sur les efforts pour sensibiliser la direction sur sa politique de lutte contre la corruption et les pots-de-vin par le biais de formations obligatoires relatives à la gestion des risques et aux mesures de contrôle. Les membres du personnel sont également invités, lorsqu'ils pensent être confrontés à une situation à risque, à en informer leur manager direct dans les plus brefs délais, en ayant recours ou non à la procédure « lanceurs d'alerte » formelle, pour qu'une réponse adéquate soit apportée.

Les infractions au Code peuvent donner lieu à des sanctions, conformément au règlement de travail et/ou à la législation du pays concerné.

CODE DE CONDUITE POUR LES FOURNISSEURS

Depuis 2022, Kinopolis a adopté un code d'éthique pour ses fournisseurs afin de s'assurer que ces derniers respectent également les valeurs de l'entreprise en matière de conditions de travail, de santé, de sécurité, d'environnement et d'éthique.

Ce code fait partie intégrante du contrat que Kinopolis signe avec ses fournisseurs et permet à Kinopolis d'effectuer des contrôles intermédiaires pour évaluer le respect des principes acceptés par les fournisseurs. Si des manquements sont constatés et ne sont pas résolus dans un délai approprié, Kinopolis a le droit de résilier tous les contrats avec le fournisseur concerné sans versement d'indemnités. Le code de conduite peut également être consulté sur le site web de Kinopolis (www.kinopolis.com/corporate), dans la rubrique « durabilité ».



RESPECT DES DROITS DE L'HOMME

Kinopolis adhère à la Déclaration universelle des droits de l'homme telle qu'elle a été adoptée par les Nations Unies, et s'engage à la respecter dans tous les aspects de ses activités. Lesdits droits sont garantis par le respect de la législation des pays dans lesquels Kinopolis opère. Parallèlement, le respect des droits de l'homme constitue pour Kinopolis un critère essentiel dans son choix de partenaires, de fournisseurs et de matériaux.

Outre l'aspect non déontologique, le non-respect des droits humains est susceptible in fine d'entacher irrémédiablement la réputation de l'entreprise ainsi que de ses parties prenantes et de leur causer des dommages économiques irréversibles.

VIE PRIVÉE ET PROTECTION DES DONNÉES DES CLIENTS

Kinopolis prend très au sérieux le respect de ses clients et de ses collaborateurs et donc la protection de leurs données personnelles.

Dans le cadre de la législation européenne RGPD (voir p. 69), 352 employés européens ont suivi en 2022 la formation de base consacrée à la protection des données personnelles et 95 collaborateurs ont suivi le module de formation RGPD avancé. Ainsi, 90 % du groupe cible a déjà suivi la formation et les 10 % restants se voient incités régulièrement à le faire.

Comme expliqué à la page 70, Kinopolis investit en permanence dans la protection de ses systèmes TIC contre les cyber-attaques. Les campagnes de phishing internes visent à accroître la vigilance des collaborateurs à l'égard de la cybercriminalité.

Taxonomie de l'UE

Le règlement de l'UE sur la taxonomie du 18 juin 2020 (le « Règlement sur la taxonomie ») a introduit un système de classification des activités économiques qui peuvent être qualifiées d'activités « durables sur le plan environnemental ».

Une activité est considérée comme durable sur le plan environnemental si, entre autres, elle contribue de manière substantielle à l'un des six objectifs environnementaux définis dans le Règlement sur la taxonomie :

- (a) atténuation du changement climatique,
- (b) adaptation au changement climatique,
- (c) utilisation durable et protection des ressources hydriques et marines,
- (d) transition vers une économie circulaire,
- (e) prévention et contrôle de la pollution,
- (f) protection et restauration de la biodiversité et des écosystèmes.

En juin 2021, la Commission européenne a publié un catalogue des activités économiques pouvant être prises en compte pour les deux premiers objectifs environnementaux : « Atténuation du changement climatique » et « Adaptation au changement climatique » (il s'agit de l'Acte délégué complémentaire relatif aux objectifs climatiques). Pour les quatre autres objectifs, les textes définitifs n'ont pas encore été adoptés et ils ne font pas partie des obligations de rapport liées à la taxonomie de l'UE pour l'année 2022.

Pour l'année 2021, conformément à l'Acte délégué sur la publication d'informations du 6 juillet 2021, le champ d'application du rapport s'est limité à l'« éligibilité » : quelles activités sont incluses dans la taxonomie de l'UE et sont donc des activités potentiellement « durables » sur la base des deux premiers objectifs. Pour l'année 2022 (et les années suivantes), outre l'« éligibilité », le degré d'alignement, c'est-à-dire les activités commerciales éligibles qui contribuent de manière substantielle aux objectifs environnementaux susmentionnés sur la base des critères définis dans la taxonomie de l'UE pour l'activité économique concernée, doit également être indiqué. Pour qu'une activité soit considérée comme « alignée », il faut non seulement que les critères démontrant une contribution substantielle soient remplis, mais aussi que l'activité ne cause pas de préjudice significatif à l'un des autres objectifs

environnementaux (critères « Do no significant harm » (DNSH)) et que les conditions sociales minimales soient également remplies (« minimum safeguards »).

Au cours de l'exercice 2022, plusieurs documents FAQ ont été mis à disposition afin de clarifier la mise en œuvre de la taxonomie et les indicateurs clés de performance (KPI) à rapporter sur l'éligibilité et l'alignement. Ces nouvelles connaissances ont conduit à une révision des activités éligibles, précédemment rapportées, pour Kinopolis⁽¹⁾. Les modifications apportées à l'« éligibilité » reposent sur les observations suivantes :

- 1) En ce qui concerne l'activité 13.3 (« Production de longs métrages, de programmes vidéo et télévisés », y compris la projection de films), qui fait partie des activités énumérées pour l'« adaptation au changement climatique », il apparaît que pour qu'une activité soit reconnue comme « éligible » au titre de cet objectif environnemental, une évaluation des risques et des vulnérabilités concernant les principaux risques climatiques physiques pour l'activité concernée doit avoir eu lieu et un plan de dépenses d'investissement doit avoir été élaboré pour adapter l'activité concernée aux conséquences physiques (potentielles) du changement climatique ainsi détectées⁽²⁾. Kinopolis n'a pas encore procédé à une telle évaluation à l'heure actuelle et, par conséquent, aucune activité commerciale ne peut être reconnue comme « éligible », mais il s'agit d'une possibilité pour l'avenir si les conditions susmentionnées sont remplies. Il convient également de noter que pour les activités « adaptées au climat », telle que l'activité 13.3, seules les dépenses d'exploitation et d'investissement associées à l'activité en question peuvent être déclarées, car le chiffre d'affaires généré par les activités « adaptées » ne peut pas être comptabilisé (cf. point 8 de la communication de la Commission de décembre 2022).

(1) Kinopolis a bénéficié de l'aide d'un tiers (Sustainable, une filiale d'ERM) pour la révision de ses indicateurs clés de performance relatifs à l'éligibilité et pour la préparation des indicateurs clés de performance relatifs à l'alignement.

(2) Point 18 des questions et réponses, projet d'avis de la Commission daté du 19 décembre 2022 concernant l'article 8 du règlement relatif à la délégitation.



2) Dans le rapport annuel 2021, les activités In-Theatre Sales, Sales & Events (il s'agit des activités B2B) et la publicité à l'écran (à l'exclusion de Brightfish) ont été classées sous l'activité 13.3. Cependant, la description de l'activité 13.3 dans l'Acte délégué complémentaire relatif aux objectifs climatiques fait explicitement référence à la production, à la distribution et à la projection de films, mais pas aux activités susmentionnées. Dans le cadre de la réévaluation de ses activités économiques éligibles après la publication des différentes FAQ, Kinopolis a donc décidé de ne plus considérer les activités susmentionnées comme des activités classées sous 13.3 et elles sont reconnues comme inéligibles.

3) L'activité principale de Kinopolis (projection de films) est incluse dans la taxonomie de l'UE pour « Adaptation au changement climatique » au point 13.3. Tous les coûts essentiels à l'exercice de cette activité peuvent y être associés et donc être considérés comme éligibles. Pour Kinopolis, il est évident que ses cinémas sont essentiels à la projection de films et donc à l'exercice de cette activité. C'est pourquoi Kinopolis a choisi de ne pas déclarer ses biens immobiliers dans le cadre de l'activité économique 7.7 (Propriété et acquisition de bâtiments) – répertoriée à la fois sous « Atténuation du changement climatique » et « Adaptation au changement climatique » – mais de les reconnaître comme une éventuelle activité « éligible » directement liée à l'activité économique sous 13.3. L'intercorrélation entre l'activité Box Office et l'immobilier cinématographique est également confirmée par le fait que l'évaluation des risques climatiques pour les activités en question (Box Office, Kinopolis Film Distribution) se concentrera en grande partie sur la résilience climatique de ses bâtiments cinématographiques.

Par conséquent, 0 % des activités de Kinopolis peuvent être reconnues comme éligibles pour l'exercice 2022. Toutefois, les dépenses d'investissement et les dépenses d'exploitation pour les activités Box Office et Kinopolis Film Distribution, ainsi que les coûts liés à l'immobilier cinématographique, pourraient à l'avenir devenir « éligibles » au titre de l'activité économique 13.3 (sous réserve de la réalisation d'une évaluation des risques

climatiques pour ces activités et de l'élaboration d'un plan d'adaptation de l'activité à la lumière de ces risques) et être reconnues comme une activité alignée (adaptée), à condition que tous les critères de l'activité 13.3 soient remplis. L'activité 13.3 peut également devenir une activité de facilitation adaptée (« adapted-enabling activity »)⁽³⁾ si un critère supplémentaire est rempli, à savoir s'il est possible de démontrer que l'objectif principal du produit (dans ce cas, les films) est le suivant

- (a) rendre des tiers plus résistants aux risques climatiques physiques ou
- (b) contribuer aux efforts de tiers pour s'adapter au changement climatique.

Étant donné que la proportion de films pour lesquels cela pourrait être considéré comme un objectif (exemples : « Don't Look Up » (2021) et le film belge « Notre Nature » (2022)) est négligeable et que la projection de tels films ne deviendra jamais l'objectif principal de Kinopolis, nous n'avons pas l'ambition d'être reconnus en tant qu'activité de facilitation adaptée. Dans la mesure du possible, Kinopolis cherchera à s'aligner en tant qu'activité adaptée au titre de l'article 13.3 (et répondra ainsi aux quatre premiers critères de contribution substantielle, ainsi qu'aux critères DNSH et aux conditions minimales).

Le fait de ne pas reconnaître l'immobilier cinématographique de Kinopolis comme une activité « éligible » sous « Atténuation du changement climatique » ne signifie en aucun cas que Kinopolis ne fait pas et ne fera pas d'efforts à l'avenir pour rendre ses bâtiments cinématographiques plus durables. Les efforts déployés à cette fin sont expliqués dans le présent rapport annuel (chapitre 10 : entreprendre en ayant un impact et de manière responsable) et trouveront une représentation plus complète et détaillée, dans les années à venir, dans les rapports de durabilité conformément à la *Corporate Sustainability Reporting Directive* (CSRD) à partir de 2024. Cette directive et les normes européennes sur le reporting en matière de durabilité (ESRS) aideront Kinopolis à concrétiser son ambition de rendre, à terme, ses bâtiments climatiquement neutres.

(3) Point 19 du projet d'avis de la Commission daté du 19 décembre 2022 concernant l'article 8 du règlement relatif à la délégation.

KPI

Pour les principes comptables généraux, veuillez vous référer à la note 1, section 12, rapport financier.

KPI CHIFFRE D'AFFAIRES ⁽¹⁾

ECONOMIC ACTIVITIES (1)	CODE(S) (2)	ABSOLUTE TURNOVER (3)	PROPORTION OF TURNOVER (4)	SUBSTANTIAL CONTRIBUTION CRITERIA						
				CLIMATE CHANGE MITIGATION (5)	CLIMATE CHANGE ADAPTATION (6)	WATER AND MARINE RESOURCES (7)	CIRCULAR ECONOMY (8)	POLLUTION (9)	BIODIVERSITY AND ECOSYSTEMS (10)	
		€	%	%	%	%	%	%	%	
A. TAXONOMY ELIGIBLE ACTIVITIES										
A.1 Environmentally sustainable activities (Taxonomy-aligned)										
Turnover of environmentally sustainable activities (Taxonomy-aligned) (A.1)		0	0%	0%	0%					
A.2 Taxonomy-eligible but not environmentally sustainable activities (not Taxonomy-aligned activities)										
Turnover of Taxonomy-eligible but not environmentally sustainable activities (not Taxonomy-aligned activities) (A.2)		0	0%							
Total (A.1 + A.2)		0	0%							
B. TAXONOMY NON-ELIGIBLE ACTIVITIES										
Turnover of Taxonomy non-eligible activities (B)		499 908	100%							
TOTAL (A + B)		499 908	100%							

(1) Pour plus d'informations, veuillez vous reporter à la note explicative 3, section 12, rapport financier.

KPI DÉPENSES D'INVESTISSEMENT ⁽²⁾

ECONOMIC ACTIVITIES (1)	CODE(S) (2)	ABSOLUTE CAPEX (3)	PROPORTION OF CAPEX (4)	SUBSTANTIAL CONTRIBUTION CRITERIA						
				CLIMATE CHANGE MITIGATION (5)	CLIMATE CHANGE ADAPTATION (6)	WATER AND MARINE RESOURCES (7)	CIRCULAR ECONOMY (8)	POLLUTION (9)	BIODIVERSITY AND ECOSYSTEMS (10)	
		€	%	%	%	%	%	%	%	
A. TAXONOMY ELIGIBLE ACTIVITIES										
A.1 Environmentally sustainable activities (Taxonomy-aligned)										
CapEx of environmentally sustainable activities (Taxonomy-aligned) (A.1)		0	0%	0%	0%					
A.2 Taxonomy-eligible but not environmentally sustainable activities (not Taxonomy-aligned activities)										
CapEx of Taxonomy-eligible but not environmentally sustainable activities (not Taxonomy-aligned activities) (A.2)		0	0%							
Total (A.1 + A.2)		0	0%							
B. TAXONOMY NON-ELIGIBLE ACTIVITIES										
CapEx of Taxonomy non-eligible activities (B)		28 308	100%							
TOTAL (A + B)		28 308	100%							

(2) Pour plus d'informations, veuillez vous reporter aux notes explicatives 9, 11, 12 et 27, section 12, rapport financier.

KPI DÉPENSES D'EXPLOITATION ⁽³⁾

ECONOMIC ACTIVITIES (1)	CODE(S) (2)	ABSOLUTE OPEX (3)	PROPORTION OF OPEX (4)	SUBSTANTIAL CONTRIBUTION CRITERIA						
				CLIMATE CHANGE MITIGATION (5)	CLIMATE CHANGE ADAPTATION (6)	WATER AND MARINE RESOURCES (7)	CIRCULAR ECONOMY (8)	POLLUTION (9)	BIODIVERSITY AND ECOSYSTEMS (10)	
		'000 €	%	%	%	%	%	%	%	
A. TAXONOMY ELIGIBLE ACTIVITIES										
A.1 Environmentally sustainable activities (Taxonomy-aligned)										
OpEx of environmentally sustainable activities (Taxonomy-aligned) (A.1)		0	0%	0%	0%					
A.2 Taxonomy-eligible but not environmentally sustainable activities (not Taxonomy-aligned activities)										
OpEx of Taxonomy-eligible but not environmentally sustainable activities (not Taxonomy-aligned activities) (A.2)		0	0%							
Total (A.1 + A.2)		0	0%							
B. TAXONOMY NON-ELIGIBLE ACTIVITIES										
OpEx of Taxonomy non-eligible activities (B)		24 199	100%							
TOTAL (A + B)		24 199	100%							

(3) Pour plus d'informations, veuillez vous reporter à la note explicative 6 (fractionnement des frais en fonction de leur nature), section 12, rapport financier.



DNSH CRITERIA ('DOES NOT SIGNIFICANTLY HARM')									
CLIMATE CHANGE MITIGATION (11)	CLIMATE CHANGE ADAPTATION (12)	WATER AND MARINE RESOURCES (13)	CIRCULAR ECONOMY (14)	POLLUTION (15)	BIODIVERSITY AND ECOSYSTEMS (16)	MINIMUM SAFEGUARDS (17)	TAXONOMY-ALIGNED PROPORTION OF TURNOVER YEAR N (18)	CATEGORY (ENABLING ACTIVITY OR) (20)	CATEGORY (TRANSITIONAL ACTIVITY) (21)
Y/N	Y/N	Y/N	Y/N	Y/N	Y/N	Y/N	%	E	T
							0%		
							0%	0%	0%

DNSH CRITERIA ('DOES NOT SIGNIFICANTLY HARM')									
CLIMATE CHANGE MITIGATION (11)	CLIMATE CHANGE ADAPTATION (12)	WATER AND MARINE RESOURCES (13)	CIRCULAR ECONOMY (14)	POLLUTION (15)	BIODIVERSITY AND ECOSYSTEMS (16)	MINIMUM SAFEGUARDS (17)	TAXONOMY-ALIGNED PROPORTION OF CAPEX YEAR N (18)	CATEGORY (ENABLING ACTIVITY OR) (20)	CATEGORY (TRANSITIONAL ACTIVITY) (21)
Y/N	Y/N	Y/N	Y/N	Y/N	Y/N	Y/N	%	E	T
							0%		
							0%	0%	0%

DNSH CRITERIA ('DOES NOT SIGNIFICANTLY HARM')									
CLIMATE CHANGE MITIGATION (11)	CLIMATE CHANGE ADAPTATION (12)	WATER AND MARINE RESOURCES (13)	CIRCULAR ECONOMY (14)	POLLUTION (15)	BIODIVERSITY AND ECOSYSTEMS (16)	MINIMUM SAFEGUARDS (17)	TAXONOMY-ALIGNED PROPORTION OF OPEX YEAR N (18)	CATEGORY (ENABLING ACTIVITY OR) (20)	CATEGORY (TRANSITIONAL ACTIVITY) (21)
Y/N	Y/N	Y/N	Y/N	Y/N	Y/N	Y/N	%	E	T
							0%		
							0%	0%	0%

11 Gouvernance d'Entreprise

La structure de gouvernance de l'entreprise, et en particulier les rôles et responsabilités, la composition et le fonctionnement du Conseil d'Administration, de ses comités conseillants et le Management Exécutif sont décrits dans la **Charte de Gouvernance d'Entreprise** (la « Charte »).



Kinepolis Bourgoin (FR)



11

Déclaration de Gouvernance d'Entreprise

Le Conseil d'Administration a révisé la Charte de gouvernance d'Entreprise au début de l'année 2021 en prenant comme référence le nouveau Code belge de Gouvernance d'Entreprise 2020 (le « Code 2020 »).

Ce chapitre du rapport annuel donne plus d'informations factuelles sur la politique de Gouvernance d'Entreprise menée durant l'exercice 2022. Il vise à appliquer au mieux les principes découlant de la Charte susmentionnée sans porter atteinte au caractère unique de la Société. Le cas échéant, il explique également les dérogations aux articles du Code 2020, conformément au principe « comply or explain » (appliquer ou expliquer).

La Charte peut être consultée sur le site web de Kinopolis Group : www.kinopolis.com/corporate.

CAPITAL

Le capital social s'élevait à 18 952 288,41 € au 31 décembre 2022 et est représenté par 27 365 197 actions sans mention de valeur nominale, jouissant toutes des mêmes droits sociaux.

Après la remise de 25 156 actions aux bénéficiaires d'options sur actions, Kinopolis Group détenait 397 396 actions propres d'une valeur en capital de 275 224,17 € au 31 décembre 2022.

DROITS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE PROPOSER DES CANDIDATS

Les statuts prévoient que 8 administrateurs peuvent être nommés parmi les candidats proposés par « Kinohold Bis », société anonyme de droit luxembourgeois, pour autant que cette société, ou ses ayants droit, ainsi que toutes les entités contrôlées directement ou indirectement par (l'un d'entre) eux ou par (l'un de) leurs ayants droit respectifs (au sens de l'article 1:20 du Code des Sociétés et des Associations) possède(nt) à titre individuel ou collectif, et ce, au moment de la proposition du candidat-administrateur comme au

moment de sa nomination par l'Assemblée Générale, au moins 35 % des actions de la Société, étant entendu que si les actions détenues par Kinohold Bis SA ou ses ayants droit respectifs, ainsi que par toutes les entités contrôlées directement ou indirectement par (l'un d'entre) eux ou par (l'un de) leurs ayants droit respectifs (au sens de l'article 1:20 du CSA), représentent moins de trente-cinq pour cent (35 %) du capital de la Société, Kinohold Bis SA ou ses ayants droit respectifs n'auront le droit que de proposer un candidat au Conseil d'Administration par tranche d'actions représentant cinq pour cent (5 %) du capital de la Société.

PACTES D'ACTIONNAIRES

La Société n'a pas connaissance de pactes d'actionnaires susceptibles d'entraîner une restriction de la cession de titres et/ou de l'exercice du droit de vote dans le cadre d'une offre publique de rachat.

CHANGEMENT DE CONTRÔLE

La Convention de crédit conclue le 15 février 2012, entre Kinopolis Group SA et quelques-unes de ses filiales d'une part et BNP Paribas Fortis Banque SA, KBC Banque SA et ING Belgium SA (et avec l'ajout de Belfius Bank depuis le 16 décembre 2019) d'autre part, modifiée et reprise à plusieurs reprises et pour la dernière fois le 8 janvier 2021 et comme adaptée ultérieurement le 15 décembre 2022, prévoit qu'une institution financière participante peut suspendre sa participation à ladite convention, le solde de l'emprunt contracté devenant immédiatement exigible en cas de prise de contrôle (telle que définie dans la Convention de crédit) de Kinopolis Group SA par d'autres personnes physiques ou morales que Kinohold Bis SA (ou ses ayants-droit) et M. Joost Bert (tel que défini dans la Convention de crédit).

Les Conditions Générales du Prospectus d'émission et de cotation du 17 février 2012 relatives à une émission d'obligations en Belgique prévoient également qu'en cas de changement de contrôle (tel que défini dans le Prospectus), chaque titulaire d'obligation aura le droit d'exiger de Kinopolis Group SA le remboursement de tout ou une partie de ses obligations aux conditions figurant dans le Prospectus. Ce Prospectus peut être consulté sur le site web de Kinopolis Group.

Les Conditions Générales du Prospectus du 12 mai 2015 portant sur une Offre Publique Inconditionnelle d'Échange relative aux obligations précitées prévoient également qu'en cas de changement de contrôle (tel que défini dans le Prospectus), chaque titulaire d'obligation aura le droit d'exiger de Kinopolis Group SA le remboursement de tout ou partie de ses obligations aux conditions figurant dans le Prospectus. Ce Prospectus peut également être consulté sur le site web de Kinopolis Group.





Par ailleurs, les Conditions Générales du 16 janvier 2015, relatives au placement privé d'obligations auprès d'investisseurs institutionnels pour un montant de 96 millions €, ainsi que les Conditions Générales du 5 décembre 2017, relatives au placement privé auprès d'investisseurs institutionnels pour un montant de 125 millions €, ainsi que les Conditions Générales du 5 juillet 2019, relatives au placement privé auprès d'investisseurs institutionnels pour un montant de 225 millions €, comportent des clauses en cas de changement de contrôle identiques à celles définies dans le Prospectus susmentionné.

Enfin, les termes du Commercial Paper/Midterm Notes Programme du 16 février 2022 prévoyant la possibilité d'émettre des titres de trésorerie à des investisseurs qualifiés pour un montant maximum de 150 millions € prévoient qu'en cas de changement de contrôle, les investisseurs détenant des titres de trésorerie d'une durée supérieure à un an ont le droit d'en demander le remboursement intégral ou partiel.

STRUCTURE DE L'ACTIONNARIAT ET NOTIFICATIONS REÇUES

En vertu notamment des notifications reçues en application de l'article 74 de la Loi du 1^{er} avril 2007 sur les offres publiques d'achat, de Kinopolis Group SA, Kinohold Bis SA, Stichting Administratiekantoor Kinohold, Joost Bert, Koenraad Bert, Geert Bert et Peter Bert, agissant en concertation (soit parce qu'ils constituent des « personnes liées » au sens de l'article 01:20 du CSA, soit parce qu'il existe une autre forme de concertation entre eux), et détenant ensemble plus de 30 % des actions avec droit de vote de Kinopolis Group SA, à la suite des notes de transparence ultérieures (dans le cadre de la loi du 2 mai 2007 et de l'AR du 14 février 2008 relatif à la publicité des participations importantes) et aux notifications dans le cadre d'un programme de rachat d'actions propres, la situation est comme suit au 31 décembre 2022 :

- Kinohold Bis SA détient 12 600 050 actions, soit 46,04 % des actions de la Société ;
- Kinohold Bis SA est contrôlée par Kinohold, Stichting Administratiekantoor de droit néerlandais, laquelle faisait à son tour l'objet d'un contrôle collectif par les personnes physiques suivantes (en leur qualité d'Administrateurs de la Stichting Administratiekantoor) : Joost Bert, Koenraad Bert, Geert Bert et Peter Bert ;
- Kinohold Bis SA agit en concertation avec M. Joost Bert ;
- Kinopolis Group SA, contrôlée par Kinohold Bis SA, détenait 397 396 actions, soit 1,45 % des actions propres ;
- M. Joost Bert, agissant en concertation avec Kinohold Bis SA et avec Pentascoop SA (une société qu'il contrôle à 100 %), détenait 492 218 actions, soit 1,80 % des actions de la Société.

Les modifications éventuelles communiquées depuis le 31 décembre 2022 peuvent être consultées sur : www.kinopolis.com/corporate.

Structure de l'actionariat au 31 décembre 2022

ACTIONNAIRE	NOMBRE D' ACTIONS	%
Kinohold BIS SA	12 600 050 ⁽¹⁾	46,04
M. Joost Bert	492 218 ⁽¹⁾⁽²⁾	1,80
Kinopolis Group SA	397 396	1,45
Free Float, dont :	13 875 533	50,71
- BNP Paribas Asset Management SA	1 366 585	4,99
TOTAL	27 365 197	100 %

(1) Tenant compte de la recertification à effectuer de 80 001 actions de STAK Kinohold par Pentascoop SA, Adorea SRL et Movieking SRL.

(2) Y compris Pentascoop SA.

MODIFICATION DES STATUTS

Les statuts peuvent faire l'objet de modifications moyennant le respect des dispositions du CSA.

Aucune modification des statuts n'a été apportée en 2022.

CONSEIL D'ADMINISTRATION ET COMITÉS SPÉCIAUX

La Société a opté pour une structure de gouvernance moniste, selon laquelle le Conseil d'Administration est autorisé à accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet de la Société, à l'exception de ceux pour lesquels l'Assemblée Générale est compétente. La Société considère que cette structure de gouvernance moniste est la forme de gouvernance la plus appropriée, qu'elle permet une prise de décision rapide et qu'elle a déjà fait la preuve de son efficacité.

COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION



M. Joost Bert, représentant permanent de Pentascoop SA

Président du Conseil d'Administration et du Comité des Nominations et des Rémunérations

M. Joost Bert est Président du Conseil d'Administration depuis 2018, après avoir exercé les fonctions de CEO et de co-CEO au sein de la Société fondée en 1997 par les familles Bert et Claeys, devenue depuis un acteur mondial du secteur du cinéma et toujours contrôlée par la famille Bert.

Autres fonctions dans des sociétés cotées en bourse :

M. Bert (Pentascoop SA) n'exerce aucun mandat dans d'autres sociétés cotées en bourse.



M. Eddy Duquenne

Administrateur Délégué

M. Eddy Duquenne, titulaire d'un Master en économie appliquée, est CEO (co-CEO jusqu'en 2018) et Administrateur Délégué de Kinopolis Group depuis 2008. Avant cette période, il a acquis une expertise en matière de gestion et de finance dans les secteurs des loisirs, de la gestion immobilière et de la finance, au sein du groupe de vacances Sunparks (1998-2007), dont il a été le co-CEO, et au sein du secteur bancaire.

Autres fonctions dans des sociétés cotées en bourse :

M. Duquenne n'exerce aucun mandat dans d'autres sociétés cotées en bourse.



Mme Marion Debruyne, représentante permanente de Marion Debruyne SRL

Administrateur indépendant

Le professeur Marion Debruyne a suivi une formation d'ingénieur civil (Université de Gand, 1995) et a obtenu un doctorat de la Faculté de sciences économiques appliquées (Université de Gand, 2002). Elle a enseigné à la Wharton School (Université de Pennsylvanie), à la Kellogg Graduate School of Management et à la Goizueta Business School, toutes situées aux États-Unis. Marion Debruyne a été nommée Doyenne de la Vlerick Business School en 2015 et est également Administrateur de Guberna, l'Institut des Administrateurs. Mme Debruyne possède une grande expertise en matière de stratégie marketing et de gestion de l'innovation.

Autres fonctions dans des sociétés cotées en bourse :

Mme Debruyne (Marion Debruyne SRL) est un administrateur non exécutif indépendant chez Ackermans & van Haaren SA.



M. Philip Ghekiere, représentant permanent de PGMS SA

Administrateur

M. Philip Ghekiere est titulaire d'un Master en droit (KUL) et d'un Master of Law (LLM NY University) et possède également une grande expertise en matière de financement des entreprises. Il est Investment Partner dans la société d'investissement Dovesco. Auparavant, il a été Investment Director chez NPM Capital pendant 7 ans, associé de la société de services technologiques Capco pendant 8 ans et associé du cabinet d'avocats Loeff Claeys Verbeke (aujourd'hui Allen & Overy) pendant 10 ans.

Autres fonctions dans des sociétés cotées en bourse :

M. Ghekiere (PGMS SA) n'exerce aucun mandat dans d'autres sociétés cotées en bourse.



Mme Sonja Rottiers, représentante permanente de SL Advice SRL

Administrateur indépendant, membre du Comité d'Audit et du Comité des Nominations et des Rémunérations

Mme Sonja Rottiers est titulaire d'un Master en sciences économiques appliquées (option comptabilité et fiscalité) de l'Université d'Anvers et possède plus de 35 ans d'expérience professionnelle dans le secteur financier. Ainsi elle a occupé des postes de direction générale (niveau C) dans des compagnies d'assurance, principalement en tant que CFO (Dexia Insurance et Axa) et a également siégé au Conseil d'Administration de Leasinvest Real Estate SCA, AXA Holdings Belgium SA, ING Belgium SA et Touring Assurances. Après son dernier mandat au sein du Conseil d'Administration de la filiale européenne de Lloyd's, elle s'est concentrée sur des mandats non exécutifs dans divers secteurs, mettant à profit son expérience en matière de gestion générale, de gouvernance, de gestion des risques et d'expertise financière.

Autres fonctions dans des sociétés cotées en bourse :

Mme Rottiers (SL Advice SRL) est un administrateur indépendant et non exécutif de bpost SA, où elle est Président du Comité d'Audit et de Risque.



Mme Marleen Vaesen, représentante permanente de MAVAC SRL

Administrateur indépendant et membre du Comité d'Audit

Mme Marleen Vaesen a obtenu un Master en sciences économiques appliquées à la KUL, a complété cette formation par un MBA à l'Université de Chicago et a également suivi un Advanced Management Program à l'Université de Harvard. Après avoir occupé divers postes de direction chez Procter&Gamble et Sara Lee, Mme Vaesen a occupé le poste de CEO chez Greenyard pendant 5 ans et chez Van de Velde SA pendant 4 ans.

Autres fonctions dans des sociétés cotées en bourse :

Mme Vaesen est administrateur non exécutif de Van de Velde SA.



M. Geert Vanderstappen, représentant permanent de Pallanza Invest SA

Administrateur et Président du Comité d'Audit

M. Geert Vanderstappen a obtenu son diplôme d'ingénieur civil en électronique en 1986. Il a ensuite complété ses études par un post-graduat en administration des affaires. M. Vanderstappen a commencé sa carrière à la Générale de Banque, d'abord en tant que Financial Engineering Officer, puis en tant que Corporate Officer. En 1993, il a rejoint le Spector Photo Group, où il est passé du poste de Group Controller à celui de General Manager Finance & IT après deux ans. De 1999 à 2016, il a été associé de Buy Out Fund SC. Depuis 2006, il est également associé de Pentahold SA.

Autres fonctions dans des sociétés cotées en bourse :

M. Vanderstappen (Pallanza Invest SRL) est administrateur non exécutif et Président du Comité d'Audit de Smartphoto Group depuis 2006.



M. Ignace Van Doorselaere, représentant permanent de 4F SRL

Administrateur indépendant et membre du Comité des Nominations et des Rémunérations

M. Ignace Van Doorselaere a obtenu un diplôme d'interprète de conférence anglais-espagnol à la Hogeschool Gent, après quoi il a obtenu un post-graduat supplémentaire en administration des affaires à l'Université Catholique de Louvain ainsi qu'un MBA à la Wharton School, Université de Pennsylvanie. Outre son expérience au Boston Consulting Group à Paris, M. Van Doorselaere a également pu développer ses compétences en matière de gestion en débutant chez AB-Inbev en 1990 en tant que Head of M&A, afin d'être nommé respectivement Head of Corporate Strategy Worldwide, puis General Manager AB-I Pays-Bas et enfin Executive Vice President Western Europe. En 2004, il a rejoint la société cotée en bourse Van de Velde en tant que CEO jusqu'à ce qu'il devienne CEO de Neuhaus en 2017.

Autres fonctions dans des sociétés cotées en bourse :

M. Van Doorselaere (4F SRL) n'exerce aucun mandat dans d'autres sociétés cotées en bourse.

Depuis le 8 mai 2019, le Conseil d'Administration est composé de 8 membres, dont 7 ont un rôle non exécutif et quatre doivent être considérés comme indépendants des actionnaires de référence et de la direction.

La Société considère Marion Debruyne SA, avec Mme Marion Debruyne en tant que représentante permanente, comme un administrateur indépendant, conformément à l'article 7:87 du CSA et à l'article 3.5 du Code belge de Gouvernance d'Entreprise 2020, étant donné qu'elle remplit tous les critères du Code belge de Gouvernance d'Entreprise 2020, à l'exception du fait que le mandat est exercé depuis plus de 12 ans, ce qui, selon la Société, n'empêche pas la position d'indépendance de l'administrateur. Mme Debruyne exerce en effet son mandat en toute indépendance par rapport à la vision du Management Exécutif et des actionnaires de référence et a toujours utilisé ses connaissances et son savoir-faire particuliers et spécifiques, issus entre autres de sa carrière académique, dans le seul intérêt de la Société et de ses parties prenantes.

Les autres administrateurs indépendants remplissent tous les critères décrits dans le CSA et le Code belge de Gouvernance d'Entreprise 2020 et ont été nommés sur proposition du Conseil d'Administration, qui a été conseillé par le Comité des Nominations et des Rémunérations. Dans le cadre de ces nominations, les actionnaires de référence n'ont pas fait usage de leur droit de proposition.

Le Conseil d'Administration révisé régulièrement ses critères de composition ainsi que ceux de ses Comités, en fonction des évolutions, perspectives et risques présents et à venir auxquels la Société peut être exposée, ainsi que compte tenu de ses objectifs stratégiques. Le Conseil d'Administration a veillé à assurer la nécessaire complémentarité et la diversité parmi ses membres, notamment en termes de genre et d'âge, et il a veillé à

préserver l'équilibre entre le renouvellement et la continuité afin de permettre un transfert efficace des connaissances acquises et de l'historique, mais en surveillant néanmoins les nouvelles tendances sociétales et autres, et ce, au sein du Conseil d'Administration comme de ses Comités.

Le Conseil d'Administration est présidé par Pentascoop SA, avec comme représentant permanent M. Joost Bert qui, compte tenu de sa connaissance et de son expérience approfondies du secteur cinématographique national et international, apporte au CEO le soutien et les conseils nécessaires, sans préjudice de ses responsabilités exécutives. Il aide également le Conseil d'Administration à mener un dialogue de qualité avec les actionnaires, y compris les actionnaires de référence, et contribue ainsi à la création d'une valeur durable pour la Société, en se concentrant sur les intérêts à long terme de toutes les parties prenantes.

En dérogation aux Articles 3.19 et suivants du Code belge de Gouvernance d'Entreprise 2020, le Conseil d'Administration n'a pas désigné de secrétaire car il est d'avis que cette tâche peut être assumée par le Président, avec l'aide du Corporate Counsel.

Le tableau ci-dessous récapitule la composition du Conseil d'Administration ainsi que la présence des administrateurs respectifs aux 7 réunions tenues en 2022.

RAPPORT D'ACTIVITÉS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Outre les tâches confiées au Conseil d'Administration par le CSA, les statuts et la Charte, les points suivants ont été abordés principalement :

- les résultats commerciaux et financiers ainsi que des prévisions ;

Composition du Conseil d'Administration

NOM	MANDAT	DATE DE FIN	PARTICIPATION AUX RÉUNIONS (7)
M. Joost Bert représentant permanent de Pentascoop SA ⁽¹⁾	Président	2024	Toutes les réunions
M. Eddy Duquenne ⁽²⁾	Administrateur Délégué	2024	Toutes les réunions
Mme Marion Debruyne représentante permanente de Marion Debruyne SRL	Administrateur indépendant	2023	Toutes les réunions
M. Philip Ghekiere ⁽¹⁾ représentant permanent de PGMS SA à partir du 11 mai 2022	Administrateur	2024	6 réunions
Mme Sonja Rottiers représentante permanente de SDL Advice SRL	Administrateur indépendant	2024	Toutes les réunions
Mme Marleen Vaesen représentante permanente de Mavac SRL	Administrateur indépendant	2024	Toutes les réunions
M. Geert Vanderstappen représentant permanent de Pallanza Invest SA ⁽¹⁾	Administrateur	2024	Toutes les réunions
M. Ignace Van Doorselaere représentant permanent de 4F SRL	Administrateur indépendant	2023	Toutes les réunions

(1) Représente les actionnaires de référence

(2) Administrateur exécutif



- la politique en matière de trésorerie et de financement ;
 - la stratégie en matière de durabilité et la structure de gouvernance correspondante ;
 - la stratégie à court et à long terme, y compris l'appétit pour le risque et les projets stratégiques en cours ;
 - le Profitplan 2023 ;
 - les projets cinématographiques et immobiliers en cours ;
 - les rapports du Comité d'Audit et du Comité des Nominations et des Rémunérations ;
 - la politique de rémunération ;
 - la politique ICT, y compris la politique en matière de sécurité ICT ;
 - les principaux risques de l'entreprise, y compris les risques sociaux et environnementaux, et les méthodes mises en œuvre pour les gérer ;
 - les rapports du Management Exécutif sur les programmes de Relations Investisseurs.
- les modifications proposées à la politique de rémunération ;
 - inclure le rapport des rémunérations dans le rapport annuel 2021 ;
 - les commentaires sur la politique de rémunération et le rapport des rémunérations à la suite de l'Assemblée Générale du 11 mai 2022 ;
 - l'adaptation de l'enveloppe des rémunérations du Management Exécutif ;
 - l'ajustement de l'enveloppe de rémunération du Conseil d'Administration ;
 - la fixation d'objectifs (tant quantitatifs que qualitatifs) pour la rémunération variable du Management Exécutif pour 2022, ainsi que la rémunération correspondante en cas de réalisation des objectifs ;
 - la sélection d'un nouveau CFO ;
 - le renouvellement des mandats d'administrateur.

En fonction des besoins ou de l'opportunité, d'autres thèmes ont été abordés, tels que les Ressources Humaines, la communication externe, les litiges et les questions juridiques et fiscales.

Sept réunions sont au moins prévues pour l'année 2023. Des réunions supplémentaires pourront être ajoutées en fonction des nécessités.

COMPOSITION ET RAPPORT D'ACTIVITÉS DU COMITÉ DES NOMINATIONS ET DES RÉMUNÉRATIONS

Conformément aux règles de gouvernance applicables en la matière, la Société dispose d'un Comité mixte, le Comité des Nominations et des Rémunérations. Ce Comité se compose des administrateurs non exécutifs suivants, en majorité des administrateurs indépendants possédant la compétence et l'expérience professionnelle nécessaires en matière de Ressources Humaines grâce à leurs activités professionnelles précédentes et/ou actuelles en tant que CEO :

- Pentascoop SA, avec M. Joost Bert en tant que représentant permanent qui préside le Comité ;
- 4F SRL, dont le représentant permanent est M. Ignace Van Doorselaere ;
- SDL Advice SRL, dont le représentant permanent est Mme Sonja Rottiers.

Le CEO peut assister aux réunions du Comité des Nominations et des Rémunérations sur invitation sans participer aux délibérations ou aux décisions.

Le Comité des Nominations et des Rémunérations s'est réuni 5 fois en 2022 sous la présidence de son Président, tous les membres du Comité étant présents à chaque réunion.

Lors de ces réunions, les points suivants ont été essentiellement abordés :

COMPOSITION ET RAPPORT D'ACTIVITÉS DU COMITÉ D'AUDIT

Conformément aux règles applicables en la matière, le Comité d'Audit est exclusivement composé d'administrateurs non exécutifs dont la majorité est aussi indépendant. Le Comité d'Audit dispose, de l'expertise nécessaire en ce qui concerne la comptabilité et l'audit, et il se compose comme suit :

- Pallanza Invest SRL, dont le représentant permanent est M. Geert Vanderstappen, qui associe une expérience de 5 ans en tant que Corporate Officer chez Corporate & Investment Banking à la Générale de Banque avec 7 ans d'expérience opérationnelle en tant que directeur financier chez Smartphoto ;
- Mavac SRL dont le représentant permanent est Mme Marleen Vaesen, qui a notamment occupé le poste de CEO chez Greenyard et a pris le poste d'administrateur non exécutif chez Van de Velde SA à partir du 1^{er} mai 2022 après y avoir assumé le rôle de CEO ;
- SDL Advice SRL, dont le représentant permanent est Mme Sonja Rottiers, qui a occupé le poste de CEO et d'Administrateur Exécutif chez Lloyds Insurance Company SA et de CFO chez Dexia Assurances et Axa Belgium.

Le CFO, le CEO, le Président du Conseil d'Administration et l'auditeur interne assistent aux réunions du Comité d'Audit.

Les représentants des actionnaires de référence peuvent également y assister sur invitation.

En 2022, le Comité d'Audit s'est réuni sous la présidence de son Président, M. Geert Vanderstappen, quatre fois en présence de tous les membres, et les points suivants ont principalement été examinés :

- les rapports financiers en général et le rapport financier annuel non-consolidé et consolidé, le rapport financier semestriel et les communiqués de presse y afférents en particulier ;

- la définition et le suivi des activités d'audit interne, y compris l'examen du rapport annuel du département d'audit interne et du plan d'audit interne 2023 ;
- le CMPC pour modèles d'investissement ;
- l'évaluation des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques pour s'assurer que les principaux risques sont identifiés et correctement gérés, y compris par le biais du plan d'action de gestion des risques annuel ;
- l'évaluation de l'efficacité du processus d'audit externe ;
- l'évaluation du fonctionnement de l'auditeur interne ;
- le monitoring du reporting financier et de sa conformité aux normes de reporting applicables ;
- la politique en matière de trésorerie ;
- l'évaluation du renouvellement du mandat de l'auditeur externe et préparation de la procédure de nomination d'un nouvel auditeur à partir de l'exercice 2024, lorsque le mandat de l'auditeur actuel aura atteint sa durée maximale ;
- l'audit des politiques de sécurité ICT et des rapports sur les risques liés aux ICT ;
- le suivi du règlement relatif aux services autres que d'audit.

ÉVALUATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION, DE SES COMITÉS ET DE SES ADMINISTRATEURS INDIVIDUELS

Dans le cadre de la tenue ouverte et transparente des réunions du Conseil d'Administration et des comités, leur fonctionnement et leurs prestations sont évalués de manière continue et informelle pendant les réunions. Il en va de même de l'interaction avec le CEO, qui fait l'objet de la même communication transparente.

Étant donné que les résultats de l'évaluation des performances menée en 2019 ont été discutés en 2020, une nouvelle évaluation formelle sera organisée en 2023.

DIVERSITÉ

Le Conseil d'Administration compte trois femmes en son sein, soit plus d'un tiers du Conseil d'Administration, et satisfait donc aux exigences légales aux termes desquelles un tiers au moins des membres du Conseil d'Administration doit être d'un autre sexe que les autres membres.

Dans les années à venir, le Conseil d'Administration prêtera une attention particulière, dans sa politique en matière de diversité, outre l'accent mis sur le genre, les compétences et l'âge, à l'expérience de gestion internationale de ses administrateurs, et ce, afin de lui permettre de contrôler de près le contexte et la structure sociaux et économiques dans les différentes régions géographiques où opère Kinopolis Group. Les objectifs de diversité ci-dessus ont été intégrés au processus de sélection utilisé par le Comité des Nominations et des Rémunérations et le Conseil d'Administration dans la recherche de nouveaux candidats administrateurs et ont entre autres permis que le Conseil

d'Administration compte maintenant trois femmes et qu'il soit aussi composé d'administrateurs ayant des profils complémentaires en termes de compétence, connaissance et expérience, dont une expérience de management international.

MANAGEMENT EXÉCUTIF

Depuis la démission en 2018 de M. Bert en tant qu'Administrateur Délégué, M. Duquenne est le seul membre du Management Exécutif en tant que CEO. Le Conseil d'Administration a le pouvoir de nommer d'autres membres du Management Exécutif et discute chaque année de manière informelle du plan de succession du CEO. Compte tenu de la composition ci-dessus et du fait qu'aucun comité de direction formel ou informel n'a été créé au sein de Kinopolis Group, aucune politique de diversité spécifique applicable aux personnes en charge de la gestion quotidienne n'a été développée, néanmoins l'accent est mis sur l'expérience, les connaissances, les compétences et le savoir-faire requis pour l'exercice de la fonction. Ce principe s'applique à l'ensemble de l'organisation, quels que soient la nationalité, l'origine culturelle, l'âge ou le sexe des collaborateurs, comme est expliqué dans le volet ESG du présent rapport annuel.

POLITIQUE INSIDER TRADING – CODE DE CONDUITE – TRANSACTIONS ENTRE ENTREPRISES LIÉES

Le Dealing Code approuvé en 2016 et actualisé en 2019 s'applique à tous les membres du Conseil d'Administration, au CEO, aux personnes qui lui sont proches, ainsi qu'à toute personne pouvant avoir accès à des informations privilégiées dites d'initié. Le Protocole impose aux personnes concernées d'exécuter leurs transactions boursières en stricte conformité avec la législation européenne et nationale, ainsi qu'avec les directives du Conseil d'Administration. En tant que Compliance Officer, le CFO est chargé de veiller au respect des règles relatives aux abus de marché énoncées dans le Protocole.

Depuis 2013, un Code de Conduite est également en vigueur, contenant les directives, valeurs et standards requis relatifs à l'éthique et aux bonnes conduites que Kinopolis Group souhaite voir appliquer avec les collaborateurs, les clients, les fournisseurs, les actionnaires et le grand public. Ce document rappelle également aux employés que toute forme de corruption est inacceptable et qu'aucun cadeau personnel ne peut être accepté, à l'exception de petits cadeaux conformes aux pratiques généralement admises au sein de la Société. Cette culture d'entreprise est appliquée à tout moment par tous les employés de la Société.

Les transactions minimales entre entreprises liées, figurant dans les notes explicatives aux comptes annuels consolidés, ont été accomplies en toute transparence avec le Conseil d'Administration.



I. INTRODUCTION

La Politique de Rémunération de Kinepolis Group SA (ci-après Kinepolis) vise à attirer, motiver et garder à bord les membres du Conseil d'Administration et de la direction qui, grâce à leurs connaissances et expériences approfondies, complémentaires et internationales, peuvent poursuivre le développement et la mise en œuvre de la stratégie de création de valeur durable et à long terme de Kinepolis. Le Conseil d'Administration, sur proposition du Comité des Nominations et des Rémunérations, a adopté la Politique de Rémunération en 2021 et l'a légèrement modifiée en 2022 (<https://corporate.kinepolis.com/fr/politique-de-remuneration>), après quoi elle a été approuvée par l'Assemblée Générale du 12 mai 2021 et du 11 mai 2022, respectivement, conformément aux nouvelles exigences de l'article 7:89/1 du Code belge des Sociétés et des Associations (ci-après CSA). La Politique de Rémunération de Kinepolis définit les principes de rémunération des membres du Conseil d'Administration et du Management Exécutif qui se compose actuellement du CEO.

Kinepolis attache une grande importance à l'opinion de ses parties prenantes et a donc analysé en profondeur les votes exprimés lors de l'Assemblée Générale de 2021 et, le cas échéant, en a tenu compte dans la Politique de Rémunération modifiée, approuvée par l'Assemblée Générale de 2022 et applicable pour les exercices 2022 à 2025. La même analyse a été faite pour les observations faites à la suite de l'Assemblée Générale de 2022.

II. PRINCIPES GÉNÉRAUX DE LA POLITIQUE DE RÉMUNÉRATION DE KINEPOLIS

La rémunération pour la période 2022 a été allouée au Conseil d'Administration et au Management Exécutif et basée sur des principes inclus dans la Politique de Rémunération renouvelée telle qu'approuvée lors de l'Assemblée Générale du 11 mai 2022.

La Politique de Rémunération vise à permettre à Kinepolis d'attirer, de développer et de retenir les talents adéquats pour le Conseil d'Administration et le Management Exécutif, et de veiller à ce qu'ils soient rémunérés en fonction de leur contribution à la stratégie à long terme de Kinepolis, c'est-à-dire de rester un Groupe résilient, durable et innovant, avec une valeur ajoutée significative pour toutes les parties prenantes.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

La rémunération globale du Conseil d'Administration est décidée chaque année par l'Assemblée Générale sur proposition du Conseil d'Administration, assisté par le Comité des Nominations et des Rémunérations, et basé sur des principes énoncés dans la Politique de Rémunération approuvée par l'Assemblée Générale. Le mécanisme susmentionné garantit qu'aucun conflit d'intérêts ne puisse se produire.

Le Président du Conseil d'Administration, ainsi que l'Administrateur Délégué, se voient attribuer un montant annuel fixe, comme le prévoit la Politique de Rémunération approuvée par l'Assemblée Générale en 2022 (voir le tableau ci-dessous).

Le montant annuel fixe alloué au Président comprend également une rémunération pour la présidence et la participation au Comité des Nominations et des Rémunérations et pour la participation en tant qu'administrateur non exécutif aux Conseils d'Administration d'autres sociétés du Groupe et est déterminé en tenant compte du fait que le Président représente Kinepolis intensivement sur la scène internationale pour le secteur du cinéma.

Conformément à la politique de rémunération, la rémunération des autres membres non exécutifs du Conseil d'Administration consiste en une rémunération fixe composée d'un montant de base annuel pour la participation à un minimum de 6 réunions, d'un jeton de présence pour la participation aux réunions de comités et d'un montant fixe annuel supplémentaire pour le Président du Comité d'Audit et du Comité des Nominations et des Rémunérations s'il s'agit d'une personne autre que le Président du Conseil d'Administration.

Il n'y a pas d'actions qui ont été attribuées aux administrateurs non exécutifs dans le cadre de leur rémunération, vu que Kinepolis estime que sa stratégie et son mode de fonctionnement général, visant à créer une valeur durable à long terme, font intrinsèquement partie de la vision du Conseil d'Administration et qu'il n'est pas nécessaire de lier (partiellement) la rémunération des administrateurs non exécutifs à des actions de Kinepolis. Les administrateurs non exécutifs ne reçoivent pas de bonus, ni de programmes d'incitants à long terme liés à des actions, ni d'avantages en nature (sauf le fait de pouvoir assister à un certain nombre de séances cinématographiques par an).

	ACTIVITÉS RELATIVES AU CONSEIL D'ADMINISTRATION		ACTIVITÉS RELATIVES À UN COMITÉ ⁽¹⁾	
	RÉMUNÉRATION FIXE ANNUELLE	JETON DE PRÉSENCE POUR UN MINIMUM DE 6 RÉUNIONS	RÉMUNÉRATION FIXE ANNUELLE	JETON DE PRÉSENCE PAR RÉUNION
Président	570 000 €	S.o.	12 000 €	3 000 €
Membre	S.o.	37 500 €	S.o.	3 000 €

(1) Si le Président du Conseil d'Administration est Président d'un comité, aucune rémunération supplémentaire n'est accordée.

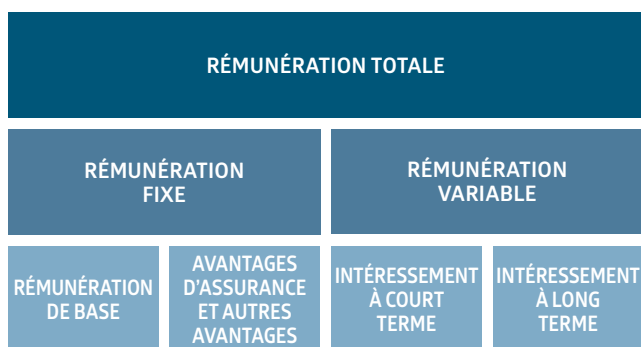
MANAGEMENT EXÉCUTIF

Le Conseil d'Administration fixe la rémunération des membres du Management Exécutif sur proposition du Comité des Nominations et des Rémunérations, en tenant compte de l'expérience, du niveau de responsabilités, des performances et des résultats de référence d'entreprises comparables.

Chaque année, le Conseil d'Administration, sur l'avis du Comité des Nominations et des Rémunérations et conformément à la politique de rémunération, détermine les critères de performance à atteindre par les membres du Management Exécutif au cours de l'année à venir. Ces critères favorisent une gestion saine et efficace des risques et découragent la prise de risques au-delà des limites de tolérance de la Société.

Après l'adoption des comptes annuels de l'exercice concerné, le Comité des Nominations et des Rémunérations évalue la réalisation ou la non-réalisation de ces critères de performance et, sur la base de cette évaluation, le Conseil d'Administration détermine le montant de la rémunération variable.

Comme le stipule la politique de rémunération, la rémunération du Management Exécutif peut être composée de quatre éléments : (i) une rémunération de base, (ii) des avantages d'assurance et autres avantages, (iii) un intéressement à court terme (ICT) et (iv) un intéressement à long terme (ILT).



Étant donné que le Management Exécutif détient déjà un nombre important et significatif d'actions et d'options sur actions de la Société dans son portefeuille et que ses intérêts sont donc alignés aux intérêts à long terme de Kinopolis, aucune exigence minimale explicite concernant la détention d'actions de Kinopolis n'a été incluse dans la Politique de Rémunération de Kinopolis.

Rémunération fixe

(i) Rémunération de base

La rémunération de base est fixée tous les deux ans et est revue par le Conseil d'Administration sur proposition du Comité des Nominations et des Rémunérations. Elle reflète l'expérience, les compétences, les activités et les

responsabilités de la personne concernée. L'évaluation tient compte d'un certain nombre de critères, tels que :

- des données de référence provenant d'entreprises faisant partie du Cadre de Référence afin de s'assurer que la rémunération est conforme au marché, en tenant compte du fait que le Management Exécutif travaille ou non sur une base indépendante. Le Cadre de Référence consiste en une sélection d'entreprises belges cotées en bourse dont les activités internationales, le chiffre d'affaires et le nombre d'employés sont similaires à ceux de Kinopolis ;
- des changements dans le profil de fonction, tels que des changements dans le niveau des responsabilités ou dans la complexité de la fonction ; et/ou
- des changements dans la taille ou les activités de Kinopolis.

(ii) Avantages d'assurance et autres avantages

À l'exception d'un défraiement annuel forfaitaire de 9 000 € et d'une assurance responsabilité civile des administrateurs et des directeurs, les membres du Management Exécutif ne bénéficient d'aucun avantage en nature. Conformément aux pratiques du marché, la politique de rémunération modifiée prévoit également que le Conseil d'Administration intègre les contributions à un régime de retraite dans la rémunération du Management Exécutif.

Rémunération variable

L'objectif de la composante variable est de veiller à l'alignement des intérêts du Management Exécutif sur ceux de Kinopolis et de ses parties prenantes, autrement dit, qu'ils conduisent à une création de valeur durable à long terme et qu'ils fournissent les incitants appropriés pour optimiser les objectifs à court et à long terme du Groupe et de ses parties prenantes.

Considérant que les critères de performance sont fixés de manière à contribuer intrinsèquement à la création d'une croissance et d'une valeur durables à long terme, l'Assemblée Générale du 12 mai 2021 a approuvé, conformément à l'article 7:91 du CSA, la proposition du Conseil d'Administration de fonder la rémunération variable annuelle intégrale du Management Exécutif pour les périodes allant de 2021 à 2024 sur des indicateurs de performance objectifs et mesurables, à mesurer sur une période d'un an.

(i) Intéressement à court terme (ICT)

Bien que l'intéressement à court terme soit attribué annuellement, il est basé sur la réalisation d'objectifs qui favorisent et/ou soutiennent la stratégie à long terme et les priorités stratégiques essentielles de Kinopolis.

Conformément au principe 7.10 du Code belge de Gouvernance d'Entreprise 2020, l'intéressement à court terme (en cas de réalisation de tous les objectifs) est fixé par le Conseil d'Administration sur une base semestrielle à un pourcentage de la rémunération fixe, en veillant à assurer



un rapport approprié entre la rémunération fixe et la rémunération variable. Ce ICT peut être porté à un maximum de 100 % de la rémunération fixe, qui est alors également le plafond de la rémunération variable uniquement en cas de surperformance significative ou de performance exceptionnelle.

Les objectifs se composent généralement d'objectifs quantitatifs et qualitatifs, 30 % de la rémunération variable étant liés à la réalisation des objectifs qualitatifs (un mix d'objectifs qualitatifs individuels et d'objectifs qualitatifs au niveau de l'entreprise à atteindre sur une période d'un an), et 70 % étant liés à la réalisation des objectifs quantitatifs qui promeuvent et/ou soutiennent la création de valeur durable.

En ce qui concerne les objectifs quantitatifs, le Conseil d'Administration utilise, lors de « périodes hors coronavirus », l'évolution de l'EBITDAL réalisé par rapport aux objectifs fixés par le Conseil d'Administration comme critère de performance, étant donné que ce critère est le paramètre pertinent pour mesurer l'évolution de la création de valeur au sein de Kinopolis. Si l'EBITDAL de l'année en question se situe dans la fourchette prédéterminée, un montant compris entre 0 et 100 % de la rémunération variable liée à la réalisation des objectifs quantitatifs est versé au prorata.

Les critères qualitatifs sont basés sur (a) la stratégie connue des trois piliers de Kinopolis (meilleur exploitant de cinéma, meilleur marketeur, meilleur gestionnaire immobilier), (b) sa stratégie d'expansion interne et externe et (c) sa stratégie de durabilité.

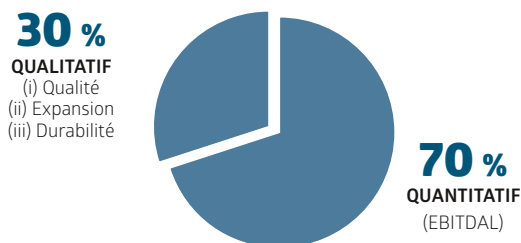
Les objectifs et étapes spécifiques sont fixés et revus chaque année par le Conseil d'Administration sur proposition du Comité des Nominations et des Rémunérations.

(ii) Intéressement à long terme (ILT)

Étant donné que 90 000 options d'achat d'actions ont été attribuées à l'actuel Management Exécutif en 2017 en application du plan d'options d'achat d'actions de 2016, et vu la position actionnariale déjà importante du Management Exécutif, le Conseil d'Administration considère que cet élément, ainsi que les autres composantes de la rémunération, est suffisamment équilibré pour aligner les différents intérêts des parties concernées et encourager la mise en œuvre d'une stratégie de croissance rentable et durable.

Le plan d'options sur actions susmentionné a été approuvé par l'Assemblée Générale le 11 mai 2016. Dans le cadre de ce plan, 543 304 options (arrivant à échéance le 10 mai 2024) sur des actions existantes ont pu être attribuées à l'ancien Président du Conseil d'Administration, au Management Exécutif et aux cadres éligibles de la Société ou de ses filiales, afin de permettre aux personnes susmentionnées

INTÉRESSEMENT À COURT TERME



de participer à la valeur actionnariale à long terme à laquelle elles contribuent, en alignant leurs intérêts sur ceux des actionnaires. En octroyant des options sur actions, Kinopolis vise à attirer, motiver, fidéliser et conserver à long terme les meilleurs talents de management.

Compte tenu, entre autres, de la législation fiscale belge en vertu de laquelle les options sur actions sont imposées lors de leur attribution, conformément à la pratique du marché belge pour les petites et moyennes entreprises, l'attribution d'options sur actions n'a pas été liée à des critères de performance prédéterminés et objectivement quantifiables. En outre, l'intérêt à long terme du Management Exécutif est considéré comme suffisamment aligné sur celui de Kinopolis, étant donné que la valeur de l'élément de rémunération est liée à l'évolution à long terme du cours de l'action.

L'objectif de maintenir les personnes clés précieuses, qui contribuent à la croissance durable à long terme de Kinopolis, a été atteint en partie grâce au fait que les options sur actions acquises ne peuvent être exercées qu'à partir de la 4^e année suivant leur attribution.

Les principales caractéristiques des options sur actions peuvent être résumées comme suit :

- Le prix d'exercice a été fixé conformément à la loi belge sur les options sur actions ;
- Les options acquises peuvent être exercées à partir de la 4^e année suivant la date de leur attribution ;
- La durée des options est limitée à 8 ans après la date d'approbation du plan par l'Assemblée Générale ;
- Les options sont soumises à des dispositions de « Bad leaver » ;
- Les options ne sont pas transférables, sauf en cas de décès.

La politique de rémunération prévoit en outre la possibilité de mettre en œuvre de nouveaux plans d'options sur actions pour les membres du personnel et les administrateurs exécutifs de la Société (ou d'une filiale), conformément à la législation locale et aux pratiques de bonne gouvernance d'entreprise, et ce, pour un maximum de 5 % du capital social en circulation.

Disposition de récupération

L'Assemblée Générale du 11 mai 2022 a approuvé la proposition du Conseil d'Administration d'inclure une disposition de récupération dans les accords contractuels avec le Management Exécutif à compter du 1^{er} janvier 2022.

Cette disposition permet au Conseil de récupérer tout ou une partie des rémunérations variables versées :

- (i) si les résultats financiers sur la base desquels la rémunération variable est calculée contiennent une inexactitude significative entraînant un ajustement des résultats audités de la Société ; ou
- (ii) en cas de fraude ou d'intention malveillante de la part d'un membre du Management Exécutif ayant un effet négatif important sur les résultats financiers de la Société sur lesquels la rémunération variable est calculée.

La clause de récupération peut être appliquée pendant une période de 3 ans après le versement de la rémunération variable.

III. APPLICATION DE LA POLITIQUE EN 2022

Le Rapport des rémunérations donne un aperçu de la Politique de rémunération telle qu'elle a été appliquée en 2022, en tenant compte, le cas échéant, des commentaires des actionnaires.

Le secteur cinématographique international a continué à être affecté par la crise de la Covid-19 au cours de la dernière année. Ainsi, au premier trimestre 2022, la plupart des pays étaient encore soumis à des mesures Covid (notamment des

restrictions de capacité, l'obligation de port de masque buccal, le pass Covid et, dans certains pays, une heure de fermeture anticipée des cinémas et la fermeture des boutiques) et les cinémas néerlandais, ainsi qu'une partie des cinémas canadiens, sont restés fermés jusqu'à la fin du mois de janvier 2022. Malgré ces conséquences financières et opérationnelles persistantes liées au Covid-19, Kinopolis a réussi à construire un nouveau cinéma en 2022, à en acquérir 3 autres et à devenir l'un des acteurs les plus solides du secteur d'un point de vue financier, notamment grâce à une rentabilité et à une solidité financière nettement accrues. En 2022, par exemple, 90,6 % du chiffre d'affaires de l'année 2019, une année particulièrement bonne, ont été réalisés alors que la fréquentation ne s'est rétablie qu'à 72,7 % et que l'EBITDAL par visiteur a atteint son niveau le plus élevé, à savoir 3,89 €.

RÉMUNÉRATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Conseil d'Administration a été rémunéré conformément aux principes énoncés dans la Politique de rémunération renouvelée en 2022.

Tous les membres du Conseil d'Administration, ainsi que les administrateurs des filiales de la Société, sont assurés par une « Police de responsabilité civile des administrateurs », dont la prime totale s'élève à 64 500 € hors taxes, et qui est prise en charge par Kinopolis.

À l'exception du droit d'assister à des projections de films dans les cinémas Kinopolis, les administrateurs non exécutifs n'ont pas reçu d'autres rémunérations, avantages, bonus liés aux actions ou autres primes d'intéressement de la part de Kinopolis en 2022.

Résumé des rémunérations fixes annuelles et des jetons de présence applicables pour l'exercice 2022

NOM	TITRE	RÉMUNÉRATION POUR RÉUNIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION	RÉMUNÉRATION POUR RÉUNIONS D'UN COMITÉ	RÉMUNÉRATION TOTALE 2022 ⁽¹⁾
M. Joost Bert représentant permanent de Pentascoop SA	Président du Conseil d'Administration et du Comité des Nominations et des Rémunérations	570 000 €	-	570 000 €
M. Eddy Duquenne	Administrateur Délégué	37 500 €	-	37 500 €
Mme Marion Debruyne représentante permanente de Marion Debruyne SRL	Administrateur indépendant	37 500 €	-	37 500 €
M. Philip Ghekiere représentant permanent de PGMS SA	Administrateur	37 500 €	-	37 500 €
Mme Sonja Rottiers représentante permanente de SDL Advice SRL	Administrateur indépendant	37 500 €	27 000 €	64 500 €
Mme Marleen Vaesen représentante permanente de Mavac SRL	Administrateur indépendant	37 500 €	12 000 €	49 500 €
M. Geert Vanderstappen représentant permanent de Pallanza Invest SA	Administrateur et Président du Comité d'Audit	37 500 €	24 000 €	61 500 €
M. Ignace Van Doorselaere représentant permanent de 4F SRL	Administrateur indépendant	37 500 €	15 000 €	52 500 €
TOTAL				910 500 €

(1) Tous les montants sont bruts avant impôts.



Comme indiqué les années précédentes, 45 000 options sur actions au titre du Plan d'options sur actions de 2016 ont été attribuées en 2017 à l'ancien Président du Conseil d'Administration en sa qualité de co-CEO et le même nombre à M. Ghekiere en sa qualité de Président exécutif du Conseil d'Administration.

Ces options sont entièrement acquises et exercisables pour chacun des administrateurs susmentionnés. Les administrateurs susmentionnés n'ont exercé aucune de ces options sur actions en 2022.

RÉMUNÉRATION DU CEO

Enveloppe de rémunération

En 2022, le Comité des Nominations et des Rémunérations et le Conseil d'Administration ont évalué l'enveloppe de rémunération du CEO conformément aux principes décrits dans la Politique de rémunération.

Après analyse des données de référence de sociétés cotées comparables et résultant d'une étude externe des rémunérations de dirigeants exécutifs, et compte tenu de l'augmentation des tâches et responsabilités du Management Exécutif en raison de l'expansion géographique et quantitative du Groupe et des résultats en matière de création de valeur durable, le Conseil d'Administration a décidé, après avis du Comité des Nominations et des Rémunérations, de fixer comme suit l'enveloppe de rémunération de la SRL Eddy Duquenne, qui n'a plus été adaptée depuis 2018, avec effet au 1^{er} janvier 2022 :

- i. *Composante fixe* :
 - Rémunération de base : 786 000 €
 - Défraiement forfaitaire : 9 000 €
 - Autres avantages : conformément aux pratiques du marché dans des sociétés cotées comparables, des contributions au régime de retraite peuvent également être accordées.
- ii. *Composante variable* :
 - Intéressement à court terme (ICT) : Si tous les objectifs de performance, tels que fixés annuellement par le Conseil d'Administration, sont atteints, une rémunération variable d'un montant de 520 000 €

peut être attribuée ; il est également possible d'attribuer une prime en cas de performance exceptionnel pouvant s'élever à 266 000 € en cas de dépassement significatif des objectifs ou de performances exceptionnelles ;

- Intéressement à long terme (ILT) : La possibilité de prévoir de nouvelles options d'achat d'actions ou des plans similaires sera étudiée plus avant.

Il s'agit de veiller à maintenir un équilibre approprié et motivant entre la partie fixe et la partie variable. Dans le cadre du programme actuel, la part variable représente environ 40 % de la rémunération totale si tous les objectifs sont atteints et jusqu'à 50 % en cas de performances exceptionnelles.

L'enveloppe de rémunération telle qu'appliquée en 2022

Rémunération de base

Le salaire de base pour l'exercice 2022 était de 786 000 €.

Assurance et autres avantages

À l'exception d'une allocation annuelle de frais de 9 000 € et d'une assurance responsabilité civile des administrateurs et des directeurs, les membres du Management Exécutif ne bénéficient d'aucun avantage en nature ni contribution à un régime de retraite.

Rémunération variable (ICT) pour l'exercice 2021

Étant donné que le Conseil d'Administration base sa décision concernant la réalisation des objectifs de performance et donc l'octroi de la rémunération variable, entre autres, sur les résultats financiers approuvés par l'Assemblée Générale en mai de chaque année, les informations concernées se rapportent toujours à l'exercice financier précédant l'année sous rapport et donc, dans le cas présent, à l'exercice 2021.

Étant donné que le secteur du cinéma, et donc Kinopolis, a continué à faire face à des fermetures dans différents pays et/ou à des mesures ayant un impact significatif sur l'exploitation et les résultats financiers des cinémas en 2021, le Management Exécutif a décidé, comme en 2020, de ne pas réclamer de rémunération variable pour l'exercice 2021.

Rémunération totale accordée en 2022

EDDY DUQUENNE SRL	RÉMUNÉRATION FIXE		RÉMUNÉRATION VARIABLE À COURT TERME	POSTE EXCEPTIONNELS	COÛTS DE RETRAITE	RÉMUNÉRATION TOTALE	RAPPORT ENTRE RÉMUNÉRATION FIXE ET VARIABLE
	DE BASE	AVANTAGES SUPPLÉMENTAIRES ⁽¹⁾					
2022	786 000 €	9 000 €	0	0	0	795 000 €	Fixe : 100 % – Variable : 0 %

(1) Défraiement forfaitaire

Intéressements à long terme (LTI)

Conformément au plan d'options sur actions de 2016, la dernière tranche d'options sur actions attribuées en 2017 a été exercé au début de 2022. L'attribution d'options sur actions dans le cadre du plan d'options sur actions 2016 n'est donc pas soumis à des critères prédéterminés, compte tenu

de l'objectif du plan qui est d'attirer et de retenir les meilleurs talents en matière de gestion et compte tenu de la législation fiscale belge qui prévoit une imposition préalable des options sur actions. Le Management Exécutif n'a pas exercé d'options sur actions en 2022 et aucune option sur actions supplémentaire n'a été attribuée.

BÉNÉFICIAIRE	NOMBRE D'OPTIONS ATTRIBUÉES EN 2017	NOMBRE D'OPTIONS QUI EST DEVENU EXERCISABLE EN 2022	NOMBRE TOTAL D'OPTIONS EXERCÉ	NOMBRE D'OPTIONS EXERCÉES
Eddy Duquenne	90 000	15 030	90 000	0

IV. INDEMNITÉS DE DÉPART

Aucune indemnité de départ n'a été versée, car aucun membre du Conseil d'Administration ou du Management Exécutif n'a quitté la Société en 2022.

V. DROITS DE RÉCUPÉRATION

En 2022, aucune circonstance susceptible de donner lieu à une récupération totale ou partielle de la rémunération variable ne s'est produite.

VI. ÉVOLUTION DE LA RÉMUNÉRATION ET DES PERFORMANCES DE KINEPOLIS

	2018	2019	2020	2021	2022
Rémunération des administrateurs	+89,73 % ⁽¹⁾	+19,52 %	-21,90 % ⁽²⁾	+27,87 %	-2,45 %
Rémunération Eddy Duquenne, CEO ⁽³⁾	+19,74 %	+1,08 %	+10,57 % ⁽⁴⁾	-42,1 %	+8,27 %
Rémunération Joost Bert, CEO	-34,98 %	-100 % ⁽⁵⁾	-	-	-
Bénéfice net	-3,38 %	+14,69 %	-227,11 %	+63,53 %	+208 %
EBITDA ajusté	+14,10 %	+46,34 %	-89,96 %	+313,11 %	+108,9 %
Rémunération moyenne des salariés ⁽⁶⁾	+5 %	-14 %	-31 % ⁽⁷⁾	+21 %	+24 %

(1) L'augmentation s'explique par la nomination d'un nouveau Président avec effet au 11 mai 2018.

(2) La rémunération du Conseil d'Administration a été réduite de 20 % en 2020.

(3) Dans cette évolution, nous avons pris en compte la rémunération totale où, comme pour la STI, le montant accordé pour les objectifs atteints l'année précédente a été pris en compte ; la rémunération en tant qu'administrateur n'est pas incluse dans l'évaluation.

(4) Pour maintenir la comparabilité, le paiement différé en 2021 de la commission de performance variable en 2019, conformément au reporting de Kinopolis, a été ajouté à la rémunération de 2020.

(5) M. Bert a été CEO jusqu'au 10 mai 2018.

(6) L'évolution est basée sur le coût salarial de Kinopolis Group SA de tous les collaborateurs et de toutes les personnes physiques et morales liées à Kinopolis par un contrat de gestion ou similaire et tient compte de la rémunération fixe et variable, du pécule de vacances, des primes de fin d'année, de tous les avantages extralégaux et des cotisations de l'employeur.

(7) Chiffre corrigé, car le chiffre sous rapport en 2020 était erroné.

VII. RAPPORT ENTRE LA RÉMUNÉRATION LA PLUS ÉLEVÉE ET LA PLUS BASSE

Le rapport entre la rémunération la plus élevée et la plus basse au sein de Kinopolis Group SA est de 17,35. Toutes les composantes de la rémunération sont prises en compte pour déterminer ce facteur. Plus précisément, pour la rémunération la plus basse, il s'agit de la rémunération fixe, de la rémunération variable, du pécule de vacances, de la prime de fin d'année, de tous les avantages extralégaux et des cotisations de l'employeur.

VIII. VOTE DES ACTIONNAIRES

Conformément à l'article 7:149, troisième alinéa du CSA, Kinopolis a soigneusement évalué et, dans la mesure du possible, examiné les votes exprimés par les actionnaires avec ses actionnaires (représentés), mais le Conseil d'Administration estime que la Politique de rémunération approuvée est une politique équilibrée et transparente adaptée aux besoins du type de société qu'est Kinopolis.

Les objectifs de performance quantitatifs et/ou qualitatifs fixés annuellement sont des moteurs essentiels d'optimisation des performances financières et opérationnelles à long terme de Kinopolis, comme l'a clairement apprécié la communauté des investisseurs et comme l'ont clairement démontré les résultats financiers avant, pendant et après la pandémie de Covid-19.

Néanmoins, dans le présent Rapport des rémunérations, Kinopolis a expliqué, le cas échéant, les raisons des choix opérés en matière de Politique de rémunération et, en outre, conformément au Code belge de Gouvernance d'Entreprise 2020 en 2022, un mécanisme de récupération de la rémunération variable du Management Exécutif a été introduit, comme commentarié ci-dessus.

Kinopolis apprécie les commentaires de ses actionnaires et continuera à en tenir compte lors des discussions du Comité des Nominations et des Rémunérations en 2023.

PRINCIPALES CARACTÉRISTIQUES DES SYSTÈMES DE CONTRÔLE INTERNE ET DE MAÎTRISE DES RISQUES

Conformément aux Règles de Gouvernance d'Entreprise et aux diverses réglementations pertinentes, la Société a mis au point un processus de gestion des risques. Kinopolis Group emploie en l'occurrence le « Cadre de référence de gestion des risques de l'entreprise » développé par le « Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission (COSO) ». Ce cadre intègre tant les processus de contrôle interne que de maîtrise des risques. Il vise l'identification et la maîtrise des risques stratégiques, opérationnels et de reporting, ainsi que les risques en matière de législation et de réglementation, en vue de la réalisation des objectifs de l'entreprise.

Kinopolis Group fait appel à ce modèle dans les mesures prises pour maîtriser les risques susmentionnés au niveau des processus d'exploitation et dans le reporting financier. Il est appliqué de la façon la plus uniforme possible dans les différentes divisions et filiales. Il couvre les différents éléments conformément aux prescriptions du modèle de référence, ainsi que les divers rôles et responsabilités en matière de contrôle interne et de maîtrise des risques.

RÔLES ET RESPONSABILITÉS

Au sein du Kinopolis Group, la maîtrise des risques n'incombe pas seulement au Conseil d'Administration et au Management Exécutif : chaque employé est responsable de la bonne application en temps utile des différentes mesures de maîtrise des risques dans les domaines de sa fonction.

Les responsabilités du Conseil d'Administration (et de ses différents comités) et du Management Exécutif en matière de gestion des risques sont déjà développées et décrites en détail dans les dispositions légales, le Code belge de 2020 et la Charte de la Société. En résumé, le Management Exécutif assume la responsabilité finale de la mise en œuvre et de la gestion adaptée du système de maîtrise des risques, tandis que le Conseil d'Administration y exerce un rôle de contrôle.

La mise en œuvre et la gestion du système de maîtrise des risques reposent sur une structure de responsabilité pyramidale dans laquelle chaque dirigeant est non seulement responsable de l'introduction et de l'exécution des processus de gestion des risques dans sa fonction, mais assume également une fonction de contrôle (surveillance) sur l'implémentation correcte de ces règles par ses subordonnés (lesquels peuvent être à leur tour des dirigeants).

De cette façon, le management s'assure que les risques sont adéquatement et complètement gérés dans toute l'entreprise, et en même temps, que les risques y afférents sont abordés de façon intégrée dans les différents processus d'exploitation et départements.

CONCRÉTISATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS

On trouvera ci-dessous, pour chaque élément du cadre COSO, une brève explication de sa mise en œuvre par le Groupe. Cette description comprend les principaux éléments et n'est donc pas exhaustive. De plus, les modalités d'application sont régulièrement évaluées et peuvent constamment être modifiées.

ENVIRONNEMENT DE CONTRÔLE INTERNE

Un environnement interne adéquat est indispensable pour pouvoir appliquer les autres éléments du cadre d'une manière appropriée. Ainsi Kinopolis Group accorde beaucoup d'importance aux valeurs d'intégrité et de comportement éthique. Outre le cadre juridique existant, Kinopolis Group s'efforce d'encourager et de faire respecter l'intégrité et le comportement éthique au moyen tant de mesures préventives (par exemple, par la Charte, le Code de Conduite, le règlement du travail, l'application de critères stricts dans le domaine des ressources humaines, en particulier lors de la sélection et du recrutement du personnel et des évaluations périodiques, diverses procédures et mesures politiques) que de mesures d'investigation (par exemple, la procédure d'alerte, les inspections de conformité).

Un autre aspect important de l'environnement interne est la structure organisationnelle. Kinopolis présente une structure organisationnelle claire et uniforme, adaptée aux différents pays et processus d'entreprise. Cette structure, la fixation des objectifs, la gestion budgétaire et le processus de rémunération sont aussi harmonisés.

Par ailleurs, la bonne gestion des risques nécessite une formation appropriée et un accompagnement efficace du personnel. Les besoins en formation de chaque employé sont évalués dans ce sens sur une base annuelle, indépendamment de la formation déjà obligatoire pour certaines fonctions. Les nouveaux managers suivent également une formation d'introduction à la gestion des risques.



FORMULATION DES OBJECTIFS

Les objectifs de la Société sont fixés à plusieurs échéances, conformément à sa mission. Comme stipulé dans la Charte, les objectifs sont confirmés annuellement par le Conseil d'Administration, qui veille aussi à les aligner sur la politique d'acceptation des risques de l'entreprise qu'il a définie.

Les objectifs (financiers et non financiers) fixés au niveau consolidé sont développés annuellement, de façon graduelle, pour déboucher sur des objectifs cohérents et alignés pour chaque pays, business unit ou département. Au niveau le plus bas, on détermine les objectifs individuels de chaque salarié. La réalisation de ces objectifs est liée à la Politique de rémunération.

La progression par rapport aux objectifs fait l'objet d'évaluations régulières, par les opérations de « business controlling », à partir des rapports de management. Quant aux objectifs individuels, ils sont évalués au moins une fois par an dans le cadre d'un processus d'évaluation formalisée par les ressources humaines.

MAÎTRISE INTERNE

Nous entendons par « maîtrise interne » l'identification et l'estimation des risques de l'entreprise, ainsi que la sélection, la mise en œuvre et la gestion des mesures de maîtrise adéquates (y compris les diverses activités de contrôle interne).

Comme indiqué plus haut, il appartient en première instance à chaque manager d'organiser et d'accomplir de façon adéquate les différentes activités de maîtrise interne (y compris le pilotage) dans son propre domaine de responsabilité. En d'autres termes, chaque dirigeant est chargé d'identifier et d'estimer correctement et en temps voulu les risques ainsi que de prendre ou de gérer les mesures de contrôle appropriées. Bien que le dirigeant individuel conserve à cet égard une certaine liberté, Kinopolis s'efforce de standardiser et d'uniformiser au maximum le processus. Ceci prend la forme de l'organisation de formations e-learning ERM, de l'adoption de directives et de procédures structurées ainsi que du recours à des listes standardisées de contrôles internes à effectuer.

Afin de dresser un tableau global du profil de risque de l'entreprise, le Conseil d'Administration et le Management de Kinopolis procèdent chaque année à une évaluation des risques. L'opération permet aussi de déterminer dans quelle mesure les risques résiduels sont acceptables ou non. Dans la négative, des mesures de maîtrise des risques complémentaires sont mises au point.

INFORMATION ET COMMUNICATION

Pour les besoins de la gestion de l'entreprise en général et de la maîtrise des risques en particulier, Kinopolis Group SA a mis en place des structures, des organes de concertation,

des canaux de reporting et des voies de communication grâce auxquels les personnes concernées disposent à temps des informations correctes dont elles ont besoin dans leurs activités, y compris la gestion des risques. L'information en question est extraite de systèmes « data warehouse » conçus et entretenus pour pouvoir répondre aux besoins du reporting et de la communication.

MONITORING

Outre la surveillance que la loi, les dispositions de gouvernance applicables et la Charte confient au Conseil d'Administration (y compris au Comité d'audit), Kinopolis exerce notamment les opérations de contrôle suivantes :

- **Business Controlling** : chaque mois, le Management, assisté par le département Business Controlling, analyse la progression par rapport aux objectifs et explique les écarts. Cette analyse peut révéler des améliorations possibles par rapport aux activités et mesures existantes de gestion des risques.
- **Audit Interne** : le département Audit Interne confronte régulièrement les activités et mesures existantes de gestion des risques aux règles internes et bonnes pratiques. Les possibilités d'amélioration sont examinées avec le Management et débouchent sur l'exécution des interventions concrètes qui affinent la gestion des risques.

DESCRIPTION DES PRINCIPAUX RISQUES D'ENTREPRISE

Pour connaître les principaux risques pesant sur l'entreprise, le Conseil d'Administration et le Management de la Société réalisent chaque année une évaluation des risques, qui est ensuite analysée et validée par le Conseil d'Administration. Comme pour les exercices précédents, l'évaluation a revêtu en 2022 la forme d'une consultation écrite des participants. Les résultats quantitatifs et qualitatifs obtenus ont permis d'estimer l'ordre de grandeur des risques. Bien que ce procédé permette à Kinopolis de distinguer, sur des bases fondées, les risques importants de ceux qui le sont moins, le résultat demeure une estimation de risques potentiels et de mesures possibles en vue de limiter ces risques qui, ce qui est propre à la notion de « risques », n'offre aucune garantie quant à la prévention de ceux-ci. La liste ci-dessous (classée dans un ordre aléatoire) n'est donc pas un inventaire exhaustif de tous les risques auxquels Kinopolis est exposé.

DISPONIBILITÉ ET QUALITÉ DU MATÉRIEL FOURNI

Vu que Kinopolis Group n'a aucune production propre (films, etc.), il dépend de la disponibilité, de la diversité et de la qualité des films et d'autres formes de contenu audiovisuel ainsi que de la possibilité de location de ce matériel auprès des distributeurs. Dans la mesure du possible, Kinopolis Group tente à cet égard de prévenir ce

risque en entretenant et nouant des relations à long terme avec les principaux distributeurs de films, producteurs ou autres fournisseurs de contenu, en menant une certaine politique de diversification quant à sa programmation et en opérant lui-même comme distributeur en Belgique. Les investissements dans des projets « tax shelter » en Belgique doivent être vus sous cet angle.

EFFETS SAISONNIERS

Les résultats opérationnels de Kinepolis Group peuvent varier selon les périodes, étant donné que les producteurs et distributeurs déterminent, en toute indépendance par rapport aux exploitants de salles, le timing des sorties de films, et du fait que certaines périodes – par exemple les vacances – ont traditionnellement un impact potentiel sur la fréquentation des salles. La météo peut, elle aussi, jouer un rôle important dans la fréquentation des salles de cinéma. Kinepolis accepte ce risque dans une large mesure, car une couverture financière coûterait trop cher par rapport au résultat, mais s'efforce d'en atténuer les conséquences, notamment en variabilisant le plus possible la structure de ses coûts.

CONCURRENCE

La position de Kinepolis Group en tant qu'exploitant cinématographique, comme pour tout produit pour lequel il existe des possibilités de substitution, est soumise à la concurrence. Cette concurrence résulte non seulement de la présence de cinémas d'autres opérateurs sur les marchés où le Groupe est présent et de l'ouverture éventuelle de nouveaux complexes cinématographiques sur ces marchés, mais aussi de l'augmentation de la distribution et parfois même de la disponibilité simultanée ou exclusive de films et séries via les médias de contenu en ligne, tels que Netflix, Apple et Disney+. Cette évolution peut encore être influencée par l'amélioration technique continue de la qualité de ces modes alternatifs de visionnage d'un film. Au-delà des alternatives légales, le secteur du cinéma est également confronté aux téléchargements illégaux. Kinepolis œuvre activement avec les distributeurs à l'élaboration de mesures permettant d'éviter l'éventuelle croissance de la diffusion de contenu en ligne illicite. Enfin, la position de Kinepolis Group est influencée par la concurrence d'autres formes de loisirs comme les concerts, événements sportifs, etc. qui peuvent avoir un impact sur le comportement des clients de Kinepolis.

Kinepolis Group s'efforce de renforcer sa position concurrentielle d'exploitant de salle par l'implémentation d'une vision stratégique qui cible prioritairement la qualité du service aux clients, du contenu et de l'expérience cinématographique qui leur est proposée.

CIRCONSTANCES ÉCONOMIQUES

Des changements dans la situation économique générale, internationale ou régionale ainsi que le climat économique des régions où Kinepolis Group est actif et susceptibles d'avoir un impact sur les habitudes de consommation des



clients et sur les productions de nouveaux films peuvent avoir un effet négatif sur les résultats d'exploitation de Kinepolis Group. Kinepolis s'efforce de s'en prémunir par une efficacité interne renforcée et par un suivi très strict des dépenses et des marges. Les risques liés à la concurrence peuvent également augmenter suite aux circonstances économiques changeantes.

RISQUES LIÉS À DES OPPORTUNITÉS DE CROISSANCE

En cas de poursuite de la croissance, les autorités de la concurrence peuvent imposer des conditions et limitations (supplémentaires) à la croissance de Kinepolis Group (voir également « Risques politiques, législatifs et liés aux droits de la concurrence » ci-dessous). En outre, les opportunités de croissance, que ce soit par des acquisitions ou par des projets de construction, comportent certains risques inhérents susceptibles d'avoir un impact négatif sur les objectifs poursuivis. Kinepolis Group examinera donc préalablement en détail les opportunités de croissance, en procédant à une évaluation adéquate des risques et, si nécessaire, prendra les mesures requises pour les gérer.

RISQUES POLITIQUES, RÉGLEMENTAIRES ET LIÉS À LA CONCURRENCE

Kinepolis Group s'efforce toujours d'opérer dans les limites du cadre légal. Une législation nouvelle ou amendée, y compris la loi fiscale, pourraient en effet entraver la croissance et/ou l'exploitation de Kinepolis Group, ou nécessiter des investissements ou des frais supplémentaires. Dans la mesure du possible, ces risques sont gérés activement par le biais des formations nécessaires, telles que les formations de conformité en matière de concurrence, et Kinepolis Group communique et défend de manière appropriée ses positions auprès des instances politiques, administratives et juridiques. En outre, l'Autorité belge de la concurrence a imposé un certain nombre de conditions et de restrictions à Kinepolis Group, telles que l'approbation préalable de l'Autorité belge de la concurrence pour les acquisitions de complexes cinématographiques existants en Belgique.

RISQUES TECHNOLOGIQUES

Le cinéma est un secteur très largement informatisé et automatisé. Les bons choix technologiques sont primordiaux pour garantir le meilleur service au client. On peut en dire autant du fonctionnement optimal des systèmes de projection, des systèmes de vente et des autres équipements ICT. Kinopolis Group gère ces risques en suivant de près les tout derniers développements technologiques, en analysant et évaluant régulièrement l'architecture des systèmes, en sécurisant et évaluant ses réseaux et les optimisant le cas échéant, et enfin en instaurant de bonnes pratiques ICT. En ce qui concerne la cybersécurité, le Chief Information Security Officer joue un rôle essentiel et s'engage également à mettre en œuvre des campagnes de sensibilisation du personnel.

RISQUES DU PERSONNEL

Kinopolis Group est une entreprise de services et dépend de ses collaborateurs afin de pouvoir livrer un service de qualité. Un défi permanent qui a encore été exacerbé au cours de la période Covid consiste à attirer et à retenir dans tous les segments de l'entreprise les managers et collaborateurs possédant les connaissances et l'expérience nécessaires. Kinopolis relève ce défi en offrant des conditions de travail attrayantes, une bonne gestion du savoir, une communication ouverte et ciblée, des perspectives d'évolution interne et une ambiance de travail agréable. Kinopolis mesure, par des enquêtes, la satisfaction de son personnel et apporte les changements qui s'imposent. Kinopolis attache également une grande importance à la santé de ses employés et s'efforce de créer un environnement de travail présentant le moins de risques possible. À cette fin, outre le respect des obligations légales en matière de sécurité et de prévention, la Société prend un certain nombre d'autres mesures telles que l'organisation d'exams préventifs par le médecin du travail, l'organisation d'exercices d'évacuation, de formations en prévention, etc.



RISQUES CLIENTS

L'expérience client constitue l'épicentre des activités de Kinopolis Group, ce qui explique pourquoi Kinopolis attache la plus grande importance à la gestion des risques qui peuvent avoir un impact négatif sur cette expérience tout au long du parcours client. D'abord et avant tout, nous nous engageons à préserver l'intégrité physique de nos clients et, par conséquent, nous veillons à ce que les risques pour la santé et la sécurité de nos clients soient réduits au minimum lorsqu'ils se trouvent dans nos installations. Cela comprend de nombreux aspects allant de la sécurité des bâtiments et des installations jusqu'à la prévention d'un sentiment d'insécurité par une politique de surveillance appropriée, en passant par la sécurité des produits (par exemple, conformité aux normes HCCP, niveaux sonores dans les pièces). Des protocoles de sécurité complets ont dès lors été élaborés et mis en œuvre dans le contexte de la pandémie de Covid-19, en concertation avec les autorités locales et les fédérations sectorielles concernées.

Des mesures ont également été prises pour modifier les systèmes de ventilation afin d'assurer un apport maximal d'air extérieur dans toutes les pièces.

En outre, Kinopolis mesure en permanence la satisfaction de ses clients grâce à l'indice de satisfaction des clients (Customer Satisfaction Index – CSI), qui évalue l'expérience des clients et peut servir de base pour ajuster le cas échéant les activités.

De plus, conformément à notre meilleure stratégie de marketeur, nous respectons la confidentialité et l'intégrité des données de nos clients. Nous avons désigné à cette fin un « Data Protection Officer » (DPO) et pris un certain nombre de mesures juridiques et de sécurité pour protéger les données des clients ; nous organisons des formations au RGPD pour le personnel ; le DPO réalise les audits nécessaires pour s'assurer que la politique de confidentialité de l'entreprise reste toujours à jour ; et l'état de maturité du RGPD de l'entreprise est discuté en comités internes ainsi qu'au sein du Comité d'Audit.

Enfin, Kinopolis essaie de répondre le plus rapidement possible à toute question ou tout inconvénient en offrant à nos clients un service rapide et adéquat, afin de prévenir ou de résoudre le plus rapidement possible les plaintes ou litiges éventuels. Une mauvaise gestion des risques susmentionnés entraînerait une baisse de la satisfaction de la clientèle, une atteinte à la réputation et, en fin de compte, une diminution de la fréquentation. En outre, le risque de litiges et/ou d'amendes administratives augmenterait également fortement.

RISQUES LIÉS À DES ÉVÉNEMENTS EXCEPTIONNELS

Des événements de nature exceptionnelle tels que, mais sans limitation, des conditions météorologiques extrêmes, des guerres, des troubles politiques, des attentats terroristes, des pandémies, etc. survenant dans un ou plusieurs pays où Kinepolis Group est actif et entraînant des dégâts matériels à un des complexes, une baisse de la fréquentation ou perturbant la livraison des produits peuvent potentiellement avoir un effet négatif sur les activités. Kinepolis tente, par le biais d'une combinaison de mesures préventives (par ex. des choix en technique de construction, plans d'évacuation), de mesures de détection (par ex. dispositifs de détection d'incendie), la conclusion des contrats d'assurance appropriés et un accent prononcé sur la maîtrise des risques, de réduire le plus possible l'impact potentiel de tels risques.

RESPONSABILITÉ ENVIRONNEMENTALE ET RISQUES IMMOBILIERS

Vu que Kinepolis Group est propriétaire ou locataire de biens immobiliers, il est soumis aux règlements et législations applicables en termes d'environnement et de risques immobiliers potentiels. Au-delà des mesures déjà mentionnées visant à limiter les risques politiques et réglementaires, Kinepolis prendra les mesures requises pour éviter les dégâts environnementaux et limiter les risques immobiliers.

En outre, les risques associés aux conséquences physiques du changement climatique, liés à des exigences de plus en plus strictes en matière de réglementation et de reporting, peuvent constituer un défi. Cependant, Kinepolis Group est géographiquement très dispersé, ce qui limite naturellement le risque physique d'un impact significatif du changement climatique sur les activités, ce qui n'enlève rien au fait que Kinepolis est conscient de l'impact potentiel et travaille donc sur des mesures d'atténuation de leurs conséquences en accord avec les objectifs européens pertinents. Les ressources nécessaires seront également déployées pour élaborer un reporting solide, conforme aux réglementations européennes et nationales pertinentes.

AUTRES RISQUES

À la suite de l'annulation par la Cour des décisions de l'Autorité belge de la Concurrence (ABC) du 31 mai 2017 et du 26 avril 2018 d'assouplir les conditions de comportement imposées à Kinepolis Group en 1997 par l'ABC, cette dernière a abrogé la condition portant une interdiction de croissance organique sans autorisation préalable, avec prise d'effet au 12 août 2021. Toutefois, d'autres conditions de comportement, notamment celles relatives à l'approbation préalable des acquisitions en Belgique par l'ABC, restent en vigueur.



RISQUES FINANCIERS ET UTILISATION D'INSTRUMENTS FINANCIERS

Dans l'exercice de son activité, Kinepolis Group s'expose à divers risques financiers : risques d'intérêt, de change, de crédit et de liquidité.

Pour la gestion de ces risques financiers, Kinepolis peut faire appel aux produits financiers dérivés proposés par des tiers. Le recours à ces produits financiers dérivés est subordonné à des contrôles internes stricts et à une réglementation sévère. La politique du Groupe n'autorise pas l'utilisation d'instruments financiers dérivés à des fins spéculatives.

Kinepolis gère son endettement par l'utilisation d'une combinaison d'emprunts à court, moyen et long terme. La combinaison de dettes à taux d'intérêt fixe et variable est déterminée au niveau du Groupe. À la fin décembre 2022, l'endettement financier net du Groupe atteignait 423,5 millions € hors dettes de location. Afin de couvrir le risque d'intérêt sur un emprunt à durée fixe d'un montant de 80 millions €, des swaps de taux d'intérêt ont été contractés pour la même somme.

Les notes explicatives aux comptes annuels consolidés expliquent plus en détail la manière dont les risques précités sont gérés.

Respect du Code de Gouvernance d'Entreprise



Kinepolis Leidschendam (P-B)

La Société respecte les principes du Code 2020.

Conformément au principe « appliquer ou expliquer », la Société a décidé qu'il était dans son intérêt et celui de ses actionnaires de déroger, outre les cas déjà décrits ci-dessus, aux dispositions suivantes :

- **Article 4.6. du Code** : les qualifications professionnelles ainsi que les fonctions de l'administrateur à nommer n'étaient pas mentionnées dans la convocation à l'Assemblée Générale du 11 mai 2022, puisque les qualifications concernées sont déjà assez connues au travers des communiqués de presse et des rapports annuels.
- **Article 7.6. du Code** : les administrateurs non exécutifs ne sont pas partiellement rémunérés en actions, car la Société estime que la création de valeur durable est un pilier essentiel de la stratégie de Kinepolis, à laquelle tous les administrateurs souscrivent, qu'ils soient actionnaires ou non.
- **Article 7.9. du Code** : aucun seuil minimum n'a été fixé en ce qui concerne les actions détenues par le Management Exécutif, étant donné que son enveloppe de rémunération est déjà suffisamment axée sur la création de valeur durable et qu'en outre, le Management Exécutif détient déjà un nombre substantiel d'actions de la Société.

Autres informations



RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

Kinepolis Group a développé, au cours de l'année écoulée, et dans le cadre de ses trois objectifs stratégiques, plusieurs nouveaux concepts pour ses entités opérationnelles. Kinepolis vise à adapter en permanence l'expérience qu'elle propose aux évolutions des tendances démographiques, et à faire preuve d'innovation en matière d'image, de son et d'autres aspects, afin d'améliorer l'expérience des clients et de pérenniser la rentabilité du Groupe.

Ainsi, en 2022, Kinepolis a continué à investir, entre autres, dans la poursuite du déploiement des concepts de sièges existants et nouveaux et des technologies cinématographiques premium, dans une nouvelle formule de fidélisation de ses clients (Movie Club), dans de nouvelles formules événementielles (par ex. Kinepolis XXL ! Manga K...), la (co)production et la distribution de contenu alternatif (cinéma événementiel), la poursuite du développement de la marque Ciné K en tant que label de qualité pour une sélection de films plus alternative, de nouvelles expériences en ligne (e-shop et améliorations du site web et de l'application), une nouvelle façon de communiquer avec les clients pendant l'avant-programme (nom provisoire Movie NOW) et, le cas échéant, la réaffectation de la surcapacité (par exemple, la salle de théâtre à Kinepolis Valence (ES)).

EVENEMENTS IMPORTANTS APRÈS LA CLÔTURE DU BILAN

Il n'y a pas d'événements importants à reprendre après la clôture du bilan.

POLITIQUE DE CONFLIT D'INTÉRÊTS

Le 23 mars 2022, le Conseil d'Administration a pris les décisions suivantes en application de l'article 7:96 du CSA :

- l'insertion d'un mécanisme de récupération de la rémunération variable du Management Exécutif ;



Salle de théâtre à Kinepolis Valence (ES)



Manga K à Kinepolis

- les objectifs quantitatifs et qualitatifs du Management Exécutif pour l'exercice 2022 ;
- l'adaptation de l'enveloppe de rémunération du Management Exécutif.

AFFECTATION DU RÉSULTAT ET DIVIDENDE

En ce qui concerne les propositions faites à l'Assemblée Générale quant à l'affectation et à la distribution du résultat, le Conseil d'Administration tient compte de différents facteurs, parmi lesquels la situation financière de la Société, les résultats opérationnels, les flux de trésorerie effectifs et envisagés, et les projets d'expansion.

Kinepolis a considérablement augmenté sa rentabilité et sa solidité financière en 2022 notamment grâce aux efforts consentis dans la poursuite de la premiumisation de son offre de produits et à la mise en œuvre réussie de son plan Entrepreneurship. Kinepolis a également jeté les bases de la mise en œuvre de sa stratégie d'expansion en procédant à un certain nombre d'acquisitions. Dans cette optique, et en signe de confiance dans l'avenir, il est proposé à l'Assemblée Générale le versement d'un dividende de 0,26 € brut par action, ce qui correspond à un taux de distribution de 25 %, dans l'attente d'un nouveau redressement de la solvabilité du Groupe et d'une réduction de la dette.



Ciné K à Kinepolis

12 Financial report



Kinepolis Ghent (BE)



12

Consolidated income statement

at 31 December

IN '000 €	NOTE	2021	2022
Revenue	3	266 393	499 908
Cost of sales	6	-260 023	-385 473
Gross result		6 370	114 436
Marketing and selling expenses	6	-14 274	-23 486
Administrative expenses	6	-22 370	-28 109
Other operating income	4	24 485	5 624
Other operating expenses	4	-756	-485
Operating result		-6 545	67 980
Financial income	7	851	851
Financial expenses	7	-29 213	-31 138
Result before tax		-34 907	37 694
Income tax expenses	8	9 401	-10 159
RESULT FOR THE PERIOD		-25 506	27 535
Attributable to:			
Owners of the Company		-25 399	27 547
Non-controlling interests		-107	-12
RESULT FOR THE PERIOD		-25 506	27 535
Basic result per share (€)	19	-0.94	1.02
Diluted result per share (€)	19	-0.93	1.01

Consolidated statement of profit or loss and other comprehensive income



at 31 December

IN '000 €	NOTE	2021	2022
Result for the period		-25 506	27 535
Realised results		-25 506	27 535
Items to be reclassified to profit or loss if specific conditions are met in the future:			
Translation differences on intra-group non-current borrowings in foreign currencies	18, 26	13 359	5 738
Translation differences of annual accounts in foreign currencies	18	5 766	2 533
Cash flow hedges – effective portion of changes in fair value	26	59	376
Income taxes relating to the components of other comprehensive income to be reclassified to profit or loss in subsequent periods	13	-2 229	-709
		16 955	7 939
Items that will not be reclassified to profit or loss:			
Changes to estimates of employee benefits	22	441	806
Income taxes relating to the components of other comprehensive income not to be reclassified to profit or loss in subsequent periods	13	-110	-202
		331	605
Other comprehensive income for the period, net of income taxes		17 286	8 544
TOTAL COMPREHENSIVE INCOME FOR THE PERIOD		-8 221	36 078
Attributable to:			
Owners of the Company		-8 145	36 091
Non-controlling interests		-76	-12
TOTAL COMPREHENSIVE INCOME FOR THE PERIOD		-8 221	36 078

THE NOTES ON P. 130-201 ARE AN INTEGRAL PART OF THESE CONSOLIDATED FINANCIAL STATEMENTS.

Consolidated statement of financial position

at 31 December

ASSETS

IN '000 €	NOTE	2021	2022
Intangible assets	9	11 129	11 408
Goodwill	10	169 498	174 870
Property, plant and equipment	11	498 087	482 512
Right-of-use assets	27	353 320	333 462
Investment property	12	17 406	15 878
Deferred tax assets	13	23 812	21 142
Non-current tax assets	25		1 653
Derivative financial instruments	26		349
Other receivables	15	6 352	4 896
Other financial assets		27	27
Non-current assets		1 079 631	1 046 197
Inventories	14	4 980	7 688
Trade and other receivables	15	33 754	41 050
Current tax assets	25	1 418	6 810
Cash and cash equivalents	16	75 295	67 751
Current assets		115 447	123 299
TOTAL ASSETS		1 195 078	1 169 496

EQUITY AND LIABILITIES

IN '000 €	NOTE	2021	2022
Share capital	18	18 952	18 952
Share premium	18	1 154	1 154
Consolidated reserves		100 676	130 009
Translation reserve	18	-54	7 603
Total equity attributable to the owners of the Company		120 728	157 719
Non-controlling interests	18	-79	-91
Total equity		120 649	157 628
Loans and borrowings	21	478 494	463 193
Lease liabilities	27	354 271	335 375
Provisions for employee benefits	22	1 491	791
Provisions	23	1 941	2 093
Deferred tax liabilities	13	12 158	11 133
Derivative financial instruments	26	28	
Other payables	24	5 396	5 044
Non-current liabilities		853 779	817 629
Bank overdrafts	16	12	
Loans and borrowings	21	71 557	28 378
Lease liabilities	27	36 296	34 996
Trade and other payables	24	111 543	127 732
Provisions	23	358	173
Current tax liabilities	25	884	2 960
Current liabilities		220 650	194 239
TOTAL EQUITY AND LIABILITIES		1 195 078	1 169 496

Consolidated statement of cash flow

at 31 December



IN '000 €	NOTE	2021	2022
Result before tax		-34 907	37 694
Adjustments for:			
Depreciations and amortisations	6	81 031	82 029
Provisions and impairments	15, 23	-1 819	241
Provisions for employee benefits	22		57
Government grants	4	-1 409	-725
Adjustments to right-of-use assets and lease liabilities	27		-287
(Gains) Losses on sale of property, plant and equipment	4	-459	-359
Change in fair value of derivative financial instruments and unrealised foreign exchange results	26	-148	382
Unwinding of non-current receivables and provisions	7, 23	-171	-116
Share-based payments	5	293	-145
Amortisation of refinancing transaction costs	7	619	577
Interest expenses and income	7	25 775	25 617
Forgiveness of lessee's lease payments	4, 27	-11 750	-2 810
Change in inventories		-1 033	-2 692
Change in trade and other receivables		-4 019	-5 764
Change in trade and other payables		32 407	16 205
Cash flow from operating activities		84 409	149 903
Income taxes paid / received		4 465	-13 880
Net cash flow - used in / + from operating activities		88 874	136 023
Acquisition of intangible assets	9	-1 648	-2 381
Acquisition of property, plant and equipment and investment property	11, 12	-15 406	-25 376
Advance lease payments	27	-254	
Acquisition of subsidiaries, net of acquired cash	10		-7 858
Proceeds from sales of investment property, intangible assets and property, plant and equipment	9, 11, 12, 17	1 579	2 278
Net cash flow used in investing activities		-15 730	-33 337
Acquisition of non-controlling interests	18, 21, 34	-341	
Investment contributions	21, 27	1 298	
Payment of lease liabilities incl. forgiveness of lessee's lease payments	21, 27	-12 599	-26 020
Proceeds from loans and borrowings	21, 26	80 000	12 500
Repayment of loans and borrowings	21, 26	-76 599	-71 557
Payment of transaction costs with regard to refinancing obligations	7, 21, 26	-449	
Interest paid	7, 21	-15 534	-16 329
Interest received	7, 21		9
Paid interest related to lease liabilities	21, 27	-10 323	-10 369
Sale of treasury shares	18, 20, 21, 26	2 422	1 045
Net cash flow - used in / + from financing activities		-32 124	-110 720
+ INCREASE / - DECREASE IN CASH AND CASH EQUIVALENTS		41 019	-8 034
Cash and cash equivalents at beginning of the period	16	32 895	75 283
Cash and cash equivalents at end of the period	16	75 283	67 751
Effect of exchange rate fluctuations on cash and cash equivalents		1 368	503
+ INCREASE / - DECREASE IN CASH AND CASH EQUIVALENTS		41 019	-8 034

THE NOTES ON P. 130-201 ARE AN INTEGRAL PART OF THESE CONSOLIDATED FINANCIAL STATEMENTS.

Consolidated statement of changes in equity

at 31 December

IN '000 €	2022							
	ATTRIBUTABLE TO OWNERS OF THE COMPANY						NON-CONTROLLING INTERESTS	TOTAL EQUITY
	SHARE CAPITAL AND SHARE PREMIUM	TRANSLATION RESERVE	HEDGING RESERVE	TREASURY SHARES RESERVE	SHARE-BASED PAYMENTS RESERVE	RETAINED EARNINGS		
AT 31 DECEMBER 2021	20 106	-54	304	-21 497	3 268	118 604	-79	120 649
Result for the period						27 547	-12	27 535
Realised results						27 547	-12	27 535
Items to be reclassified to profit or loss if specific conditions are met in the future:								
Translation differences ⁽¹⁾		8 272					0	8 271
Cash flow hedges – effective portion of changes in fair value ⁽²⁾			376					376
Income taxes relating to the components of other comprehensive income to be reclassified to profit or loss in subsequent periods		-614	-94					-709
		7 657	282				0	7 939
Items that will not be reclassified to profit or loss:								
Changes to estimates of employee benefits ⁽³⁾						806		806
Income taxes relating to the components of other comprehensive income not to be reclassified to profit or loss in subsequent periods ⁽⁴⁾						-202		-202
						605		605
Other comprehensive income for the period, net of income taxes		7 657	282			605	0	8 544
Total comprehensive income for the period		7 657	282			28 151	-12	36 078
Sale of treasury shares ⁽⁵⁾				480		565		1 045
Share-based payments ⁽⁵⁾					-380	234		-145
Total transactions with owners, recorded directly in equity				480	-380	799		900
AT 31 DECEMBER 2022	20 106	7 603	587	-21 017	2 888	147 555	-91	157 628

(1) For more information, we refer to note 18.

(2) For more information, we refer to note 26.

(3) For more information, we refer to note 22.

(4) For more information, we refer to note 13.

(5) For more information, we refer to notes 18 and 20.



IN '000 €	2021							
	ATTRIBUTABLE TO OWNERS OF THE COMPANY						NON-CONTROLLING INTERESTS	TOTAL EQUITY
	SHARE CAPITAL AND SHARE PREMIUM	TRANSLATION RESERVE	HEDGING RESERVE	TREASURY SHARES RESERVE	SHARE-BASED PAYMENTS RESERVE	RETAINED EARNINGS		
AT 31 DECEMBER 2020	20 106	-17 254	260	-22 610	3 445	142 548	4	126 496
Result for the period						-25 399	-107	-25 506
Realised results						-25 399	-107	-25 506
Items to be reclassified to profit or loss if specific conditions are met in the future:								
Translation differences		19 094					31	19 125
Cash flow hedges – effective portion of changes in fair value			59					59
Income taxes relating to the components of other comprehensive income to be reclassified to profit or loss in subsequent periods ⁽¹⁾		-1 894	-15			-320		-2 229
		17 200	44			-320	31	16 955
Items that will not be reclassified to profit or loss:								
Changes to estimates of employee benefits ⁽²⁾						441		441
Income taxes relating to the components of other comprehensive income not to be reclassified to profit or loss in subsequent periods ⁽¹⁾						-110		-110
						331		331
Other comprehensive income for the period, net of income taxes		17 200	44			11	31	17 286
Total comprehensive income for the period		17 200	44			-25 389	-76	-8 221
Sale of treasury shares ⁽³⁾				1 113		1 309		2 422
Share-based payments ⁽³⁾					-177	470		293
Acquisition of non-controlling interests, without changes in control ⁽⁴⁾						-334	-6	-341
Total transactions with owners, recorded directly in equity				1 113	-177	1 445	-6	2 374
AT 31 DECEMBER 2021	20 106	-54	304	-21 497	3 268	118 604	-79	120 649

(1) For more information, we refer to note 13.

(2) For more information, we refer to note 22.

(3) For more information, we refer to notes 18 and 20.

(4) For more information, we refer to notes 18 and 34.

THE NOTES ON P. 130-201 ARE AN INTEGRAL PART OF THESE CONSOLIDATED FINANCIAL STATEMENTS.

Notes to the consolidated financial statements

1.	Significant accounting policies	131
2.	Segment reporting	149
3.	Revenue	154
4.	Other operating income and expenses	155
5.	Employee benefit expenses and other social benefits	156
6.	Additional information on operating expenses by nature	157
7.	Financial income and expenses	158
8.	Income tax expenses	159
9.	Intangible assets	160
10.	Non-financial assets and business combinations	161
11.	Property, plant and equipment	167
12.	Investment property	168
13.	Deferred taxes	169
14.	Inventories	171
15.	Trade and other receivables	171
16.	Cash and cash equivalents	173
17.	Assets classified as held for sale	173
18.	Equity	174
19.	Result per share	175
20.	Share-based payments	176
21.	Loans and borrowings	177
22.	Employee benefits	179
23.	Provisions	181
24.	Trade and other payables	182
25.	Tax assets and liabilities	183
26.	Risk management and financial instruments	184
27.	Leases	192
28.	Capital commitments	195
29.	Contingencies	196
30.	Government grants and support measures	196
31.	Related parties	198
32.	Subsequent events	198
33.	Mandates and remuneration of the statutory auditor	199
34.	Group entities	200

1. Significant accounting policies



Kinepolis Group NV (the 'Company') is a company established in Belgium. The consolidated financial statements of Kinepolis Group for the year ending 31 December 2022 include the Company and its subsidiaries (together referred to as the 'Group'). These consolidated financial statements were approved for publication by the Board of Directors on 22 March 2023.

STATEMENT OF COMPLIANCE

The consolidated financial statements have been prepared in accordance with the International Financial Reporting Standards (IFRS), as published by the International Accounting Standards Board (IASB) and adopted by the European Union until 31 December 2022.

BASIS OF PREPARATION

The consolidated financial statements are presented in Euro, rounded to the nearest thousand. In certain cases, rounding up or down can lead to a non-material deviation of the total amount.

The consolidated financial statements were drawn up on a historical cost basis, with the exception of the following assets and liabilities, which are recorded at fair value: derivative financial instruments, contingent considerations and financial assets measured at fair value through other comprehensive income. In accordance with IFRS 5, assets classified as held for sale are measured at the lower of their carrying amount and fair value, less costs to sell.

The accounting policies have been applied consistently across the Group. They are consistent with those applied in the previous financial period.

The amendments to standards applicable as of 1 January 2022 gave no cause to change the Group's accounting policies and have no material impact on the consolidated financial statements.

The preparation of the financial statements under IFRS requires management to make judgements, estimates and assumptions that influence the application of the policies and the reported amounts of assets and liabilities, income and expenses.

The estimates and related assumptions are based on past experience and on various other factors that are considered reasonable in the given circumstances. The outcomes of these form the basis for the judgement as to the carrying amount of assets and liabilities when this is not evident from other sources.

Actual results can differ from these estimates. The estimates and underlying assumptions are reviewed on an ongoing basis. Revisions of estimates are recognised in the period in which the estimates are revised if the revision affects only this period, or in the revision period and future periods if the revision affects both the reporting period and future periods.

Judgements, estimates and assumptions are made, among other things, when:

- Determining the useful life of intangible assets and property, plant and equipment (see the related accounting policies);
- Assessing the necessity of and estimating impairment losses on intangible assets, goodwill, property, plant and equipment, right-of-use assets and investment property;
- Recording and calculating provisions;
- Assessing the degree to which losses carried forward will be used in the future;
- Determining the term of the leases under IFRS 16.

The estimates and assumptions with a significant probability of causing a material adjustment to the value of the assets and liabilities during the next financial period are stated below.

IMPAIRMENT TESTS FOR INTANGIBLE ASSETS, GOODWILL, PROPERTY, PLANT AND EQUIPMENT, RIGHT-OF-USE ASSETS AND INVESTMENT PROPERTY

The recoverable amount of the cash-generating units is defined as the higher of their value in use or their fair value less costs to sell. These calculations require the use of estimates and assumptions with regard to, among other things, discount rates, future investments and expected operating performance. We refer to note 10 for the relevant assumptions.

PROVISIONS

The estimates and judgements that most impact the amount of the provisions are the estimated costs and the expected likelihood and timing of the cash outflows. They are based on the most recent available information at balance sheet date. We refer to note 23 for the relevant assumptions.

RECOVERABILITY OF DEFERRED TAX ASSETS

Deferred tax assets for unused tax losses will only be recognised if future taxable profits will be available to be able to recover these losses (based on budgets and estimates). The budgets and estimates are further expanded to future expected taxable profits in order to analyse the recoverability of the losses and credits.

The actual tax result may differ from the assumption made when the deferred tax was recorded. For more information we refer to note 13.

LEASES (IFRS 16): DETERMINING THE TERM OF A LEASE

A contract is classified as a lease if it includes the right to control the use of an identified asset for a specified period of time in exchange for a consideration. When determining the term of a lease, the Group took into account any possible extension options and whether or not to exercise an early termination option. This is assessed for each contract separately. As a general principle in making this assessment for the key lease assets, lease agreements for land and buildings (cinema complexes), Kinopolis Group has considered that a term between 15 and 20 years reflects the entity's reasonable expectation of the period during which the underlying asset will be used. The same term is also used in our valuation and impairment models to determine future cash flows. Moreover, the lease term is considered reasonably certain in view of the useful life of the leasehold improvements and the investments made. For more information we refer to note 27.

Other assumptions and estimates will be discussed in the respective notes where they are used.

BASIS OF CONSOLIDATION

BUSINESS COMBINATIONS

A business combination is defined as a transaction or other event in which the Group obtains control of one or more businesses. The Group shall determine whether a transaction or other event is a business combination by applying the definition, which requires that the assets acquired and liabilities assumed constitute a business. If the assets acquired are not a business, the reporting entity shall account for the transaction or other event as an asset acquisition.

A business is an integrated set of activities and assets that is capable of being conducted and managed for the purpose of providing a return in the form of dividends, lower costs or other economic benefits directly to investors or other owners, members or participants. A business generally consists of inputs, processes applied to those inputs and the ability to contribute to the creation of outputs. To determine whether an acquired set of activities and assets is a business or not, the Group may use a concentration test. This is a simplified assessment that will result in an asset acquisition if

substantially all of the fair value of the gross assets is concentrated in a single identifiable asset or a group of similar identifiable assets. If the Group does not apply the concentration test, or the test is failed, then the assessment focuses on the existence of substantive processes.

Business combinations are accounted for using the acquisition method on the date when control is transferred to the Group (see Basis of Consolidation – Subsidiaries). The consideration transferred in the acquisition is generally measured at fair value, as are the identifiable net assets acquired. Any goodwill that arises is tested annually for impairment (see Intangible assets – Goodwill). Any gain on an advantageous purchase is immediately recognised in profit or loss. Transaction costs are expensed as incurred.

The consideration transferred does not include amounts related to the settlement of pre-existing relationships. Such amounts are generally recognised in the income statement.

Any contingent consideration is measured at fair value at the date of acquisition. If an obligation to pay a contingent consideration that meets the definition of a financial instrument classified as equity, then it is not remeasured, and settlement is accounted for within equity. Otherwise, subsequent changes in the fair value of the contingent consideration are recognised in the income statement.

If share-based payment awards (replacement awards) are required to be exchanged for awards held by the acquiree's employees (acquiree's awards), and if they relate to services provided in the past, then all or a portion of the amount of the acquirer's replacement awards is included in measuring the consideration transferred in the business combination. The determination is based on the market value of the replacement awards compared with the market value of the acquiree's awards and the extent to which the replacement awards relate to services provided before the business combination.

SUBSIDIARIES

Subsidiaries are those entities over which the Company exercises control. Control means that the Company is exposed to, or has rights to variable returns from its involvement in the entity, and has the ability to affect these returns through its power over the entity.



The financial statements of subsidiaries are recognised in the consolidated financial statements from the date that control commences, until the date that control ceases.

Losses realised by subsidiaries with non-controlling interests are proportionally allocated to the non-controlling interests in these subsidiaries, even if this means that the non-controlling interests display a negative balance.

If the Group no longer has control over a subsidiary, all assets and liabilities of the subsidiary, any non-controlling interests and other equity components with regard to the subsidiary are derecognised. As a result of the loss of control, certain components are recorded in the income statement. Any remaining interest in the former subsidiary will be recognised at fair value on the date of the loss of control, after which it will be recognised as an associated company or as a financial asset measured at fair value, depending on the level of control retained.

EQUITY ACCOUNTED INVESTEEES

Equity accounted investees are entities over which the Group exercises significant influence over the financial and operating policies, but has no control or joint control. Significant influence is deemed to exist when the Group holds between 20 and 50 percent of the voting rights of another entity. Participating interests in equity accounted investees are recorded using the equity method, and are initially recognised at cost. The transaction costs are included in the cost price of the investment.

The consolidated financial statements include the Group's share in the comprehensive income of the investments, which is recorded following the equity method, from the start to the end date of this significant influence. Whenever the Group's share in the losses exceeds the carrying amount of the investments in equity accounted investees, the carrying amount is reduced to zero and future losses are no longer recognised, except to the extent that the Group has an obligation on behalf of the investees. When there are impairment indicators, the accounting policy concerning impairment losses is applied.

ACQUISITION OF NON-CONTROLLING INTERESTS

The acquisition of non-controlling interests in a subsidiary does not lead to the recognition of goodwill, because this is deemed to be a shareholders transaction and is recognised directly in equity. The non-controlling interests are adjusted on the basis of the proportional part in the equity of the subsidiary.

TRANSACTIONS ELIMINATED ON CONSOLIDATION

Intercompany balances and transactions, along with any unrealised gains and losses on transactions within the Group or gains or losses from such transactions, are eliminated in the consolidated financial statements. Unrealised gains arising from transactions with equity accounted investees are eliminated proportionally to the Group's interest in the investee.

Unrealised losses are eliminated in the same way as unrealised gains, but only where there is no indication of impairment.

FOREIGN CURRENCY

TRANSACTIONS IN FOREIGN CURRENCIES

Transactions in foreign currencies are translated to the relevant functional currency of the Group entities at the exchange rate on the transaction date. Monetary assets and liabilities expressed on the balance sheet date in foreign currencies are translated to the functional currency at the exchange rate on the balance sheet date. Non-monetary assets and liabilities expressed in foreign currency are translated at the exchange rate on the transaction date. Non-monetary assets and liabilities in foreign currencies measured at fair value are translated to the functional currency at the exchange rates on the date on which the fair value was determined. Exchange rate differences that arise in the translation are immediately recognised in the income statement, with the exception of:

- Exchange rate differences arising from the translation of the net investment in foreign operations, and from loans and other currency instruments intended as hedges of such investments, included in other comprehensive income;
- Qualifying cash flow hedges to the extent that the hedges are effective.

Advance payments in foreign currencies are translated at the exchange rate on the transaction date specified in IFRIC 22. The transaction date, as a basis for determining the exchange rate, is set on the initial date on which the non-monetary assets and liabilities are recognised. If multiple advance payments are applicable, a transaction date is determined for each advance payment.

FINANCIAL STATEMENTS IN FOREIGN CURRENCIES

Assets and liabilities relating to foreign operations, including goodwill and fair value adjustments on acquisition, are translated to Euro at the exchange rate on the balance sheet date. Income and expenses of foreign entities are translated to Euro at exchange rates approaching the exchange rates prevailing on the transaction dates.

The exchange differences arising from the translation are recognised directly in equity, under translation reserve.

If the settlement of monetary receivables from, or payables to foreign entities is neither planned nor likely in the foreseeable future, exchange rate gains and losses on these monetary items are deemed to be part of the net investment in these foreign entities, and are recognised in other comprehensive income, under the translation differences. Translation differences that arise from the revaluation of non-current loans from foreign subsidiaries with a different functional currency are also included in other comprehensive income in equity, as they form part of a net investment hedge of the participating interests in the same subsidiaries. The potential repayments of these loans are not considered to be a realisation of the net investment. Consequently, no reclassification to the income statement takes place.

FINANCIAL INSTRUMENTS

Issued loans, receivables and deposits, issued debt instruments and loans received are initially recognised by the Group on the date they originated. All other financial assets and liabilities are initially recognised on the transaction date. The transaction date is the date on which the contractual terms of the instrument become binding for the Group.

IFRS 9 has three classifications for financial assets: measured at amortised cost, measured at fair value through other comprehensive income and measured at fair value through profit or loss. This classification is based on the 'business model' in which the financial assets are managed, and on the contractual cash flows that result from these financial assets. The business model used to manage the financial assets determines whether the cash flow results from:

- A contractual cash flow;
- A sale of financial assets; or
- A combination of both.

This contractual cash flow may relate to payments of the principal amount (capital) and interest on the outstanding amount.

NON-DERIVATIVE FINANCIAL INSTRUMENTS

Non-derivative financial instruments comprise investments in equity and debt securities, trade and other receivables, cash and cash equivalents, loans and borrowings and trade and other payables.

Non-derivative financial instruments are initially recognised at fair value plus (or minus for loans and borrowings), for instruments not measured at fair value with changes in value recognised through profit or loss, any directly attributable transaction costs. After the initial recognition, non-derivative financial instruments are measured as described below.

Financial assets measured at amortised cost

Financial assets are measured at amortised cost when the business model aims to hold the financial assets to obtain the contractual cash flows. The contractual cash flows consist of the repayment of the principal amount (capital) and interest on the outstanding amount and on specific dates.

After the initial recognition, these financial assets are measured at amortised cost using the effective interest method, less impairment losses, if any.

Significant financial assets measured at amortised cost are individually tested for impairment. The other financial assets measured at amortised cost are classified in groups with comparable credit risk characteristics, and are assessed collectively. When assessing whether there is a collective impairment, the Group uses historical trends with regard to the likelihood that payment obligations will not be fulfilled, the time period within which collection occurs, and the level of the losses incurred. The outcomes are adjusted if management judges that the current economic and credit circumstances are such that it is likely that the actual losses will be higher or lower than the historical trends imply.

An impairment loss is determined as the difference between the carrying amount and the present value of the expected future cash flows, discounted at the original effective interest rate of the asset. Current receivables are not discounted. Impairment losses are recognised in the income statement. If an event leads to a reduction of the impairment, this reduction is reversed through profit or loss.



Financial assets measured at amortised cost include cash and cash equivalents, which are cash and deposits with a residual maturity of less than three months and where the risk of changes in fair value is negligible. Bank overdrafts, which are an integral part of the Group's cash management, are viewed as part of cash and cash equivalents in the presentation of the statement of cash flow.

Financial assets measured at fair value through other comprehensive income

Financial assets are measured at fair value, with the recognition of changes in value through other comprehensive income when the business model aims to both hold the financial assets to obtain the contractual cash flows and to sell the financial assets. The contractual cash flows consist of the repayment of the principal amount (capital) and interest on the outstanding amount.

In addition, the Group can make the irrevocable choice to measure equity instruments that are measured at fair value through profit or loss at fair value through other comprehensive income. This choice is irrevocable and is only allowed in order to eliminate or limit an inconsistency in the measurement on initial recognition.

These financial assets measured at fair value through other comprehensive income are measured at fair value after initial recognition. Gains and losses resulting from the change in fair value of a participating interest that is classified as a financial asset measured at fair value through other comprehensive income are recognised directly via equity. When the participating interest is sold, disposed or otherwise disposed of, the profit or loss accumulated at that point, which was previously included in equity, will not be transferred to profit or loss. When repayments are made on the financial assets, or when the carrying amount of the participating interest is written off due to an impairment, the profit or loss accumulated at that point, which was previously included in equity, will not be transferred to profit or loss, but to retained earnings.

Impairment losses on financial assets recognised at fair value through other comprehensive income are only recognised for debt instruments. In accordance with IFRS 9, there are no impairment losses for equity instruments.

The impairment losses on debt instruments are recognised by transferring the accumulated loss in the fair value reserve in equity to profit or loss. The amount of the cumulative loss transferred from equity to profit or loss is equal to the difference between the acquisition price, less any repayment of the principal amount, and the actual fair value, less any impairment loss that has already been recognised in profit or loss.

If in a subsequent period the fair value of a financial asset measured at fair value through other comprehensive income increases, the recovered amount is recognised in other comprehensive income.

Financial assets measured at fair value through other comprehensive income include investments in equity securities, i.e. participating interests in companies over which the Group has no control or significant influence.

Financial assets measured at fair value through profit or loss

Financial assets are measured at fair value through profit or loss if the conditions of the above categories are not met, or if the Group irrevocably chooses debt instruments that are measured at fair value through other comprehensive income to be measured at fair value through profit or loss account. This choice is irrevocable, and is only allowed in order to eliminate or limit an inconsistency in the valuation on initial recognition.

After initial recognition, these financial assets are measured at fair value with fair value changes through profit or loss.

Financial liabilities

Financial liabilities can be classified as financial liabilities at amortised cost or as financial liabilities at fair value with the recognition of changes in value through profit or loss.

After initial recognition, the first category is measured at amortised cost using the effective interest method, including any interest expense, while the second is measured at fair value with fair value changes through profit or loss.

Expected credit losses

Impairment losses on financial assets are determined as follows:

- *The 12-month expected credit losses:* these are expected credit losses that result from possible default events that take place within 12 months after the end of the reporting date.
- *Expected credit losses over the full life cycle:* these are expected credit losses that result from possible default events over the expected life of a financial instrument.

The determination on the basis of expected credit losses over the full life cycle always applies to trade receivables without a significant financing component.

DERECOGNITION OF FINANCIAL ASSETS AND LIABILITIES

Financial assets

The Group derecognises a financial asset when (i) the contractual rights to the cash flows arising from the financial asset expire, (ii) it transfers the rights to the cash flows in a transaction in which substantially all of the risks and rewards of ownership of the financial asset are transferred or (iii) in a transaction in which the Group neither transfers nor retains the risks and benefits, but no longer retains control of the financial asset.

When the Group enters into a transaction in which it transfers financial assets that are included in the balance sheet, but retains substantially all risks and benefits of the transferred assets, the transferred assets remain recognised in the balance sheet.

Financial liabilities

The Group derecognises a financial liability when the contractual obligations are terminated or expired. The Group also derecognises a financial liability if the conditions are changed and the cash flows of the changed financial liability are significantly different, in which case a new financial liability is recognised at fair value based on the changed conditions.

When a financial liability is derecognised, the difference between the carrying amount and the consideration paid (including any non-cash assets transferred or liabilities assumed) is recognised in the income statement.

OFFSETTING

The financial assets and financial liabilities are offset and the net amount is recognised in the consolidated balance sheet if, and only if, the Group has a legally enforceable right to offset the amounts and it intends to settle the financial instruments on a net basis or to realise the financial asset and settle the financial liability simultaneously.

SHARE CAPITAL

Ordinary shares are classified as equity. Additional costs that are directly attributable to the issuance of ordinary shares and share options are deducted from equity, after deducting any tax effects.

Treasury shares: when share capital, classified as equity, is reacquired by the Company, the amount paid, including the directly attributable costs, is viewed as a change in equity. Purchased treasury shares are recognised as a deduction of equity. The profit or loss pursuant to the sale or cancellation of treasury shares is directly recognised in equity.

Dividends are recognised as amounts payable in the period in which they are declared.

DERIVATIVE FINANCIAL INSTRUMENTS

The Group uses derivative financial instruments to manage the exchange rate and interest risks deriving from operational, financial and investment activities. Under its treasury management policy, the Group does not use derivative financial instruments for trading purposes. Derivative financial instruments that do not meet the requirements of hedge accounting are, however, accounted for in the same way as derivatives held for trading purposes.

Derivative financial instruments are initially measured at fair value. Attributable transaction costs are expensed in the income statement as incurred. Subsequent to initial recognition, these instruments are measured at fair value. The accounting treatment of the resulting profits or losses depends on the nature of the derivative financial instrument.

The fair value of derivative financial instruments is the estimated amount that the Group will obtain or pay in an orderly transaction on the balance sheet date at the end of the contract in question, with reference to present interest and exchange rates and the creditworthiness of the counterparty.

HEDGING

Cash flow hedges

Whenever derivative financial instruments serve to hedge the variability in cash flows of a liability or a highly probable future transaction, the effective portion of the changes in fair value of these derivatives is recorded directly in equity. When the future transaction results in the recording of an asset or liability, the cumulative profits or losses are removed from equity and transferred to the carrying amount of the asset or liability. In the other case, the cumulative profits or losses are removed from equity and transferred to the income statement at the same time as the hedged transaction. The non-effective portion of profits and losses is recognised immediately in the income statement. Profits or losses deriving from changes in the time value of derivatives are not taken into consideration in determining the effectiveness of the hedging transaction, and are recognised immediately in the income statement.



At the initial recognition of a derivative financial instrument as a hedging instrument, the Group formally documents the relationship between hedging instrument(s) and hedged item(s), including its risk management goals and strategy when entering the hedging transaction, the risk to be hedged and the methods used to assess the effectiveness of the hedge relationship. When entering the hedge relationship and subsequently, the Group assesses whether, during the period for which the hedge is designated, the hedging instruments are expected to be 'highly effective' in offsetting the changes in fair value or cash flows allocated to the hedged position(s) and whether the actual results of each hedge are within the range of 80% to 125%. A cash flow hedge of an expected transaction requires that it is highly likely that the transaction will occur and that this transaction results in exposure to the variability of cash flows such that this can ultimately impact the reported profit or loss.

Whenever a hedging instrument or hedge relationship is ended, but the hedged transaction has still not taken place, the cumulative gains or losses remain in equity and will be recognised in accordance with the above policies once the transaction takes place.

When the hedged transaction is no longer likely, the cumulative gains or losses included in equity are immediately recorded in the income statement.

Fair value hedges

Hedge accounting is not applied to derivative instruments that are used for fair value hedging of foreign currency denominated monetary assets and liabilities. Changes in the fair value of such derivatives are recognised in the income statement as part of the foreign exchange gains and losses.

PROPERTY, PLANT AND EQUIPMENT

OWNED ASSETS

Items of property, plant and equipment are measured at cost less accumulated depreciations and impairments (see below). The cost of self-constructed assets includes the cost price of the materials, direct employee benefit expenses, any costs of dismantling and removal of the asset and the costs of restoring the location where the asset is located. Where parts of an item of property, plant and equipment have different useful lives, these are accounted for as separate property, plant and equipment items. The fair value of the land and buildings from acquisition is established on the basis of a valuation report or a concrete offer.

Gains and losses on the sale of property, plant and equipment are determined by comparing the sales proceeds with the carrying amount of the assets, and are recognised within 'Other operating income and expenses' in the income statement.

SUBSEQUENT EXPENDITURE

The cost price of replacing part of property, plant and equipment is included in the carrying amount of the asset whenever it is probable that the future economic benefits relating to the assets will flow to the Group and the cost price of the assets can be measured reliably. The replaced part of property, plant and equipment will therefore be derecognised, and the result of the remaining carrying amount will be included in the income statement. The costs of the daily maintenance of property, plant and equipment are recognised in the income statement as and when incurred.

DEPRECIATIONS

Depreciations are charged to the income statement using the straight-line method over the expected useful life of the asset, and of the separately recorded major components of an asset. It begins when the asset is ready for its intended use. The residual value, useful lives and depreciation methods are reviewed annually. Land is not depreciated. The fair value adjustments for buildings from acquisition are depreciated over the estimated expected remaining useful life.

The estimated useful lives are as follows:

- Buildings: 30 years
- Photovoltaic panels: 20 years
- Building fixtures: 5 – 15 years
- Computers: 3 years
- Machinery and equipment: 5 – 10 years
- Furniture and vehicles: 3 – 10 years.

LEASES

The Group leases several sites, buildings, cars, equipment for in-theatre sales and projection equipment.

A contract is classified as a lease if it includes the right to control the use of an identified asset for a specified period of time, in exchange for a consideration. Leases are recognised as right-of-use assets and the corresponding lease liabilities at the date on which the leased asset is available for use by the Group.

The lease term considered in the calculation of the lease liabilities is determined on the basis of the underlying lease contracts, taking into account any extensions that can be estimated with reasonable certainty and whether or not to exercise an early termination option. As a general principle in making this assessment for the key lease assets, lease agreements for land and buildings (cinema complexes), Kinopolis Group has considered that a term between 15 and 20 years reflects the entity's reasonable expectation of the period during which the underlying asset will be used. The same term is also used in our valuation and impairment models to determine future cash flows. Moreover, the lease term is considered reasonably certain in view of the useful life of the leasehold improvements and the investments made.

The Group will only reassess the term of a lease when there has been a significant event or a significant change in circumstances, within the control of the Group. Significant events or changes in circumstances within the control of the Group include but are not limited to significant changes to the contract terms, exercise a renewal option or termination option and significant leasehold improvements.

The Group submits all its lease contracts to an extensive analysis to determine whether the contracts meet the lease definition. The Group has thereby decided to make use of the following exemptions:

- Leases with a lease term of 12 months or less;
- Leases for which the underlying asset has a limited value.

The payments for the exempt leases are recognised as an expense in the income statement.

RIGHT-OF-USE ASSETS

Right-of-use assets are measured at the cost that includes:

- Initial recognition of the lease liabilities;
- Advance lease payments;
- Initial direct costs;
- Estimated costs for dismantling and repairs;
- Deferred investment contributions.

The right-of-use assets are depreciated on a straight-line basis, from the commencement date of the agreement, over the lease term, taking into account extensions that can be estimated with reasonable certainty. If the ownership of the leased asset is transferred to the Group at the end of the lease term or if the costs of the right-of-use assets reflect that the Group will exercise a

purchase option, the right-of-use assets are depreciated over the useful life of the underlying asset. The useful life is determined in the same way as for other property, plant and equipment.

In addition, the right-of-use assets are reduced by impairments where applicable, and are adjusted for certain remeasurements to the lease liabilities.

LEASE LIABILITIES

Lease liabilities are initially measured at the present value of future lease payments. Only the lease component of the payment is recognised. The lease payments are discounted at the rate implicit in the lease, or, if this is not available, at the average interest rate of the Group. As the Group makes use of a general financing policy, this is the average interest rate of the Group for external financing taking into account the credit standing of the Group, the parent company, rather than each individual subsidiary. Kinopolis Financial Services NV acts as an in-house bank for the entire Group. As a result, the interest rate is the interest rate that the Group would have to pay to obtain an asset with similar value to the right-of-use asset, taken into account in a similar economic environment, term and security. The discount rate is updated on a yearly basis and will be applied to new leases or for changes to lease agreements which are to be measured at a revised discount rate.

Lease payments recognised in the valuation of the lease liabilities include:

- Fixed lease payments;
- Minimum variable lease payments based on an index or rate;
- Amounts that are expected to be payable under a residual value guarantee;
- The exercise price of a purchase option that the Group will exercise with reasonable certainty, lease payments in an optional extension period that the Group believes will be exercised with reasonable certainty, and penalties for early termination of a lease, unless the Group is reasonably certain that it will not end early.

Lease liabilities are remeasured whenever there is a change in future lease payments as a result of a change in an index or a rate, if there is a change in the estimate of the amount that the Group will owe under a residual value guarantee, if the Group assesses whether or not it will exercise an option to purchase, extend or terminate, or if there is a change in expected future lease payments. When the lease liability is remeasured,



a corresponding adjustment is made to the carrying amount of the right-of-use asset. If the right-of-use asset no longer has a carrying amount, this is recognised in the income statement when the lease liability decreases.

All lease payments that expire within 12 months are recognised as current liabilities. All lease payments that expire after 12 months are recognised as non-current liabilities.

Lease payments are split into the repayment of the lease liability and the financial interest cost. In the consolidated statement of cash flow, both can be found under 'Cash flow from financing activities'. Interests are recognised as an expense in the income statement.

COVID-19 RELATED RENT CONCESSIONS

The IASB issued Covid-19 Related Rent Concessions (Amendment to IFRS 16) on 28 May 2020. This first amendment provides an optional practical expedient that permits lessees not to assess whether rent concessions, that occur as a direct consequence of the Covid-19 pandemic and meet specified conditions, are lease modifications and should therefore be processed via the balance sheet, and instead to account for those rent concessions as if they were not lease modifications and are therefore processed through the income statement. As of 2020, the Group makes use of the practical expedient, and applies it retroactively to all rent concessions, that are a direct result of the Covid-19 pandemic, and that meet the following conditions:

- The change in lease payments results in revised consideration for the lease, which is substantially the same as, or less than, the consideration for the lease immediately preceding the change;
- The reduction in lease payments relates to payments originally due on or before 30 June 2021;
- No substantive changes have been made to other terms of the lease.

On 31 March 2021, Covid-19 Related Rent Concessions beyond 30 June 2021 was issued by the IASB. In this second amendment, the application period was extended by one year. This amendment is applicable as of 1 April 2021, but early application is permitted. The Group has made use of this early application. This second amendment modifies the second condition as follows:

- The reduction in lease payments relates to payments originally due on or before **30 June 2022**.

If the rent concessions resulting directly from the Covid-19 pandemic meet the conditions, they are treated as if they were not lease modifications. The rent concessions are then processed in the same way as a negative variable lease payment, and are therefore included in the income statement within 'Other operating income', as part of Operating result. The rent concessions are recognised in the income statement in the period in which the event or condition, that causes the payment, occurs. For more information we refer to note 27.

LEASES AS LESSOR

The Group leases out its investment properties and owned land and buildings. The Group has classified these leases as operating leases.

For the leases in which the Group acts as a lessor, each of the leases must be classified as an operating or finance lease. A lease is classified as a finance lease if substantially all of the risks and rewards associated with ownership of an underlying asset are transferred. If this is not the case, the lease is recognised as an operational lease.

The Group also leases out parts of leased buildings, which, under the application of IFRS 16, are recognised under Right-of-use assets (the so-called subleases). When the right-of-use of these assets is not fully transferred to the sublessee (which is the case, amongst others, when the rental period of the sublease is significantly shorter than the one of the head lease), these subleases are classified as operating sublease agreements and the rental income is recognised in the income statement on a straight-line basis over the lease term. The Group assessed the classification of the subleases with reference to the right-of-use assets rather than the underlying assets, and concluded that all subleases are classified as operating leases.

Income from leases, both fixed and variable, is recognised as lease income. The variable rent is recognised when it is highly probable that the lease income will be received. If an agreement contains both lease and non-lease components, the Group applies IFRS 15 to allocate the consideration in the contract. We refer to the related accounting policies.

INVESTMENT PROPERTY

Investment property is property that is held in order to earn lease income or for capital appreciation or both, but is not intended for sale in the context of usual business operations, for use in the production, for delivery of goods or for administrative purposes.

Investment property is measured at cost, less accumulated depreciations and impairments. The accounting policies for property, plant and equipment apply.

Lease income from investment property is accounted for as described below in the accounting policy for revenue.

IAS 40 requires real estate to be transferred to or from investment property whenever there is an actual change in use. A change in management intention alone does not support a transfer.

INTANGIBLE ASSETS AND GOODWILL

GOODWILL

Goodwill arising from an acquisition is determined as the positive difference between the fair value of the consideration transferred plus the carrying amount of any non-controlling interest in the acquired entity, on the one hand, and the fair value of the acquired identifiable assets and liabilities, on the other. If this difference is negative, it is immediately recognised in the income statement.

Goodwill is measured at cost less impairment losses. In respect of equity accounted investees, the carrying amount of the investment in the entity also includes the carrying amount of the goodwill. Goodwill is not amortised. Instead, it is subject to an annual impairment test.

INTANGIBLE ASSETS

Intangible assets acquired by the Group are measured at cost less accumulated amortisations and impairment losses (see below). Costs of internally generated goodwill and brands are recognised in the income statement as incurred. Intangible assets with indefinite useful lives are not amortised, but are tested for impairment annually, or whenever there is a valid reason to do so. The indefinite life is reassessed annually to determine whether the indefinite life continues to be supportable. If not, the change in useful life from indefinite to finite is made prospectively.

INTERNALLY GENERATED INTANGIBLE ASSETS

Development activities entail a plan or design for the production of new or fundamentally improved products and processes. Internally developed intangible assets are capitalised whenever the development costs can be reliably determined, the product or process is technically and commercially feasible, the future economic benefits are probable, and the Group intends and has sufficient resources to complete the development and to actively use or sell it. The cost of internally generated intangible assets includes all costs directly attributable to the asset, primarily direct employee benefit expenses.

Other development costs and expenditures for research activities are expensed to the income statement as and when incurred.

SUBSEQUENT EXPENDITURE

Subsequent expenditure in respect of intangible assets is capitalised only when it increases the future economic benefits specific to the related asset. All other expenditure is expensed as incurred.

AMORTISATIONS

Amortisations are charged to the income statement by the straight-line method over the expected useful life of the intangible assets. Intangible assets are amortised from the date on which they are ready for their intended use. Their estimated useful life is 3 to 15 years. The residual value, useful lives and amortisation methods are reviewed annually.

INVENTORIES

Inventories are measured at the lower of cost or net realisable value. The net realisable value is equal to the estimated sales price less the estimated costs of completion and selling expenses.

The cost of inventories includes the costs incurred in acquiring the inventories and bringing them to their present location and condition. Inventories are measured according to the latest purchase price.



IMPAIRMENT LOSSES

The carrying amounts of the non-financial assets of the Group, other than inventories and deferred tax assets, are reviewed at each balance sheet date to determine whether there is any indication of impairment. If there is an indication of impairment, the recoverable amount of the asset is estimated. In case of goodwill and intangible assets with an indefinite useful life or which are not yet ready for their intended use, the recoverable amount is estimated at the same date each year. An impairment loss is recorded whenever the carrying amount of an asset, or the cash-generating unit to which the asset belongs, is higher than the recoverable amount.

The recoverable amount is the higher of the value in use or the fair value less costs to sell. When determining the value in use, the discounted value of the estimated future cash flows is calculated using a proposed weighted average cost of capital, that reflects both the current market rate and the specific risks with regard to the asset or the cash-generating unit. Where an asset does not generate significant cash flows by itself, the recoverable amount is determined based on the cash-generating unit to which the asset belongs. Goodwill acquired in a business combination is allocated to groups of cash-generating units that are expected to benefit from the synergies of the combination.

Impairment losses are recorded in the income statement. Impairment losses recorded with respect to cash-generating units are first deducted from the carrying amount of any goodwill assigned to cash-generating units (or groups of units), and then deducted proportionally from the carrying amount of the other assets of the unit (or group of units), excluding financial assets.

An impairment is reversed when the reversal can be objectively linked to an event occurring after the impairment was recorded. A previously recorded impairment is reversed when a change has occurred in the estimates used to determine the recoverable value, but not in a higher amount than the net carrying amount that would have been determined if no impairment had been recorded in previous years. Goodwill impairments are not reversed.

ASSETS CLASSIFIED AS HELD FOR SALE

Non-current assets (or groups of assets and liabilities being disposed of) for which the carrying amount is expected to be recovered mainly via a sales transaction and not through the continuing use thereof are classified as 'held for sale'. Directly prior to this classification, the assets (or the components of a group of assets being disposed of) are remeasured in accordance with the financial accounting policies of the Group. Hereafter, the assets (or a group of assets to be disposed of) are measured on the basis of their carrying amount or, if lower, fair value less cost to sell.

Non-current assets are no longer depreciated as soon as they are classified as held for sale. Any impairment loss on a group of assets being disposed of is allocated in the first place against goodwill and then, proportionally, against the remaining assets and liabilities, except that no impairments are allocated against inventories, financial assets, deferred tax assets and employee benefit assets, which will continue to be measured in accordance with the Group's accounting policies. Impairment losses on initial classification and gains and losses on subsequent measurement are recognised in the income statement.

EMPLOYEE BENEFITS

SHORT-TERM EMPLOYEE BENEFITS

Short-term employment benefit obligations include wages, salaries and social security contributions, holiday pay, continued payment of wage in the event of illness, bonuses and benefits in kind. These are expensed when the services in question are provided. Some of the Group's employees are eligible for a bonus, based on personal performance and financial objectives. The amount of the bonus that is recognised in the income statement is based on an estimation at the balance sheet date.

POST EMPLOYMENT BENEFITS

Post employment benefits include the pension plans. The Group provides post employment remuneration for some of its employees in the form of 'defined contribution plans'.

OTHER LONG-TERM EMPLOYEE BENEFITS

The Group has an obligation in France to pay a retirement premium to employees upon their retirement. This compensation is also accounted for as a defined benefit plan.

DEFINED CONTRIBUTION PLANS

A defined contribution plan is a post employment benefit plan under which the Group pays fixed contributions into a separate entity and has no legal or constructive obligation to pay further amounts. Obligations for contributions to defined pension plans are recognised as an employee benefit expense in the income statement in the periods during which related services are rendered by employees.

In Belgium, employers are obliged to guarantee a minimum return on defined contribution plans throughout the employee's career (Art. 24 of the Law of 28 April 2003 – WAP). To the extent that the legally guaranteed return is adequately covered by the insurance company, the Group has no further payment obligation towards the insurance company or the employee beyond the pension contributions, recognised through profit and loss in the year in which they are owed. As a consequence of this guaranteed minimum return, all Belgian plans with defined contributions under IFRS are qualified as defined benefit plans.

The liability recognised on the balance sheet for these defined benefit plans is the current value of the future benefit obligations that employees have accrued in the fiscal year and previous years, minus the fair value of the fund investments. The liability is calculated periodically by an independent actuary using the 'projected unit credit method'. The fair value of the fund investments is determined as the mathematical reserves that are accrued within the insured plans.

Revaluations of the net liability arising from defined pension plans, which consist of actuarial profit and loss, the return on the fund investments (excluding interest) and the effect of the asset ceiling (if present, excluding interest), are recognised directly in other comprehensive income.

The Group determines the net liability (the net asset) ensuing from defined contribution plans for the fiscal year using the discount rate employed to value the net liability (the net asset) at the beginning of the fiscal year, with due consideration for any changes to the net liability (the net asset) during the fiscal year as a consequence of contributions and pay-outs. Net interest charges and other charges with regard to defined contribution plans are recognised in profit and loss.

If the pension entitlements arising from a plan are changed or a plan is restricted, the resulting change in entitlements with regard to past service or the profit or loss on that restriction is recognised directly in profit or loss. The Group justifies profit or loss on the settlement of a defined contribution plan at the time of that settlement.

SHARE-BASED PAYMENTS AND RELATED BENEFITS

The stock option plan enables Group employees to acquire shares of the Company. The option exercise price is equal to the average of the closing price of the underlying shares over thirty days prior to the date of offer. No compensation costs or liabilities are recognised.

Share transactions with employees are charged to the income statement over the vesting period, based on the fair value on the date of offering, with a corresponding increase in equity. The fair value is determined using an option valuation model. The amount expensed is determined on the basis of the number of awards for which the service conditions are expected to be fulfilled.

To hedge its liabilities within the framework of the allocation of stock options to its directors and executives, the Group buys back its treasury shares at the specific times those options are allocated. This can occur by means of several buybacks. These shares will be charged to equity on transaction date for the sum paid, including the related costs. When the options are exercised, treasury shares are derecognised by applying the FIFO-principle. The difference between the option exercise price and the average price of the shares in question is recognised directly in equity.

TERMINATION BENEFITS

Termination benefits are expensed when the Group can no longer withdraw the offer of those benefits or, if earlier, when the Group recognises the restructuring expenses. If benefits are payable more than twelve months after the reporting date, they are then discounted to their present value.



PROVISIONS

A provision is recorded in the statement of financial position whenever the Group has an existing (legal or constructive) obligation as a result of a past event and where it is probable that the settlement of this obligation will result in an outflow of resources containing economic benefits. Where the effect is material, provisions are measured by discounting the expected future cash flows at a pre-tax discount rate that reflects both the current market assessment of the time value of money and, where applicable, the risks inherent to the obligation.

RESTRUCTURING

A provision for restructuring is set up whenever the Group has approved a detailed, formal restructuring plan and the restructuring has either been commenced or publicly announced before the balance sheet date. No provisions are recognised for future operating costs.

SITE RESTORATION

In accordance with the contractual obligations of the Group, a provision for site restoration is set up whenever the Group is obliged to restore land to its original condition.

ONEROUS CONTRACTS

A provision for onerous contracts is set up whenever the economic benefits expected from a contract are lower than the unavoidable costs of meeting the contract obligations. Before a provision is set up, the Group first recognises any impairment loss on the assets relating to the contract.

REVENUE

SALES OF GOODS AND SERVICES

The Group applies the 5-step model to include revenue in the income statement. When selling goods or services, the Group will recognise the proceeds of the amount to which the Group expects to be entitled in exchange for those goods or services. In order to apply this principle, the Group must go through the following steps:

1. Identification of the contract with a customer;
2. Identification of the performance obligations in the contract;
3. Determination of the transaction price;
4. Allocation of the transaction price to the performance obligations in the contract; and
5. Recognition of revenue when the Company fulfils a performance obligation.

More specifically, the Group will apply the following principles and recognition rules when selling goods and delivering services:

- Box Office is the result of the sale of cinema tickets (and 3D glasses). Box Office sales are recognised as revenue on the date of the showing of the film they relate to;
- In-theatre Sales (ITS) include all revenue from the sale of beverage, snacks and merchandising in the complexes. In-theatre sales are recognised as revenue at the checkout;
- Revenue from the advance sale of tickets or other prepaid gift vouchers are recognised in current liabilities, and are recognised as revenue when the ticket holder uses the ticket.
- Gift vouchers that have not been exercised ('breakage fees') are recognised as revenue, taking into account the expected non-redemption, and no later than the expiry date of the gift vouchers;
- Revenue from exchange deals is recognised as revenue at the moment the service has been delivered;
- Events (business-to-business) are recognised as revenue when the event takes place. If the event takes place over a longer period of time, the revenue is recognised in the income statement on a straight-line basis over the duration of the event;
- Turnover resulting from screen advertising is recognised as revenue spread over the period (number of film days per month) in which the advertisement is shown;
- Turnover from promotions (business-to-customer) is recognised as revenue when the promotion takes place;
- The theatrical revenue from film distribution is recognised over the term of the film based on the number of visitors. The revenue from after theatrical rights are recognised in the first period on the basis of usage, and in the following period on the basis of a fixed price that is recognised as one-off revenue when the rights are transferred. Whereas the Group does not act as an agent for revenue from theatrical and after theatrical rights, this revenue is not offset by the related costs.

Supplier discounts (PET intervention, volume discounts, collaboration costs and media or marketing support) are deducted from the cost of sales or from marketing costs.

LEASE INCOME

Lease income, both fixed and variable lease income, is recognised in the income statement on a straight-line basis over the lease period. This with the exception of Covid-19 related rent concessions, on amounts already invoiced in the past, which are recognised directly in the income statement. Lease incentives granted are regarded as an integral part of lease income.

GOVERNMENT GRANTS

Government grants are initially recognised at fair value whenever a reasonable certainty exists that they will be received and that the Group will comply with the conditions associated with them. The Group makes a distinction between grants received from the Centre National du Cinéma et de l'Image Animée (CNC), capital grants and other grants.

Grants received from the Centre National du Cinéma et de l'Image Animée

The Group receives grants in France from the CNC for cinema related investments. These grants come from a fund financed by contributions from cinema operators in the form of a percentage of ticket sales. The grants are recorded as liabilities as deferred revenue, and are taken into the income statement, within 'Other operating income', over the useful life of the related assets. The unwinding of receivables related to the grants is included under financial income.

Capital grants

In Spain, the Group receives capital grants from the government to finance investment projects for innovation, digitalisation and audio visual techniques, financed by the European Union (the so-called 'next generation EU'). The grants are recorded as liabilities as deferred revenue, and are taken into the income statement, within 'Other operating income', over the useful life of the related assets.

Other grants

Other grants relate on the one hand to grants obtained as compensation for specific costs incurred and on the other hand to general government and CNC support measures. Grants obtained as compensation for directly attributable costs are taken directly to the income statement, deducted from the related costs. General support measures received from the government are also included in the income statement, within 'Other operating income'.

FINANCIAL INCOME

Financial income consists of interest received on investments, dividends, foreign exchange gains, the unwinding of receivables with regard to government grants and the profits on hedging instruments that are recognised in the income statement.

Interest income is recognised in the income statement based on the effective interest method. Dividend income is included in the income statement on the date that the dividend is declared.

Foreign exchange gains and losses are offset per currency.

EXPENSES

EXPENSES RELATED TO LEASES

For leases that meet the requirements of IFRS 16, a depreciation expense linked to the right-of-use asset and an interest expense linked to the lease liability are recognised. These are recognised as expenses in the income statement.

Leases that are exempted under IFRS 16 are recognised in the income statement using a straight-line method.

FINANCIAL EXPENSES

The financial expenses comprise interest to be paid on loans, interest costs on lease liabilities, foreign exchange losses, the unwinding of discounts on non-current provisions and losses on hedging instruments that are recognised in the income statement.

Interest charges are recognised based on the effective interest method.

Financial expenses directly attributable to the acquisition or construction of a qualifying asset are capitalised as part of the cost of that asset.

Foreign exchange gains and losses are compensated per currency.



INCOME TAX EXPENSES

Income tax expenses consist of current and deferred taxes. Income taxes are recorded in the income statement except where they relate to a business combination or elements recorded directly in equity. In this case, the income taxes are recognised directly in equity or goodwill.

Current taxes consist of the expected tax payable on the taxable profit of the year, calculated using tax rates enacted or substantively enacted at the balance sheet date, as well as tax adjustments in respect of prior years. The amount of current income taxes is determined on the basis of the best estimate of the tax gain or expense, with due consideration for any uncertainty with regard to income tax.

Additional income taxes resulting from issuing dividends are recognised simultaneously with the liability to pay the dividend in question.

Deferred taxes are recorded based on the balance sheet method, for all temporary differences between the taxable base and the carrying amount for financial reporting purposes, for both assets and liabilities. No deferred taxes are recognised for the following temporary differences:

- Initial recognition of assets and liabilities in a transaction that is not a business combination and that does not affect accounting or taxable profits;
- Differences with regard to investments in subsidiaries to the extent that an offsetting entry is unlikely in the near future;
- Taxable temporary differences that arise at the initial recognition of goodwill.

The amount of the deferred taxes is based on expectations with regard to the realisation of the carrying value of the assets and liabilities, whereby the tax rates enacted or substantively enacted at the balance sheet date are used.

A deferred tax asset is only recorded in the consolidated statement of financial position when it is probable that adequate future taxable profits are available against which the tax benefit can be utilised. Deferred tax assets are reduced whenever it is no longer probable that the related tax benefit will be realised.

The deferred and current tax receivables and liabilities are offset per tax jurisdiction if the Group has a legal enforceable right to offset the amounts and it intends to settle the liability on a net basis, or to realise the receivable and the liability simultaneously.

SEGMENT REPORTING

An operating segment is a clearly distinguishable component of the Group that engages in business activities from which it may earn revenue and incur expenses, including revenue and expenses in relation to transactions with any of the Group's other components. The Group is organised geographically. The different countries constitute operating segments, in accordance with the internal reporting to the CEO and CFO of the Group.

DISCONTINUED OPERATIONS

A discontinued operation is a component of the Group that represents a separate important operation or geographic business area, is part of a single coordination plan to dispose of a separate important operation or geographic business area or concerns a subsidiary that was acquired exclusively with the intent of selling it.

Classification as discontinued operations occurs upon the disposal of or, if earlier, when the business activity fulfils the criteria for classification as held for sale. Whenever an activity is classified as a discontinued operation, the comparative income statement figures are restated as if the activity had been discontinued from the start of the comparative period.

NEW AND / OR AMENDMENTS TO STANDARDS AND INTERPRETATIONS NOT YET ADOPTED BY THE GROUP

A number of new standards, amendments to standards and interpretations are not yet effective for the year ended per 31 December 2022, and have not been applied in preparing these consolidated financial statements.

The amendments are not expected to have a material impact on the Group's consolidated financial statements.

Amendments to IAS 1 Presentation of Financial Statements and IFRS Practice Statement 2: Disclosure of Accounting Policies, issued on 12 February 2021, include narrow-scope amendments to improve accounting policy disclosures so that they provide more useful information to investors and other primary users of the financial statements. The amendments to IAS 1 require companies to disclose their *material* accounting policy information rather than their *significant* accounting policies. The amendments to IFRS Practice Statement 2 provide guidance on how to apply the concept of materiality to accounting policy disclosures. The amendments are effective for annual periods beginning on or after 1 January 2023 with early application permitted. These amendments have been endorsed by the EU.

Amendments to IAS 8 Accounting Policies, Changes in Accounting Estimates and Errors: Definition of Accounting Estimates, issued on 12 February 2021, clarify how companies should distinguish changes in accounting policies from changes in accounting estimates. The distinction is important because changes in accounting estimates are applied prospectively only to future transactions and other future events, but changes in accounting policies are generally also applied retrospectively to past transactions and other past events. The amendments are effective for annual periods beginning on or after 1 January 2023 with early application permitted. These amendments have been endorsed by the EU.

Amendments to IAS 12 Income Taxes: Deferred Taxes related to Assets and Liabilities arising from a Single Transaction, issued on 7 May 2021, clarify how companies should account for deferred taxes on transactions such as leases and decommissioning obligations. IAS 12 Income Taxes specifies how a company accounts for income taxes, including deferred taxes. In specified circumstances, companies are exempt from recognising deferred taxes when they recognise assets or liabilities for the first time. Previously, there had been some uncertainty about whether the

exemption applied to transactions such as leases and decommissioning obligations, transactions for which companies recognise both an asset and a liability. The amendments clarify that the exemption does not apply and that companies are required to recognise deferred taxes on such transactions. The aim of the amendments is to reduce diversity in the reporting of deferred taxes on leases and decommissioning obligations. The amendments are effective for annual periods beginning on or after 1 January 2023 with early application permitted. These amendments have been endorsed by the EU.

Amendments to IAS 1 Presentation of Financial statements: Classification of Liabilities as Current or Non-current, issued on 23 January 2020, clarify a criterion in IAS 1 for classifying a liability as non-current: the requirement for an entity to have the right to defer settlement of the liability for at least 12 months after the reporting period.

The amendments:

- Specify that an entity's right to defer settlement must exist at the end of the reporting period;
- Clarify that classification is unaffected by management's intentions or expectations about whether the entity will exercise its right to defer settlement;
- Clarify how lending conditions affect classification; and
- Clarify requirements for classifying liabilities an entity will or may settle by issuing its own equity instruments.

On 15 July 2020, the IASB issued **Classification of Liabilities as Current or Non-current – Deferral of Effective Date (Amendment to IAS 1)** deferring the effective date of the aforementioned amendments by one year.

On 31 October 2022, the IASB issued **Non-current liabilities with Covenants**, which amends IAS 1 and specifies that covenants (i.e. conditions specified in a loan arrangement) to be complied with after the reporting date do not affect the classification of debt as current or non-current at the reporting date. Instead, the amendments require a company to disclose information about these covenants in the notes to the consolidated financial statements. All of the amendments are effective for annual reporting periods beginning on or after 1 January 2024, with early adoption permitted. The amendments have not yet been endorsed by the EU.



Amendments to IFRS 16 Leases: Lease Liability in a Sale and Leaseback, issued on 22 September 2022, introduce a new accounting model which will impact how a seller-lessee accounts for variable lease payments in a sale-and-leaseback transaction.

Under this new accounting model for variable payments, a seller-lessee will:

- Include estimated variable lease payments when it initially measures a lease liability arising from a sale-and-leaseback transaction; and

- After initial recognition, apply the general requirements for subsequent accounting of the lease liability such that it recognizes no gain or loss relating to the right of use it retains.

These amendments will not change the accounting for leases other than those arising in a sale and leaseback transaction. The amendments apply retrospectively for annual periods beginning on or after 1 January 2024 with early application permitted. These amendments have not yet been endorsed by the EU.



Kinepolis Fenouillet (FR)

2. Segment reporting



Segment information is given for the Group's geographic segments. The geographic segments reflect the countries in which the Group operates. The prices for intersegment transactions are determined on a business-like, objective basis. The segment information was drawn up in accordance with IFRS.

Segment results, assets and liabilities of a particular segment include those items that can be attributed, either directly or reasonably, to that segment.

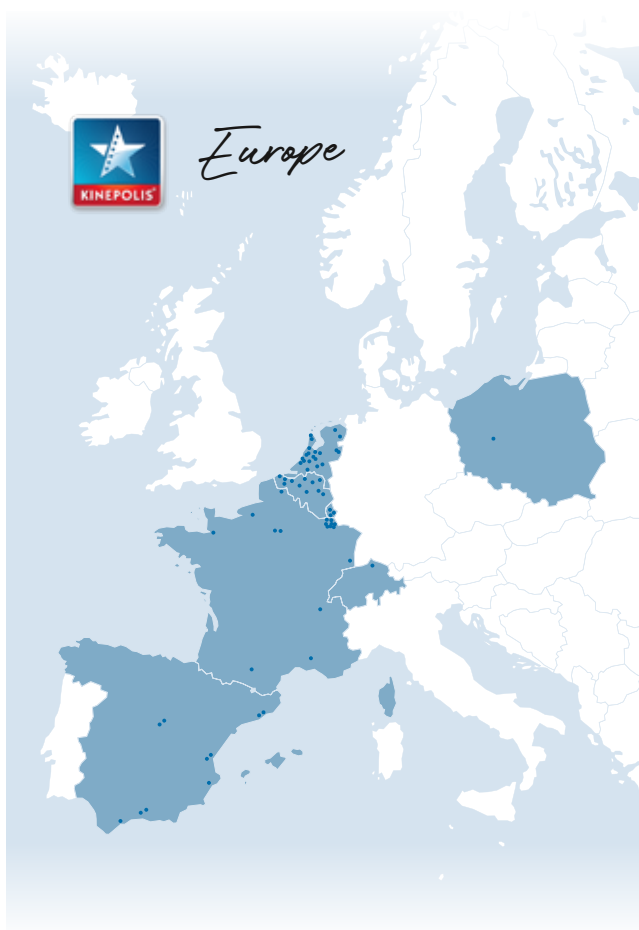
Financial income and expenses and income tax expenses and their related assets and liabilities (excluding Lease liabilities) are not monitored by segment by the Group's CEO and CFO.

The capital expenditures of a segment are all costs incurred during the reporting period to acquire assets that are expected to remain in use in the segment for longer than one reporting period.

GEOGRAPHIC SEGMENTS

The Group's activities are managed and monitored on a country basis. The main geographic markets are Belgium, France, Canada, Spain, the Netherlands, United States and Luxembourg. The Polish and Swiss activities are combined in the 'Other' geographical segment, in accordance with the internal reporting to the CEO and CFO of the Group.

In presenting information on the basis of geographic segments, revenue from the segment is based on the geographic location of the customers. The basis used for the assets of the segments is the geographic location of the assets.



Segment reporting

at 31 December 2022

INCOME STATEMENT

IN '000 €	2022									
	BELGIUM	FRANCE	CANADA	SPAIN	THE NETHERLANDS	UNITED STATES	LUXEMBOURG	OTHERS (POLAND, SWITZERLAND)	NOT ALLOCATED	TOTAL
Segment revenue	153 868	67 915	122 777	41 378	57 859	49 305	14 961	3 493		511 556
Intersegment revenue	-11 588	-59								-11 647
Revenue	142 280	67 856	122 777	41 378	57 859	49 305	14 961	3 493		499 908
Cost of sales	-91 180	-48 777	-109 808	-35 351	-44 524	-43 015	-9 816	-3 003		-385 473
Gross result	51 100	19 079	12 969	6 027	13 335	6 290	5 145	491		114 436
Marketing and selling expenses	-9 873	-2 516	-5 814	-1 956	-1 553	-760	-915	-98		-23 486
Administrative expenses	-15 618	-1 899	-6 013	-1 006	-1 257	-1 723	-235	-359		-28 109
Other operating income	69	922	2 539	1 025	957	59	53			5 624
Other operating expenses	-13	-22	-65	-10	-362		-14			-485
Segment result	25 665	15 565	3 615	4 080	11 121	3 866	4 034	33		67 980
Financial income									851	851
Financial expenses									-31 138	-31 138
Result before tax										37 694
Income tax expenses									-10 159	-10 159
RESULT FOR THE PERIOD										27 535

BALANCE SHEET – ASSETS

IN '000 €	2022									
	BELGIUM	FRANCE	CANADA	SPAIN	THE NETHERLANDS	UNITED STATES	LUXEMBOURG	OTHERS (POLAND, SWITZERLAND)	NOT ALLOCATED	TOTAL
Intangible assets	5 302	911	2 839	264	124	1 941	28			11 408
Goodwill	6 586	13 708	34 396	22 015	34 057	51 762	5 844	6 502		174 870
Property, plant and equipment	55 503	85 556	75 496	46 179	125 763	76 048	10 395	7 571		482 512
Right-of-use assets	6 276	24 979	191 308	39 653	19 470	47 389	4 387			333 462
Investment property			691	6 721				8 466		15 878
Deferred tax assets									21 142	21 142
Non-current tax assets									1 653	1 653
Derivative financial instruments									349	349
Other receivables	2	3 616	231	1 037			11			4 896
Other financial assets									27	27
Non-current assets	73 669	128 770	304 962	115 867	179 414	177 140	20 664	22 540	23 171	1 046 197
Inventories	3 333	607	1 502	577	943	555	131	39		7 688
Trade and other receivables	17 863	8 577	5 204	2 420	3 636	1 776	1 478	94		41 050
Current tax assets									6 810	6 810
Cash and cash equivalents									67 751	67 751
Current assets	21 197	9 185	6 706	2 998	4 579	2 331	1 609	133	74 561	123 299
SEGMENT ASSETS	94 866	137 955	311 667	118 865	183 993	179 471	22 273	22 673	97 733	1 169 496



BALANCE SHEET - EQUITY AND LIABILITIES

IN '000 €	2022									
	BELGIUM	FRANCE	CANADA	SPAIN	THE NETHERLANDS	UNITED STATES	LUXEMBOURG	OTHERS (POLAND, SWITZERLAND)	NOT ALLOCATED	TOTAL
Share capital and share premium									20 106	20 106
Consolidated reserves									130 009	130 009
Translation reserve									7 603	7 603
Equity attributable to the owners of the Company									157 719	157 719
Non-controlling interests									-91	-91
Total equity									157 628	157 628
Loans and borrowings									463 193	463 193
Lease liabilities	4 121	23 938	199 514	37 512	18 825	47 352	4 112			335 375
Provisions for employee benefits	28	763								791
Provisions	1 679	223	192							2 093
Deferred tax liabilities									11 133	11 133
Other payables	111	4 402	3	465	63					5 044
Non-current liabilities	5 938	29 327	199 709	37 977	18 888	47 352	4 112		474 326	817 629
Loans and borrowings									28 378	28 378
Lease liabilities	2 087	2 339	18 387	3 671	4 299	3 698	515			34 996
Trade and other payables	52 856	21 801	23 163	9 012	10 573	6 434	3 224	669		127 732
Provisions	47				126					173
Current tax liabilities									2 960	2 960
Current liabilities	54 990	24 141	41 551	12 682	14 998	10 132	3 738	669	31 338	194 239
SEGMENT EQUITY AND LIABILITIES	60 928	53 467	241 260	50 660	33 886	57 483	7 851	669	663 291	1 169 496

CAPITAL EXPENDITURE

IN '000 €	2022									
	BELGIUM	FRANCE	CANADA	SPAIN	THE NETHERLANDS	UNITED STATES	LUXEMBOURG	OTHERS (POLAND, SWITZERLAND)	NOT ALLOCATED	TOTAL
CAPITAL EXPENDITURE	5 629	7 436	5 736	2 876	1 679	3 737	603	60		27 756

NON-CASH ELEMENTS

IN '000 €	2022									
	BELGIUM	FRANCE	CANADA	SPAIN	THE NETHERLANDS	UNITED STATES	LUXEMBOURG	OTHERS (POLAND, SWITZERLAND)	NOT ALLOCATED	TOTAL
Depreciations, amortisations, impairments and provisions	11 552	10 101	29 493	7 700	10 662	10 397	1 686	680		82 269
Others	-145									-145
TOTAL	11 407	10 101	29 493	7 700	10 662	10 397	1 686	680		82 124

Segment reporting

at 31 December 2021

INCOME STATEMENT

IN '000 €	2021									
	BELGIUM	FRANCE	CANADA	SPAIN	THE NETHERLANDS	UNITED STATES	LUXEMBOURG	OTHERS (POLAND, SWITZERLAND)	NOT ALLOCATED	TOTAL
Segment revenue	84 344	38 699	52 835	26 253	32 366	28 773	8 555	2 557		274 382
Intersegment revenue	-7 959	-31						1		-7 989
Revenue	76 385	38 668	52 835	26 253	32 366	28 773	8 555	2 558		266 393
Cost of sales	-60 885	-34 002	-67 103	-25 767	-31 870	-31 510	-6 910	-1 976		-260 023
Gross result	15 500	4 666	-14 268	486	496	-2 737	1 645	582		6 370
Marketing and selling expenses	-7 825	-1 467	-1 924	-1 075	-956	-244	-720	-63		-14 274
Administrative expenses	-13 422	-1 143	-3 799	-705	-1 358	-1 478	-182	-283		-22 370
Other operating income	2 406	7 842	9 206	2 144	2 126		452	309		24 485
Other operating expenses	-137	-390	-51	-160	-1		-17			-756
Segment result	-3 478	9 508	-10 836	690	307	-4 459	1 178	545		-6 545
Financial income									851	851
Financial expenses									-29 213	-29 213
Result before tax										-34 907
Income tax expenses									9 401	9 401
RESULT FOR THE PERIOD										-25 506

BALANCE SHEET – ASSETS

IN '000 €	2021									
	BELGIUM	FRANCE	CANADA	SPAIN	THE NETHERLANDS	UNITED STATES	LUXEMBOURG	OTHERS (POLAND, SWITZERLAND)	NOT ALLOCATED	TOTAL
Intangible assets	4 831	921	2 849	266	159	2 059	44			11 129
Goodwill	6 586	11 317	34 499	22 015	34 057	48 678	5 844	6 502		169 498
Property, plant and equipment	59 528	80 953	83 886	47 891	132 816	74 698	11 037	7 278		498 087
Right-of-use assets	6 892	25 958	212 822	38 488	17 544	46 813	4 803			353 320
Investment property			1 778	6 721				8 907		17 406
Deferred tax assets									23 812	23 812
Other receivables	9	5 130	428	794	-20		11			6 352
Other financial assets									27	27
Non-current assets	77 846	124 279	336 262	116 175	184 556	172 248	21 739	22 687	23 839	1 079 631
Inventories	1 895	434	1 018	470	621	391	116	35		4 980
Trade and other receivables	14 363	6 594	3 686	1 595	5 099	968	1 171	278		33 754
Current tax assets									1 418	1 418
Cash and cash equivalents									75 295	75 295
Current assets	16 258	7 028	4 704	2 065	5 720	1 359	1 287	313	76 713	115 447
SEGMENT ASSETS	94 104	131 307	340 966	118 240	190 276	173 607	23 026	23 000	100 552	1 195 078



BALANCE SHEET - EQUITY AND LIABILITIES

IN '000 €	2021									
	BELGIUM	FRANCE	CANADA	SPAIN	THE NETHERLANDS	UNITED STATES	LUXEMBOURG	OTHERS (POLAND, SWITZERLAND)	NOT ALLOCATED	TOTAL
Share capital and share premium									20 106	20 106
Consolidated reserves									100 676	100 676
Translation reserve									-54	-54
Equity attributable to the owners of the Company									120 728	120 728
Non-controlling interests									-79	-79
Total equity									120 649	120 649
Loans and borrowings									478 494	478 494
Lease liabilities	4 603	24 568	219 635	36 224	18 697	46 085	4 459			354 271
Provisions for employee benefits	764	727								1 491
Provisions	1 484	153	304							1 941
Deferred tax liabilities									12 158	12 158
Derivative financial instruments									28	28
Other payables	111	5 110	3	117	55					5 396
Non-current liabilities	6 962	30 558	219 942	36 341	18 752	46 085	4 459		490 680	853 779
Bank overdrafts									12	12
Loans and borrowings									71 557	71 557
Lease liabilities	2 204	2 347	19 640	3 717	4 341	3 540	507			36 296
Trade and other payables	44 156	19 856	21 592	7 694	7 616	7 185	2 897	547		111 543
Provisions					358					358
Current tax liabilities									884	884
Current liabilities	46 360	22 203	41 232	11 411	12 315	10 725	3 404	547	72 453	220 650
SEGMENT EQUITY AND LIABILITIES	53 322	52 761	261 174	47 752	31 067	56 810	7 863	547	683 782	1 195 078

CAPITAL EXPENDITURE

IN '000 €	2021									
	BELGIUM	FRANCE	CANADA	SPAIN	THE NETHERLANDS	UNITED STATES	LUXEMBOURG	OTHERS (POLAND, SWITZERLAND)	NOT ALLOCATED	TOTAL
CAPITAL EXPENDITURE	2 505	8 301	1 969	260	2 832	340	836	12		17 055

NON-CASH ELEMENTS

IN '000 €	2021									
	BELGIUM	FRANCE	CANADA	SPAIN	THE NETHERLANDS	UNITED STATES	LUXEMBOURG	OTHERS (POLAND, SWITZERLAND)	NOT ALLOCATED	TOTAL
Depreciations, amortisations, impairments and provisions	12 119	9 697	27 365	7 219	11 456	9 190	1 664	502		79 212
Others	293									293
TOTAL	12 412	9 697	27 365	7 219	11 456	9 190	1 664	502		79 505

3. Revenue

The table below shows the breakdown of revenue by activity, product or service offered by the Group:

IN '000 €	2021	2022
Box Office	142 882	260 884
In-theatre Sales	81 965	155 202
Business-to-Business	24 010	60 210
Brightfish	6 354	7 388
Film distribution	2 094	4 764
Technical department	53	48
TOTAL IFRS 15	257 358	488 496
Real estate	9 035	11 412
TOTAL	266 393	499 908

Revenue from ticket sales (Box Office, BO) increased by 82.6%, to € 260.9 million. BO revenue per visitor increased by 7.0%. This increase was seen in nearly all countries, thanks in part to the success of premium cinema experiences and inflation-compensating price increases.

Revenue from the sale of drinks and snacks (In-theatre Sales, ITS) increased by 89.4% to € 155.2 million. ITS revenue per visitor rose by 13.0% (excluding home delivery revenue), driven by an increase in ITS revenue per visitor in almost all countries.

B2B revenue increased by 150.8%, both in terms of revenue from events and screen advertising revenue. B2B activities experienced a solid recovery in the second half of the year, thanks to renewed appreciation of physical events.

Real estate income increased by 26.3% thanks to an increase in variable rental income, mainly parking income, and less rent allowances granted, the impact of annual indexations as well as income from owned concessions.

The turnover of Brightfish, the Belgian screen advertising agency, increased by 16.3%, thanks to more screen advertising.

Kinepolis Film Distribution (KFD) saw its income more than double thanks to successful releases in 2022 (including 'Zillion' and 'Onze Natuur, De Film') and higher revenue from Video-on-Demand (VOD).

Revenue from Box Office and In-theatre Sales (which together represented 83.2% of total revenue) are directly linked to the evolution of the visitors. These in turn depend on the number of films produced, their success with the customer and external factors, such as competitive activities, weather conditions and exceptional events such as the Covid-19 pandemic. Consequently, the number of visitors, and therefore the turnover, can be very volatile. For more information regarding the risks involved, we refer to 'Description of the main business risks' in the 'Corporate Governance Statement' section.

B2B consists of three products: sales of vouchers, sales of cinema advertising and sales of film and non-film related events. Film related events make up the bulk of B2B and are closely related to the line-up and the number of films produced and their potential success. The sale of vouchers and cinema advertising strongly depend on the macro-economic climate and business confidence.

The Brightfish results are highly dependent on the macro-economic climate, the advertising spending mainly in the FMCG industry and the share of cinema and marketing campaigns of the major advertisers. Depending on the pricing in other media such as online and TV, this can fluctuate widely.

The results for film distribution depend on the number and success of the Flemish productions of which Kinepolis Film Distribution (KFD) owns the rights, combined with the international releases of which Kinepolis Film Distribution owns the rights for the Belgian and Luxembourg territory, together with Dutch Filmworks (DFW).

4. Other operating income and expenses



OTHER OPERATING INCOME

IN '000 €	2021	2022
Government grants	1 409	725
Government grants and support measures due to the Covid-19 pandemic	10 337	1 148
Rent concessions due to the Covid-19 pandemic	11 750	2 810
Capital gains on disposal of property, plant and equipment and investment property	461	379
Other grants – not Covid-19 related	220	427
Others	308	135
TOTAL	24 485	5 624

GOVERNMENT GRANTS

In France, the Group receives grants from the Centre National du Cinéma et de l'image Animée (CNC) for cinema related investments. These grants come from a fund financed by a contribution from cinema operators in the form of a percentage of ticket sales. The grants are recorded as liabilities on the balance sheet, and are taken into the result over the useful life of the related assets, at € 0.7 million in 2022 (2021: € 1.4 million).

In Spain, Kinopolis received capital grants from the government in 2022 to finance investment projects for innovation, digitalisation and audio visual techniques, financed by the European Union (the so-called 'Next Generation EU'). The grants are recorded on the balance sheet as liabilities, and are recognised in the result over the useful life of the related assets.

GOVERNMENT GRANTS AND SUPPORT MEASURES AS A RESULT OF THE COVID-19 PANDEMIC

As a result of the outbreak of the Covid-19 pandemic, governments, in the various countries where Kinopolis operates, and the CNC in France have decided to provide support measures. The Group obtained in 2022 non-directly attributable or general grants for € 1.1 million in this regard (ES: € 0.8 million, CA: € 0.4 million, FR: € 0.2 million and BE: € -0.2 million). Throughout 2021 the Group obtained € 10.3 million (FR: € 6.1 million, BE: € 1.7 million, ES: € 1.0 million, NL: € 0.9 million, LUX: € 0.4 million and CH: € 0.3 million). For more information and a detailed breakdown we refer to note 30.

RENT CONCESSIONS AS A RESULT OF THE COVID-19 PANDEMIC

In addition, the Group obtained € 2.8 million rent concessions in 2022 (2021: € 11.8 million) as a direct result of the Covid-19 pandemic. Most of this relates to the lease of land and buildings in Canada (2022: € 1.9 million – 2021: € 8.7 million). The rent concessions obtained are only included in 'Other operating income' if the conditions of Covid-19-related rent concessions (amendments to IFRS 16) are met. For more information we refer to note 27.

CAPITAL GAINS ON DISPOSAL OF PROPERTY, PLANT AND EQUIPMENT AND INVESTMENT PROPERTY

In May 2022, Kinopolis sold an unused part of land at the complex in Adrian (US). In addition, in December 2022, the 'old' Canadian complex Fort McMurray (a newbuild complex opened in 2018), classified as Investment property, was sold. A capital gain of € 0.3 million was realised for the sale of both.

In 2021 Kinopolis decided to close six Canadian cinemas, each with only one or two screens, as the maintenance investments required were disproportionate to the contribution of these cinemas to the turnover development of the Group. Specifically, it concerned two leased Landmark cinemas, Dawson Creek (BC) and Airdrie (Alberta), and four owned Landmark cinemas, namely Yorkton (Saskatchewan), Selkirk (Manitoba) and the two cinemas located in the Yukon province. In 2021, a capital gain of € 0.5 million was realised on the sale of these Canadian cinemas.

OTHER OPERATING EXPENSES

IN '000 €	2021	2022
Losses on disposal of property, plant and equipment	-3	-21
Losses on disposal of trade receivables	-662	-40
Others	-91	-424
TOTAL	-756	-485

The movement of the losses on disposal of trade receivables is related to the settlement of outstanding receivables with regard to leased concessions due to the closure of the complexes as a result of the Covid-19 pandemic in 2021. This was less applicable throughout 2022.

5. Employee benefit expenses and other social benefits

IN '000 €	2021	2022
Wages and salaries	-42 934	-65 098
Mandatory social security contributions	-7 772	-11 723
Employer contributions to employee insurances	-1 102	-1 081
Share-based payments	-293	145
Other employee benefit expenses	-1 639	-2 532
TOTAL	-53 740	-80 288
Total full-time equivalents at the balance sheet date	1 962	1 982

The increase in employee benefit expenses is mainly attributable to the resumption of activities in 2022 as a consequence of the Covid-19 pandemic. One of the measures that Kinopolis has taken at the start of the pandemic in 2020 to arm itself against the consequences is to scale down its temporary and permanent staff. With regard to the employees of the complexes in view of the mandatory closure and capacity restrictions, as well as the employees of the support services, by limiting those to only the strictly necessary services. The increase in employee benefit expenses compared to 2021 is explained by the fact that there was only a partial resumption of the activities in 2021.

As a result of the Covid-19 pandemic, the Group was also able to make use of the system of economic unemployment in Belgium and Spain, as well as the system of wage subsidies in France, the Netherlands, Luxembourg, Canada and Switzerland. In the economic unemployment system, the wage cost does not have to be paid by the Company, but is paid directly to the employee by the government. By contrast, the wage cost is first paid by the Company in the wage subsidy system, and can subsequently be reclaimed from the government in whole or in part.

The Group received € 2.3 million (2021: € 10.6 million) in wage subsidies. Grants obtained as compensation for directly attributable costs, such as employee benefit expenses, are taken directly in the income statement, deducted from the related costs. In the other countries, the system of economic unemployment was applied, with the wage costs borne, in part or otherwise, directly by the government.

The share-based payments are related to the options granted in 2017, 2018 and 2019. For more information we refer to note 20.

The employee benefit expenses also include early retirement pensions, which, in accordance with IFRS, should be treated as termination benefits, as no reasonable expectation was generated among employees during hiring or employment that they would be entitled to an early retirement pension before the legal retirement age. They are non-material amounts.

For more information regarding employee benefits we refer to note 22.

6. Additional information on operating expenses by nature



The table below shows the breakdown of cost of sales by nature:

IN '000 €	2021	2022
Purchases	-91 709	-168 711
Services and other goods	-43 934	-68 988
Employee benefit expenses and other social benefits	-38 995	-59 530
Depreciations and amortisations	-78 212	-79 772
Provisions and impairments	1 640	-335
Others	-8 813	-8 136
COST OF SALES	-260 023	-385 473

The table below shows the breakdown of marketing and selling expenses by nature:

IN '000 €	2021	2022
Services and other goods	-8 806	-15 261
Employee benefit expenses and other social benefits	-4 599	-7 738
Depreciations and amortisations	-1 039	-493
Provisions and impairments	177	20
Others	-7	-13
MARKETING AND SELLING EXPENSES	-14 274	-23 486

The table below shows the breakdown of administrative expenses by nature:

IN '000 €	2021	2022
Services and other goods	-10 406	-12 889
Employee benefit expenses and other social benefits	-10 146	-13 020
Depreciations and amortisations	-1 780	-1 698
Provisions and impairments	3	9
Others	-41	-511
ADMINISTRATIVE EXPENSES	-22 370	-28 109

The increase in operating expenses is mainly due to the resumption of activities in 2022 as a consequence of the Covid-19 pandemic. In addition, the Group obtained directly attributable grants and support measures as a result of the Covid-19 pandemic. However, these are more limited through 2022 than 2021. For more information we refer to note 30.

In total, the operating expenses increased with 47.3%, compared to an increase of 87.7% in revenue.

7. Financial income and expenses

FINANCIAL INCOME

IN '000 €	2021	2022
Interest income		9
Foreign exchange gains	347	226
Unwinding of non-current government grants receivable	209	154
Others	295	462
TOTAL	851	851

The foreign exchange gains mainly relate to the fluctuations of the Canadian Dollar against the Euro in 2022 (2021: fluctuations of the American Dollar against the Euro).

FINANCIAL EXPENSES

IN '000 €	2021	2022
Interest expenses	-15 452	-15 258
Interest expenses on lease liabilities	-10 323	-10 369
Foreign exchange losses	-227	-304
Others	-3 211	-5 208
TOTAL	-29 213	-31 138

The decrease in interest expenses is explained by less interest on the private placement of bonds in 2015 (€ 61.4 million) as it was repaid in January 2022, lower interest expenses throughout 2022 on the outstanding balance of the term loan, which was fully repaid in December 2022 and less interest expenses related to the roll-over credit as it was less used in 2022. This was slightly offset by higher interest on the € 80.0 million loan concluded at the beginning of January 2021 and an interest increase on the private placement of 2019 due to exceeding a specific debt ratio.

The interest expenses attributed to lease liabilities amounted to € 10.4 million (2021: € 10.3 million). For more information we refer to note 27.

The exchange rate losses mainly relate to the fluctuations of the American Dollar against the Euro in 2022 (2021: fluctuations of the Swiss Franc against the Euro).

In 2022, the capitalisation of interest costs related to construction projects amounted to € 0.1 million (2021: € 0.2 million). As the Group applies a general financing policy, a weighted average interest rate of 2.62% (2021: 2.62%) was applied to the capitalisation of the interest costs of construction projects.

The costs related to refinancing are included in the result via the effective interest method, and are part of the other financial expenses. For more information we refer to notes 21 and 26. The impact on the income statement per refinancing round can be found in the table below:

IN '000 €	TOTAL COST	RECOGNISED IN INCOME STATEMENT IN 2021	RECOGNISED IN INCOME STATEMENT IN 2022	OUTSTANDING POSITION PER 31 DECEMBER 2022
Refinancing 2012	1 096	-14	-14	27
Refinancing 2015	1 663	-186	-141	103
Refinancing 2016	45	-3	-3	5
Refinancing 2017	450	-50	-50	196
Refinancing 2019	1 708	-259	-259	844
Refinancing 2021	449	-108	-110	232
TOTAL	5 411	-619	-577	1 407

The remaining other financial expenses in 2022 and 2021 mainly relate to bank charges. The bank charges are partly volume-related, with the result that this increase is partly explained by the increase in the number of visitors.

8. Income tax expenses



IN '000 €	2021	2022
Current tax expenses	-1 552	-8 441
Deferred tax expenses	10 953	-1 718
TOTAL	9 401	-10 159

Total income taxes are an expense in 2022. In 2021 it concerned an income, due to the possibility to compensate the negative result before tax, due to the Covid-19 pandemic, with profits from other periods. The effective tax rate was 26.95% in 2022 (2021: 26.93%). The change in effective tax

rate is due to several offsetting effects. The main effects are the change from a negative to a positive result before tax and the corresponding impact of disallowed expenses, tax-exempt grants, which were only applicable in 2021 and the impact of corrections to provisions from previous years.

EFFECTIVE TAX RATE RECONCILIATION

IN '000 €	2021	2022
Result before tax	-34 907	37 694
Belgian tax rate	25.00%	25.00%
Income taxes using the local tax rate	8 727	-9 423
Effect of tax rates in foreign jurisdictions	27	-19
Disallowed expenses	-327	-781
Tax-exempt grants	847	
Tax-exempt income	60	25
Losses for which no deferred tax asset is recognised	-26	-2
Use of unrecognised losses and tax losses for which no deferred tax asset was recognised	8	74
Under / (over) provision in prior periods	147	-141
Change in law and tax rate in the Netherlands	-20	37
Change in average tax rate in Canada	-26	32
Other adjustments	-16	39
TOTAL INCOME TAX EXPENSES	9 401	-10 159
Effective tax rate	26.93%	26.95%

The 'Change in law and tax rate in the Netherlands' in 2022 includes the change of the income tax rate on the first bracket from 15.00% to 19.00% as of 2023. In 2021, this was the change of the general income tax rate from 25.00% to 25.80% as of 2022.

The 'Change in average tax rate in Canada' includes the change in the average income tax rate from 25.20% to 25.30% in 2022 (2021: from 25.50% to 25.20%). The average income tax rate is determined by a weighted average of the tax rates per province. As a result, there may be a limited change in Canada's average income tax rate every year.

9. Intangible assets

IN '000 €	PATENTS AND LICENSES	OTHERS	INTERNALLY GENERATED INTANGIBLE ASSETS	TOTAL
Acquisition value	20 465	6 102	4 822	31 389
Amortisations and impairment losses	-14 937	-1 251	-3 528	-19 716
NET CARRYING AMOUNT AT 31/12/2020	5 528	4 851	1 294	11 673
Acquisitions	1 463		185	1 648
Transfer to other categories	53	2		55
Amortisations	-1 985	-155	-500	-2 640
Effect of exchange rate fluctuations	55	338		393
Acquisition value	22 083	6 457	5 007	33 547
Amortisations and impairment losses	-16 969	-1 421	-4 028	-22 418
NET CARRYING AMOUNT AT 31/12/2021	5 114	5 036	979	11 129
Acquisitions	2 067		314	2 381
Amortisations	-1 680	-134	-389	-2 203
Effect of exchange rate fluctuations	22	79		101
Acquisition value	24 189	6 550	5 320	36 059
Amortisations and impairment losses	-18 665	-1 568	-4 417	-24 650
NET CARRYING AMOUNT AT 31/12/2022	5 524	4 982	903	11 408

The patents and licenses mainly comprise software purchased from third parties. The internally generated intangible assets mainly concern the changes to the Group's ticketing system software, partially due to the various loyalty programs, and the back office software.

The 'Other' category includes the trade name 'Landmark Cinemas', which amounts to € 2.8 million (2021: € 2.8 million). The trade name has an indefinite useful life. The trade name was retained with the acquisition of Landmark Cinemas in 2017, as this is the second largest cinema group in Canada. Further organic growth on the Canadian market and the marketing of the existing cinemas is carried out under the name 'Landmark Cinemas'.

In addition, this category also contains the trade name 'MJR Digital Cinemas' for € 1.4 million (2021: € 1.4 million) with a definite useful life.

The acquisitions amount to € 2.4 million in 2022 (2021: € 1.6 million) and mainly concern investments in various software used by the Group, such as developments of various loyalty programs and the corresponding modifications to the ticketing system software, as well as investments in IT infrastructure. These consist of the internal hours worked for € 0.3 million and purchases from third parties for € 2.1 million.

10. Non-financial assets and business combinations



IMPAIRMENT TEST

As a result of the global outbreak of the Corona virus, Kinepolis was confronted in 2021 and 2022 with alternating periods of closure and opening of cinemas, often with restrictions, with this differing from country to country. Due to the closure of almost all cinemas until the end of May / beginning of June 2021, the majority of the Group's turnover was lost for several months. Even after reopening as of May / beginning of June 2021, there were still measures in place in most countries with regard to capacity restrictions, distancing rules and access restrictions, such as having a Covid passport. In December 2021, the cinemas had to close again in Belgium and the Netherlands. This had a serious impact on the Group's financial results in 2021.

In 2022, we saw a promising recovery in cinema attendance, especially since Covid measures were still in place in most countries in the first months of the year and Dutch cinemas, as well as part of Canadian cinemas, remained closed until the end of January 2022. Nevertheless, attendance recovered to 72.7% of 2019 attendance levels, an increase of 70.7% compared to 2021 attendance. For 2023, we expect a substantial increase in visitors compared to 2022. Moreover, with 72.7% of the 2019 visitor level, 90.6% of the 2019 revenue level was achieved, indicating an increase in revenue per visitor. We expect to maintain at least the 2022 level of revenue per visitor in the coming years. The visitor recovery was driven in part by particularly successful blockbusters such as 'Top Gun: Maverick' and 'Avatar: The Way of Water' but on the other hand was hindered by the still rather limited number of Hollywood releases compared to the pre-pandemic offering. More releases are expected for 2023 than in 2022, which will provide more visitors. A normal volume of releases is expected back as of 2024-2025. In addition, the recovery of visitors in 2022 was also driven by the Group's expansion. A greater spread of blockbusters (and postponement of titles announced for 2022) as well as a slowdown in production were at the root of a less well-filled international film calendar. The studios' renewed focus on the cinema model will complete the offering again for the coming years.

In order to limit the consequences of the Covid-19 pandemic, the Group has taken the necessary measures to manage the health and safety risks of its customers and employees, to limit the negative financial impact of the business closures, and to safeguard its liquidity. The strategy and nature of the Company, characterised by a maximum variability of costs, a solid real estate

position, with a large proportion of cinema real estate being owned, a decentralised organisation and a 'facts-and-figures' driven corporate culture, have helped Kinepolis Group to manage the effects of this crisis optimally in recent years.

Kinepolis currently sees no reason to expect the business model to be affected in the longer term, this also thanks to all the measures taken, and consequently still considers the impact of the Covid-19 pandemic to be a short-term impact that does not change the underlying parameters of its business model.

At the end of 2022, as every year, a review was performed to identify any indications of a possible impairment of non-financial assets. Management monitors the impairment tests, as always, at country level. This is also the level at which the organisation is monitored for internal control purposes. As in every year, the economic situation, geo-political changes, inflation and costs increases, as well as the expected evolution of visitor numbers, EBITDA, free cash flow and the components that determine the Group's weighted average cost of capital, i.e. the risk-free interest rate, the market risk premium and the cost of debt, were taken into account in this regard.

An annual impairment test must always be performed for cash-generating units to which goodwill is allocated, and for intangible assets with an indefinite useful life, regardless of whether there are indications of impairment. With respect to the carrying amount of intangible assets with indefinite useful life allocated to the cash-generating unit 'Canada', we refer to note 9.

Each year, the data from the budget for the next year is taken as the basis for the next 20 years for all cash-generating units. The latest estimates for 2023 were taken as the basis for the impairment test, and the budget has the following characteristics:

- The visitor numbers, which are the most important driver, are normally based on a lower number of visitors (-5% visitors compared to the 2022 budget). In principle, this exercise is carried out annually, with the aim of making the Company look for measures to increase profitability, and thereby lower the break-even point. The Company does not assume that visitor numbers will decrease by 5% but, by working with this visitor evolution, the operational entities of the Group are forced to think about how they can increase the contribution per visitor and the total, in order to compensate for the difference in visitors.

A substantial increase in visitor numbers was assumed for 2023 compared to 2022 but with a more cautious approach for the United States (10% less increase for 2023 versus the other countries). This more cautious assumption regarding attendance is assumed due to the fact that MJR Digital Cinemas in the United States was not acquired until the end of 2019 and the integration into the Group was delayed due to the Covid-19 pandemic. As a result, the roll-out of the Kinopolis way of working on the acquired assets and the resulting positive financial impact will only be able to take place in full over the next few years.

- All the other drivers are also based on the budget for the coming year, which also includes all improvements and optimisations as included in the 'Entrepreneurship 2022' plan and successfully implemented in 2022.
- The EBITDA grows by 1% annually, and is applied to all countries and for each cash-generating unit, which is a conservative approach as with an equal percentage increase in sales and costs, the EBITDA margin increases.
- The assumptions regarding replacement investments are based on historical ratios, adjusted for changes in the life and replacement cycle of the underlying equipment and are differentiated depending on whether they refer to buildings that are owned or leased. The amounts are determined on the basis of the group guidelines, which must be followed by all countries.

In the markets where Kinopolis operates, we are facing inflation which is expected to decrease again by the end of 2023. However, due to the specific business model of cinema operation, which, with regard to Box Office revenue, is based on a 'shared revenue model', we can state that only a limited part of our income statement is impacted by inflation. The 'shared revenue model' means that for each ticket sold, a certain percentage is ceded to the film distributor in accordance with specific agreements. Approximately only 45% to 50% of our cost structure is subject to inflation. In addition, the Group's unique real estate position provides additional protection compared to other players in our sector who often operate from leased buildings where inflation has a significant impact on the rental cost.

In Europe and the United States, Kinopolis owns the majority of the complexes and receives approximately 70% to 75% of its visitors in owned complexes, so that we are not affected by any impact of inflation on rental costs in our income statement. For the limited number of leased complexes, the Group is subject to inflation in terms of rental cost. Our approach is to follow the market and take inflation compensation measures towards the customer. This takes place across all product lines, increasing our operating margin in percentage terms.

In Canada, almost all complexes are leased by the Group. However, the leases contain long-term rent increases that were fixed at the initial conclusion of these contracts, but whose predefined increases are well below the level of current inflation. We believe that, despite inflation, the predetermined margins and EBITDA will be preserved.

As a result of the impairment tests that were performed, no impairment was identified. For the United States a limited headroom was identified. A more prudent approach, compared to the other cash-generating units, was assumed for 2023 (10% less increase for 2023 versus the other countries), for 2024 we expect a further increase in order to return in 2025 to the level of the pre-Covid visitor number of 2019. The test result for the United States is positive for an amount of USD 27.8 million.

The cash flows of the Group are generated per country:

- The programming of films and negotiations with distributors takes place at country level;
- The management structures are organised at country level;
- The tickets are sold through the websites, which are organised at country level;
- The pricing of tickets, drinks and snacks is set at country level;
- The film rental is negotiated at country level;
- Marketing contributions by distributors are negotiated on a country-by-country basis;
- Screen advertising is managed at country level;
- Vouchers are sold via the business-to-business sales teams per country. Customers use their vouchers through the central back office systems at country level;
- The business-to-business events are organised at complex and country level.

The value in use was taken into consideration when carrying out the impairment tests. The value in use was determined for all cash-generating units by discounting the future cash flows calculated over the period from 2023 to 2042, based on the 2023 budget. However, due to the impact of IFRS 16, which applies as of 2019, the definition of future cash flows has been changed, and the starting point for determining future cash flows has been EBITDA which, due to the impact of the implementation of IFRS 16, no longer includes lease payments for leased complexes, among other things. This increases the value in use of the tested assets. To compensate for this, the lease liability arising from these payments under IFRS 16 was deducted from the value in use in the impairment calculations. The future cash flows are calculated over a period of 20 years, as the Group owns a large part of its real estate and is therefore assured of long-term exploitation.



The calculation of the lease liability must be based on the remaining lease term, including any extensions. In the case of the calculation of the lease liability starting from a term different to the assumed 20 years, the calculation of the lease liability was adjusted to 20 years.

The impact of IFRS 16 was also taken into account in determining the carrying amount of the non-financial fixed assets or the carrying amount of the cash-generating units, with the right-of-use assets and the lease liabilities being part of the carrying amount. A terminal value after 20 years is not taken into account, in exchange for this, the net book value of the country is not included in the test.

The projections are performed in the functional currency of the relevant country and discounted at the proposed weighted average cost of capital of the countries. The implementation of IFRS 16 required a more diversified approach to the proposed weighted average cost of capital at country level as, from 2019, the debt will also include the lease liabilities of the country, and future cash flows will be discounted at the weighted average cost of capital, while right-of-use assets are calculated on the basis of a discount rate. In order to align this, the country-specific debt / equity

ratio was taken into account when calculating the weighted average cost of capital at country level, with the debt capital also including the lease liability of the country.

The calculation of impairment tests also took into account the impact of changes in the underlying components of the proposed weighted average cost of capital. By updating the underlying parameters, we see an increase in the weighted average cost of capital in almost all countries. This is caused, on the one hand, by an increase in the risk-free interest rate in all countries and, on the other hand, by a higher proposed cost of debt.

The proposed weighted average cost of capital is 8.36% for Belgium, 7.94% for France, 5.80% for Canada, 7.61% for Spain, 7.81% for the Netherlands, 7.51% for the United States, 8.02% for Luxembourg, 8.31% for Switzerland and 7.07% for Poland (2021: 7.13% for Belgium, 6.83% for France, 4.94% for Canada, 6.43% for Spain, 6.88% for the Netherlands, 6.38% for the United States, 6.89% for Luxembourg, 7.28% for Switzerland and 7.77% for Poland) and was determined on the basis of the following theoretical parameters:

	2021						2022					
	RISK-FREE INTEREST RATE	MARKET RISK PREMIUM	BETA	PROPOSED COST OF DEBT ⁽¹⁾	COST OF OWN EQUITY	DEBT CAPITAL / EQUITY	RISK-FREE INTEREST RATE	MARKET RISK PREMIUM	BETA	PROPOSED COST OF DEBT ⁽¹⁾	COST OF OWN EQUITY	DEBT CAPITAL / EQUITY
Belgium	0.80%	6.84%	1.19	2.62%	8.95%	26.06%	2.94%	6.44%	1.24	4.03%	10.95%	32.68%
France	0.80%	6.84%	1.19	2.62%	8.95%	30.20%	2.88%	6.44%	1.24	4.03%	10.89%	37.49%
Canada	1.35%	6.84%	1.19	2.62%	9.51%	60.46%	3.89%	6.44%	1.24	4.03%	11.90%	68.70%
Spain	0.80%	6.84%	1.19	2.62%	8.95%	36.10%	3.45%	6.44%	1.24	4.03%	11.46%	45.64%
The Netherlands	0.80%	6.84%	1.19	2.62%	8.95%	29.75%	2.61%	6.44%	1.24	4.03%	10.62%	36.79%
United States	1.42%	6.84%	1.19	2.62%	9.58%	41.89%	3.57%	6.44%	1.24	5.19%	11.58%	52.65%
Luxembourg	0.80%	6.84%	1.19	2.62%	8.95%	29.50%	2.94%	6.44%	1.24	4.03%	10.95%	36.97%
Switzerland	0.80%	6.84%	1.19	2.62%	8.95%	25.04%	2.52%	6.44%	1.24	4.03%	10.53%	31.49%
Poland	1.50%	6.84%	1.19	2.62%	9.66%	25.04%	7.95%	6.44%	1.24	4.03%	15.96%	70.00%

(1) Before tax.

The debt to equity ratio is differentiated by country due to the impact of lease liabilities under IFRS 16 at country level. For Poland, a higher ratio of debt to equity was taken into account compared to the other countries because Kinopolis' activities in Poland are considered real estate operations. Equity is based on the enterprise value of the Company, and not on the consolidated equity.

The parameters for the weighted average cost of the capital are tested annually on the basis of the assumptions used by the analysts who follow the Group's share, while also taking into account the specific circumstances of each country. As a more conservative approach for 2022, for risk-free rate, the country-specific risk-free rate was assumed to be higher than the analysts' average in each case, with the result that the calculated cost of equity for 2022 gives a more differentiated result at the country level compared to the calculated cost of equity for 2021. For market risk premium, beta and predetermined cost of debt, the average used by analysts was assumed. Except for the United States where an additional margin was added in the calculation of the assumed cost of debt. This extra margin was added because of the higher risk-free interest rate.

The weighted average cost of capital before tax is 8.69% for Belgium, 8.32% for France, 6.50% for Canada, 8.07% for Spain, 8.20% for the Netherlands, 8.22% for the United States, 8.39% for Luxembourg, 8.48% for Switzerland and 7.61% for Poland (2021: 7.30% for Belgium, 7.04% for France, 5.34% for Canada, 6.67% for Spain, 7.07% for the Netherlands, 6.66% for the United States, 7.09% for Luxembourg, 7.37% for Switzerland and 7.90% for Poland). These percentages before taxes do not deviate substantially from the iterative calculation.

Management believes that the assumptions used in the impairment tests provide the best estimates of future developments, and believes that no reasonably possible change in any of the key assumptions would lead to a carrying amount of the cash-generating units that would materially exceed their recoverable amount, with the exception of the United States where there is a limited headroom between both.

As every year, a sensitivity analysis was performed with regard to the weighted average cost of capital and attendance at limited margin. We conclude from this that with an increase in the weighted average cost of capital by 200 base points in all countries, no impairment occurs in any country except the United States, up to a possible impairment of USD 0.3 million. A decrease in the United States of more than 9% of the projected visitor numbers gives rise to a possible impairment.



GOODWILL

IN '000 €	2021	2022
BALANCE AT END OF PREVIOUS PERIOD	163 148	169 498
Acquisitions through business combinations		2 391
Effect of exchange rate fluctuations	6 350	2 980
BALANCE AT END OF CURRENT PERIOD	169 498	174 870

The acquisitions through business combinations are discussed elsewhere in this note (see Business combinations).

GOODWILL PER CASH-GENERATING UNIT

IN '000 €	2021	2022
Belgium	6 586	6 586
France	11 317	13 708
Canada	34 499	34 396
Spain	22 015	22 015
The Netherlands	34 057	34 057
United States	48 678	51 762
Luxembourg	5 844	5 844
Poland	6 502	6 502
BALANCE AT END OF CURRENT PERIOD	169 498	174 870

BUSINESS COMBINATIONS

ACQUISITIONS 2022

Acquisition of 'Amnéville'

As of 14 December 2022 Kinopolis Group is taking over a French cinema from the Pathé network in the east of France: the Gaumont cinema in Amnéville. Kinopolis acquires the operational management as well as the cinema property. The complex has 12 screens with a total of 2 462 seats and is located near Luxembourg and 20 minutes away from the Kinopolis complexes of Thionville and Saint-Julien-lès-Metz. The cinema has a 4DX screen and is located in a recreation area with many restaurants. In 2019 (pre-Covid), the cinema welcomed more than 410 000 visitors.

The transaction has an enterprise value of € 7.9 million. The inclusion of the cinema Amnéville in the consolidation scope of the Group as of 14 December 2022, the date on which the effective control was acquired, resulted in preliminary determined goodwill of € 2.4 million.

This goodwill originates from strengthening the position of Kinopolis in north-eastern France, synergy benefits and being able to offer the Kinopolis film experience to even more visitors. This acquisition fits perfectly into the expansion strategy of our Group.

As of 31 December 2022, the cinema Amnéville contributed € 0.3 million revenue, € 0.1 million EBITDA and € 0.1 million result to the consolidated results of the Group. If the control had been transferred on 1 January 2022, the cinema Amnéville would have contributed € 4.4 million revenue, € 1.3 million EBITDA and € 0.9 million result. The transaction expenses linked to this acquisition were € 0.8 million at 31 December 2022, and were recognised in the result as part of the administrative expenses.

NET IDENTIFIABLE ASSETS AND LIABILITIES

IN '000 €	2022
Property, plant and equipment	5 441
Inventories	26
TOTAL	5 467

Given the fact that the acquisition was only recent, as at 31 December 2022, the fair value of the net identifiable assets and liabilities was preliminary determined to calculate the goodwill arising from this acquisition. This analysis will be finetuned within a period of twelve months following the acquisition date.

GOODWILL CALCULATION AND RECONCILIATION WITH THE CONSOLIDATED STATEMENT OF CASH FLOW

IN '000 €	2022
NET IDENTIFIABLE ASSETS AND LIABILITIES	5 467
GOODWILL	2 391
ACQUISITION OF SUBSIDIARIES, NET OF ACQUIRED CASH, IN THE STATEMENT OF CASH FLOW	7 858

ACQUISITIONS 2021

There were no new business combinations during 2021.

11. Property, plant and equipment



IN '000 €	LAND AND BUILDINGS	PLANT, MACHINERY AND EQUIPMENT	ASSETS UNDER CONSTRUCTION	TOTAL
Acquisition value	738 072	400 074	15 413	1 153 558
Depreciations and impairment losses	-344 215	-288 207		-632 422
NET CARRYING AMOUNT AT 31/12/2020	393 857	111 867	15 413	521 136
Acquisitions	1 696	7 013	6 697	15 406
Sales and disposals	-6	-32	-27	-65
Transfer to assets held for sale	-1 055			-1 055
Transfer to other categories	1 710	11 557	-13 322	-55
Depreciations and impairment losses	-26 173	-24 646	-4	-50 823
Effect of exchange rate fluctuations	10 553	2 815	175	13 543
Acquisition value	754 225	424 610	8 931	1 187 766
Depreciations and impairment losses	-373 643	-316 036		-689 679
NET CARRYING AMOUNT AT 31/12/2021	380 581	108 574	8 931	498 087
Acquisitions	3 777	19 588	2 008	25 373
Sales and disposals	-117	-41		-159
Acquisitions through business combinations	4 405	1 036		5 441
Transfer to other categories	7 290	938	-8 958	-729
Depreciations and impairment losses	-26 549	-24 139		-50 688
Effect of exchange rate fluctuations	4 653	502	32	5 187
Acquisition value	775 296	446 734	2 012	1 224 042
Depreciations and impairment losses	-401 254	-340 276		-741 530
NET CARRYING AMOUNT AT 31/12/2022	374 041	106 458	2 012	482 512

ACQUISITIONS

Acquisitions in 2022 include investments in France (€ 7.4 million), Canada (€ 5.7 million), the United States (€ 3.7 million), Belgium (€ 3.3 million), Spain (€ 2.9 million), the Netherlands (€ 1.6 million) and Luxembourg (€ 0.6 million).

The investments relate to the furnishing and finishing of the new cinema Amphithéâtre Metz (FR) and investments in the new leased cinemas La Cañada and Mataró (ES). Investments were also made in internal expansion particularly in the continued roll-out of premium cinema experiences such as the 'VIP Seats' in the United States and 'Premiere Seats' in Canada, energy-saving investments, new laser projectors, the renovation of the 'Pen Centre' cinema in St. Catharines (CA) and ICT developments. In addition, acquisitions also include maintenance investments.

SALES AND DISPOSALS

In May 2022, Kinepolis sold an unused part of land at the complex in Adrian (US).

ACQUISITIONS THROUGH BUSINESS COMBINATIONS

The acquisition of the operations and real estate of the cinema in Amnéville (FR) increased property, plant and equipment by € 5.4 million. For more information on business combinations, we refer to note 10.

IMPAIRMENT LOSSES

It was decided through 2022 that the leased cinema in West Kelowna Encore and the owned cinema in Winnipeg Towne (CA) will be permanently closed. Property, plant and equipment related to these complexes were impaired to fair value (less costs to sell) if lower than the remaining carrying amount. An impairment loss amounting to € 0.7 million was recorded.

TRANSFER TO OTHER CATEGORIES

With regard to the complex owned in Winnipeg Towne (CA), the assets included in land and buildings were transferred from Property, plant and equipment to Investment property for an amount of € 0.7 million. For more information we refer to note 12.

12. Investment property

IN '000 €	LAND AND BUILDINGS	PLANT, MACHINERY AND EQUIPMENT	TOTAL
Acquisition value	23 847	479	24 326
Depreciations and impairment losses	-6 303	-466	-6 769
NET CARRYING AMOUNT AT 31/12/2020	17 544	13	17 557
Depreciations and impairment losses	-319	-2	-321
Effect of exchange rate fluctuations	170		170
Acquisition value	24 035	480	24 516
Depreciations and impairment losses	-6 640	-469	-7 110
NET CARRYING AMOUNT AT 31/12/2021	17 395	11	17 406
Acquisitions	3		3
Sales and disposals	-1 741		-1 741
Transfer from other categories	729		729
Depreciations and impairment losses	-429	-2	-431
Effect of exchange rate fluctuations	-89		-89
Acquisition value	22 832	471	23 303
Depreciations and impairment losses	-6 963	-462	-7 425
NET CARRYING AMOUNT AT 31/12/2022	15 869	9	15 878

As of 18 January 2007 the land, building, machinery and equipment in Poznań (PL) are no longer used for own operations, but leased to Cinema City, owned by the cinema group Cineworld, and to a number of smaller third parties. As required by IAS 40 (Investment property), the assets in question have been transferred to this category. The total carrying amount of the investment property in Poland is € 8.5 million (2021: € 8.9 million).

The plot in Valencia (ES) (€ 6.7 million) has been part of the investment property since 2015, as it is reserve capacity that is not necessary for the execution of the business and can be redeveloped.

SALES AND DISPOSALS

During 2022 the land in Weyburn and the complex in Fort McMurray, both situated in Canada, were sold. A capital gain was realised for the sale of the complex in Fort McMurray. For more information we refer to note 4.

TRANSFER FROM OTHER CATEGORIES

The assets included in land and buildings of the complex in Winnipeg Towne (CA) were transferred in 2022 from Property, plant and equipment to Investment property for an amount of € 0.7 million as these are held to realise an increase in value. The carrying amount per 31 December 2022 amounts to € 0.7 million. For more information, we refer to note 11.

RENTAL INCOME

Rental income from investment property was € 1.1 million (2021: € 1.0 million). Rental income in 2022 and 2021 are subject to the consequences of the Covid-19

pandemic. Moreover, there is a legal obligation in Poland whereby concessions do not have to pay rent during the period of full closure. The direct operating charges (including repairs and maintenance) ensuing from investment property were € 0.5 million (2021: € 0.4 million).

FAIR VALUE

The fair value of the investment property is measured periodically by independent experts.

The external experts possess the required recognised professional qualifications and experience in appraising real estate at the locations and in the categories concerned.

The fair value of the investment property was € 48.2 million (2021: € 38.4 million).

The fair value of the investment property is recognised as a level 3 fair value based on the unobservable inputs that were used for the measurement. The market approach is used for the measurement of the fair value of the land and buildings. The independent experts base the price per square meter on their knowledge of the market and information on market transactions relating to comparable assets. The size, characteristics, location and layout of the land and buildings and the destination of the area in which they are situated have also been taken into account. When determining the fair value of the buildings, their accessibility and the visibility from the street are also taken into account. The fair value of the other assets that are part of investment property is measured on the basis of the cost approach, in which the current replacement value of the assets is adjusted to account for physical, functional and economic obsolescence.

13. Deferred taxes



IN '000 €	2021	2022
Deferred tax assets	23 812	21 142
Deferred tax liabilities	12 158	11 133

The decrease in net deferred tax assets and liabilities is mainly related to a decrease in deferred taxes on tax losses carried forward and a decrease in the temporary difference on goodwill due to tax-accepted amortisations, partially offset by the movement in deferred taxes on intangible assets, property, plant and equipment and IFRS 16.

TAX LOSSES CARRIED FORWARD AND UNUSED TAX CREDITS

For tax losses carried forward and unused tax credits amounting to € 11.4 million (2021: € 11.7 million) no deferred tax asset was recognised in the balance sheet as, based on our budgets and estimates, it seems unlikely that sufficient taxable profits will be available in the foreseeable future to be able to benefit from the tax benefit.

For tax losses carried forward and unused tax credits amounting to € 123.2 million (2021: € 136.7 million) a deferred tax asset was recognised in the balance sheet. In Belgium, France and Canada, there is a decrease due

to the offsetting of the current year's tax profits with tax losses carried forward. In the United States, there is an increase of € 6.8 million, due to an increase of € 3.7 million in tax losses and tax credits throughout 2022, enforced by the effect of exchange rate fluctuations of € 3.1 million.

The Group bases itself on the assumptions used for the annual impairment test. We refer to note 10 for the relevant assumptions. These assumptions and estimates of the impairment test are further extended to future expected taxable profits in order to further analyse the recoverability of the losses. After an extensive analysis, it is considered probable for these losses that sufficient taxable profit will be available in the future.

The tax losses carried forward are indefinite in Belgium, France, the Netherlands, Luxembourg and the United States. In Canada, tax losses carried forward can be carried forward for 20 years.

The tax losses carried forward and unused tax credits can be allocated as follows:

IN '000 €	2021			2022		
	TOTAL	LOSSES FOR WHICH A DEFERRED TAX ASSET IS RECOGNISED	LOSSES FOR WHICH NO DEFERRED TAX ASSET IS RECOGNISED	TOTAL	LOSSES FOR WHICH A DEFERRED TAX ASSET IS RECOGNISED	LOSSES FOR WHICH NO DEFERRED TAX ASSET IS RECOGNISED
Belgium	49 697	41 234	8 463	33 453	25 066	8 387
France	2 010	2 010		1 847	1 847	
Canada	42 076	42 076		37 957	37 957	
The Netherlands	560	560		672	672	
United States	50 843	50 843		57 615	57 615	
Luxembourg	2 836		2 836	2 702		2 702
Poland	435		435	319		319
TOTAL	148 458	136 723	11 735	134 566	123 157	11 408

DEFERRED TAX ASSETS AND LIABILITIES

The deferred tax assets and liabilities recognised in the statement of financial position can be attributed as follows:

IN '000 €	2021			2022		
	ASSETS	LIABILITIES	DIFFERENCE	ASSETS	LIABILITIES	DIFFERENCE
Intangible assets and property, plant and equipment	717	-35 171	-34 454	1 108	-33 276	-32 169
Goodwill	1 557		1 557	456		456
Right-of-use assets		-87 345	-87 345		-82 408	-82 408
Receivable CNC grants	172		172	134		134
Trade and other receivables	5		5	18		18
Provisions		-137	-137		-140	-140
Deferred CNC grants	669	-254	415	556	-216	340
Provisions for employee benefits	373		373	191		191
Derivative financial instruments through equity	7		7		-87	-87
Lease liabilities	96 375		96 375	92 037		92 037
Trade and other payables	125	-77	48	316		316
Tax losses carried forward and unused tax credits	34 636		34 636	31 321		31 321
TOTAL	134 638	-122 985	11 654	126 138	-116 128	10 010
Tax offsetting	-110 826	110 826		-104 995	104 995	
NET DEFERRED TAX ASSETS AND LIABILITIES	23 812	-12 158	11 654	21 142	-11 133	10 010

CHANGES IN DEFERRED TAX BALANCES DURING THE YEAR

IN '000 €	2020	RECOGNISED IN INCOME STATEMENT	EFFECT OF EXCHANGE RATE FLUCTUATIONS	RECOGNISED IN OTHER COMPREHENSIVE INCOME	2021	RECOGNISED IN INCOME STATEMENT	EFFECT OF EXCHANGE RATE FLUCTUATIONS	RECOGNISED IN OTHER COMPREHENSIVE INCOME	2022
Goodwill	2 479	-1 080	159		1 557	-1 214	112		456
Right-of-use assets	-89 945	8 006	-5 407		-87 345	5 788	-851		-82 408
Receivable CNC grants	205	-33			172	-39			134
Trade and other receivables	3	2			5	12			18
Provisions	-134	-3			-137	-3			-140
Deferred CNC grants	514	-99			415	-75			340
Provisions for employee benefits	249	235		-110	373	20		-202	191
Derivative financial instruments through equity	22			-15	7			-94	-87
Lease liabilities	97 575	-7 154	5 954		96 375	-5 182	844		92 037
Trade and other payables	464	-414	-2		48	268			316
Investments in subsidiaries		1 614		-1 614					
Tax losses carried forward and unused tax credits	26 183	6 850	1 603		34 636	-4 131	816		31 321
TOTAL	1 671	10 953	768	-1 738	11 654	-1 718	370	-296	10 010

The effect of exchange rate fluctuations in 2022 relate to deferred taxes in Canada (€ 0.0 million – 2021: € 0.3 million) and the United States (€ 0.4 million – 2021: € 0.4 million).

In 2021, due to a negative result before tax, the tax effect on the exchange rate results, relating to the non-current borrowings in US Dollar from Kinopolis Group NV to Kinopolis US INC, is recognised as a deferred tax, in line with the deferred tax on the loss carried forward.

14. Inventories



IN '000 €	2021	2022
3D glasses	369	455
Goods purchased for resale in cinemas	3 158	4 729
Components inventory, technical department	1 211	2 215
Others	242	289
TOTAL	4 980	7 688

The cost of sales of inventories recognised in the income statement was € 37.3 million (2021: € 19.8 million).

15. Trade and other receivables

OTHER NON-CURRENT RECEIVABLES

IN '000 €	2021	2022
Cash guarantees	1 003	1 243
CNC grants	5 057	3 533
Other receivables	292	120
TOTAL	6 352	4 896

The non-current grants mainly relate to the sector-related grants that can be obtained in France from the CNC, based on the number of visitors. During 2022 € 1.7 million was transferred from other non-current receivables to other current receivables. We refer to note 4 for more information.

TRADE AND OTHER CURRENT RECEIVABLES

IN '000 €	2021	2022
Trade receivables	20 281	28 928
Tax receivables, other than income taxes	2 709	2 458
Deferred charges and accrued income	5 328	5 615
Tax shelter receivables	88	88
Tax shelter investments	304	304
Grants receivable related to the Covid-19 pandemic	4 521	1 400
CNC grants	29	1 707
Other receivables	494	549
TOTAL	33 754	41 050

Trade receivables increased by € 8.6 million or 42.6% which is mainly related to increased activity in 2022 compared to 2021. At the end of 2021, Covid-19 measures were applicable again, including mandatory closures of complexes in Belgium, the Netherlands and Canada.

Tax receivables, other than income taxes, have decreased by € 0.3 million, mainly due to a decrease in recoverable VAT and other local taxes.

Deferred charges and accrued income increased by € 0.3 million, mainly due to an increase in prepaid rent compared to 2021.

The tax shelter receivables concern the loans made to third parties to finance and support film production in Belgium. The tax shelter investments concern the film rights the Group acquires as part of tax shelter transactions.

Grants receivable related to the Covid-19 pandemic amount to € 1.4 million (2021: € 4.5 million). The main part of the grants were received throughout 2022. The amount outstanding per 31 December 2022 mainly includes grants related to personnel costs, allowances to receive related to the aid for fixed costs and other allowances as a result of the Covid-19 pandemic. There are conditions attached to these receivables, which were met on the balance sheet date, and therefore the receivables were recognised.

The increase in the current portion of the French sector-related grants (CNC) is explained by a transfer through 2022 from other non-current receivables to other current receivables for an amount of € 1.7 million.

The other receivables include capital grants in Spain for € 0.4 million (2021: € 0.0 million). Further, there is a decrease of € 0.3 million on miscellaneous other receivables.

AGEING OF THE TRADE AND OTHER NON-CURRENT AND CURRENT RECEIVABLES

IN '000 €	2021			2022		
	GROSS CARRYING AMOUNT	IMPAIRMENT	NET CARRYING AMOUNT	GROSS CARRYING AMOUNT	IMPAIRMENT	NET CARRYING AMOUNT
Not yet due on reporting date	33 240		33 240	39 084	-9	39 075
Less than 30 days past due	2 923	-26	2 897	3 722	-41	3 681
Between 31 and 120 days past due	2 482	-491	1 991	1 713	-570	1 143
Between 120 days and 1 year past due	1 314	-978	336	1 472	-840	633
Over 1 year past due	3 050	-1 408	1 642	3 098	-1 685	1 414
TOTAL	43 009	-2 903	40 106	49 089	-3 143	45 946

MOVEMENT OF IMPAIRMENTS ON TRADE RECEIVABLES

IN '000 €	2021	2022
BALANCE AT END OF PREVIOUS PERIOD	-4 307	-2 903
Recognised impairments	-2 077	-2 210
Used impairments	467	26
Reversed impairments	3 036	1 935
Effect of exchange rate fluctuations	-22	10
BALANCE AT END OF CURRENT PERIOD	-2 903	-3 143

In 2022, impairments on trade receivables increased by € 0.2 million. The increase is mainly explained by an additional impairment, in line with the financial policy of the Group, partially offset by the further reversal of impairments on trade receivables with regard to leased concessions due to the Covid-19 pandemic.

During 2021 the impairments on the trade receivables decreased by € 1.4 million. The decrease was mainly explained by a decrease of the impairment on trade receivables with regard to leased concessions. In 2021, the Group was able to largely reverse the impairments set up in 2020 with regard to leased concessions as a result of the Covid-19 pandemic.

For the impact of the final settlement of the outstanding trade receivables, we refer to note 4.

The value for losses is determined in accordance with IFRS 9. We refer to note 26 for more information.

There is no ageing problem for the financial assets other than trade receivables.

16. Cash and cash equivalents



IN '000 €	2021	2022
Cash at bank and in hand	75 295	67 751
TOTAL	75 295	67 751
Bank overdrafts used for the statement of cash flow	-12	
CASH AND CASH EQUIVALENTS IN THE STATEMENT OF CASH FLOW	75 283	67 751

There are no significant unavailable cash and cash equivalents.

17. Assets classified as held for sale

IN '000 €	2021	2022
BALANCE AT END OF PREVIOUS PERIOD	0	0
Transfer from / to assets held for sale	1 055	
Sales and disposals	-1 055	
BALANCE AT END OF CURRENT PERIOD	0	0

Kinepolis decided to close six Canadian cinemas in 2021, each with only one or two screens, as the maintenance investments required were disproportionate to the contribution of these cinemas to the turnover development of the Group. Specifically, it concerns two leased Landmark cinemas, Dawson Creek (BC) and Airdrie (Alberta), and four owned Landmark cinemas, namely Yorkton (Saskatchewan), Selkirk (Manitoba) and the two cinemas located in the Yukon province.

With regard to the owned complexes, the assets included in land and buildings were subsequently transferred from Property, plant and equipment to Assets held for sale for an amount of € 1.1 million. The owned cinemas were all sold at the end of the summer 2021.

At 31 December 2022, there are no assets classified as held for sale.

18. Equity

The various components of equity, as well as the changes between 31 December 2022 and 31 December 2021, are set out in the consolidated statement of changes in equity.

SHARE CAPITAL

The share capital of the Company at 31 December 2022 was € 19.0 million (2021: € 19.0 million), represented by 27 365 197 ordinary shares without nominal value (2021: 27 365 197 shares). All shares are paid up in full. The share premium at 31 December 2022 was € 1.2 million (2021: € 1.2 million). The ordinary shares are entitled to a dividend, and the holders of these shares are entitled to cast one vote at the shareholder meetings of the Company.

TREASURY SHARES RESERVE

The Extraordinary General Meeting of 11 May 2016 authorised the Board of Directors to buy back 410 958 treasury shares to cover the new options to be issued. Under the 2016 Share Option Plan, the Board of Directors decided on 22 December 2017 to buy back up to 360 000 treasury shares through the grant of a discretionary mandate to an agent, either on the stock exchange or outside of it, between 15 January 2018 and 30 September 2018, whereby block trades can be considered as well during open periods. The share buyback program, which started on 15 January 2018, was terminated on Tuesday, 12 June 2018. As part of the discontinued share buyback program, Kinopolis Group has bought back 360 000 shares for an amount of € 20 302 894.

In 2022, 25 156 treasury shares were sold due to exercise of options for € 1.0 million (2021: 58 299 shares – € 2.4 million). Furthermore, no shares were cancelled in 2022 (2021: 0 shares – € 0.0 million). The total number of treasury shares on 31 December 2022 amounts to 397 396 (2021: 422 552). The majority of these shares will be used for the 2016 option plan.

HEDGING RESERVE

The hedging reserve contains the effective portion of the cumulative net change in the fair value of the cash flow hedges for which the hedged future transaction has not yet occurred.

TRANSLATION RESERVE

The translation reserve includes on the one hand all exchange rate differences resulting from the translation of the annual accounts of foreign entities in foreign currencies and on the other hand exchange rate differences of the translation of intra-group non-current borrowings in foreign currencies.

The movement in 2022 is mainly due to the exchange rate fluctuation of the American Dollar against the Euro.

In addition, some non-current borrowings with Switzerland, Poland, Canada and the United States are considered as a net investment hedge for the participating interest in the same subsidiaries. Consequently, the translation differences on these borrowings were included in equity under the other comprehensive income. For more information we refer to note 26.

SHARE-BASED PAYMENTS RESERVE

On 31 December 2022 a total of 306 313 options were allocated (2021: 361 469). These shares entitle their holders to one share per option. For more information we refer to note 20. The options will expire 8 years after the date of approval of the Plan by the General Meeting, which is 11 May 2024.

DIVIDENDS TO THE SHAREHOLDERS

On 13 February 2023, a gross dividend of € 26 cents per share entitled to dividend was proposed for the 2022 financial year. Based on the number of shares entitled to dividend at the date of publication of this annual report, this means a gross dividend of € 7.0 million. This dividend has not yet been approved by the Company's General Meeting of Shareholders, and is therefore not yet recognised in the consolidated financial statements.

In view of the result and the impact of the Covid-19 virus on the business operations, it was decided not to distribute a dividend for the 2021 financial year.

NON-CONTROLLING INTERESTS

The participation of Kinopolis Group in Landmark Cinemas Holding LTD and Landmark Cinemas Canada LP increased in 2021 from 99.02% to 99.30% due to the acquisition of non-controlling interests, without changes in control. Throughout 2022, there were no changes.

19. Result per share



BASIC RESULT PER SHARE

The calculation of the result per share is based on the result of € 27.5 million, attributable to the ordinary shareholders (2021: € -25.4 million), and on a weighted average of the number of ordinary shares, outstanding during the financial year, of 26 965 643 (2021: 26 900 080).

DILUTED RESULT PER SHARE

The calculation of the diluted result per share is based on the result of € 27.5 million attributable to the ordinary shareholders (2021: € -25.4 million), and on a weighted average of the number of diluted ordinary shares, outstanding during the financial year, of 27 268 287 (2021: 27 186 753).

IN '000 (unless indicated otherwise)	2021	2022
RESULT ATTRIBUTABLE TO OWNERS OF THE COMPANY	-25 399	27 547
Weighted average number of ordinary shares	26 900	26 966
Effect of options	287	303
Weighted average number of diluted shares	27 187	27 268
BASIC RESULT PER SHARE (IN €)	-0.94	1.02
DILUTED RESULT PER SHARE (IN €)	-0.93	1.01

20. Share-based payments

SHARE OPTION PLAN

The General Meeting approved a share option plan on 11 May 2016. 543 304 options can be allocated under this share option plan.

It was decided to set the exercise price at the average closing price of the Kinopolis Group share over 30 days preceding the offer. The options will expire 8 years after the date of the approval of the Plan by the General Meeting.

This share option plan was offered to the Chairman of the Board of Directors, Executive Management and eligible management staff of the Company or its subsidiaries on 29 December 2016.

As at 28 February 2017, a total of 396 500 options were allocated. On 31 December 2017, a total of 23 500 options were offered to the executive management of Landmark Cinemas. These were granted in full on 5 January 2018. Throughout 2019, 21 000 options were granted. Throughout 2022, no options were granted (2021: 0), 25 156 options were exercised (2021: 58 299) and 30 000 options were forfeited (2021: 0).

The fair value of these share-based payments was estimated when these options were allocated. The Black-Scholes model is used for this.

The expected volatility is based on the historic volatility calculated on the basis of five years.

For more information we refer to note 5.

AMOUNTS IN € (unless indicated otherwise)	12/2016 ⁽¹⁾	12/2017	04/2019	10/2019
Fair value of allocated options	7.30 / 9.71	12.91	8.87	9.98
Share price at grant date	44.19 / 48.29	57.30	51.30	57.80
Exercise price	41.55	48.25	49.75	53.40
Expected volatility	23.43% / 23.53%	25.45%	26.41%	24.81%
Original expected term (in years)	8	7	6	5
Expected dividend growth	7.86%	7.86%	8.30%	8.30%
Risk-free interest rate	-0.14%	0.01%	-0.179%	-0.443%

(1) Due to the evolution of the share price during the period of acceptance, two fair values were calculated for the allocated options, based on above listed parameters.

The options are exercisable for the first time during the first exercise period that falls in the fourth calendar year after the year in which the options were offered to the participants. The options only become unconditional once the other party has been employed for a certain period.

The options can be permanently acquired in tranches. For the options granted in 2017, the first tranche of 16.66% is acquired at the time of their granting. The other tranches of 16.66% per year during the five years after their grant date.

For the options granted in 2018, the first tranche of 20% is acquired at the time of their granting. The other tranches of 20% per year during the four years after their grant date. Concerning the options granted in 2019, the tranches are different between the grants in April and October. The first tranche of 16.66% / 25% is acquired at the time of their granting. The other tranches of 16.66% / 25% per year during five / three years after their grant date.

AMOUNTS IN € (unless indicated otherwise)	2021		2022	
	NUMBER OF OPTIONS	AVERAGE FAIR VALUE	NUMBER OF OPTIONS	AVERAGE FAIR VALUE
OUTSTANDING OPTIONS AT END OF PREVIOUS PERIOD	419 768		361 469	
Options allocated during the year				
Options exercised during the year	-58 299		-25 156	
Options forfeited during the year			-30 000	
OUTSTANDING OPTIONS AT END OF CURRENT PERIOD	361 469	9.52	306 313	9.51

21. Loans and borrowings



This note provides information on the Group's interest-bearing loans and borrowings. For further information on the contractual terms of these loans and borrowings and the Group's exposure to interest and foreign currency risks, we refer to note 26.

NON-CURRENT LOANS AND BORROWINGS

IN '000 €	2021	2022
Public bond	15 878	
Private placement of bonds	384 600	384 600
Loans and borrowings with credit institutions	80 000	80 000
Transaction costs refinancing	-1 984	-1 407
TOTAL	478 494	463 193

CURRENT LOANS AND BORROWINGS

IN '000 €	2021	2022
Public bond		15 878
Private placement of bonds	61 400	
Loans and borrowings with credit institutions	10 157	
Other loans		12 500
TOTAL	71 557	28 378

Kinepolis Group issued a € 75.0 million bond in March 2012, with maturity in March 2019. The bond was partially extended until June 2023 in June 2015. In March 2019, € 59.1 million was repaid. In 2022, the loan was transferred from non-current to current loans and borrowings. As of 31 December 2022 the outstanding debt is € 15.9 million. The loan will be repaid in June 2023.

In January 2015, the Group concluded a private placement of bonds with institutional investors for an amount of € 96.0 million. € 61.4 million was placed with a term of 7 years, € 34.6 million with a term of 10 years, both at a fixed interest rate. In January 2022, € 61.4 million was repaid.

In December 2017, the Group concluded a private placement of bonds with institutional investors for € 125.0 million. € 60.0 million was placed with a term of 8 years and € 65.0 million with a term of 10 years, both at a fixed interest rate.

In July 2019, the Group concluded a private placement of bonds with institutional investors for an amount of € 225.0 million. The full amount was placed with a term of 7.5 years and a fixed interest rate.

A credit agreement for a roll-over credit was concluded in 2012. This credit agreement was revised and extended in December 2019. In December 2021, the maturity date of the roll-over credit was extended from December 2024 to December 2026, by exercising the two available extension options. As of 31 December 2022, there is no outstanding draw on the roll-over credit (2021: € 0.0 million). This credit facility was extended in December 2015, following the Utopolis acquisition, with a 7-year term loan with annual repayments. In 2017, the credit facility was extended once again with a 5-year term loan with annual repayments. In December 2022 the outstanding position of € 10.2 million was repaid. On 31 December 2022, there is no outstanding balance anymore (2021: € 10.2 million). For more information we refer to note 26.

Throughout 2021 and 2020 the cinema industry and Kinepolis were badly hit by the Covid-19 pandemic, resulting in cinema closures, capacity restrictions and postponements of Hollywood blockbuster releases. In order to be prepared for possible longer delays before the full resumption of its activities, Kinepolis has taken out an additional loan with its main bankers on 8 January 2021 of € 80.0 million for a period of 3 years, at a variable interest rate and supported by a government guarantee. Given the volatility of the market throughout 2022, Kinepolis decided to hedge the variable interest rate to a fixed interest rate. For more information we refer to note 26.

At the end of 2022, the outstanding 'Commercial Paper' debt amounted to € 12.5 million (2021: € 0.0 million). This amount is part of Other loans.

The transaction costs are recognised in the result over the term of the financing. The amount not taken into the result is deducted from the interest-bearing loans, at the end of 2022 this amounts to € 1.4 million (2021: € 2.0 million). For more information we refer to note 7.

RECONCILIATION BETWEEN THE MOVEMENT OF THE FINANCIAL LIABILITIES AND THE CONSOLIDATED STATEMENT OF CASH FLOW

IN '000 €	NOTE	FINANCIAL LIABILITIES		EQUITY			TOTAL
		LOANS AND BORROWINGS	LEASE LIABILITIES	TREASURY SHARES RESERVE	RETAINED EARNINGS	NON-CONTROLLING INTERESTS	
BALANCE AT 31/12/2021		550 051	390 567	-21 497	118 604	-79	1 037 646
Cash flow from financing activities							
Payment of lease liabilities incl. forgiveness of lessee's lease payments	27		-26 020				-26 020
Proceeds from loans and borrowings	26	12 500					12 500
Repayment of loans and borrowings	26	-71 557					-71 557
Interest paid	7	-16 382					-16 382
Capitalised interest expenses	7	53					53
Interest received	7	9					9
Paid interest related to lease liabilities	27		-10 369				-10 369
Sale of treasury shares	18, 20			480	565		1 045
NET CASH FLOW - USED IN / + FROM FINANCING ACTIVITIES		-75 377	-36 389	480	565		-110 720
Other adjustments							
Interest expenses	7	15 258					15 258
Refinancing costs	7, 26	577					577
Movement accrued interests	26	1 062					1 062
Movement lease liabilities	27		16 193				16 193
Total other adjustments		16 896	16 193				33 088
Total other equity adjustments					28 386	-12	28 373
BALANCE AT 31/12/2022		491 571	370 371	-21 017	147 555	-91	988 387

22. Employee benefits



The amounts on the balance sheet are determined as follows:

IN '000 €	2021	2022
Defined benefit plans	764	28
Other employee benefits	727	763
TOTAL	1 491	791

DEFINED BENEFIT PLANS

The pension plans held by the Group in Belgium are included under 'defined benefit plans'.

The Group has two pension plans in Belgium that are deemed to be pension plans with defined contributions by law. As Belgian law applies to all second pillar pension plans (so-called 'Vandenbroucke Law'), all Belgian plans with defined contributions are qualified under IFRS as a defined benefit plan. The 'Vandenbroucke Law' states that, in the context of the defined contribution plans, the employer must guarantee a minimum return of a percentage that is adjusted based on market returns,

with a minimum of 1.75% and a maximum of 3.75%, which reduces the risk for the employer.

These minimum return requirements for the defined contribution plans in Belgium expose the employer to a financial risk (because there is a legal obligation to pay future contributions if the fund has insufficient assets to pay all the employee benefits related to the work performed by the employees in the current and past periods). As a consequence, these plans must be classified and recognised in the accounts as a defined benefit plan as under IAS 19.

The amounts for the pension plans held in Belgium are determined as follows as at 31 December:

IN '000 €	2021	2022
Liability from defined benefit plans	6 855	6 325
Fair value of fund investments	-6 090	-6 297
Net liability (asset) from defined benefit plans	764	28

Assets concern qualifying insurance policies and are not part of the Group's own financial instruments. The minimum return guarantee is currently 1.75%.

ACTUARIAL ASSUMPTIONS

The main actuarial assumptions are:

IN %	2021	2022
Weighted average discount rate	0.90%	3.70%
Expected inflation	1.75%	2.30%
Expected general pay rise	2.75%	3.30%

Life expectancy is based on the Belgian mortality table MR / FR, adjusted by -5 years.

TOTAL COMPREHENSIVE INCOME

For these pension plans, the following amounts are included in total comprehensive income:

IN '000 €	2021	2022
Included in the income statement		
Pension costs allocated to the year of service	-321	-246
Interest expenses	-6	-5
	-327	-251
Included in other comprehensive income		
Change to estimate of defined benefit rights	329	786
	329	786
TOTAL COMPREHENSIVE INCOME	2	535

The expected pension costs from defined benefit plans for 2023 amount to € 0.2 million, and primarily relate to allocated pension costs.

SENSITIVITY ANALYSIS

IN '000 €	31 DECEMBER 2022	
	INCREASE	DECREASE
Discount rate (1% movement)	27	-137
Future pay fluctuation (1% movement)	-9	7
Life expectancy (1% movement)	0	0

Its defined benefit plans expose the Group to a number of risks, the most important of which are explained below:

- *Changes to discount rate*: a reduction in the discount rate leads to an increase in the liabilities;
- *Salary risk*: the gross liabilities of most schemes are calculated on the basis of the future payments to the participants. As a consequence, a higher than expected salary rise will lead to higher liabilities;
- *Longevity risk*: pension plans provide participants benefits as long as they live, so an increase in life expectancy will result in an increase in plan liabilities.

OTHER EMPLOYEE BENEFITS

The Group has an obligation in France to pay a departure benefit to employees following their retirement. This compensation is also accounted for as a defined benefit plan.

ACTUARIAL ASSUMPTIONS

The main actuarial assumptions are:

IN %	2021	2022
Discount rate	0.90%	3.70%
Expected salary inflation	1.50%	1.50%



TOTAL COMPREHENSIVE INCOME

For this obligation, the following amounts are included in total comprehensive income:

IN '000 €	2021	2022
Included in the income statement		
Costs allocated to the year of service	-47	-50
Interest expenses	-5	-6
	-52	-57
Included in other comprehensive income		
Change in experience adjustments, financial and demographic assumptions	112	20
	112	20
TOTAL COMPREHENSIVE INCOME	60	36

The expected costs for this obligation for 2023 amount to € 0.0 million.

23. Provisions

The provisions mainly relate to site restoration and a number of disputes.

SITE RESTORATION

The lease of the Brussels (BE) cinema complex on the land owned by the City of Brussels has a definite term. The Company has a contractual obligation to restore the site to its original state.

At 31 December 2022, the provision for the demolition of the building and the restoration of the site to its original state was € 1.4 million (2021: € 1.4 million).

DISPUTES

At 31 December 2022, the provision for disputes was € 0.8 million (2021: € 0.9 million). These relate to disputes regarding employee matters and disputes from third parties for the purpose of obtaining compensations. When these provisions will be used or reversed depends on the outcome of the related legal disputes, and is therefore uncertain. The estimates and judgements that primarily impact the amount of the provisions are the estimated costs, the expected likelihood and the timing of the cash outflows. They are based on the most recent available information at the balance sheet date.

IN '000 €	2021	2022
BALANCE AT END OF PREVIOUS PERIOD	2 290	2 299
Additions of provisions	419	415
Unwinding of provisions	38	38
Use of provisions	-122	-358
Reversal of provisions	-349	-133
Effect of exchange rate fluctuations	23	5
BALANCE AT END OF CURRENT PERIOD	2 299	2 266
Balance at end of current period (non-current)	1 941	2 093
Balance at end of current period (current)	358	173
TOTAL	2 299	2 266

24. Trade and other payables

OTHER NON-CURRENT PAYABLES

IN '000 €	2021	2022
Deferred grants	4 663	4 293
Other payables	733	751
TOTAL	5 396	5 044

The other non-current payables primarily comprise the grants that can be claimed from the CNC in France based on the number of visitors. In Spain, Kinopolis received capital grants from the government in 2022 to finance investment projects for innovation, digitalisation and audio visual techniques, financed by the European Union (the so-called 'Next Generation EU'). Both grants, for an amount of

€ 4.3 million (2021: € 4.7 million, only France), are recognised as 'Other operating income' in line with the depreciation rate of the assets for which these grants were obtained. We refer to note 4 for more information. The category Other payables mainly includes guarantees received for € 0.8 million (2021: € 0.7 million).

TRADE AND OTHER CURRENT PAYABLES

IN '000 €	2021	2022
Trade payables	56 633	73 408
Gift vouchers	27 855	24 701
Payables related to remuneration and social security	14 625	14 642
Accrued charges and deferred income	6 692	6 960
Tax payables, other than income taxes	5 301	7 630
Other payables	437	391
TOTAL	111 543	127 732

Trade payables increased with € 16.8 million or 29.6% which is mainly related to increased activity in 2022 compared to 2021. At the end of 2021, Covid-19 measures were applicable again, including mandatory closures of complexes in Belgium, the Netherlands and Canada.

Payables related to remuneration and social security remain approximately the same. Per 31 December 2022, there is a strong decrease in liabilities related to social security. As a result of the Covid-19 pandemic, the Group obtained deferral of payment for social security in a number of countries. During 2022, the outstanding position has been largely repaid. The decrease on social security is offset by an increase in payables related to wages due to the resumption of operations in 2022.

On 31 December 2022, the accrued interest expenses with respect to the public and private bonds issued and loans and borrowings with credit institutions amounted to € 2.6 million (2021: € 3.8 million). The decrease is explained by the fact that a private placement of bonds and a term loan were fully repaid in 2022. For more information we refer to notes 21 and 26. There is no more accrued interest expense applicable related to these loans and borrowings as of 31 December 2022.

The deferred income amounts to € 4.2 million on 31 December 2022 (2021: € 2.8 million), mainly due to an increase in advance sales of cinema tickets.

There is an increase of € 2.3 million in tax payables, other than income taxes. The increase is explained, on the one hand, by increased activity in 2022, on the other, as per 31 December 2022, some assessment for local taxes, such as city taxes and property taxes, were not yet received making these outstanding at year-end. In 2021, these had already been received and paid. Additionally, in Belgium a deferral of payment was granted for withholding taxes for November and December 2022.

The current contractual obligation with regard to gift vouchers amounts to € 24.7 million at 31 December 2022 (2021: € 27.9 million). The evolution of the balance of the current obligation with regard to the gift vouchers depends on the evolution of the number of visitors and the period in which they can be used. The gift vouchers have an average duration to maturity of less than 12 months in Europe. In the United States, gift vouchers have a duration of five years, and gift vouchers have an unlimited duration in Canada. The expiry dates of gift vouchers have been extended in some countries due to the Covid-19 pandemic. In 2022 the expiry dates of gift vouchers were no longer extended.



CURRENT CONTRACTUAL OBLIGATION WITH REGARD TO THE GIFT VOUCHERS

IN '000 €	2021	2022
BALANCE AT END OF PREVIOUS PERIOD	20 775	27 855
Newly issued gift vouchers	25 370	47 881
Gift vouchers exercised or expired	-18 747	-51 164
Effect of exchange rate fluctuations	457	129
BALANCE AT END OF CURRENT PERIOD	27 855	24 701

25. Tax assets and liabilities

NON-CURRENT TAX ASSETS

IN '000 €	2021	2022
Non-current tax assets		1 653

In 2020, the Group was informed that it was going to receive a tax audit on the tax unit in Spain regarding corporate income taxes for the years 2015 and 2016. Throughout 2022, the authorities completed their audit work and the Group was informed that the Spanish authorities noticed disputes. As a result, Kinopolis had to pay an additional amount of € 1.7 million to the tax authorities in 2022.

The Group has filed objections to these disputes. Based on the conclusions of the Group's tax advisors, there are technical and factual arguments that justify that it is more than likely that the dispute will be annulled by the authorities. As a result, the amount paid is recognised as a Non-current tax asset on the balance sheet.

CURRENT TAX ASSETS AND LIABILITIES

IN '000 €	2021	2022
Current tax assets	1 418	6 810
Current tax liabilities	884	2 960

Current tax assets amount to € 6.8 million (2021: € 1.4 million). At the end of 2022 there are current tax assets in Belgium (€ 5.2 million), Luxembourg (€ 1.2 million) and Spain (€ 0.4 million), due to prepayments which are higher than the taxes due.

Current tax liabilities increased from € 0.9 million to € 3.0 million in 2022. Current tax liabilities mainly consist of taxes payable in France (€ 1.4 million), the Netherlands (€ 1.0 million) and Belgium (€ 0.5 million), due to lower prepayments compared to the taxes due.

26. Risk management and financial instruments

RISK MANAGEMENT

FINANCIAL RISK MANAGEMENT

The Group's principal financial instruments are bank loans, private and public bonds, lease liabilities and cash.

The Group has various other financial instruments, such as trade and other receivables and payables, which arise directly from its operations.

The Group also enters into derivative transactions, primarily interest rate forward contracts, interest rate swaps and forward exchange contracts. The purpose is to manage the interest rate and foreign currency risks arising from the Group's activities and its sources of financing.

The main risks arising from the Group's financial instruments are the interest rate risk, the liquidity risk, the foreign currency risk and the credit risk. It is Group's policy to negotiate the terms of the derivative financial instruments to match the terms of the hedged item, so as to maximise hedge effectiveness.

It is Group's policy not to allow the use of derivative financial instruments for speculative purposes.

The Board of Directors investigates and approves policies for managing each of these risks. These policies are summarised in this document. The accounting treatment of the derivative financial instruments is included in the accounting policies.

INTEREST RATE RISK

The Group's exposure to market risk arising from changes in interest rates primarily relates to the Group's current and non-current loans and borrowings.

Group policy is to manage interest rate expenses with a mixture of fixed and variable interest rate liabilities. To manage this mix in a cost-efficient manner, the Group can enter into certain transactions:

- Interest rate swaps and interest rate forward contracts in which the Group agrees to exchange, at specified intervals, the difference between the fixed and variable interest amounts, calculated by reference to a pre-agreed principal amount;
- Interest rate derivatives with fixed ceilings, hence limiting the impact of interest rate fluctuations.

The Group pursues a conservative financial policy and, since 2008, only uses derivative financial instruments to hedge the interest rate risk.

At the balance sheet date, the Group had only interest rate swap agreements outstanding, on which the Group receives a variable interest rate equal to EURIBOR and pays a fixed interest rate. These swaps are used to cover

the variability in the cash flows of the underlying loans. These interest rate swaps are classified as cash flow hedges in accordance with IFRS 9 hedge accounting. Consequently, the portion of the profit or loss on the interest rate swap, which can be considered to be an effective hedge, is recognised directly in equity. The total of the changes in the fair value of the interest rate swaps recognised in equity gives rise to a € 0.4 million increase in equity before deferred taxes on 31 December 2022 (2021: € 0.1 million).

On 31 December 2022, taking into account the effect of interest rate swaps, 97.46% of the Group's loans and borrowings had been contracted at a fixed interest rate (2021: 84.74%).

INTEREST RATE RISK SENSITIVITY ANALYSIS

The interest-bearing loans and borrowings at the balance sheet date were € 493.0 million (2021: € 552.0 million). € 92.5 million or 18.8% of the interest-bearing loans and borrowings have a variable interest rate, without taking into account the effect of the interest rate swaps (2021: € 90.2 million or 16.3%).

Total interest expenses, excluding interest expenses attributed to the lease liabilities, charged to the income statement in 2022, amount to € 15.3 million (2021: € 15.5 million).

The loan of € 41.6 million with variable interest was fixed with an interest rate swap at the beginning of 2016. The balance of the loan was fully repaid in December 2022 (2021: € 5.9 million).

Given the volatility of the market through 2022, Kinopolis has decided to hedge the variable interest rate to a fixed interest rate for the loan of € 80.0 million.

FOREIGN CURRENCY RISK

The Group has a foreign currency risk on positions that derive from purchases or sales and from outstanding loans and borrowings with group companies in currencies other than the functional currency (Euro) (transactional risk). Group policy is focused to limit the cash impact of exchange rate fluctuations on the result as much as possible. Derivative instruments can be used at any time to hedge this risk.

34.4% (2021: 30.6%) of the sales of the group companies are denominated in currencies other than the functional currency, in particular the sales of Landmark Cinemas (Canada) in Canadian Dollar and the sales of MJR Digital Cinemas (United States) in US Dollar. Given the fact that the cash flows from these countries are reinvested in the countries concerned, there are no forward contracts to hedge the foreign currency risk of the operational



cash flows from these countries. The purchases of the subsidiaries of the Group mainly concern the purchases of materials by the Group in US and Canadian Dollar. On 31 December 2022, the Group has no outstanding forward exchange contracts (2021: \$ 0.0 million) with the intention of hedging this risk.

Loans between Kinepolis Financial Services NV or Kinepolis Group NV and other group companies are

expressed in the currency of the latter. Exchange rate results regarding the non-current loans in Canadian Dollar, US Dollar, Swiss Franc and Polish Złoty from Kinepolis Financial Services NV to Kinepolis Canada LTD, Kinepolis Schweiz AG and Kinepolis Poznań Sp.z o.o, as well as from Kinepolis Group NV to Kinepolis US INC are recognised in other comprehensive income, as these loans are considered to be part of the Group's net investment in these foreign entities.

The following exchange rate results were recorded directly in equity, before taxes:

IN '000 €	2021	2022
Canadian Dollar	6 363	-392
US Dollar	6 454	5 771
Polish Złoty	24	-66
Swiss Franc	518	426
TOTAL	13 359	5 738

The Group is also exposed to a foreign currency risk due to the inclusion in the consolidation of foreign companies that do not have the Euro as their functional currency (Canada, United States, Switzerland and Poland). This translation risk is not hedged. Only the US and Canadian Dollar have a material effect.

The tables below state the possible exchange rate changes for the Canadian Dollar, US Dollar, Polish Złoty and Swiss Franc against the Euro, estimated on the basis of theoretical and actual volatility. The actual volatility has been determined based on the evolution of the rate over the past 5 years.

SENSITIVITY ANALYSIS FOR FOREIGN CURRENCY RISK

1 EURO CORRESPONDS TO:	CLOSING RATE 31/12/2022	AVERAGE RATE 2022	THEORETICAL VOLATILITY	POSSIBLE CLOSING RATE 31/12/2022	POSSIBLE AVERAGE RATE 2022
Canadian Dollar	1.4440	1.3695	10%	1.30 – 1.59	1.23 – 1.51
US Dollar	1.0666	1.0530	10%	0.96 – 1.17	0.95 – 1.16
Polish Złoty	4.6899	4.6861	10%	4.22 – 5.16	4.22 – 5.15
Swiss Franc	0.9847	1.0047	10%	0.89 – 1.08	0.90 – 1.11

If, at the balance sheet date, the Canadian Dollar, the US Dollar, the Polish Złoty and the Swiss Franc had strengthened / weakened as indicated above, and all other variables being constant, the result of 2022 would have been € 0.1 million lower or € 0.1 million higher, and equity would be € 17.3 million higher or € 14.1 million lower at the end of 2022. Only the Canadian Dollar and the US Dollar have a material impact in the above sensitivity analysis.

1 EURO CORRESPONDS TO:	CLOSING RATE 31/12/2022	AVERAGE RATE 2022	ACTUAL VOLATILITY	POSSIBLE CLOSING RATE 31/12/2022	POSSIBLE AVERAGE RATE 2022
Canadian Dollar	1.4440	1.3695	6.33%	1.35 – 1.54	1.28 – 1.46
US Dollar	1.0666	1.0530	7.87%	0.98 – 1.15	0.97 – 1.14
Polish Złoty	4.6899	4.6861	6.42%	4.39 – 4.99	4.39 – 4.99
Swiss Franc	0.9847	1.0047	7.55%	0.91 – 1.06	0.93 – 1.08

If, at the balance sheet date, the Canadian Dollar, the US Dollar, the Polish Złoty and the Swiss Franc had strengthened / weakened as indicated above, and all other variables being constant, the result of 2022 would have been € 0.1 million lower or € 0.1 million higher, and equity would be € 12.0 million higher or € 10.4 million lower at the end of 2022. Only the Canadian Dollar and the US Dollar have a material impact in the above sensitivity analysis.

CREDIT RISK

The credit risk with respect to trade receivables is the risk of financial loss to which the Group is exposed if a customer fails to meet the contractual obligations. Credit losses are recognised on the basis of a model based on 'expected credit losses' in line with IFRS 9 – Financial Instruments. The application of this model requires judgement by the Group, taking into account the impact of changes in economic factors on expected credit losses.

In accordance with IFRS 9, the loss allowances will be determined on the following basis:

- *The 12-month expected credit losses:* these are expected credit losses that result from possible default events that take place within 12 months after the end of the reporting date.
- *Expected credit losses over the full life cycle:* these are expected credit losses that result from possible default events over the expected life of a financial instrument.

Both historical and forward-looking information are taken into account.

The determination on the basis of expected credit losses over the full life cycle always applies to trade receivables and contractual assets without a significant financing component.

In order to assess the materiality of the provision for impairment losses, Kinopolis conducted an analysis over a five-year period (2018-2022). The Group recognised an average of 0.08% (2017-2021: 0.06%) compared to total revenue, which is considered to be immaterial. The majority of the activities of the Group are cash-based transactions. It is Group policy that all customers who wish to trade on credit terms are subject to credit verification procedures. In addition, the receivable balance is monitored on an ongoing basis. Based on

the above analysis, the Group decided that the impact of the model based on expected credit losses over the full life cycle of Kinopolis Group is immaterial.

With regard to credit risk from the other financial assets of the Group, including cash and cash equivalents, financial assets measured at fair value through other comprehensive income and certain derivative financial instruments, the Group's exposure to credit risk consists of the counterparty default risk, with a maximum exposure equal to the carrying amount of these instruments.

There are no significant concentrations of credit risk within the Group. The Group has no customers that account for more than 10% of revenue.

LIQUIDITY RISK

The Group's goal is to ensure that there is sufficient financing for the long term. The financing need is determined on the basis of the strategic long-term plan. Various credit forms are used to guarantee the continuity and flexibility of the financing, including bonds, credit lines and bank loans. The Group's liquidity is managed through the in-house bank, Kinopolis Financial Services NV.

Throughout the Covid-19 pandemic, the Group has taken the necessary measures to limit the negative financial impact of the business closures and to safeguard its liquidity. As a result, Kinopolis has sufficient available financial resources to deal with this crisis. Moreover, Kinopolis pursued a prudent financial policy in recent years. This has resulted in an average maturity of more than 3 years for the outstanding financial liabilities as per 31 December 2022. The next significant repayment will not take place until January 2024. In December 2021, the maturity date of the roll-over credit was also extended from December 2024 to December 2026 by exercising the two foreseen extension options.



CAPITAL MANAGEMENT

Board of Directors' policy is aimed at maintaining a strong capital position in order to retain the confidence of investors, creditors and markets and to safeguard the future development of the business activities. The Board of Directors monitors the return on equity, which is defined by the Group as the operating result divided by equity, excluding non-controlling interests. The Board of Directors also monitors the level of the dividend payable to the shareholders, if circumstances permit.

The Board of Directors seeks a balance between the higher return that is potentially available with a higher level of debt on the one hand, and the benefits and security of a solid equity position on the other. In seeking this balance, the Board of Directors' objective is to achieve the pre-defined level of ratios of net financial debt to EBITDAL and net financial debt to equity.

The Board of Directors believed that the ratios of net financial debt to equity and net financial debt to EBITDA were at risk of becoming too low as from mid 2010, and therefore proposed to the General Meeting to reduce the share capital and to buy back and destroy treasury shares

with the aim of improving the ratios, and thereby create shareholder value. After approval by the Extraordinary General Meeting of 20 May 2011, the capital was therefore reduced by € 30.0 million and shares were bought back between 2011 and 2015, for the hedging of options on the one hand, and for cancellation on the other, which has taken place in the meantime. The expansion strategy of Kinopolis Group was started in 2014 and, due to the success of this expansion program, the capital optimisation program was stopped in 2015. The Group continues to strive for a combination of a higher-than-average market return with a lower-than-average risk through the combination of its strategic pillars with an expansion strategy based on improvement potential, and a cautious financial policy with regard to the debt ratio, taking the real estate position of the Group into account.

Kinopolis Group bought 360 000 shares for a total amount of € 20 302 894 in 2018. The total number of treasury shares on 31 December 2022 amounts to 397 396 (2021: 422 522). The majority of these shares are intended to cover the Group's current stock option plan. In 2022, 25 156 treasury shares were sold (2021: 58 299) and no treasury shares were bought back (2021: 0).

FINANCIAL INSTRUMENTS

DEBT PORTFOLIO

On 15 February 2012, within the framework of the refinancing of its existing syndicated credit and the financing of the further general development of the Group, Kinopolis Group NV signed a € 90.0 million credit agreement with ING Belgium, KBC Bank and BNP Paribas Fortis until 31 March 2017 (roll-over credit). At the end of June 2015, this existing credit facility was renewed with the bank consortium for the full term until the end of June 2020. In May 2016, the term of the existing credit agreement for € 90.0 million was extended by one year, to June 2021. In December 2019, the existing credit agreement for the roll-over credit was revised and extended. Belfius was added to the existing bank consortium, and the roll-over credit was expanded from € 90.0 million to € 120.0 million. Of this, € 30.0 million can be drawn in a currency other than Euro. In December 2021, the maturity date of the roll-over credit was extended from December 2024 to December 2026, by exercising the two foreseen extension options. On 31 December 2022, there is no outstanding draw on this credit facility (2021: € 0.0 million). At the end of 2022, the outstanding 'Commercial Paper' debt was € 12.5 million (2021: € 0.0 million). This outstanding balance reduces the availability of the roll-over credit by the same amount.

In addition, this credit facility was extended in December 2015, following the Utopolis acquisition, with a 7-year term loan with annual repayments. In 2017, the credit facility was extended once again, with a 5-year term loan with annual repayments. In December 2022, the remaining balance of € 10.2 million was repaid, leaving no outstanding balance as of 31 December 2022 (2021: € 10.2 million).

On 6 March 2012, the Group issued an unsubordinated bond in Belgium for € 75.0 million. The bonds mature in 7 years, and have a fixed annual gross interest of 4.75%. On 12 May 2015, Kinopolis Group NV announced the launch of an unconditional public exchange offer on all outstanding € 75.0 million fixed interest bonds with a gross interest of 4.75% and a maturity date on 6 March 2019. Holders of the existing bonds had the opportunity to exchange their existing bonds for new bonds to be issued by Kinopolis Group NV with a nominal value of € 1 000, a gross nominal interest of 4.0% per year and a term of 8 years, with maturity date on 9 June 2023 (the 'New Bonds'). Bonds with a total value of € 15.9 million were exchanged. € 59.1 million was repaid on 6 March 2019.

In January 2015, the Group also concluded a private placement of bonds with institutional investors for € 96.0 million: € 61.4 million was placed with a term of 7 years, € 34.6 million with a term of 10 years. A fixed annual gross interest is paid on both bonds. This private placement complies with the Group's financial strategy and serves to support expansion by increasing the diversification of the sources of financing and by refinancing the existing credits. In January 2022, € 61.4 million was repaid from available financial funds.

In December 2017, the Group concluded a private placement of bonds with institutional investors for an amount of € 125.0 million: € 60.0 million was placed with a term of 8 years, and € 65.0 million with a term of 10 years. A fixed annual gross interest is paid on both bonds. This private placement was primarily used to finance the acquisition of Landmark Cinemas in Canada.

In July 2019, the Group concluded a private placement of bonds with institutional investors for € 225.0 million, with a term of 7.5 years. A fixed annual gross interest is paid on the bond. The private placement was mainly used to finance the various acquisitions in 2019, investments in the renovation of existing complexes and the construction of new complexes.

Throughout 2021 and 2020 the cinema industry and Kinopolis in particular were badly hit by the Covid-19 pandemic, resulting in cinema closures, capacity restrictions and postponements of Hollywood blockbuster releases. In order to be prepared for possible longer delays before the full resumption of its activities and to finance the ongoing investment programs in, among other things, new-build cinemas, Kinopolis has taken out an additional loan with its main bankers on 8 January 2021 of € 80.0 million for a period of 3 years, at a variable interest rate. The loan is supported by an 80% state guarantee provided by Gigarant in Belgium. Given the volatility of the market through 2022, Kinopolis has decided to hedge the variable interest rate to a fixed interest rate.

No securities were provided. Only a number of conditions apply with regard to the sale or the guarantee of certain of the Group's assets to a third party. Kinopolis is required to comply with conditions relating to, among others, the maximum debt ratio (covenants) on its bank debt. This relates to the roll-over credit of € 120.0 million (no outstanding draw per 31 December 2022). The credit taken out at the beginning of January 2021 for an amount of € 80.0 million is also covered by these covenants. No covenants apply to the majority of the other debts. There is only an increase in interest on the private placement of 2019 if a specific debt ratio is exceeded.

The calculation of the covenants as well as the maximum or minimum values were adjusted during the revision of the credit agreement in 2019. The financial covenants consist of a maximum leverage ratio of 3.75, which temporarily increases to 4.25 in the case of a material acquisition, and a minimum interest coverage ratio of 4.5. In addition, there are a number of potentially restrictive commitments that restrict or prohibit certain trading transactions.

The definitions of the covenants have been adapted to the standard IFRS 16: Leases. As such, for the determination of the leverage ratio, among other things, the net financial debt is corrected for the lease liabilities on the one hand, and the EBITDA is corrected for the impact of IFRS 16 on the other.

As a result of the Covid-19 pandemic, Kinopolis has reached an agreement with its financial institutions to allow a suspension of the credit covenants ('covenant holiday') until 30 June 2023. This suspension means that, among other things, the conditions relating to the maximum debt ratio in relation to the EBITDAL, being EBITDA adjusted for lease, will be temporarily suspended until the half-year figures of 30 June 2023.

Kinopolis already obtained an extension of suspension during 2022 until 31 December 2022. A quality film offering is absolutely crucial for attracting customers to the cinema. In the fourth quarter, a number of film releases were postponed and rescheduled, partly due to longer Chinese lockdowns. As a precautionary measure, it had been decided to request an extension from the banks until 30 June 2023. This is in line with the Group's prudent financial policy. The extension was obtained in December 2022. Per 31 December 2022, the Group met its covenants.

During the period of suspension of the credit covenants, these conditions, which only apply to bank debt, were replaced by, among other things, a liquidity covenant, which means that the sum of the available cash and confirmed credit lines must be at least € 30.0 million during the term of this 'covenant holiday'. In line with the existing bank credit facilities, the additional credit of € 80.0 million provides for a number of conditions that limit the disposal of assets, acquisitions and the payment of dividends, above a financial debt level of 3.75.

The interest payable on term loans is calculated on the basis of the EURIBOR applicable for the selected borrowing period, plus the negotiated margin. The average interest rate of the debt portfolio on 31 December 2022 was 2.81% (2021: 2.62%). As the vast majority of the loans are at a fixed interest rate, no sensitivity analysis was performed for the remaining variable part.



FINANCIAL LIABILITIES – FUTURE CASH FLOWS

The following table gives an overview of the contractual maturities for the non-discounted financial liabilities at 31 December, including the estimated interest payments:

IN '000 €	2021				2022			
	< 1 YEAR	1-5 YEARS	> 5 YEARS	TOTAL	< 1 YEAR	1-5 YEARS	> 5 YEARS	TOTAL
Private placement of bonds	74 781	363 967	66 885	505 633	11 723	415 754		427 477
Public bond	635	16 513		17 148	16 513			16 513
Trade payables	56 633			56 633	73 408			73 408
Loans and borrowings with credit institutions	11 690	81 848		93 537	3 423	80 700		84 123
Other loans					12 519			12 519
Bank overdrafts	12			12				
Non-derivative financial liabilities	143 751	462 328	66 885	672 964	117 587	496 454		614 041
Interest rate swaps	28			28		-349		-349
Derivative financial instruments	28			28		-349		-349
TOTAL	143 779	462 328	66 885	672 992	117 587	496 105		613 692

In respect of interest-bearing financial liabilities with a variable interest rate, the following table gives an overview of the expected maturities:

IN '000 €	2021		2022	
	TOTAL	< 1 YEAR	TOTAL	< 1 YEAR
Loans and borrowings with credit institutions	90 157	10 157	80 000	
Other loans			12 500	12 500
Bank overdrafts	12	12		
TOTAL	90 169	10 169	92 500	12 500

HEDGING ACTIVITIES

The Group uses derivative financial instruments to hedge the interest rate risk and the foreign currency risk. All derivative financial instruments are measured at fair value.

The following table gives the remaining term of the outstanding derivative financial instruments at balance sheet date. The amounts given in this table are the nominal values.

IN '000 €	2021				2022			
	< 1 YEAR	1-5 YEARS	> 5 YEARS	TOTAL	< 1 YEAR	1-5 YEARS	> 5 YEARS	TOTAL
Interest rate swaps	5 907			5 907		80 000		80 000
TOTAL	5 907			5 907		80 000		80 000

FAIR VALUE

The fair value is the amount at which an asset can be traded or a liability settled in an orderly transaction between well-informed, willing parties, following the arm's length principle.

The following table discloses the actual fair value and the carrying amount of the main interest-bearing financial loans and borrowings (measured at amortised cost).

IN '000 €	2021		2022	
	CARRYING AMOUNT	FAIR VALUE	CARRYING AMOUNT	FAIR VALUE
Private placement of bonds – fixed interest rate	446 000	446 000	384 600	346 322
Public bond – fixed interest rate	15 878	15 878	15 878	15 613
Interest-bearing loans – variable interest rate	90 157	90 157	92 500	92 500
Bank overdrafts	12	12		
Transaction costs refinancing	-1 984	-1 984	-1 407	-1 407
TOTAL	550 064	550 064	491 571	453 028

The following table gives the nominal or contractual amounts and the actual fair value of all outstanding derivative financial instruments (cash flow hedging instruments). The nominal or contractual amounts reflect the volume of the derivative financial instruments outstanding at the balance sheet date. As such, they represent the Group's risk on these transactions.

IN '000 €	2021		2022	
	NOMINAL VALUE	FAIR VALUE	NOMINAL VALUE	FAIR VALUE
Interest rate swap	5 907	-28	80 000	349
TOTAL	5 907	-28	80 000	349

The fair value of financial products related to the interest rates is determined by discounting the expected future cash flows, taking into account the current market interest rates and the interest rate curve for the remaining life of the instrument. There were no outstanding forward exchange contracts at 31 December 2022.

The fair value of the derivative instruments is included in the balance sheet of the Group as follows (value before tax):

IN '000 €	2021			2022		
	ASSETS	LIABILITIES	NET VALUE	ASSETS	LIABILITIES	NET VALUE
Non-current		-28	-28	349		349
TOTAL		-28	-28	349		349



The change in the fair value of the derivative financial instruments on the balance sheet is as follows:

IN '000 €	NOMINAL VALUE	CARRYING AMOUNT		INCLUDED IN THE FOLLOWING LINE ITEM IN THE STATEMENT OF FINANCIAL POSITION	CHANGES IN THE FAIR VALUE OF THE HEDGING INSTRUMENT INCLUDED IN OTHER COMPREHENSIVE INCOME
		ASSETS	LIABILITIES		
Interest rate swap	80 000	349		Derivative financial instruments	376

FAIR VALUE – HIERARCHY

The following table provides an overview of financial instruments recognised at fair value by the valuation method.

The different levels are defined as follows:

- *Level 1*: quoted market prices (unadjusted) in active markets for identical assets or liabilities.
- *Level 2*: input that does not refer to any quoted market price included in level 1, and that is observable for the asset or the liability, either directly (i.e. as price) or indirectly (i.e. derived from price).
- *Level 3*: input for the asset that is, or the liability that is not based on observable market data (unobservable input).

IN '000 €	2021			2022		
	LEVEL 1	LEVEL 2	LEVEL 3	LEVEL 1	LEVEL 2	LEVEL 3
Cash flow hedging – Currency						
Interest rate swaps		-28			349	
TOTAL		-28			349	

LEVEL 3 FAIR VALUES

Per 31 December 2022 there are no contingent considerations (2021: € 0.0 million).

27. Leases

LEASES AS LESSEE

The Group leases several sites, buildings, cars, equipment for in-theatre sales and projection equipment. If the contracts are classified as leases, they are recognised on the date on which the leased asset is available for use by the Group. On the one hand a right-of-use asset is recognised, which is depreciated on a straight-line basis over the lease term. On the other hand, a lease liability is recognised, that consists of future lease payments that are discounted at the Group's average interest rate for external financing.

The discount rate applied throughout 2022 is 2.62% (2021: 2.62%). The discount rate is updated on a yearly basis and will be applied to new leases or for changes to existing lease agreements which are to be measured at a revised discount rate.

When determining the term of a lease, extension options which will be executed with reasonable certainty at the start of the contract, are included in the lease liabilities. For the key category, land and buildings (cinema complexes), the Group applies as a general principle a term between 15 and 20 years. This term reflects the entity's reasonable expectation of the period during which the underlying asset will be used.

The Group will only reassess the term of a lease when there has been a significant event or a significant change in circumstances, within the control of the Group. Significant events or changes in circumstances within the control of the Group include but are not limited to significant changes to the contract terms, exercise a renewal option or termination option and significant leasehold improvements.

RIGHT-OF-USE ASSETS

IN '000 €	LAND AND BUILDINGS	CARS	IN-THEATRE SALES	PROJECTION EQUIPMENT	TOTAL
Acquisition value	404 582	5 120	958	3 554	414 214
Depreciations and impairment losses	-48 006	-2 451	-466	-810	-51 733
NET CARRYING AMOUNT AT 31/12/2020	356 576	2 669	492	2 744	362 481
New leases		152	29	254	435
Expired leases and disposals	1				1
Adjustments	-4 051	352			-3 699
Depreciations and impairment losses	-25 108	-1 323	-274	-543	-27 248
Effect of exchange rate fluctuations	21 208		35	107	21 350
Acquisition value	424 744	5 062	1 070	3 954	434 830
Depreciations and impairment losses	-76 118	-3 212	-788	-1 392	-81 510
NET CARRYING AMOUNT AT 31/12/2021	348 626	1 850	282	2 562	353 320
New leases		551			551
Expired leases and disposals				-4	-4
Adjustments	3 820	307	810		4 936
Depreciations and impairment losses	-26 554	-1 279	-296	-578	-28 707
Effect of exchange rate fluctuations	3 383		-27	11	3 367
Acquisition value	431 068	5 535	1 835	3 929	442 367
Depreciations and impairment losses	-101 793	-4 107	-1 067	-1 938	-108 905
NET CARRYING AMOUNT AT 31/12/2022	329 275	1 428	768	1 991	333 462



LEASE LIABILITIES

IN '000 €	TOTAL
NET CARRYING AMOUNT AT 31/12/2020	393 612
New leases	181
Interest	10 323
Repayment	-22 922
Forgiveness of lessee's lease payments	-11 750
Adjustments	-2 401
Effect of exchange rate fluctuations	23 524
NET CARRYING AMOUNT AT 31/12/2021	390 567
New leases	551
Interest	10 369
Repayment	-36 389
Forgiveness of lessee's lease payments	-2 810
Adjustments	4 649
Effect of exchange rate fluctuations	3 434
NET CARRYING AMOUNT AT 31/12/2022	370 371

At 31 December 2022, the Group has a lease liability of € 370.4 million (2021: € 390.6 million) and a right-of-use asset of € 333.5 million (2021: € 353.3 million). During 2022 the lease liabilities decreased with € 20.2 million and the right-of-use assets with € 19.9 million.

The RealD 3D equipment used by the Group is included under the right-of-use assets (€ 2.0 million). As these assets are fully prepaid, there is no outstanding lease liability for these assets.

NEW LEASES

The new leases mainly consist of new leases concluded for cars (€ 0.6 million). This resulted in the same additional lease liability and increase in right-of-use assets.

(EARLY) TERMINATED LEASES

During 2022 several lease agreements related to cars are terminated (early), as well as one contract related to RealD 3D equipment.

ADJUSTMENTS

During 2022 a number of leases were adjusted, mainly due to changes to the contractual term or other adjustment such as indexations or new negotiations for future lease payments. All this led to an adjustment of the lease liabilities of € 4.6 million and an adjustment of the right-of-use assets of € 4.9 million.

IMPAIRMENT LOSSES

Throughout 2022 it was decided that the cinema in West Kelowna Encore (CA) will be permanently closed. As a result of this decision, the right-of-use-assets were impaired for € 0.1 million, as well as the property, plant and equipment in this complex. We refer to note 11 for more information. The contractual term of the lease agreement ends in April 2025.

RENT CONCESSIONS AS A RESULT OF THE COVID-19 PANDEMIC

As a result of the Covid-19 pandemic, the Group has obtained rent concessions from the lessor for part of the lease agreements, mainly related to land and buildings.

If the rent concessions resulting directly from the Covid-19 pandemic meet the conditions, they are treated as if they were not lease modifications. For the conditions imposed, we refer to note 1. The rent concessions are then processed in the same way as a negative variable lease payment, and are therefore included in the income statement within 'Other operating income', as part of 'Operating result'. In 2022 the Group obtained € 2.8 million (2021: € 11.8 million) rent concessions. We refer to note 4.

IMPACT ON THE CONSOLIDATED RESULT AND THE STATEMENT OF CASH FLOW

Per 31 December 2022 the Group has € 28.7 million (2021: € 27.2 million) depreciations and impairment losses on right-of-use assets and € 10.4 million (2021: 10.3 million) interest on lease liabilities. The Group repaid € 36.4 million lease liabilities in 2022 (2021: € 22.9 million), of which € 10.4 million (2021: € 10.3 million) was interest. Without the rent concessions as a result of Covid-19, the repayment of lease liabilities as of 31 December 2022 would have been € 39.2 million (2021: € 34.7 million). In the consolidated statement of cash flow this can be found under 'Cash flow from financing activities'.

FINANCIAL LIABILITIES – FUTURE CASH FLOWS

The following table gives an overview of the contractual maturities of the non-discounted lease liabilities at 31 December:

IN '000 €	2021				2022			
	< 1 YEAR	1-5 YEARS	> 5 YEARS	TOTAL	< 1 YEAR	1-5 YEARS	> 5 YEARS	TOTAL
NON-DISCOUNTED LEASE LIABILITIES	36 958	125 312	314 641	476 911	35 407	124 216	287 729	447 351

NOT RECOGNIZED UNDER IFRS 16

Exemption from recognition

The Group has decided to make use of the option of exemption of recognition under IFRS 16 for short-term leases and leases in which the underlying asset has a low value. The operational lease cost related to the exempt short-term leases amounts to € 0.0 million in 2022 (2021: € 0.0 million). Leases for which the underlying asset has a low value include cash recyclers. The operational lease cost related to these exempted leases amounts to € 0.1 million in 2022 (2021: € 0.1 million). This is classified in the consolidated statement of cash flow under 'Cash flow from operating activities'.

Variable lease liabilities

In addition, variable lease liabilities are also not recognised under IFRS 16. The total operational lease cost of this amounts to € 0.4 million in 2022 (2021: € 0.1 million). This has led to the same outgoing cash flow that is classified in the consolidated statement of cash flow under 'Cash flow from operating activities'. Variable lease liabilities in 2021 were significantly impacted by the Covid-19 pandemic, as variable lease liabilities are primarily dependent on realised revenue and the number of visitors.

The main parameters of variable lease liabilities are the realised revenue and the number of visitors. The Group has performed a sensitivity analysis with possible changes in the variable lease liabilities, estimated on the basis of a theoretical volatility of both revenue and number of visitors to be able to estimate the future impact. If the revenue and the number of visitors would increase by 10%, the total operational lease cost of the variable lease liability would increase to € 0.5 million. If the revenue and the number of visitors would decrease by 10%, the total operational lease cost of the variable lease liability would be € 0.4 million.

Recognition criteria not met

In the third quarter of 2022, Kinopolis has concluded a lease agreement with real estate company General de Galerías Comerciales to take over the operation of two Spanish cinemas: one in Mataró (Barcelona) and the other in Marbella, in the successful La Cañada shopping mall. These leases are not recognized under IFRS 16 as they do not meet all recognition criteria.

Lease commitments already entered into

As of 31 December 2022 the Group has not entered into any other lease commitments that impact the future outgoing cash flow.

Extension options

If the Group were to exercise all possible extensions options that it has available in the contracts as of 31 December 2022, there would be an additional cash outflow of non-discounted lease liabilities of € 288.0 million over the entire term of the included contracts. As of 31 December 2022, the Group is of the opinion that these additional extension options will not yet be exercised with reasonable certainty, as a result of which they are not included in the ending balance of the lease liabilities and the non-discounted lease liability. If the Group were to include only the contractually agreed extension options, the future cash outflow of the non-discounted lease liabilities would decrease from € 447.4 million to € 289.4 million.



LEASES AS LESSOR

The Group has leased out parts of its property under operational leases. The non-discounted lease payments under non-cancellable operational leases are recoverable as follows:

IN '000 €	2021	2022
Less than one year	7 416	6 705
Between one and two years	3 998	4 190
Between two and three years	2 834	2 965
Between three and four years	1 753	1 430
Between four and five years	1 049	1 022
More than five years	2 949	2 449
TOTAL	19 999	18 760
Minimum lease payments in the income statement with regard to operational leases	6 821	8 198
Variable lease payments in the income statement with regard to operational leases	286	621

The Group leases out part of its complexes to third parties for the exploitation of shops or cafés. These concessions have a term of 1 to 20 years (renewable), unless they are agreed for an undefined term.

In addition, the car parks of a number of complexes are leased out for a term of 1 to 15 years (renewable) or for an indefinite term in Belgium, for a period of 9 years or for

an indefinite term in Luxembourg or for an indefinite term in Poland and France. A fixed rent is charged for part of these car parks. The revenue from the other car parks is variable, based on the number of parking tickets sold, adjusted for management expenses. The variable rent of the car parks was impacted by the Covid-19 pandemic in 2021.

28. Capital commitments

At 31 December 2022, the Group has material capital commitments for € 0.7 million. This mainly concerns commitments related to new servers for € 0.3 million and commitments with regard to the completion of the new cinema Kinopolis Metz Amphithéâtre (FR) for € 0.1 million.

At the end of 2021, the Group had material capital commitments for € 0.8 million. This mainly concerned commitments for the installation of recliner seats in St. Catharines (CA) for € 0.5 million and commitments with regard to the construction and finishing of the new cinema Kinopolis Metz Amphithéâtre (FR) for € 0.3 million.

29. Contingencies

KFD

At the end of 2022 the Group had unrecognised contractual obligations for € 1.5 million (2021: € 1.9 million). These are primarily minimum guarantee commitments of Kinopolis Film Distribution NV towards Dutch Filmworks BV and local producers for films that have not yet been released, but for which contractual obligations already exist.

30. Government grants and support measures

Government grants and support measures received as compensation for directly attributable costs are recognised as deductions from the related costs. General grants and support measures received from local governments are included under 'Other operating income'.

GOVERNMENT GRANTS

In France, the Group receives grants from the Centre National du Cinéma et de l'image Animée (CNC) for cinema related investments. These grants come from a fund financed by a contribution from cinema operators in the form of a percentage of ticket sales. The grants are recorded on the balance sheet as liabilities, and are recognised in the result over the useful life of the related assets. We hereby refer to notes 4 and 24. The grant can be claimed from the CNC in proportion to the number of visitors. We refer to note 15 for the outstanding receivables.

In Spain, Kinopolis received capital grants from the government in 2022 to finance investment projects for innovation, digitalisation and audio visual techniques, financed by the European Union (the so-called 'Next Generation EU'). The grants are recorded on the balance sheet as liabilities, and are recognised in the result over the useful life of the related assets. We refer to notes 4 and 24.

GOVERNMENT GRANTS AND SUPPORT MEASURES AS A RESULT OF THE COVID-19 PANDEMIC

As a result of the outbreak of the Covid-19 virus, governments, in the various countries where Kinopolis is active, and the CNC in France have taken support measures. The support measures obtained during 2022 are more limited than in 2021.

DIRECTLY ATTRIBUTABLE GRANTS AND SUPPORT MEASURES

Mainly during 2021 the Group was able to make use of the system of economic unemployment in Belgium and Spain, and of the system of wage subsidies in France, the Netherlands, Luxembourg, Canada and Switzerland. In the economic unemployment system, the wage cost does not have to be paid by the Company, but is paid directly to the employee by the government. By contrast, the wage cost in the wage subsidy system is first paid by the Company, and can subsequently be reclaimed from the government in whole or in part. Throughout 2022 the wage subsidy was only a material amount in Canada. In 2021 the social contributions in Spain and France were also partially waived. We refer to note 5 for more information.

Both in 2022 as in 2021 the Group received an additional allowance towards wage costs when employees remained employed during the Covid-19 pandemic in Luxembourg (2022: € 0.0 million – 2021: € 0.3 million).

Throughout 2022, the Group received in Belgium an allowance for property taxes (€ 0.2 million) and both in 2022 as in 2021 the Group obtained an allowance from the National Office for Social Security (NSSO) for the holiday pay of white-collar workers who made use of the system of economic unemployment (2022: € 0.1 million – 2021: € 0.1 million).

In Canada, as a result of the mandatory closure in the province of Ontario, the Group received a compensation for energy costs and a grant for property taxes. In addition, a rent subsidy was obtained in Canada, with part of the rent paid subsidised by the government, and obtained a compensation for significant loss. For Canada, this concerns a total amount of € 1.6 million (2021: € 3.9 million).



In the United States, the Group obtained rent and property tax allowances in 2022 (€ 1.9 million).

In France, the Group received an allowance in the form of a reduction of the property taxes and other local taxes (2022: € 0.4 million – 2021: € 0.7 million). In addition, due to various support measures, the Group obtained a deferral of payment in 2021, for example for local taxes.

GENERAL GRANTS AND SUPPORT MEASURES

The general support measures include grants for significant revenue loss, grants as a result of the mandatory closure, reimbursements for fixed costs, grants received from CNC and grants for the cultural sector. In 2022, the Group included € 1.1 million (2021: € 10.3 million) in 'Other operating income'. We refer to note 4 for this.

The general support measures consist of:

IN '000 €		2021	2022
Belgium	Globalisation premium	1 205	
Belgium	Protection mechanism and nuisance premium	514	-169
France	Grant received from CNC	2 967	
France	Aid for fixed costs ('Aide coûts fixes')	2 236	-307
France	Solidarity fund ('Fonds de solidarité')	758	
France	Safeguard fund ('Fonds de sauvegarde')	477	
France	Remission 'taxe spéciale additionnelle' (TSA)	23	
France	Grant for significant revenue loss	-348	
France	Grant as a result of the mandatory closure of the shops		476
France	Others	9	
Canada	Telefilm grant		365
Spain	Grants from multiple regional governments	963	782
The Netherlands	Reimbursement fixed costs (TVL) and reimbursement entrepreneurs affected sectors (TOGS)	866	
Luxembourg	Aid for costs not covered and others	367	
Switzerland	Others	298	
TOTAL		10 337	1 148

31. Related parties

The transactions between the Group and its subsidiaries were eliminated in the consolidation, and are accordingly not included in this note. The transactions with other related parties are explained below.

REMUNERATION OF THE DIRECTORS AND EXECUTIVE OFFICERS

IN '000 €	2021	2022
Directors		
Remuneration	933	909
Executive officers (CEO)		
Short-term employee benefits	734	786
TOTAL	1 668	1 695

Under the Group's 2016 Stock Option Plan (Incentive Plan), no new options were granted to the Group's CEO, the Chairman and Vice-Chairman of the Board of Directors in 2022. They did participate in this in 2017 (180 000). We refer to the remuneration report in the Corporate Governance Statement and note 20 for more information.

TRANSACTIONS WITH OTHER RELATED PARTIES

Kinohold BIS SA provides certain administrative services to the Group, for which it charged € 0.1 million in 2022 (2021: € 0.0 million).

Pentascop NV provides a number of maintenance and transport services to the Group, for which it charged € 0.0 million in 2022 (2021: € 0.1 million).

32. Subsequent events

As at the date of publication, no significant subsequent events have occurred.

33. Mandates and remuneration of the statutory auditor



The statutory auditor for the Company is KPMG Bedrijfsrevisoren, represented by Mr. F. Poesen. The mandates and remunerations for the entire Group can be summarised as follows:

IN '000 €	2021	2022
Remuneration of the statutory auditor	387	420
Other audit-related services	2	
Other assignments outside the audit assignments	3	11
Remuneration for exceptional services or special assignments performed within the Company and its subsidiaries by the statutory auditor	5	11
Remuneration for persons associated with the statutory auditor for the performance of a mandate as statutory auditor	418	472
Tax advisory services	13	19
Other assignments outside the audit assignments	277 ⁽¹⁾	16 ⁽²⁾
Remuneration for exceptional services and special assignments performed within the Company and its subsidiaries by persons associated with the statutory auditor	290	35
TOTAL	1 099	937

(1) Including a provision of K€ 265 for work not yet completed related to the NOW-audit and TVL-attestation.

(2) Including a reversal of provision of K€ 38 for work not yet completed related to the NOW audit.

34. Group entities

LIST OF THE FULLY CONSOLIDATED COMPANIES

COUNTRY	NAME	MUNICIPALITY	VAT OR COMPANY REGISTRATION NUMBER	% 2021	% 2022
Belgium	Brightfish NV	Brussels	BE 0450 523 725	100	100
	Kinepolis Braine SA	Braine-L'Alleud	BE 0462 688 911	100	100
	Kinepolis Film Distribution (KFD) NV	Brussels	BE 0445 372 530	100	100
	Kinepolis Financial Services NV	Brussels	BE 0886 547 831	100	100
	Kinepolis Group NV	Brussels	BE 0415 928 179	100	100
	Kinepolis Immo Hasselt NV	Hasselt	BE 0455 729 358	100	100
	Kinepolis Immo Multi NV	Brussels	BE 0877 736 370	100	100
	Kinepolis Liège NV	Hasselt	BE 0459 469 796	100	100
	Kinepolis Mega NV	Brussels	BE 0430 277 746	100	100
	Kinepolis Multi NV	Kortrijk	BE 0434 861 589	100	100
Canada	Kinepolis Canada LTD	Calgary	CA 2020 757 353	100	100
	Landmark Cinemas Holding LTD	Calgary	CA 2020 757 536	99,30	99,30
	Landmark Cinemas Canada LP	Calgary	CA 2017 564 317	99,30	99,30
	Landmark Cinemas Canada GP	Calgary	CA 2017 564 317	100	100
France	Eden Panorama SA	Lomme	FR 02340483221	100	100
	Forvm Kinepolis SA	Nîmes	FR 86421038548	100	100
	Kinepolis Bourgoin SA	Bourgoin-Jallieu	FR 65779487297	100	100
	Kinepolis France SAS	Lomme	FR 20399716083	100	100
	Kinepolis Film Distribution France SAS	Lomme	FR 43789848280	100	100
	Kinepolis Immo St. Julien-lès-Metz SAS	Metz	FR 51398364463	100	100
	Kinepolis Immo Thionville SA	Thionville	FR 10419162672	100	100
	Kinepolis Le Château du Cinéma SAS	Lomme	FR 60387674484	100	100
	Kinepolis Mulhouse SA	Mulhouse	FR 18404141384	100	100
	Kinepolis Nancy SAS	Nancy	FR 00428192819	100	100
	Kinepolis Prospection SAS	Lomme	FR 45428192058	100	100
	Kinepolis St. Julien-lès-Metz SAS	Metz	FR 43398364331	100	100
	Kinepolis Thionville SAS	Thionville	FR 09419251459	100	100
Utopolis Longwy SAS	Longwy	FR 21432763563	100	100	
Luxembourg	Utopolis Belval SA	Luxembourg	LU 220 75 333	100	100
	Majestiek International SA	Luxembourg	LU 19942206638	100	100
	Utopia SA	Luxembourg	LU 160 90 380	100	100



COUNTRY	NAME	MUNICIPALITY	VAT OR COMPANY REGISTRATION NUMBER	% 2021	% 2022
The Netherlands	Kinepolis Immo BV	Utrecht	NL 003182794B01	100	100
	Kinepolis Rotterdam BV	Utrecht	NL 808810261B01	100	100
	Kinepolis Bioscopen Holding BV	Utrecht	NL 822624382B01	100	100
	Kinepolis Enschede BV	Utrecht	NL 808883574B01	100	100
	Kinepolis Groningen BV	Utrecht	NL 816165774B01	100	100
	Kinepolis Huizen BV	Utrecht	NL 820697230B01	100	100
	Kinepolis Exploitatie BV	Utrecht	NL 819683036B01	100	100
	Kinepolis UBOS BV	Utrecht	NL 856681866B01	100	100
	Kinepolis Immo Schagen BV	Utrecht	NL 815246353B01	100	100
	Kinepolis Cinemagnus Schagen BV	Utrecht	NL 815293446B01	100	100
	Kinepolis Immo Hoofddorp BV	Utrecht	NL 821608563B01	100	100
	Kinepolis Cinemeerse Hoofddorp BV	Utrecht	NL 821608666B01	100	100
	City Monumenten Utrecht BV	Utrecht	NL 002611375B01	100	100
	NH Haarlem BV	Utrecht	NL 855813593B01	100	100
	Cineschalkstad BV	Utrecht	NL 855814275B01	100	100
	Utopia Nederland BV	Almere	NL 804687237B03	100	100
	Utrechtse Film Onderneming 'Ufio' BV	Utrecht	NL 003182812B01	100	100
	Kinepolis Immo Spijkenisse BV	Utrecht	NL 810523358B01	100	100
	Kinepolis Spijkenisse BV	Utrecht	NL 800351575B01	100	100
	Poland	Kinepolis Poznań Sp.z o.o.	Poznań	NIP 5252129575	100
Spain	Kine Invest SA	Pozuelo de Alarcon	ESA 824 896 59	100	100
	Kinepolis España SA	Pozuelo de Alarcon	ESA 814 870 27	100	100
	Kinepolis Granada SA	Pozuelo de Alarcon	ESA 828 149 55	100	100
	Kinepolis Jerez SA	Pozuelo de Alarcon	ESA 828 149 22	100	100
	Kinepolis Madrid SA	Pozuelo de Alarcon	ESA 828 149 06	100	100
	Kinepolis Paterna SA	Pozuelo de Alarcon	ESA 828 149 14	100	100
	Cines Llobregat SL	Madrid	NIF B651 443 70	100	100
	Cines El Punt SA	Madrid	NIF A621 222 21	100	100
United States	Kinepolis US INC	Michigan	EIN 61-1936179	100	100
	MJR Group LLC	Michigan	EIN 38-3367945	100	100
	MJR Sterling Heights LLC	Michigan	EIN 46-3910496	100	100
Switzerland	Kinepolis Schweiz AG	Schaffhausen	CH 2903013216-5	100	100

CHANGES IN THE CONSOLIDATION SCOPE

The operations acquired in 2022 in Spain and France were incorporated into existing companies. In Spain, the operations of the cinema in La Cañada (Marbella) were included in Kinepolis Granada SA and the operations of the cinema in Mataró (Barcelona) in Cines Llobregat SL. In France, the activities of the cinema acquired in Amnéville were included in the entities Kinepolis Thionville SAS and Kinepolis Immo St. Julien-lès-Metz SAS.

Statutory auditor's report

to the General Meeting of Kinopolis Group NV on the consolidated financial statements as of and for the year ended 31 December 2022

FREE TRANSLATION OF UNQUALIFIED STATUTORY AUDITOR'S REPORT ORIGINALLY PREPARED IN DUTCH

In the context of the statutory audit of the consolidated financial statements of Kinopolis Group NV ('the Company') and its subsidiaries (jointly 'the Group'), we provide you with our statutory auditor's report. This includes our report on the consolidated financial statements for the year ended 31 December 2022, as well as other legal and regulatory requirements. Our report is one and indivisible.

We were appointed as statutory auditor by the General Meeting of 11 May 2022, in accordance with the proposal of the board of directors issued on the recommendation of the audit committee and as presented by the workers' council. Our mandate will expire on the date of the General Meeting deliberating on the annual accounts for the year ended 31 December 2024. We have performed the statutory audit of the consolidated financial statements of the Group for 28 consecutive financial years.

REPORT ON THE CONSOLIDATED FINANCIAL STATEMENTS

UNQUALIFIED OPINION

We have audited the consolidated financial statements of the Group as of and for the year ended 31 December 2022, prepared in accordance with IFRS Standards as issued by the International Accounting Standards Board and as adopted by the European Union, and with the legal and regulatory requirements applicable in Belgium. These consolidated financial statements comprise the consolidated statement of financial position as at 31 December 2022, the consolidated income statement, the consolidated statement of profit or loss and other comprehensive income, the consolidated statement of changes in equity and the consolidated statement of cash flow for the year then ended and notes, comprising a summary of significant accounting policies and other explanatory information. The total of the consolidated statement of financial position amounts to EUR 1 169 496 (000) and the consolidated income statement shows a profit for the year of EUR 27 535 (000).

In our opinion, the consolidated financial statements give a true and fair view of the Group's equity and financial position as at 31 December 2022 and of its consolidated financial performance and its consolidated cash flows for the year then ended in accordance with IFRS Standards as issued by the International Accounting Standards Board and as adopted by the European Union, and with the legal and regulatory requirements applicable in Belgium.

BASIS FOR OUR UNQUALIFIED OPINION

We conducted our audit in accordance with International Standards on Auditing ('ISAs') as adopted in Belgium. In addition, we have applied the ISAs as issued by the IAASB and applicable for the current accounting year while these have not been adopted in Belgium yet. Our responsibilities under those standards are further described in the 'Statutory auditors' responsibility for the audit of the consolidated financial statements' section of our report. We have complied with the ethical requirements that are relevant to our audit of the consolidated financial statements in Belgium, including the independence requirements.

We have obtained from the board of directors and the Company's officials the explanations and information necessary for performing our audit.

We believe that the audit evidence we have obtained is sufficient and appropriate to provide a basis for our opinion.

KEY AUDIT MATTER

Key audit matters are those matters that, in our professional judgement, were of most significance in our audit of the consolidated financial statements of the current period. These matters were addressed in the context of our audit of the consolidated financial statements as a whole, and in forming our opinion thereon, and we do not provide a separate opinion on these matters.

Impairment of intangible assets, property, plant and equipment, right-of-use assets and goodwill

We refer to note 10 'Non-financial assets and business combinations' of the consolidated financial statements.

Description

As set out in note 10, 'Non-financial assets and business combinations', the Group performed an impairment assessment over intangible assets, property, plant and equipment ('PPE'), right-of-use assets and goodwill. This assessment was performed for each of the smallest groups of assets that generate largely independent cash flows (the cash-generating unit or 'CGU'). The Group has defined a CGU as the country. The Group determined the recoverable value of a CGU as the higher of its value in use ('VIU') which is based on discounted estimated future cash flows and its fair value less costs to sell as determined by an external valuation expert.

Intangible assets, property, plant and equipment ('PPE'), right-of-use assets and goodwill represent 86% of the Group's total assets as of 31 December 2022.



Determining the amount of impairment losses to be recorded, if any, requires the Group to exercise significant judgment and make important assumptions, particularly in relation to:

- the determination of the Group's CGUs;
- the estimation of a CGU's value-in-use, including the estimation of future cash flows and the applicable discount rates.

Our audit procedures

With the assistance of our valuation specialists, we performed the following audit procedures:

- we evaluated the appropriateness of the accounting treatment used by management based on the relevant accounting standard (IAS 36 Impairment of Assets);
- we challenged management's assessment of potential indicators of impairment of intangible assets, property, plant and equipment ('PPE'), right-of-use assets and goodwill based on our own expectations developed from our knowledge of the Group and our understanding of internal and external factors relevant to the Group, the Group's business and the industry in which the Group operates;
- we challenged management's identification of CGUs with reference to our understanding of the Group's business and the requirements of the prevailing accounting standards;
- where a CGU required testing, we challenged key inputs and data used in the valuation model such as forecasted revenues, operating costs, maintenance capital expenditure, and respective weighted average cost of capital based on our knowledge of the business and the cinema industry;
- we assessed the Group's historical ability to forecast cash flows, and challenged the reasonableness of current forecasts given the future strategy of the Group and our understanding of the Group's past performance;
- we verified the mathematical accuracy of the discounted cash flow model;
- we performed sensitivity analyses on the respective weighted average cost of capital and the forecasted cash flows used by the Group to assess what change thereto would result in a different conclusion being reached, and assessing whether there were any indications of management bias in the selection of these assumptions; and
- we assessed the appropriateness of the Group's disclosures in respect of impairment of intangible assets, property, plant and equipment ('PPE'), right-of-use assets and goodwill as included in note 10 to the consolidated financial statements.

BOARD OF DIRECTORS' RESPONSIBILITIES FOR THE PREPARATION OF THE CONSOLIDATED FINANCIAL STATEMENTS

The board of directors is responsible for the preparation of these consolidated financial statements that give a true and fair view in accordance with IFRS Standards as issued by the International Accounting Standards Board and as adopted by the European Union, and with the legal and regulatory requirements applicable in Belgium, and for such internal control as board of directors determines, is necessary to enable the preparation of consolidated financial statements that are free from material misstatement, whether due to fraud or error.

In preparing the consolidated financial statements, the board of directors is responsible for assessing the Group's ability to continue as a going concern, disclosing, as applicable, matters related to going concern and using the going concern basis of accounting unless the board of directors either intends to liquidate the Group or to cease operations, or has no realistic alternative but to do so.

STATUTORY AUDITOR'S RESPONSIBILITIES FOR THE AUDIT OF THE CONSOLIDATED FINANCIAL STATEMENTS

Our objectives are to obtain reasonable assurance as to whether the consolidated financial statements as a whole are free from material misstatement, whether due to fraud or error, and to issue an auditor's report that includes our opinion. Reasonable assurance is a high level of assurance, but is not a guarantee that an audit conducted in accordance with ISAs will always detect a material misstatement when it exists. Misstatements can arise from fraud or error and are considered material if, individually or in the aggregate, they could reasonably be expected to influence the economic decisions of the users taken on the basis of these consolidated financial statements.

When performing our audit we comply with the legal, regulatory and professional requirements applicable to audits of the consolidated financial statements in Belgium. The scope of the statutory audit of the consolidated financial statements does not extend to providing assurance on the future viability of the Group nor on the efficiency or effectivity of how the board of directors has conducted or will conduct the business of the Group. Our responsibilities regarding the going concern basis of accounting applied by the board of directors are described below.

As part of an audit in accordance with ISAs, we exercise professional judgement and maintain professional skepticism throughout the audit. We also perform the following procedures:

- identify and assess the risks of material misstatement of the consolidated financial statements, whether due to fraud or error, design and perform audit procedures responsive to those risks, and obtain audit evidence that is sufficient and appropriate to provide a basis for our opinion. The risk of not detecting a material misstatement resulting from fraud is higher than for one resulting from error, as fraud may involve collusion, forgery, intentional omissions, misrepresentations, or the override of internal control;
- obtain an understanding of internal controls relevant to the audit in order to design audit procedures that are appropriate in the circumstances, but not for the purpose of expressing an opinion on the effectiveness of the Group's internal control;
- evaluate the appropriateness of accounting policies used and the reasonableness of accounting estimates and related disclosures made by board of directors;
- conclude on the appropriateness of board of directors' use of the going concern basis of accounting and, based on the audit evidence obtained, whether a material uncertainty exists related to events or conditions that may cast significant doubt on the Group's ability to continue as a going concern. If we conclude that a material uncertainty exists, we are required to draw attention in our auditors' report to the related disclosures in the consolidated financial statements or, if such disclosures are inadequate, to modify our opinion. Our conclusions are based on the audit evidence obtained up to the date of our auditors' report. However, future events or conditions may cause the Group to cease to continue as a going concern;
- evaluate the overall presentation, structure and content of the consolidated financial statements, including the disclosures, and whether the consolidated financial statements represent the underlying transactions and events in a manner that achieves fair presentation;
- obtain sufficient appropriate audit evidence regarding the financial information of the entities or business activities within the Group to express an opinion on the consolidated financial statements. We are responsible for the direction, supervision and performance of the group audit. We remain solely responsible for our audit opinion.

We communicate with the audit committee regarding, among other matters, the planned scope and timing of the audit and significant audit findings, including any significant deficiencies in internal control that we identify during our audit.

We also provide the audit committee with a statement that we have complied with relevant ethical requirements regarding independence, and to communicate with them all relationships and other matters that may reasonably be thought to bear on our independence, and where applicable, related safeguards.

For the matters communicated with the audit committee, we determine those matters that were of most significance in the audit of the consolidated financial statements of the current period and are therefore the key audit matters. We describe these matters in our auditor's report unless law or regulation precludes public disclosure about the matter.

OTHER LEGAL AND REGULATORY REQUIREMENTS

RESPONSIBILITIES OF THE BOARD OF DIRECTORS

The board of directors is responsible for the preparation and the content of the board of directors' annual report on the consolidated financial statements, the statement of the non-financial information attached to the board of directors' annual report on the consolidated financial statements and the other information included in the annual report.

STATUTORY AUDITOR'S RESPONSIBILITIES

In the context of our engagement and in accordance with the Belgian standard which is complementary to the International Standards on Auditing (ISAs) as applicable in Belgium, our responsibility is to verify, in all material respects, the board of directors' annual report on the consolidated financial statements, the statement of the non-financial information attached to the board of directors' annual report on the consolidated financial statements and the other information included in the annual report, and to report on these matters.



ASPECTS CONCERNING THE BOARD OF DIRECTORS' ANNUAL REPORT ON THE CONSOLIDATED FINANCIAL STATEMENTS AND OTHER INFORMATION INCLUDED IN THE ANNUAL REPORT

Based on specific work performed on the board of directors' annual report on the consolidated financial statements, as included in section 3 'Results 2022' and section 11 'Corporate Governance', we are of the opinion that this report is consistent with the consolidated financial statements for the same period and has been prepared in accordance with article 3:32 of the Companies' and Associations' Code.

In the context of our audit of the consolidated financial statements, we are also responsible for considering, in particular based on the knowledge gained throughout the audit, whether the board of directors' annual report on the consolidated financial statements and other information included in the annual report:

- Section 1: Word from the Chairman and the CEO
- Section 4: Kinopolis worldwide
- Section 7: Core activities

contain material misstatements, or information that is incorrectly stated or misleading. In the context of the procedures carried out, we did not identify any material misstatements that we have to report to you.

The non-financial information required by article 3:32 §2 of the Companies' and Associations' Code has been included in section 10 'Impactful and responsible business' of the annual report. The Company has prepared this non-financial information based on ISO26000. In accordance with article 3:80 §1, 1st paragraph, 5° of the Companies' and Associations' Code, we do not comment on whether this non-financial information has been prepared in accordance with the mentioned ISO26000.

INFORMATION ABOUT THE INDEPENDENCE

- Our audit firm and our network have not performed any engagement which is incompatible with the statutory audit of the consolidated accounts and our audit firm remained independent of the Group during the term of our mandate.
- The fees for the additional engagements which are compatible with the statutory audit referred to in article 3:65 of the Companies' and Associations' Code were correctly stated and disclosed in the notes to the consolidated financial statements.

EUROPEAN SINGLE ELECTRONIC FORMAT (ESEF)

In accordance with the draft standard on the audit of compliance of the financial statements with the European Single Electronic Format (hereafter 'ESEF'), we have audited as well whether the ESEF-format is in accordance with the regulatory technical standards as laid down in the EU Delegated Regulation nr. 2019/815 of 17 December 2018 (hereafter 'Delegated Regulation').

The board of directors is responsible for the preparation, in accordance with the ESEF requirements, of the consolidated financial statements in the form of an electronic file in ESEF format (hereafter 'digital consolidated financial statements') included in the annual financial report.

It is our responsibility to obtain sufficient and appropriate information to conclude whether the format and the tagging of the digital consolidated financial statements comply, in all material respects, with the ESEF requirements under the Delegated Regulation.

In our opinion, based on our work performed, the format of and the tagging of information in the official Dutch version of the digital consolidated financial statements as per 31 December 2022, included in the annual financial report of Kinopolis Group NV, are, in all material respects, prepared in compliance with the ESEF requirements under the Delegated Regulation.

OTHER ASPECT

This report is consistent with our additional report to the audit committee on the basis of Article 11 of Regulation (EU) No 537/2014.

Antwerp, 31 March 2023

KPMG Bedrijfsrevisoren - Réviseurs d'Entreprises
Statutory Auditor
represented by

Frederic Poesen
Bedrijfsrevisor / Réviseur d'Entreprises

Condensed financial statements of Kinopolis Group NV

The following information is an extract from the statutory financial statements of Kinopolis Group NV, drawn up in accordance with the Belgian accounting principles. These statutory financial statements will be filed, together with the report of the Board of Directors to the General Shareholders Meeting and the auditor's report, with the National Bank of Belgium within the legal deadline.

It should be noted that only the consolidated financial statements as presented above give a true and fair view of the financial position and performance of Kinopolis Group NV.

As Kinopolis Group NV is essentially a holding company that accounts for its investments at cost in its statutory financial statements, these separate financial statements only give a limited view of the financial position of Kinopolis Group NV. The Board of Directors has therefore

deemed it appropriate to present only a condensed unconsolidated balance sheet and income statement, prepared according to the Belgian accounting principles for the year ended 31 December 2022.

The statutory auditor's report is 'unqualified', and confirms that the statutory financial statements of Kinopolis Group NV, prepared in accordance with Belgian accounting principles for the year ending 31 December 2022, give a true and fair view of the financial position of Kinopolis Group NV in accordance with all legal and regulatory provisions.

The statutory financial statements of Kinopolis Group NV can be obtained free of charge from the website of the National Bank of Belgium (www.nbb.be), in the section 'Central Balance Sheet Office', subsection 'Consult' or can be requested free of charge from Investor Relations.

CONDENSED UNCONSOLIDATED BALANCE SHEET OF KINEPOLIS GROUP NV

IN '000 €	2021	2022
Non-current assets	609 567	620 472
Intangible assets	4 696	5 182
Property, plant and equipment	665	835
Financial fixed assets	604 206	614 455
Current assets	48 912	57 380
TOTAL ASSETS	658 479	677 852
Equity	80 969	88 018
Issued capital	18 952	18 952
Share premiums	1 154	1 154
Legal reserve	1 895	1 895
Unavailable reserves	20 825	14 675
Available reserves	7 050	7 050
Profit carried forward	31 092	44 291
Provisions and deferred taxes	33	130
Non-current loans and borrowings	491 622	475 744
Current loans and borrowings	71 362	101 969
Accrued charges and deferred income	14 493	11 992
TOTAL EQUITY AND LIABILITIES	658 479	677 852



CONDENSED UNCONSOLIDATED INCOME STATEMENT OF KINEPOLIS GROUP NV

IN '000 €	2021	2022
Operating income	30 837	73 934
Operating expenses	-30 808	-46 538
OPERATING RESULT	29	27 396
Financial result	-2 819	-12 075
Current tax expenses	248	-1 260
PROFIT / (LOSS) FROM THE FINANCIAL YEAR FOR APPROPRIATION	-2 542	14 061

APPROPRIATION OF THE RESULTS OF KINEPOLIS GROUP NV

IN '000 €	2021	2022
Profit / (loss) from the fiscal year for appropriation	-2 542	14 061
Profit carried forward from previous financial year	39 641	31 092
Transfer to / (from) equity:		
- to the unavailable reserves	6 008	-6 150
Profit to be carried forward	31 092	44 291
Dividend		7 012

MANDATES AND REMUNERATION OF THE STATUTORY AUDITOR OF KINEPOLIS GROUP NV

IN '000 €	2021	2022
Remuneration of the statutory auditor(s) for the performance of a mandate as statutory auditor	265	287
Other audit-related services	2	
Other assignments outside the audit assignments	3	6
Remuneration for exceptional services or special assignments performed within the Company by the statutory auditor(s)	5	6
Tax advisory services	13	19
Other assignments outside the audit assignments	3	4
Remuneration for exceptional services or special assignments performed within the Company by persons associated with the statutory auditor(s)	16	23
TOTAL	286	316

Reconciliations

ADJUSTMENTS

IN '000 €	2021	2022
EBITDA	405	-712
Depreciations, amortisations and impairment losses	-1 181	-892
Provisions		117
Income tax expenses	196	373
NET IMPACT OF ADJUSTMENTS	-580	-1 114

RECONCILIATION OF ADJUSTED RESULT

IN '000 €	2021	2022
Operating result	-6 545	67 980
Financial result	-28 362	-30 286
Result before tax	-34 907	37 694
Income tax expenses	9 401	-10 159
Result for the period	-25 506	27 535
Net impact of adjustments	580	1 114
ADJUSTED RESULT FOR THE PERIOD	-24 926	28 649

RECONCILIATION OF EBITDAL

IN '000 €	2021	2022
EBITDA	72 667	150 250
Costs related to lease contracts (excl. rent abatements and common charges)	-34 157	-36 274
EBITDAL	38 510	113 975

RECONCILIATION OF ADJUSTED EBITDAL

IN '000 €	2021	2022
EBITDAL	38 510	113 975
Impact of adjustments on EBITDA	-405	712
ADJUSTED EBITDAL	38 105	114 688



RECONCILIATION ADJUSTED EBITDA VS EBITDA

IN '000 €	2021	2022
Operating result	-6 545	67 980
Depreciations and amortisations	81 031	82 029
Provisions and impairments	-1 819	241
EBITDA	72 667	150 250
Impact of adjustments on EBITDA	-405	712
ADJUSTED EBITDA	72 262	150 962

RECONCILIATION OF NET FINANCIAL DEBT

IN '000 €	2021	2022
Financial debt	940 631	861 942
Cash and cash equivalents	-75 295	-67 751
Tax shelter investments	-304	-304
NET FINANCIAL DEBT	865 032	793 887

RECONCILIATION OF NET FINANCIAL DEBT EXCL. LEASE LIABILITIES

IN '000 €	2021	2022
Financial debt excl. lease liabilities	550 064	491 571
Cash and cash equivalents	-75 295	-67 751
Tax shelter investments	-304	-304
NET FINANCIAL DEBT EXCL. LEASE LIABILITIES	474 465	423 516
Impact lease liabilities	390 567	370 371
NET FINANCIAL DEBT	865 032	793 887

RECONCILIATION FREE CASH FLOW

IN '000 €	2021	2022
Cash flow from operating activities	84 409	149 903
Income taxes paid / received	4 465	-13 880
Maintenance capital expenditures for intangible assets, property, plant and equipment and investment property	-2 819	-13 197
Interest paid / received	-15 534	-16 319
Payment of lease liabilities	-21 624	-36 389
FREE CASH FLOW	48 897	70 117

RECONCILIATION ROCE

IN '000 €	2021	2022
Operating result	-6 545	67 980
Impact of adjustments on EBIT	776	1 487
Adjusted EBIT	-5 769	69 467
Average non-current assets	1 088 376	1 062 914
Average deferred tax assets	-19 295	-22 477
Average inventories	4 423	6 334
Average trade receivables	17 700	24 604
Average trade payables	-56 620	-65 021
Capital employed	1 034 583	1 006 354
RETURN ON CAPITAL EMPLOYED (ROCE)	-0.6%	6.9%

RECONCILIATION ROCE EXCL. IFRS 16

IN '000 €	2021	2022
Operating result + IFRS 16 depreciations – costs related to lease contracts (excl. rent abatements and common charges)	-13 454	60 413
Impact of adjustments on EBIT	776	1 487
Adjusted EBIT excl. IFRS 16	-12 678	61 900
Average non-current assets excl. right-of-use assets	730 475	719 523
Average deferred tax assets excl. impact IFRS 16	-15 220	-15 998
Average inventories	4 423	6 334
Average trade receivables	17 700	24 604
Average trade payables	-56 620	-65 021
Capital employed excl. IFRS 16	680 757	669 443
RETURN ON CAPITAL EMPLOYED (ROCE) EXCL. IFRS 16	-1.9%	9.2%

RECONCILIATION CURRENT RATIO

IN '000 €	2021	2022
Current assets	115 447	123 299
Current liabilities	220 650	194 239
CURRENT RATIO	0.52	0.63

RECONCILIATION CURRENT RATIO EXCL. CURRENT LEASE LIABILITIES

IN '000 €	2021	2022
Current assets	115 447	123 299
Current liabilities excl. current lease liabilities	184 354	159 243
CURRENT RATIO EXCL. CURRENT LEASE LIABILITIES	0.63	0.77



RECONCILIATION CAPITAL EXPENDITURE ACCORDING TO THE STATEMENT OF CASH FLOW

IN '000 €	2021	2022
Acquisition of intangible assets	1 648	2 381
Acquisition of property, plant and equipment and investment property	15 406	25 376
Advance lease payments	254	
Acquisition of subsidiaries, net of cash acquired		7 858
Proceeds from sale of investment property, intangible assets and property, plant and equipment	-1 579	-2 278
TOTAL CAPITAL EXPENDITURE ACCORDING TO THE STATEMENT OF CASH FLOW	15 730	33 337

RECONCILIATION GEARING RATIO

IN '000 €	2021	2022
Net financial debt	865 032	793 887
Equity	120 649	157 628
GEARING RATIO	7.17	5.04

RECONCILIATION GEARING RATIO EXCL. LEASE LIABILITIES

IN '000 €	2021	2022
Net financial debt excl. lease liabilities	474 465	423 516
Equity	120 649	157 628
GEARING RATIO EXCL. LEASE LIABILITIES	3.93	2.69

Glossary and APMs

The glossary below also contains Alternative Performance Measures (APMs) that are aimed to improve the transparency of financial information.

Gross result

Revenue – cost of sales

Operating result (EBIT)

Gross result – marketing and selling expenses – administrative expenses + other operating income – other operating expenses

Adjusted operating result

Operating result after eliminating adjustments; is used to reflect the operating result from normal operating activities

EBITDA

Operating result + depreciations + amortisations + impairments + movements in provisions

EBITDAL

EBITDA less costs related to lease contracts (excl. rent abatements and common charges, these are already part of EBITDA and should therefore not be included in the deduction)

Adjusted EBITDA

EBITDA after eliminating adjustments; is used to reflect the EBITDA from normal operating activities

Adjustments

This category primarily includes results from the disposal of fixed assets, impairment losses on assets, provisions, costs from restructuring and acquisitions and other exceptional income and expenses

Financial result

Financial income – financial expenses

Effective tax rate

Income tax expenses / result before tax

Adjusted result

Result for the period after eliminating adjustments; is used to reflect the result from normal operating activities

Result for the period, share of the Group

Result attributable to equity holders of the Company

Basic result per share

Result for the period, share of the Group / (average number of outstanding shares – average number of treasury shares)

Diluted result per share

Result for the period, share of the Group / (average number of outstanding shares – average number of treasury shares + number of possible new shares that must be issued under the existing share option plans x dilution effect of the share option plans)

Dividend

Payment of the result of a company to its shareholders

Pay-out ratio

The pay-out ratio indicates which part of the net result is being paid to the shareholders

Capital expenditure

Capitalised investments in intangible assets, property, plant and equipment and investment property

Gross financial debt

Non-current and current financial liabilities

Net financial debt

Financial debt after deduction of cash and cash equivalents and tax shelter investments

Net financial debt excl. lease liabilities

Financial debt excluding lease liabilities after deduction of cash and cash equivalents and tax shelter investments

ROCE (Return on capital employed)

Adjusted EBIT / (average non-current assets – average deferred tax assets + average assets classified as held for sale + average trade receivables + average inventories – average trade payables)

Current ratio

Current assets / current liabilities

Free cash flow

Cash flow from operating activities – maintenance capital expenditures for intangible assets, property, plant and equipment and investment property – interest paid

Financial calendar 2023-2024



THURSDAY

27

Apr 2023

PUBLICATION
BUSINESS UPDATE
Q1 2023

WEDNESDAY

10

May 2023

GENERAL MEETING
KINEPOLIS GROUP NV

THURSDAY

17

Aug 2023

PUBLICATION HALF-YEAR
RESULTS 2023
PRESENTATION TO PRESS
AND ANALYSTS

THURSDAY

26

Oct 2023

PUBLICATION
BUSINESS UPDATE
Q3 2023

THURSDAY

22

Feb 2024

PUBLICATION
ANNUAL RESULTS 2023
PRESENTATION TO PRESS
AND ANALYSTS

These dates are subject to change.

For adjustments to the financial calendar, please refer to the website:

WWW.KINEPOLIS.COM/CORPORATE

Statement with regard to the information incorporated in the annual report



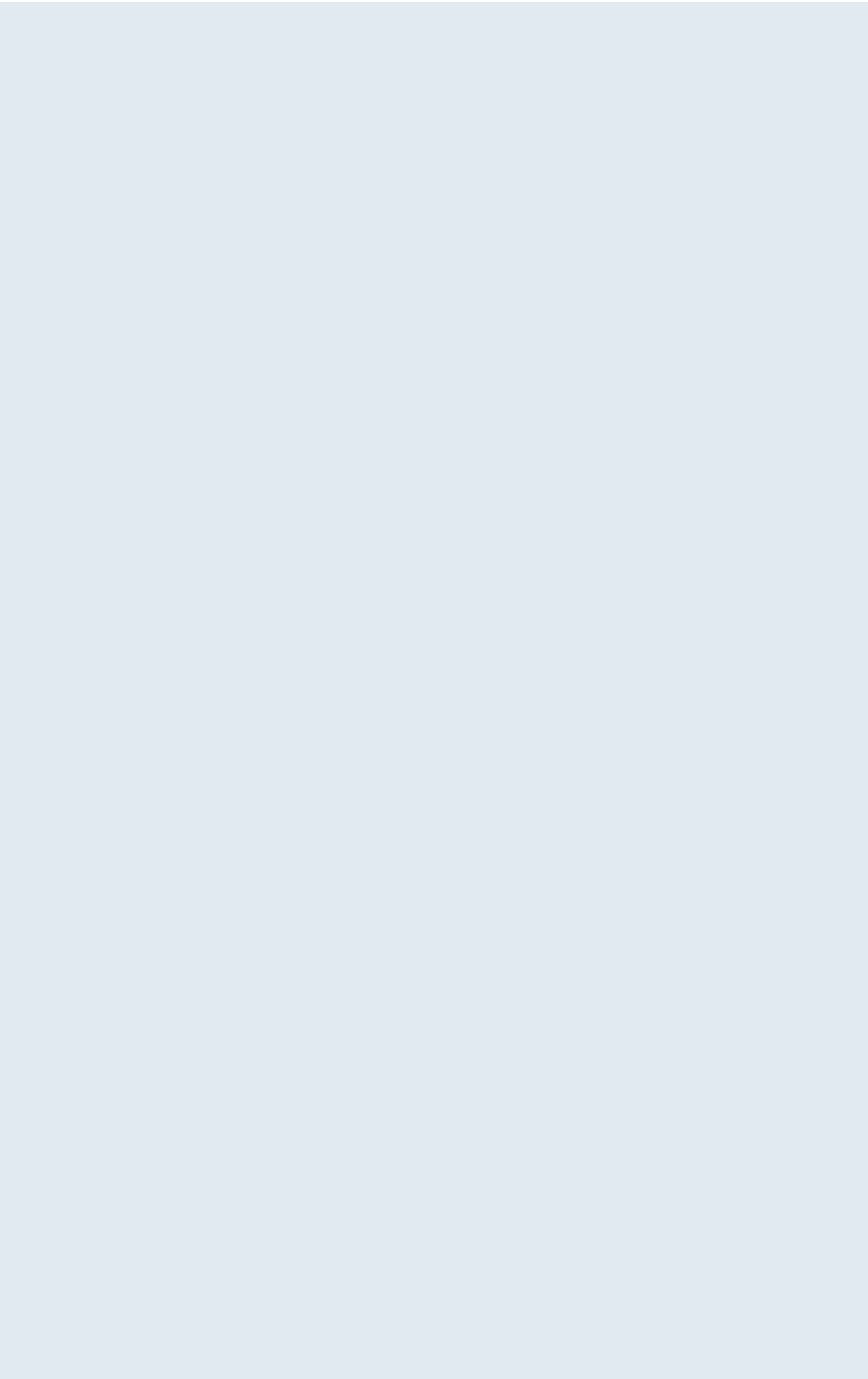
The undersigned certifies that, to his knowledge:

- The financial statements, which have been prepared in accordance with the applicable standards and on a going concern basis, give a true and fair view of the equity, financial position and performance of the Company and the entities included in the consolidation as a whole;
- The report of the Board of Directors gives a fair view of the development and performance of the business and the position of the Company and the entities included in the consolidation, together with a description of the principal risks and uncertainties to which they are exposed.

22 March 2023

Eddy Duquenne

CEO Kinopolis Group



Registered office:
Kinopolis Group NV
Eeuwfeestlaan 20
B-1020 Brussels, Belgium
companysecretary@kinopolis.com

Correspondence address:
Kinopolis Group NV
Moutstraat 132-146
B-9000 Ghent, Belgium
VAT BE 0415.928.179
BRUSSELS RPR

Investor Relations:
Jeroen Mouton, CFO
Tine Duyck, Executive Assistant CFO & IR Coordinator
investor-relations@kinopolis.com

Website:
www.kinopolis.com/corporate

Corporate Communication:
Anneleen Van Troos, Corporate Communication Manager

Creation: www.astrix.be



WWW.KINEPOLIS.COM/CORPORATE

